

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société d'habitation du Québec (Société) ont été dressés par la direction responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

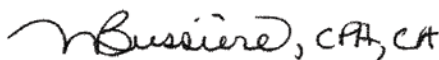
Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, pour l'exercice clos le 31 mars 2015, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Président-directeur général,



Michel Gagnon

Directrice de la comptabilité et du financement,



Nathalie Bussière, CPA, CA

Québec, le 21 juillet 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société d'habitation du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société d'habitation du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 21 juillet 2015

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	Notes	2015 Budget	2015 Réel	2014 Réel
REVENUS				
Contributions				
Gouvernement du Québec		504 076	451 015	335 231
Société canadienne d'hypothèques et de logement	3	371 665	371 436	406 199
Contributions non récurrentes du gouvernement du Québec	9	-	55 916	75 076
Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles	25	190 434	178 011	174 389
Intérêts	25	33 803	27 790	29 773
Autres	4	-	314	669
		1 099 978	1 084 482	1 021 337
CHARGES				
Coût des programmes	3	866 440	828 508	833 391
Frais financiers	5,25	78 296	71 956	72 667
Frais d'administration	6,25	39 065	36 002	35 752
Amortissement des immobilisations corporelles	20	116 177	116 338	109 703
Autre	7	-	45	560
		1 099 978	1 052 849	1 052 073
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE		-	31 633	(30 736)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE			5 610	36 346
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE			37 243	5 610

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	Notes	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	44 205	-
Intérêts courus sur les prêts et autres	25	2 317	5 541
Débiteurs	9	796 655	863 400
Avances aux offices d'habitation	10	123 549	93 150
Contribution recouvrable – gouvernement du Québec	19	46 910	42 186
Prêts	11,25	541 880	536 173
Placements de portefeuille	12	10 586	10 610
Encaisse réservée	13	72 216	27 670
		1 638 318	1 578 730
PASSIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	-	19 752
Créditeurs et charges à payer	14	276 165	205 764
Dû au gouvernement du Québec sans modalité de remboursement		13 530	13 530
Intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires	25	27 770	31 612
Emprunts temporaires	15,25	294 694	262 778
Subventions à payer	16	631 815	707 596
Dette à long terme	17,25	1 785 643	1 732 896
Contributions reportées – Société canadienne d'hypothèques et de logement	18	3 074	120
Provision pour congés de maladie	21	6 865	6 204
Provision pour pertes sur garanties de prêts	19	46 910	42 186
		3 086 466	3 022 438
DETTE NETTE		(1 448 148)	(1 443 708)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles	20	1 485 391	1 449 318
EXCÉDENT CUMULÉ		37 243	5 610
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES			
ÉVENTUALITÉS	22		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du conseil d'administration,



Pierre Rivard, avocat

Président-directeur général,



Michel Gagnon

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

De l'exercice clos le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	Note	2015 Budget	2015 Réal	2014 Réal
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE			(1 443 708)	(1 377 121)
Variation de la dette nette de l'exercice				
Immobilisations corporelles				
Acquisitions, incluant les intérêts capitalisés	20	(117 388)	(152 414)	(145 672)
Amortissement	20	116 177	116 338	109 703
Dispositions	20	-	3	118
		(1 211)	(36 073)	(35 851)
Excédent (déficit) de l'exercice		-	31 633	(30 736)
Augmentation de la dette nette		(1 211)	(4 440)	(66 587)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE			(1 448 148)	(1 443 708)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	Notes	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT			
Rentrées de fonds – contributions		943 122	924 369
Rentrées de fonds – sommes reçues pour le compte de tiers	14	48 639	22 607
Rentrées (sorties) de fonds – autres		212	(376)
Sorties de fonds – coût des programmes		(651 522)	(748 610)
Sorties de fonds – frais d'administration		(36 308)	(34 811)
Sorties de fonds – sommes versées pour le compte de tiers	14	(4 472)	(4 704)
Intérêts reçus		5 889	8 271
Intérêts payés		(72 169)	(78 602)
Intérêts reçus pour le compte de tiers	14	359	153
		233 750	88 297
Trésorerie réservée pour le compte de tiers	13	(44 546)	(18 036)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		189 204	70 261
ACTIVITÉS DE PLACEMENT			
Avances aux offices d'habitation	10	(121 756)	(87 550)
Encaissements sur les placements de portefeuille		27	2 526
Encaissements sur les prêts		62 780	32 270
Flux de trésorerie liés aux activités de placement		(58 949)	(52 754)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)**De l'exercice clos le 31 mars 2015**

(en milliers de dollars)

	Notes	2015	2014
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	20	(146 004)	(145 311)
Produits sur la disposition d'immobilisations corporelles		45	650
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations		(145 959)	(144 661)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Nouveaux emprunts temporaires		262 797	390 171
Remboursement d'emprunts temporaires		-	(148 223)
Nouvelle dette à long terme		-	98 649
Remboursements sur la dette à long terme		(183 136)	(262 591)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		79 661	78 006
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		63 957	(49 148)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	8	(19 752)	29 396
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	8	44 205	(19 752)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2015

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société, personne morale constituée par loi spéciale (*Loi sur la Société d'habitation du Québec*, RLRQ, chapitre S-8), a pour objets :

- d'aviser le ministre sur les besoins, les priorités et les objectifs de tous les secteurs de l'habitation au Québec;
- de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation;
- de mettre à la disposition des citoyens du Québec des logements à loyer modique;
- de favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitations;
- de faciliter aux citoyens du Québec l'accession à la propriété immobilière;
- de promouvoir l'amélioration de l'habitat.

La Société prépare et met en œuvre, avec l'autorisation du gouvernement, les programmes lui permettant de rencontrer ses objets.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce manuel.

Conformément au modèle de présentation recommandé par le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, la Société présente les données budgétaires pour l'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette telles qu'elles ont été prévues et approuvées à l'origine. Les données budgétaires de l'exercice financier 2014-2015 de la Société ont été approuvées par son conseil d'administration le 21 mars 2014.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont des incidences sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présentés dans les états financiers.

Des estimations et des hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, soit la provision pour pertes sur garanties de prêts, la provision pour congés de maladie, la durée de vie utile des immobilisations, la moins-value durable des placements de portefeuille ainsi que le coût des programmes et les contributions de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) concernant la comptabilisation sur la base des travaux réalisés pour les programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Rénovation Québec. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus, y compris les gains réalisés, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Contributions

Lorsque la Société est bénéficiaire, elle doit comptabiliser à titre de revenu un paiement de transfert dans l'exercice où ce paiement a été autorisé par le cédant et où tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'il est assorti de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, une contribution reportée est inscrite et la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont respectées.

La SCHL agit pour le compte du gouvernement du Canada en ce qui concerne les programmes prévus dans les ententes-cadres entre le Canada et le Québec.

Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles

La contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles est constatée à mesure qu'elle est gagnée en vertu de la réglementation en vigueur.

Intérêts

Les revenus d'intérêt sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés.

CHARGES

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu. Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités. Elles englobent également les pertes réalisées.

Coût des programmes

Les montants imputés au coût des programmes sont comptabilisés à titre de charges dans l'exercice où la Société autorise le paiement de transfert et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité.

Frais financiers

Les montants indiqués au titre des frais financiers comprennent les coûts de transaction relatifs à la dette.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société recense, mesure et suit ses risques financiers afin de réduire leurs incidences sur ses résultats et sa situation financière. L'approche de la Société quant à la gestion des risques liés aux instruments financiers est présentée à la note 24.

Tous les instruments financiers de la Société sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers se qualifiant comme instruments financiers sont composés des postes suivants : trésorerie et équivalents de trésorerie, intérêts courus sur les prêts et autres, débiteurs, avances aux offices d'habitation, prêts, placements de portefeuille et encaisse réservée.

Les passifs financiers sont composés des postes suivants : créditeurs et charges à payer, intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires, emprunts temporaires, subventions à payer et dette à long terme.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de la comptabilisation initiale.

Un passif financier est décomptabilisé lorsque les obligations de l'entité sont éteintes, annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

Les revenus et les charges d'intérêts sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation d'actifs financiers

À chaque fin d'exercice, si une indication objective de dépréciation des actifs financiers ou groupes d'actifs financiers existe, ceux-ci sont évalués pour déterminer si une dépréciation doit être comptabilisée.

Ainsi, lorsqu'un placement de portefeuille subit une moins-value durable, la valeur comptable de ce dernier doit être diminuée afin de refléter cette réduction. L'augmentation annuelle de cette provision pour moins-value est prise en considération dans les résultats de l'exercice et ne peut faire l'objet d'une reprise de valeur.

Quant aux prêts, des provisions pour moins-values doivent être comptabilisées afin de présenter ces derniers au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers constituent des éléments d'actif qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures; ils ne sont pas destinés à être utilisés pour la prestation de services.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter, au poste « trésorerie et équivalents de trésorerie », l'encaisse, l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu, les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition, les placements facilement convertibles à court terme et, le cas échéant, le découvert bancaire.

Prêts

Les intérêts créditeurs sont constatés au moment où ils sont gagnés. Lorsque le recouvrement du capital ou des intérêts n'est pas raisonnablement sûr, la comptabilisation des intérêts créditeurs cesse.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille comprennent des placements ayant une échéance supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition. Ils se composent d'instruments du marché monétaire tels que des certificats de dépôt à terme ainsi que des billets à terme adossés à des actifs (BTAA) de tiers.

PASSIFS

Les passifs constituent des obligations de la Société envers des tiers en date des états financiers en raison d'opérations ou d'événements passés dont l'acquittement donnera lieu à une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques dans le futur.

Contributions reportées – Société canadienne d'hypothèques et de logement

Les contributions reçues sont reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les contributions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenu est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont respectées.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

PASSIFS (suite)

Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour vacances

Les obligations découlant des congés de vacances dus aux employés sont comptabilisées à titre de passif dans le poste « créditeurs et charges à payer ». Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des congés de maladie par les employés.

Provision pour pertes sur garanties de prêts

Cette provision est établie en appliquant aux prêts garantis un taux basé sur l'expérience passée.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Le développement informatique inclut également le coût pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes.

Les bâtiments acquis sous forme d'apport ou pour une valeur symbolique sont comptabilisés à la juste valeur au moment de leur acquisition.

Les immobilisations en cours de construction, d'amélioration ou de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant d'être prêtes pour la mise en service.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative, soit :

CATÉGORIES	DURÉE
Bâtiments	35 à 40 ans
Améliorations majeures	20 ans
Améliorations locatives	5 ans
Matériel et équipement (incluant les logiciels)	3 ans
Développement informatique	5 ans

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIFS NON FINANCIERS (suite)

Réduction de valeurs sur immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont passées en charge dans l'état des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

3. COÛT DES PROGRAMMES

	2015	2014
Aide au logement social, communautaire et abordable		
Logement à but non lucratif		
<i>Public</i>		
Volet régulier	266 146	259 079
Volet Inuit ^(a)	82 892	79 315
	<u>349 038</u>	<u>338 394</u>
<i>Privé</i>		
Coopératives d'habitation et organismes à but non lucratif	33 386	32 264
Logements autochtones urbains	9 213	7 976
Logements autochtones ruraux	6 172	9 234
	<u>48 771</u>	<u>49 474</u>
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif	191 269	195 793
Supplément au loyer	90 375	80 872
Allocation-logement destinée aux personnes âgées et aux familles	74 112	71 888
Logement abordable Québec		
Volet social et communautaire	4 928	5 364
Volet privé	177	180
Aide d'urgence dans le contexte de la pénurie de logements locatifs		
Programme 2004	3 521	3 874
Programme 2005	1 419	1 002
Spécial de supplément au loyer	1 687	467
Aide aux organismes communautaires	1 520	1 520
Initiative en habitation au Nunavik	56	37
Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif	(62)	358
Sous-total	<u>766 811</u>	<u>749 223</u>

(a) Le coût rattaché à ce volet inclut une dépense de 1 633 milliers de dollars au 31 mars 2015 (1 222 milliers de dollars au 31 mars 2014) en vertu du programme de construction de logements à loyer modique au Nunavik (décret 190-2008). La totalité de cette dépense est assumée par le gouvernement du Québec.

3. COÛT DES PROGRAMMES (SUITE)

	2015	2014
Amélioration de l'habitat		
Adaptation de domicile	26 602	27 070
Rénovation Québec	15 613	27 488
Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite	12 311	8 706
Aide à la rénovation en milieu rural	4 788	14 119
Amélioration des maisons d'hébergement	645	289
Réparations d'urgence	163	2 001
Revitalisation des vieux quartiers	84	105
Logements adaptés pour aînés autonomes	(16)	872
Sous-total	60 190	80 650
Accession à la propriété		
Programme favorisant l'accession à la propriété et la rénovation résidentielle dans la région de Kativik	1 093	2 652
Appui à l'industrie		
Appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation	422	406
Divers programmes en phase de fermeture^(b)	(8)	460
TOTAL^(c)	828 508	833 391

(b) Les divers programmes en phase de fermeture qui sont regroupés dans ce poste sont les suivants : Aide au logement populaire, Réno, Aide à la mise de fonds, Logement abordable Québec – Volet Nord-du-Québec, Projet d'aide québécoise aux victimes du typhon Haiyan aux Philippines, Aide aux propriétaires de bâtiments résidentiels endommagés par l'oxydation de la pyrite et Programme spécial de rénovation de maisons de la communauté algonquienne de Kitcisakik.

(c) Les contributions de la SCHL sont établies en vertu d'ententes qu'elle a conclues avec la Société. Au 31 mars 2015, ces contributions sont de 371 436 milliers de dollars (406 199 milliers de dollars au 31 mars 2014). De ce montant, 364 260 milliers de dollars servent à défrayer les programmes de la Société (394 992 milliers de dollars au 31 mars 2014) alors que 7 176 milliers de dollars sont attribués aux frais d'administration (11 207 milliers de dollars au 31 mars 2014).

4. AUTRES REVENUS

	Note	2015	2014
Gain sur la disposition de terrains		42	532
Gain sur la vente de placements de portefeuille	12	3	29
Revenus divers		269	108
		314	669

5. FRAIS FINANCIERS

	Notes	2015	2014
Intérêts sur la dette à long terme	25	68 303	69 117
Intérêts sur les emprunts temporaires	15,25	3 653	3 550
		71 956	72 667

6. FRAIS D'ADMINISTRATION

	Notes	2015	2014
Traitements et autres rémunérations	21	28 700	27 712
Services de transport et de communication		898	983
Services professionnels et autres	25	3 398	3 989
Loyers	25	2 700	2 711
Fournitures et approvisionnements		176	218
Subventions diverses		130	139
		36 002	35 752

Ces frais d'administration sont compensés par des contributions qui sont réparties comme suit :

	Note	2015	2014
Gouvernement du Québec		28 826	24 545
Société canadienne d'hypothèques et de logement	3	7 176	11 207
		36 002	35 752

7. AUTRE CHARGE

	2015	2014
Remise aux organismes du gain ou du produit sur la disposition de terrains	45	560

Comme il est stipulé dans les accords de mise en œuvre concernant le programme d'aide au logement social qui sont intervenus entre la Société et la SCHL, la Société remet les gains ou les produits sur la disposition d'immeubles (terrains et bâtiments) se rapportant à ce programme aux partenaires, en proportion de leurs parts dans les dépenses budgétaires qui y sont attribuables, par l'entremise des organismes subventionnés.

8. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2015	2014
Encaisse (découvert bancaire)	8 816	(20 186)
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu	455	434
Placements, au coût, 0,818 % et 1,260 %, échéant le 1 ^{er} avril 2015 et le 1 ^{er} mai 2015	34 934	-
	44 205	(19 752)

9. DÉBITEURS

	2015	2014
Contributions		
Gouvernement du Québec ^(a)	640 132	710 528
Société canadienne d'hypothèques et de logement	92 107	88 236
Bénéficiaires de subventions	43 939	43 391
Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles	20 059	20 744
Autres	418	501
	796 655	863 400

(a) Ce montant inclut notamment une somme de 217 095 milliers de dollars au 31 mars 2015 (229 865 milliers de dollars au 31 mars 2014) afin de pourvoir au paiement des dépenses inscrites au déficit cumulé au 31 mars 2010 de Immobilière SHQ, en vertu du décret 244-2013 du 27 mars 2013. Il comprend également une somme de 289 633 milliers de dollars au 31 mars 2015 (366 787 milliers de dollars au 31 mars 2014) pour le paiement des dépenses inscrites à la dette nette au 1^{er} avril 2012, à la suite de l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert, autorisé en vertu du décret 245-2013 du 27 mars 2013. Ce montant comporte aussi une somme de 6 260 milliers de dollars au 31 mars 2015 (75 076 milliers de dollars au 31 mars 2014) pour le paiement de dépenses inscrites à la dette nette au 1^{er} avril 2013 à la suite de la comptabilisation sur la base des travaux réalisés pour le programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et pour le programme Rénovation Québec afin de se conformer, dans son application, à la norme comptable sur les paiements de transfert, autorisé en vertu du décret 210-2014 du 5 mars 2014 et du décret 214-2015 du 25 mars 2015. Par ailleurs, les revenus relatifs au décret 214-2015 sont comptabilisés à titre de contributions non récurrentes du gouvernement du Québec pour un montant de 55 916 milliers de dollars au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 (75 076 milliers de dollars au 31 mars 2014 en vertu du décret 210-2014). L'échéancier relatif à ces encaissements est à déterminer avec le gouvernement du Québec.

10. AVANCES AUX OFFICES D'HABITATION

Des avances ont été versées aux offices d'habitation pour des travaux d'améliorations majeures sur des immeubles leur appartenant ainsi que pour la construction de logements à loyer modique au Nunavik. Ces avances seront ultérieurement financées à long terme. À partir du versement des avances jusqu'à leur conversion en prêts à long terme, des intérêts sont facturés, mais aucun remboursement de capital n'est exigé. Durant les travaux, ces intérêts sont capitalisés au coût des améliorations majeures ou au coût des bâtisses par les offices d'habitation. Subséquemment à la fin des travaux, les intérêts payés sur les avances sont inclus dans les charges encourues et pris en considération dans l'établissement des résultats d'exploitation des offices. En 2014-2015, la Société a converti en prêts des avances totalisant 92 152 milliers de dollars (119 466 milliers de dollars au 31 mars 2014).

Ces avances sans modalité de remboursement sont consenties à des taux d'intérêt fixes. Le taux au 31 mars 2015 est de 1,026 % (1,270 % au 31 mars 2014).

11. PRÊTS

	2015					2014
	Taux d'intérêt fixe échéant					
	2015-2016 à	2020-2021 à	2025-2026 à	2030-2031 à		
	2019-2020	2024-2025	2029-2030	2034-2035	Total	Total
Prêts ^(a) garantis par hypothèques immobilières remboursables par mensualités ou annuités au taux d'intérêt de :						
6,875 %	2 939	10 212	-	-	13 151	29 586
7,000 % à 7,500 %	-	20 955	4 330	-	25 285	44 230
7,625 % à 7,875 %	45	45 786	26 779	-	72 610	103 649
8,000 % à 8,625 %	-	26 374	37 398	-	63 772	72 026
10,500 % à 15,125 %	183	-	145	-	328	601
	3 167	103 327	68 652	-	175 146	250 092
Prêts ^(a) non garantis remboursables par mensualités au taux d'intérêt de :						
2,960 %	-	73	-	-	73	86
2,833 % à 4,016 %	-	-	-	360 761	360 761	279 543
6,875 %	-	3 648	-	-	3 648	4 123
8,000 %	-	-	2 252	-	2 252	2 329
	-	3 721	2 252	360 761	366 734	286 081
	3 167	107 048	70 904	360 761	541 880	536 173

L'échéancier des encaissements à recevoir sur les prêts au cours des prochains exercices se détaille comme suit :

2015-2016	30 452
2016-2017	32 011
2017-2018	33 868
2018-2019	35 848
2019-2020	37 877
	<hr/> 170 056
2020-2021 à 2024-2025	172 702
2025-2026 à 2029-2030	125 619
2030-2031 à 2034-2035	73 503
Total	<hr/> 541 880 <hr/>

(a) À la suite des remboursements de capital et d'intérêts effectués par les organismes liés par des conventions d'exploitation avec la Société, les dépenses d'intérêt et d'amortissement de l'immobilisation acquise avec le prêt sont incluses dans les charges encourues par ces organismes et prises en considération dans l'établissement de leurs résultats d'exploitation. En vertu des conventions d'exploitation intervenues entre la Société et ses partenaires, les déficits ou les surplus d'exploitation sont partagés entre eux conformément aux modalités convenues (note 22).

12. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

	2015	2014
Billets à terme adossés à des actifs de tiers	10 586	10 610

Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) émis par des tiers

Au 31 mars 2015, la Société possède des billets à terme adossés à des actifs des « véhicules d'actifs-cadres » (VAC) 2 et 3, émis conformément au plan de restructuration du comité pancanadien des investisseurs finalisé le 21 janvier 2009. La valeur nominale des BTAA que la Société possède au 31 mars 2015 s'établit à 13 187 milliers de dollars (13 214 milliers de dollars au 31 mars 2014).

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de BTAA inclus dans le plan de restructuration, la direction a estimé le montant qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur leur valeur nominale. Elle est d'avis que l'estimation est raisonnable et la plus appropriée au 31 mars 2015 en fonction de l'information disponible à ce jour.

Au cours de l'exercice, la Société considère que les BTAA n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle. Les encaissements en capital de l'exercice totalisent 27 milliers de dollars (55 milliers de dollars en 2014) et ont donné lieu à la comptabilisation d'un gain sur la vente de placements.

	Échéance	Taux d'intérêt*	2015	2014
VAC2				
Billet A-1	15 juillet 2056	AB - 0,5 %	9 130	9 130
Billet A-2	15 juillet 2056	AB - 0,5 %	2 874	2 874
Billet B	15 juillet 2056	AB - 0,5 %	522	522
Billet C	15 juillet 2056	AB + 20,0 %	388	388
			12 914	12 914
VAC3				
Billets reflets pour actifs traditionnels	25 décembre 2037 et 15 juillet 2056	(a)	182	186
Billets reflets pour actifs inadmissibles	25 janvier 2036 et 25 novembre 2037	(a)	91	114
			273	300
Valeur nominale			13 187	13 214
Moins-value durable			2 601	2 604
Valeur comptable			10 586	10 610

* Le sigle AB signifie « acceptations bancaires ».

(a) Ces billets portent intérêt à un taux qui sera rajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents.

13. ENCAISSE RÉSERVÉE

L'encaisse réservée est constituée des réserves de remplacement centralisées relatives au programme de logement à but non lucratif privé – coopératives d'habitation et organismes à but non lucratif de 1 098 milliers de dollars au 31 mars 2015 (1 073 milliers de dollars au 31 mars 2014). Ce compte sert à réaliser des travaux de remplacement, d'amélioration et de modernisation pour les coopératives d'habitation bénéficiaires de ce programme. La contrepartie des sommes détenues en fin d'exercice est incluse dans le poste « créditeurs et charges à payer » aux passifs de la Société.

Ce poste est également composé de sommes reçues des organismes subventionnaires en vertu des programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif qui sont redistribuées à des organismes œuvrant dans le domaine du logement coopératif et à but non lucratif. Ces sommes totalisent 1 633 milliers de dollars au 31 mars 2015 (452 milliers de dollars au 31 mars 2014). La contrepartie des sommes détenues en fin d'exercice est incluse dans le poste « créditeurs et charges à payer » aux passifs de la Société.

Finalement, l'encaisse réservée comprend aussi des sommes détenues temporairement et destinées au Fonds québécois d'habitation communautaire (FQHC). Ce dernier est institué en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38). Ce fonds a pour objectif de promouvoir le développement, le maintien et l'amélioration de l'habitation communautaire et de susciter la contribution du milieu à cet effet. Les programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec prévoient que les organismes bénéficiaires versent une contribution au FQHC correspondant habituellement au capital remboursé ou à rembourser au cours des 10 premières années. Depuis le mois d'avril 2012, la Société a encaissé des sommes destinées au FQHC qui proviennent du refinancement des premiers organismes ayant contracté des prêts en vertu de ces programmes pour un premier terme de 10 ans ou au début de l'exploitation pour les projets qui ont débuté après le 9 février 2012. Or, certaines analyses et vérifications doivent être complétées avant que la Société puisse verser les sommes encaissées. Le total des sommes encaissées se chiffre à 69 485 milliers de dollars au 31 mars 2015 (26 145 milliers de dollars au 31 mars 2014). La contrepartie des sommes détenues en fin d'exercice est incluse dans le poste « créditeurs et charges à payer ».

14. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Note	2015	2014
Bénéficiaires de subventions		197 287	170 412
Fournisseurs et autres		3 276	4 121
Provision pour vacances		3 386	3 541
Sommes détenues pour le compte de tiers	13	72 216	27 690
		276 165	205 764

15. EMPRUNTS TEMPORAIRES

La Société est autorisée par décret du gouvernement du Québec à contracter des emprunts à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, entité sous contrôle commun, jusqu'à un maximum de 735 000 milliers de dollars, et ce, jusqu'au 31 mars 2017. En 2014-2015, la Société a converti en dette à long terme des emprunts temporaires totalisant 235 883 milliers de dollars (262 971 milliers de dollars au 31 mars 2014).

Tout emprunt contracté en vertu de cette autorisation porte intérêt au taux fixe négocié au moment de l'emprunt. Au 31 mars 2015, la Société a trois emprunts au taux de 1,026 %, échéant le 1^{er} avril 2015 (31 mars 2014 : trois emprunts au taux de 1,270 %, échus le 1^{er} avril 2014).

Depuis le 1^{er} avril 2013, le gouvernement du Québec autorise également la Société à effectuer des emprunts temporaires à même le fonds général du fonds consolidé du revenu jusqu'à un maximum de 5 000 milliers de dollars, et ce, jusqu'au 31 mai 2018. Tout emprunt contracté en vertu de cette autorisation porte intérêt au taux préférentiel au moment de l'emprunt. Au 31 mars 2015, la Société n'a aucun emprunt en vertu de cette autorisation.

Les intérêts sur les emprunts temporaires de l'exercice sont imputés au poste de charges « frais financiers » (note 5).

16. SUBVENTIONS À PAYER

En vertu des programmes énumérés ci-dessous, la Société s'est engagée à rembourser le capital et les intérêts équivalant au montant de sa subvention. Les taux d'intérêt varient entre 1,277 % et 4,700 % (1,457 % et 4,900 % au 31 mars 2014).

Le solde dû en capital par programme se détaille comme suit :

	2015	2014
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif ^(a)	397 507	443 614
Rénovation Québec	90 885	102 535
Logement abordable Québec		
Volet social et communautaire ^(a)	131 815	147 500
Volet privé	7 033	8 156
Revitalisation des vieux quartiers	4 571	5 764
Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif ^(a)	4	27
	631 815	707 596

En présumant que les refinancements seront réalisés à l'échéance aux mêmes conditions que celles qui prévalent au 31 mars 2015, l'échéancier des versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices est le suivant :

2015-2016	76 292
2016-2017	76 413
2017-2018	77 586
2018-2019	78 589
2019-2020	76 470
2020-2021 à 2024-2025	228 719
2025-2026 à 2028-2029	17 746
	631 815

(a) La Société possède une garantie hypothécaire sur les immeubles visés par ces programmes afin d'assurer le respect par les organismes des conditions qu'ils assument, aux termes de la convention d'exploitation existant entre ceux-ci et la Société.

17. DETTE À LONG TERME

	2015			2014
	Taux d'intérêt fixe échéant			
	2015-2016 à 2019-2020	2020-2021 à 2034-2035	Total	Total
SCHL				
Obligations				
Remboursables par versements mensuels 0,550 % à 4,810 %	568 722	109 515	678 237	767 965
Remboursables par versements annuels ou semestriels et rachetables par anticipation 6,875 % à 11,000 %	-	173 740	173 740	238 718
Remboursables par versements annuels 5,944 %	-	231 561	231 561	241 610
Emprunt garanti par hypothèque immobilière				
Remboursable par versements mensuels 2,750 % à 7,875 %	354	361	715	762
	569 076	515 177	1 084 253	1 249 055
Autre				
Billets				
Remboursables par versements mensuels 2,833 % à 4,016 %	-	701 390	701 390	483 841
	569 076	1 216 567	1 785 643	1 732 896

En présumant que les refinancements seront réalisés à l'échéance aux mêmes conditions que celles qui prévalent au 31 mars 2015, l'échéancier des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaille comme suit :

2015-2016	136 445
2016-2017	133 477
2017-2018	129 052
2018-2019	127 204
2019-2020	125 891
	<u>652 069</u>
2020-2021 à 2024-2025	575 282
2025-2026 à 2029-2030	388 684
2030-2031 à 2034-2035	169 608
Total	<u>1 785 643</u>

18. CONTRIBUTIONS REPORTÉES – SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Les contributions reportées de la SCHL sont liées au programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, au programme Logement abordable Québec, à certains programmes d'amélioration de l'habitat ainsi qu'aux frais d'administration de ces programmes.

Ces contributions reportées se rapportent à des transferts reçus pour lesquels la Société ne satisfait pas à toutes les stipulations. Tant que ces dernières ne sont pas toutes respectées, les contributions de la SCHL constituent un passif pour la Société.

Les variations survenues au cours de l'exercice dans le solde des contributions reportées sont les suivantes :

	2015	2014
Solde au début	120	7 195
Nouvelles contributions de l'exercice relatives aux :		
Programmes		
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec	14 585	5 536
Amélioration de l'habitat ^{(a)(b)}	-	(2 490)
	<u>14 705</u>	<u>10 241</u>
Contributions constatées à titre de revenus de l'exercice relatives aux :		
Programmes		
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec	(11 631)	(10 356)
Amélioration de l'habitat ^(a)	-	463
Frais d'administration	-	(228)
Solde à la fin	<u>3 074</u>	<u>120</u>

Le solde à la fin est composé des éléments suivants :

AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec

2015	2014
<u>3 074</u>	<u>120</u>

(a) Les contributions se rapportent à l'Entente concernant certains programmes de rénovation et d'adaptation de domicile pour les programmes suivants : Aide à la rénovation en milieu rural, Adaptation de domicile, Rénovation Québec, Réparations d'urgence, Logements adaptés pour aînés autonomes, Amélioration des maisons d'hébergement et certains volets du programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif.

(b) Il s'agit d'un montant à rembourser à la SCHL.

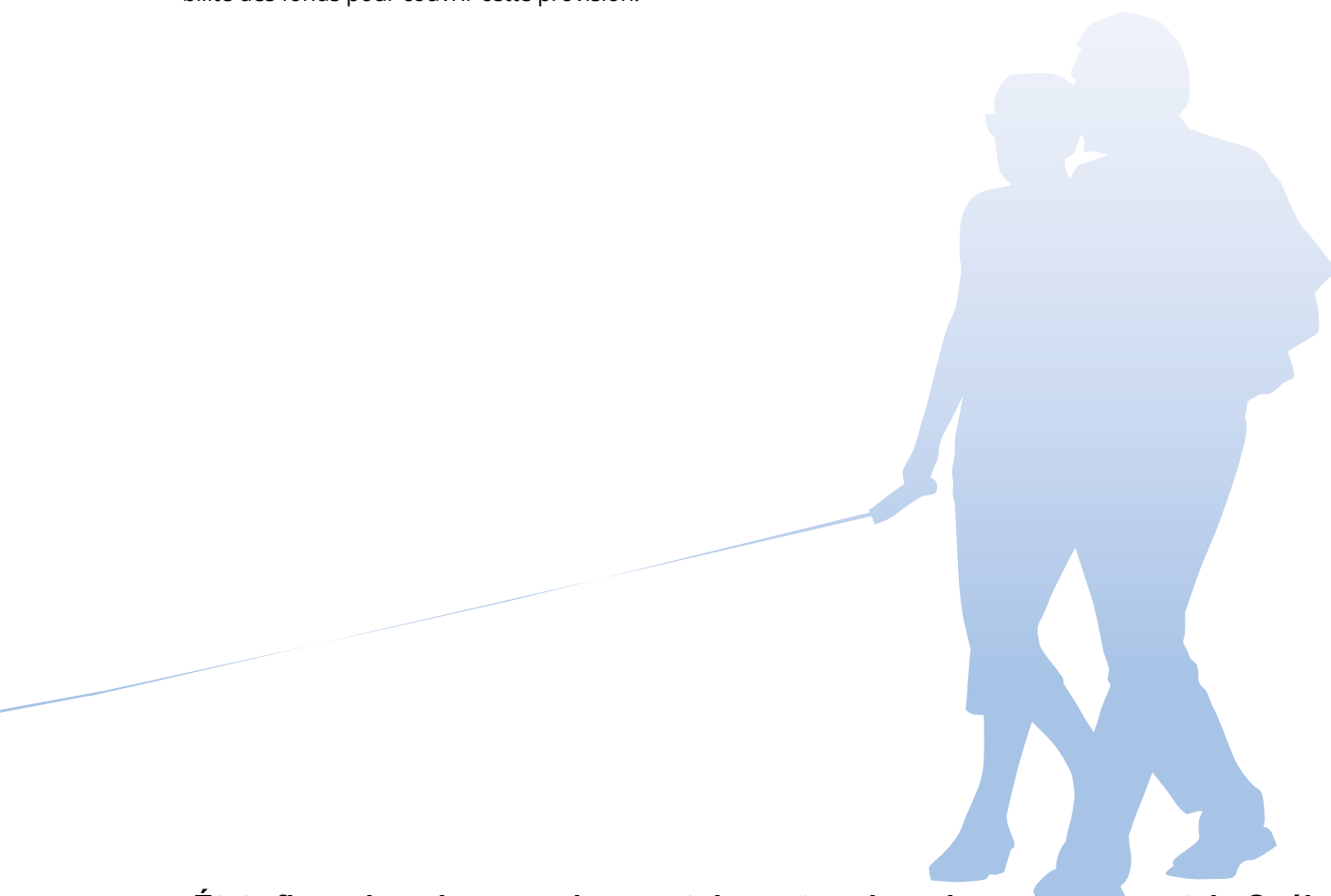


19. PROVISION POUR PERTES SUR GARANTIES DE PRÊTS

	2015	2014
Solde au début	42 186	37 690
Provision de l'exercice	5 158	5 238
Exécution de garanties	(434)	(742)
Solde à la fin	46 910	42 186

	2015	2014
La provision (taux) par programme se répartit comme suit :		
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (2,5%)	33 664	28 741
Logement abordable Québec – Volet social et communautaire (5,5 %)	12 020	12 096
Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif (6,0 %)	802	878
Logement à but non lucratif – Privé (2,0 %)	393	436
Aide au logement populaire (2,0 %)	31	35
	46 910	42 186

Une contribution recouvrable du gouvernement du Québec, comptabilisée aux actifs financiers, assure la disponibilité des fonds pour couvrir cette provision.



20. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains (b),(e)	Bâtiments (c)	Améliorations majeures (a),(d)	Améliorations locatives	Matériel et équipement (incluant les logiciels)	Développement informatique (g)	Total
Coût							
1^{er} avril 2013	101 366	921 918	531 016	1 597	9 758	31 134	1 596 789
Acquisitions ^(f)	-	-	141 181	-	256	4 235	145 672
Dispositions	118	-	-	-	-	-	118
31 mars 2014	101 248	921 918	672 197	1 597	10 014	35 369	1 742 343
Acquisitions ^(f)	6	-	149 017	-	73	3 318	152 414
Dispositions	3	-	-	-	-	-	3
31 mars 2015	101 251	921 918	821 214	1 597	10 087	38 687	1 894 754
Amortissement cumulé							
1^{er} avril 2013	-	110 998	37 077	1 482	9 270	24 495	183 322
Amortissement de l'exercice	-	73 760	33 215	62	337	2 329	109 703
31 mars 2014	-	184 758	70 292	1 544	9 607	26 824	293 025
Amortissement de l'exercice	-	73 454	40 646	41	238	1 959	116 338
31 mars 2015	-	258 212	110 938	1 585	9 845	28 783	409 363
Valeur nette comptable							
31 mars 2014	101 248	737 160	601 905	53	407	8 545	1 449 318
31 mars 2015	101 251	663 706	710 276	12	242	9 904	1 485 391

(a) Des intérêts sur les emprunts temporaires au Fonds de financement totalisant 578 milliers de dollars au 31 mars 2015 (660 milliers de dollars au 31 mars 2014) sont capitalisés aux améliorations majeures.

(b) La Société possède des terrains en qualité de superficière, d'une durée illimitée, pour un montant de 33 758 milliers de dollars au 31 mars 2015 (33 758 milliers de dollars au 31 mars 2014). Le tréfonds de ces terrains appartient à la Ville de Montréal.

(c) Des bâtiments ayant une valeur comptable de 56 236 milliers de dollars au 31 mars 2015 (64 287 milliers de dollars au 31 mars 2014) sont érigés sur des terrains que la Société possède en qualité d'emphytéote. Les emphytéoses viennent à échéance entre les années 2025 et 2042. Les rentes annuelles sont assumées par les offices d'habitation et sont incluses dans leurs résultats d'exploitation.

(d) Des améliorations majeures ayant une valeur comptable de 55 022 milliers de dollars au 31 mars 2015 (50 575 milliers de dollars au 31 mars 2014) ont été apportées à des bâtiments qui sont érigés sur des terrains que la Société possède en qualité d'emphytéote. Les emphytéoses viennent à échéance entre les années 2025 et 2042. Les rentes annuelles sont assumées par les offices d'habitation et sont incluses dans leurs résultats d'exploitation.

(e) Des travaux d'expertise ont révélé que la Société est propriétaire de terrains contaminés. En vertu de la réglementation en matière d'environnement, la Société pourrait être tenue de réaliser des travaux de décontamination. Compte tenu des conventions d'exploitation signées notamment entre la Société et les offices d'habitation, les coûts qui pourraient découler de ces travaux seront payés et se trouveront dans les résultats d'exploitation de ces offices d'habitation dans l'année de leur réalisation. Par conséquent, étant donné que les déficits ou les surplus d'exploitation des offices d'habitation sont généralement assumés à 90 % par la Société, et ce, par l'entremise du programme Logement à but non lucratif, les coûts de décontamination seront inclus dans les coûts de ce programme au moment où ceux-ci seront encourus par les offices d'habitation. Ces coûts sont estimés à 3 344 milliers de dollars au 31 mars 2015 (3 378 milliers de dollars au 31 mars 2014).

(f) Le montant des acquisitions qui se retrouve dans les « crédettes et charges à payer » et qui n'a pas d'effet sur les flux de trésorerie s'élève à 9 969 milliers de dollars au 31 mars 2015 (4 137 milliers de dollars au 31 mars 2014).

(g) Le total du coût des immobilisations corporelles inclut des développements informatiques en cours pour un montant de 7 313 milliers de dollars au 31 mars 2015 (4 235 milliers de dollars au 31 mars 2014). Aucune dépense d'amortissement n'est associée à ces immobilisations.

21. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les employés participent soit au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRPE-RRAS), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des ex-agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC-2) ou au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec – personnel syndicable (RREFQ). Ces régimes interemployeurs à prestations déterminées sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ils comportent des garanties à la retraite et au décès. La Société contribue à ces régimes pour une somme égale aux cotisations versées par les participants. Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Les taux de cotisation de la Société au RRPE-RRAS, au RRPE, au RREGOP et au RRAPSC-2 ont été respectivement de 14,38 %, 14,38 %, 9,84 % et 9,80 % de la masse salariale cotisable du 1^{er} avril au 31 décembre 2014 et de 14,38 %, 14,38 %, 10,50 % et 11,30 % du 1^{er} janvier au 31 mars 2015. Il est à noter qu'aucune cotisation au RREFQ n'est requise par la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2015.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE. Au 1^{er} janvier 2015, ce montant correspondait à 5,73 % (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versée dans la caisse des participants au RRPE.

Un montant équivalent doit aussi être versé dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014 et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2015.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice et comptabilisées aux frais d'administration s'élèvent à 2 283 milliers de dollars (1 873 milliers de dollars en 2014).

Provision pour congés de maladie

La Société dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie qui engendre des obligations à long terme dont elle assume les coûts en totalité.

Selon les dispositions de ce programme, les employés de la Société peuvent accumuler les journées de congé de maladie non utilisées auxquelles ils ont droit chaque année et les monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent prendre ces journées non utilisées en journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Les obligations à long terme rattachées à ce programme sont établies à l'aide d'une méthode qui répartit le coût du programme sur la durée de la carrière active des employés. Elles augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société.

21. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Provision pour congés de maladie (suite)

Évaluations et estimations subséquentes

Les principales hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations relatives aux congés de maladie sont les suivantes :

		2015	2014
- taux d'inflation		2,50 %	2,50 %
- progression des salaires nette d'inflation	- RREGOP	0,50 %	0,50 %
	- RRPE, RRPE-RRAS	0,50 %	0,50 %
	- RRAPSC-2	0,50 %	0,50 %
	- RREFQ	0,50 %	-
- taux d'actualisation	- RREGOP	1,93 %	3,99 %
	- RRPE, RRPE-RRAS	1,62 %	3,78 %
	- RRAPSC-2	0,88 %	1,40 %
	- RREFQ	1,54 %	-
- durée résiduelle moyenne pondérée d'activités des salariés actifs	- RREGOP	12 ans	14 ans
	- RRPE, RRPE-RRAS	9 ans	11 ans
	- RRAPSC-2	1 an	2 ans
	- RREFQ	6 ans	-
- facteur de réduction		96 %	96 %

Les variations de la provision pour congés de maladie se détaillent comme suit :

	2015	2014
Solde au début	6 204	6 586
Charge de l'exercice	1 924 *	814 *
Prestations versées ou annulées au cours de l'exercice	(1 263)	(1 196)
Solde à la fin	6 865	6 204

* Les charges de l'exercice incluent les intérêts et l'amortissement des gains et pertes actuariels.

22. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu des conventions d'exploitation intervenues dans le cadre du programme Logement à but non lucratif entre les organismes, les municipalités et la Société, cette dernière s'est engagée à subventionner une partie correspondant généralement à 90 % du déficit d'exploitation, s'il y a lieu, encouru par les organismes. La durée de ces conventions varie de 35 à 50 ans et celles-ci viendront progressivement à échéance jusqu'en 2046. La contribution de la Société sur le déficit d'exploitation de l'année civile 2015 est estimée à 373 747 milliers de dollars (368 181 milliers de dollars en 2014) pour la totalité du programme Logement à but non lucratif. De ce montant, 113 125 milliers de dollars, correspondant à la période de janvier à mars, sont constatés dans les états financiers du 31 mars 2015 (106 483 milliers de dollars au 31 mars 2014). Les déficits d'exploitation des années futures ne peuvent être déterminés principalement en raison du niveau du budget de remplacement, d'amélioration et de modernisation (RAM) qui peut varier considérablement d'une année à l'autre selon les autorisations obtenues annuellement du gouvernement du Québec et de la SCHL.

Quant aux programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Amélioration de l'habitat, la Société s'est engagée à accorder, sous réserve du respect des conditions de ces programmes et des modalités déterminées, une aide financière sous forme de subvention pour la réalisation de certains projets.

Ces engagements se détaillent comme suit :

	2015	2014
Aide au logement social, communautaire et abordable		
Logement à but non lucratif	260 622	261 698
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif	96 535	116 584
Amélioration de l'habitat	15 739	31 570
	372 896	409 852

Il est prévu que la subvention soit constatée au cours des prochains exercices selon l'échéancier suivant :

2015-2016	360 131
2016-2017	11 459
2017-2018	1 306
	372 896

23. ÉVENTUALITÉS

Garanties de prêts^(a)

La Société garantit le remboursement des prêts accordés par des institutions financières à des organismes bénéficiant des programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec – Volet social et communautaire.

Ces garanties de remboursement comprennent notamment des prêts consentis pour assurer le financement intérimaire des projets d'habitation, sous forme de marge de crédit et de marge de crédit hypothécaire. Le montant de ces prêts, net des créditeurs déterminés sur la base des travaux réalisés pour les projets d'habitation et de la provision pour pertes sur garanties de prêts, totalise 134 372 milliers de dollars au 31 mars 2015 (148 472 milliers de dollars au 31 mars 2014).

Une fois la construction des projets d'habitation terminée, le financement intérimaire est scindé en deux parts afin d'en assurer le financement à long terme. Une de ces parts, correspondant au montant d'aide financière consentie par la Société, a déjà été comptabilisée à titre de charge. L'autre part, correspondant à la partie non subventionnée des projets d'habitation, est garantie par la Société pour une période de 25 ou de 35 ans. Le montant des prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de prêts, totalise 1 366 972 milliers de dollars au 31 mars 2015 (1 172 915 milliers de dollars au 31 mars 2014).

La Société dispose de recours qui lui permettraient de recouvrer des sommes remboursées à une institution financière à la suite de la mise en œuvre de la garantie en raison du défaut d'un organisme. À la suite d'un tel remboursement de la garantie par la Société à l'institution financière, cette dernière subroge la Société de tous ses droits, titres et intérêts, y compris ceux d'une créance hypothécaire de premier rang. La nature des actifs obtenus de ces recours se compose des biens immobiliers ayant fait l'objet d'une subvention en vertu des programmes mentionnés ci-dessus.

Autres garanties^(a)

La Société a conclu des accords avec la SCHL relativement au programme de Logement à but non lucratif privé et au programme d'Aide au logement populaire en vertu desquels elle s'est engagée à acheter les propriétés reprises par la SCHL à la suite du défaut de paiement d'un emprunteur, pour une somme correspondant à la valeur de la réclamation payée au prêteur agréé, plus les frais d'accessoires. Les garanties accordées pour les programmes couvrent des périodes de 25 ans, sauf celles ayant trait aux prêts accordés dans les régions urbaines pour le programme de Logement à but non lucratif privé, qui sont de 35 ans. Le solde des prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de prêts, et assujetti à ces accords totalise 210 623 milliers de dollars au 31 mars 2015 (230 985 milliers de dollars au 31 mars 2014).

Programme Initiative en habitation au Nunavik

En vertu de ce programme, la Société s'est engagée à verser une contribution égale aux encaissements réalisés par l'Office d'habitation Kativik au regard des arrérages de loyer antérieurs au 31 décembre 1999, jusqu'à concurrence de 2 949 milliers de dollars. Le solde de cet engagement s'établit à 865 milliers de dollars au 31 mars 2015 (921 milliers de dollars au 31 mars 2014).

Logements nordiques

Dans le cadre de ses programmes, la Société peut garantir un prêt. Au 31 mars 2015, les emprunts garantis pour financer les activités relatives à la construction de logements nordiques totalisent 16 972 milliers de dollars (43 151 milliers de dollars au 31 mars 2014).

Poursuites

Le solde des actions en justice en dommages et intérêts intentées contre la Société totalise 2 675 milliers de dollars. Selon l'opinion de la Société, aucun passif important ne peut résulter de ces actions.

(a) Les programmes pour lesquels une provision pour pertes sur garanties de prêts est nécessaire sont présentés à la note 19.

24. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents types de risques financiers, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les répercussions potentielles.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait même l'autre partie à subir une perte financière.

Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés aux éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie, aux intérêts courus sur les prêts et autres, aux débiteurs, aux avances aux offices d'habitation, à la contribution recouvrable – gouvernement du Québec, aux prêts et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit est limitée à la valeur comptable présentée à titre d'actif financier dans l'état de la situation financière.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé aux éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie est jugé négligeable. En effet, la contrepartie est une institution financière jouissant d'une cote de crédit de grande qualité. De plus, la politique et stratégie de placements et de gestion des liquidités de la Société (ci-après la politique) précise le type de véhicules de placements autorisés dans lequel la Société peut investir. Cette politique est conforme à la *Loi sur l'administration financière (LAF)* ainsi qu'à son Règlement sur les placements effectués par un organisme. La stratégie recherchée consiste à investir l'actif de façon sécuritaire et diversifiée et à en retirer un revenu d'intérêt raisonnable selon les taux d'intérêt en vigueur des instruments financiers permis. Cette politique prévoit également les contrepartistes avec lesquels la Société peut traiter pour effectuer ses placements.

Par conséquent, le risque de crédit associé aux éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum. Au 31 mars 2015, la Société possède des placements pouvant être considérés comme des équivalents de trésorerie pour un montant de 34 934 milliers de dollars (aucun au 31 mars 2014).

Débiteurs

Le risque de crédit lié aux débiteurs est faible puisque ce poste est principalement constitué de contributions à recevoir de la part du gouvernement du Québec et de la SCHL, qui sont deux organisations jouissant d'une excellente réputation sur les marchés financiers. Ainsi, le risque de crédit lié aux transactions effectuées avec ces derniers est nul. L'autre portion des débiteurs est constituée de sommes trop versées, d'avances ou de contreparties exigibles pour des organismes. Ces organismes sont principalement des offices d'habitation. La direction de la Société considère que le risque de ne pas recouvrer les sommes dues par ces organismes est faible.

Les débiteurs totalisent 796 655 milliers de dollars au 31 mars 2015 (863 400 milliers de dollars au 31 mars 2014). Parmi ce montant, certaines sommes sont dues à la Société depuis plus d'un an par le gouvernement du Québec et par la SCHL.

L'annotation (a) de la note 9 sur les débiteurs fournit les explications sur les montants dus par le gouvernement du Québec depuis plus d'un an en vertu de certains décrets. Quant aux sommes dues par la SCHL, la balance chronologique des débiteurs est répartie comme suit sur la base des réclamations finales qui ont été transmises :

	2015	2014
Moins d'un an	36 280	31 266
D'un an à moins de deux ans	17 521	34 528
De deux ans à moins de trois ans	29 101	5 920
Plus de trois ans	9 205	16 522
	92 107	88 236

24. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit (suite)

Avances aux offices d'habitation

Le risque de crédit associé à ces avances est présenté à la prochaine section sur les prêts étant donné que celles-ci seront éventuellement converties en prêts.

Contribution recouvrable – gouvernement du Québec

Le risque de crédit associé à ce poste est faible puisque ce montant est à recevoir du gouvernement du Québec.

Prêts (incluant les intérêts courus sur les prêts et autres)

La direction de la Société considère que le risque de ne pas recouvrer les sommes sur ses prêts est faible. En effet, la plupart de ces prêts sont envers des organismes pour lesquels les dépenses d'intérêts et d'amortissement de l'immobilisation acquise avec le prêt sont incluses dans les charges encourues et prises en considération dans l'établissement de leurs résultats d'exploitation. En vertu des conventions d'exploitation intervenues entre la Société, ces organismes et les municipalités, les déficits ou les surplus d'exploitation sont partagés entre la Société et les municipalités conformément aux modalités convenues (note 22).

Enfin, une grande proportion des prêts, soit 175 146 milliers de dollars (250 092 milliers de dollars au 31 mars 2014) sur 541 880 milliers de dollars au 31 mars 2015 (536 173 milliers de dollars au 31 mars 2014) sont garantis par des hypothèques immobilières.

Placements de portefeuille

Le risque de crédit associé aux placements de portefeuille est essentiellement réduit au minimum puisque ces derniers sont gérés selon la politique de la Société, à l'exception des billets à terme adossés à des actifs de tiers, lesquels font l'objet d'une gestion distincte dont le détail est présenté à la note 12. En effet, comme il n'existe plus de marché actif pour les BTAA, il y a des risques que la Société ne puisse récupérer l'entièreté du capital investi dans ce type de placement. La valeur nominale des BTAA au 31 mars 2015 est de 13 187 milliers de dollars (13 214 milliers de dollars au 31 mars 2014). Un suivi rigoureux a été mis en place afin d'évaluer la moins-value durable qu'ils pourraient subir.

Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer les obligations liées à ses passifs financiers lorsque celles-ci arrivent à échéance. Le risque de liquidités englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. Elle établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour remplir ses obligations. Ainsi, la Société s'assure d'un approvisionnement de fonds continu afin d'honorer ses engagements tout en minimisant chaque jour l'encaisse improductive. De plus, la Société privilégie une gestion active de sa dette, c'est-à-dire qu'elle vise à rembourser les obligations qui présentent une clause de remboursement par anticipation à la condition de disposer de liquidités suffisantes pour s'acquitter de ses paiements futurs.

Les échéances des passifs financiers sont à court terme à l'exception des subventions à payer (note 16) et de la dette à long terme (note 17).

24. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société n'est pas exposée au risque de change ni à l'autre risque de prix.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition de taux d'intérêt est réduite au minimum puisque :

- les taux d'intérêt et les échéances des prêts et de la dette à long terme s'y rattachant sont sensiblement les mêmes;
- les taux d'intérêt sur les avances aux offices d'habitation, les prêts, les emprunts temporaires, les subventions à payer et la dette à long terme sont fixes, et la Société envisage généralement de les conserver jusqu'à l'échéance.



25. APPARENTÉS

La Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et toutes les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec, ou encore apparentés par les membres de la direction de la Société.

La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, les opérations jugées importantes de l'exercice avec ces apparentés ainsi que les soldes qui en résultent en fin d'exercice sont mesurés à la valeur d'échange et se détaillent comme suit :

	2015	2014
Société québécoise des infrastructures		
Frais d'administration	2 640	2 663
Organismes du réseau de la santé et des services sociaux		
Intérêts	1 136	4 539
Prêts	-	57 936
Intérêts courus sur les prêts et autres	-	3 293
Organismes du réseau de l'éducation		
Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles	797	798
Intérêts	604	661
Prêts	7 838	8 652
Fonds de financement		
Frais financiers – Intérêts sur la dette à long terme et les emprunts temporaires	22 089	14 248
Emprunts temporaires	294 694	262 778
Dette à long terme	701 390	483 841
Intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires	2 231	1 755
Fonds des services de santé		
Frais d'administration	1 039	1 059
Centre de services partagés du Québec		
Frais d'administration	527	631

26. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'année 2014 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015.

RAPPORT DE
LA DIRECTION

Les états financiers de la Société de développement de la Baie-James (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,

Raymond Thibault, ing.

Matagami, le 11 juin 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de développement de la Baie-James, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant

sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de développement de la Baie-James au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 11 juin 2015

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

ÉTAT DES RÉSULTATS

De l'exercice clos le 31 décembre 2014

	Budget	2014	2013
REVENUS (note 4)			
Prestation de services (note 20)	18 250 963 \$	18 553 935 \$	16 994 665 \$
Ventes	4 497 787	4 456 608	4 060 602
Location	336 258	323 712	344 201
Subventions	252 650	1 065 854	917 190
Revenus de gestion (note 20)	1 509 782	1 538 109	1 439 469
Revenus de placements (note 5)	465 435	878 320	384 439
Revenus d'engagements	35 000	22 990	68 445
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	-	61 494	33 669
Quote-part dans les résultats			
du partenariat commercial	-	7 619	(184)
Autres revenus	119 830	275 159	89 455
	25 467 705 \$	27 183 800	24 331 951
CHARGES (note 4)			
Services d'entrepreneurs	15 223 779 \$	15 420 432 \$	13 096 271 \$
Traitements et avantages sociaux	3 810 938	3 832 923	3 727 625
Achats (note 10)	2 880 323	2 812 991	2 751 372
Entretien et réparations	1 019 584	1 349 825	1 311 038
Électricité	265 325	271 497	282 360
Taxes, licences et permis	240 974	245 259	239 691
Frais de location	132 415	126 419	131 724
Frais liés au personnel	206 187	163 745	136 822
Assurances	161 168	143 461	149 090
Communications	170 477	192 462	191 189
Publicité	53 410	39 282	51 723
Frais de bureau	45 411	41 628	33 815
Matériaux de voirie	42 000	488 898	265 051
Créances douteuses	-	694	17 590
Amortissement des immobilisations corporelles	715 389	746 656	668 753
Honoraires professionnels	214 008	493 234	502 038
Études et développement de marchés	25 000	25 000	13 493
Moins-value sur prêts (note 7)	-	100 000	-
Moins-value durable sur placements (note 8)	-	203 105	1 562 126
Recouvrement de prêts	-	-	(15 300)
Frais bancaires	37 050	31 589	31 082
Frais d'intérêts	-	982	544
	25 243 438	26 730 082	25 148 097
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) DE L'EXERCICE	224 267	453 718	(816 146)
(note 4)			
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE		(49 248 310)	(48 432 164)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE		(48 794 592) \$	(49 248 310) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2014

	2014	2013
		redressé (note 3)
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	3 057 661 \$	1 580 336 \$
Débiteurs (note 6)	7 145 187	6 476 762
Prêts (note 7)	2 635 579	3 397 788
Placements (note 8)	11 336 732	12 687 985
Participation dans un partenariat commercial (note 9)	506 011	498 392
Stocks destinés à la vente (note 10)	243 607	266 902
Actif au titre des prestations constituées (note 16)	1 106 100	1 032 100
	26 030 877	25 940 265
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	7 792 415 \$	8 412 293 \$
Vacances à payer	190 002	185 062
Retenues sur contrats	263 997	342 085
Revenus reportés (note 12)	2 031 591	1 885 469
	10 278 005	10 824 909
ACTIFS FINANCIERS NETS	15 752 872	15 115 356
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 14)	5 276 740 \$	5 453 175 \$
Charges payées d'avance	796	8 159
	5 277 536	5 461 334
CAPITAL-ACTIONS (note 15)	69 825 000	69 825 000
DÉFICIT CUMULÉ	(48 794 592)\$	(49 248 310)\$

PASSIFS ÉVENTUELS (note 21)

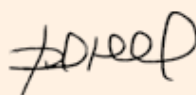
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (NOTE 22)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Michel Garon,
Président du conseil d'administration



Raymond Thibault,
Président-directeur général

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

De l'exercice clos le 31 décembre 2014

	Budget	2014	2013
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) DE L'EXERCICE	224 267 \$	453 718 \$	(816 146) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(694 200)	(570 221)	(2 534 428)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	-	61 494	100 839
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	-	(61 494)	(33 669)
Amortissement des immobilisations corporelles	715 389	746 656	668 753
	21 189	176 435	(1 798 505)
Acquisition de charges payées d'avance	-	(796)	(8 159)
Utilisation de charges payées d'avance	-	8 159	1 273
	-	7 363	(6 886)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS	245 456	637 516	(2 621 537)
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	15 115 356	15 115 356	17 736 893
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	15 360 812 \$	15 752 872 \$	15 115 356 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 décembre 2014

	2014	2013 redressé (note 3)
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	453 718 \$	(816 146) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie:		
Moins-value sur prêts (note 7)	100 000	-
Moins-value durable sur placements (note 8)	203 105	1 562 126
Amortissement des immobilisations corporelles	746 656	668 753
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	(61 494)	(33 669)
Constataion aux revenus des revenus reportés (note 12)	(308 320)	(667 062)
Gains réalisés sur la disposition de placements (note 5)	(435 246)	(1 985)
Quote-part dans les résultats du partenariat commercial	(7 619)	184
Charge au titre des avantages de retraite (note 16)	255 800	300 800
	492 882	1 829 147
Variation des actifs et des passifs:		
Débiteurs	(668 425)	(632 240)
Stocks destinés à la vente	23 295	(51 137)
Charges payées d'avance	7 363	(6 886)
Actif au titre des prestations constituées	(329 800)	(442 100)
Créditeurs et charges à payer	451 938	406 113
Vacances à payer	4 940	10 414
Retenues sur contrats	(78 088)	135 679
Revenus reportés (note 12)	454 442	63 087
	(134 335) \$	(517 070) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	812 265 \$	495 931 \$
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Prêts effectués	(344 566)	(1 725 428)
Encaissement de prêts et refinancement	1 006 775	1 805 962
Placements effectués	(6 454 534)	(7 502 317)
Produit de disposition et de rachat de placements	8 037 928	7 351 782
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	2 245 603	(70 001)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 642 037)	(2 013 357)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	61 494	100 839
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(1 580 543)	(1 912 518)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	1 477 325	(1 486 588)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	1 580 336	3 066 924
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	3 057 661 \$	1 580 336 \$

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE (NOTE 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2014

1. CONSTITUTION, OBJETS ET STATUT FISCAL

La Société de développement de la Baie-James (la Société), dont les actions sont détenues à part entière par le gouvernement du Québec, est constituée en vertu de la *Loi sur le développement de la région de la Baie James* (RLRQ, chapitre D-8.0.1). La Société a pour mission de favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques relevant du mandat d'Hydro-Québec, du territoire. Elle peut notamment susciter, soutenir et participer à la réalisation de projets visant ces fins. Elle a également pour mission d'aménager le territoire sous réserve de la compétence municipale en matière d'aménagement et d'urbanisme. En vertu des lois fédérales et provinciales, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.






2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.





Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont :

-  les provisions pour moins-value sur les prêts et placements;
-  la provision pour créances douteuses;
-  les hypothèses actuarielles liées au régime de retraite;
-  la durée de vie utile des immobilisations corporelles;
-  la provision pour travaux de décontamination de terrains.

REVENUS

Prestation de services, ventes et revenus de gestion

Les revenus provenant de la prestation de services, des ventes et des revenus de gestion sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

-  il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
-  la livraison a eu lieu ou les services ont été rendus;
-  le prix de vente est déterminé ou déterminable;
-  le recouvrement est raisonnablement assuré.

Revenus de location

La Société constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. L'excédent des loyers constatés sur les montants encaissés en vertu des contrats de location est présenté à titre de débiteurs à l'état de la situation financière. Certains contrats de location comprennent des conditions exigeant le remboursement par les locataires d'une part proportionnelle des taxes foncières et des coûts des parties communes. Ces montants sont constatés au cours de la période où les charges connexes sont engagées. Le remboursement des charges se fait sur une base mensuelle en fonction du montant

estimé au début de l'exercice. Toute différence entre le montant remboursé et le montant constaté à titre de revenus de location est inscrite à titre de loyers à recevoir ou à remettre.

Subventions

La Société comptabilise un revenu de subvention lorsque le transfert est autorisé et que la Société a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, sauf lorsque les stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le paiement de transfert est comptabilisé à titre de revenus reportés et la constatation du revenu se fait à mesure que le passif est réglé.

Revenus de placements et d'engagements

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont constatés à compter de la date de déclaration. Les gains et les pertes sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen. Les revenus d'intérêts sur les prêts sont constatés lorsqu'ils sont gagnés et lorsque l'encaissement est raisonnablement assuré. Les revenus d'engagements sont comptabilisés lorsque les prêts et placements sont réalisés et constituent des revenus d'analyse.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette, soit après déduction des provisions pour moins-value.

Placements

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Provisions pour moins-value

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, la valeur comptable doit être réduite pour tenir compte de cette moins-value. Lorsque la valeur recouvrable nette d'un prêt est inférieure à son coût, une provision pour moins-value est constituée. Les variations annuelles de ces provisions pour moins-value doivent être prises en compte dans l'état des résultats.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation est effectuée pour chacun des prêts et placements que la Société détient.

Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de la préparation des états financiers.

Partenariat commercial

La Société comptabilise son partenariat commercial selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

Stocks destinés à la vente


Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti et comprend tous les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Régime de retraite

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées à certains de ses employés, soit le Régime complémentaire de retraite des employés de la Municipalité de la Baie James. Ce régime est commun avec un autre employeur et il est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1). Il est administré par un comité de retraite composé de membres désignés par les employeurs et les employés des deux

organisations ainsi que d'autres membres prévus à la Loi. Les sommes sont déposées auprès du Trust Banque Nationale. Le coût du régime de retraite est déterminé par calculs actuariels et la capitalisation du régime est effectuée au moyen de cotisations qui sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations constituées. La charge au titre des avantages de retraite est constatée dans les résultats et considère les éléments suivants :

 **le coût des prestations de retraite accordées en échange des services rendus par les employés au cours de l'exercice;**

 **les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe d'employés participant au régime, et ce, à partir de l'exercice suivant la détermination de l'ajustement. Un amortissement est créé à chacune des années, générant ainsi une cédule de plusieurs amortissements;**

 **les cotisations des employés;**

 **les coûts des modifications au régime.**


Les actifs du régime sont évalués selon la valeur liée au marché, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur une période de 5 ans.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs. Les éléments incorporels ne constituent pas des actifs non financiers pour la Société.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire en considérant les périodes suivantes :

 **bâtiments** entre 5 et 25 ans

 **mobilier, machinerie et équipement, véhicules** entre 3 et 15 ans

 **équipement informatique** 3 ans

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens

et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

PASSIFS

Revenus reportés

Les rentrées grevées d'affectations d'origine externe sont constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites. Celles obtenues, avant l'exercice au cours duquel elles sont utilisées, sont présentées à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Les sommes obtenues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles qui constituent des rentrées grevées d'affectations d'origine externe sont comptabilisées au titre de revenus reportés et amorties au même rythme que les immobilisations qui s'y rapportent.

Les revenus de loyers encaissés à l'avance sont comptabilisés à titre de revenus reportés.

Les subventions pour lesquelles des stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif sont comptabilisées à titre de revenus reportés.

3. REDRESSEMENT DES EXERCICES ANTÉRIEURS RÉSULTANT D'UNE CORRECTION D'ERREUR

La Société reçoit à titre de bénéficiaire, les revenus provenant du Fonds fiduciaire environnemental Copper Rand/Portage. Ces sommes sont affectées à la restauration de sites miniers et versées par la Société dans un compte distinct « Fonds distinct » (note 13). Les actifs et passifs du Fonds distinct n'étaient pas inclus aux états financiers de la Société. Cette correction, appliquée de façon rétroactive, a pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants aux états financiers :

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	2013
Actifs financiers	
Encaisse	25 540 \$
Débiteurs	605 409
Placements	729 444
	1 360 393 \$
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	8 518 \$
Revenus reportés	1 351 875
	1 360 393 \$

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Activités de fonctionnement	(37 949) \$
Activités de placement	41 310
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	3 361
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	22 179
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	25 540 \$

4. BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTIVITÉ

					2014	2013
	Revenus	Charges	Bénéfice (perte) d'exploitation	Autres charges	Bénéfice net (perte nette)	Bénéfice net (perte nette)
Siège social	73 708 \$	1 100 383 \$	(1 026 675) \$	- \$	(1 026 675) \$	(905 585) \$
Services	21 110 401	19 607 295	1 503 106	-	1 503 106	1 347 139
Développement économique	1 014 626	757 555	257 071	303 105	(46 034)	(1 816 748)
Immobilières	332 447	388 050	(55 603)	-	(55 603)	(37 779)
Hôtelières	4 652 618	4 573 694	78 924	-	78 924	596 827
	27 183 800 \$	26 426 977 \$	756 823 \$	303 105 \$	453 718 \$	(816 146) \$

La Société comptabilise ses revenus et charges par secteurs d'activité qui comprennent, entre autres, les éléments suivants :

**Activités du siège social**

- Honoraires de gestion gagnés
- Revenus d'intérêts
- Gain ou perte sur disposition d'immobilisations corporelles
- Charges d'intérêts
- Charges liées aux bureaux de Matagami et Chibougamau
- Charges liées aux services administratifs, aux ressources humaines et à l'informatique
- Charges liées au conseil d'administration et à la présidence
- Charges de communications
- Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA)

**Activités de services**

- Gestion d'infrastructures

**Activités de développement économique**

- Gestion de titres miniers
- Gestion et revenus de placements
- Gain ou perte sur placements
- Projets de développement économique
- Charges liées à la direction du développement économique

**Activités immobilières**

- Exploitation d'immeubles

**Activités hôtelières**

- Exploitation du relais routier du km 381

5. REVENUS DE PLACEMENTS

	2014	2013
Gains réalisés sur la disposition de placements	435 246 \$	1 985 \$
Revenus d'intérêts sur les prêts et placements	415 004	494 202
Revenus de dividendes	28 070	38 622
Remboursement de redevances	-	(150 370)
	878 320 \$	384 439 \$

6. DÉBITEURS

	2014	2013
		redressé (note 3)
Entités sous contrôle commun:		
Fonds de développement nordique	991 923 \$	- \$
Hydro-Québec	3 366 502	3 256 038
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	315 500	782 962
Ministère des Transports	736 992	619 912
Secrétariat du Conseil du trésor	430 557	403 176
Tourisme Québec	208 600	208 600
Autres	1 119 288	1 229 555
	7 169 362	6 500 243
Provision pour créances douteuses	(24 175)	(23 481)
	7 145 187 \$	6 476 762 \$

L'analyse de l'âge des débiteurs se détaille comme suit:

	2014		
	Valeur brute	Provision pour créances douteuses	Valeur nette
Âge des débiteurs			
Non en souffrance	6 545 481 \$	- \$	6 545 481 \$
En souffrance depuis 0 à 30 jours	360 628	-	360 628
En souffrance depuis 31 à 60 jours	150 534	-	150 534
En souffrance depuis 61 à 90 jours	36 254	-	36 254
En souffrance depuis plus de 90 jours	76 465	24 175	52 290
	7 169 362 \$	24 175 \$	7 145 187 \$

	2013 redressé (note 3)		
	Valeur brute	Provision pour créances douteuses	Valeur nette
Âge des débiteurs			
Non en souffrance	5 886 401 \$	- \$	5 886 401 \$
En souffrance depuis 0 à 30 jours	440 997	-	440 997
En souffrance depuis 31 à 60 jours	18 136	-	18 136
En souffrance depuis 61 à 90 jours	6 302	-	6 302
En souffrance depuis plus de 90 jours	148 407	23 481	124 926
	6 500 243 \$	23 481 \$	6 476 762 \$

L'évolution de la provision pour créances douteuses se détaille comme suit:

	2014	2013
Solde au début	23 481 \$	20 284 \$
Perte de valeur comptabilisée	694	23 481
Radiation	-	(20 284)
Solde à la fin	24 175 \$	23 481 \$



7. PRÊTS

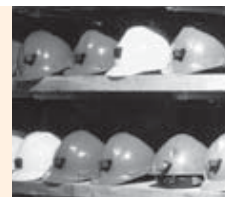
	2014	2013
Prêts et débentures non convertibles de sociétés privées portant intérêt de 6,00 % à 13,25 % et échéant jusqu'en 2024	2 355 025 \$	2 510 106 \$
Prêts à des sociétés ouvertes portant intérêt de 13,00 % à 14,00 % et échéant jusqu'en 2016	150 000	650 000
Débuture convertible d'une société ouverte portant intérêt à 12,00 % échue en 2014 déduction faite d'une provision pour moins-value sur prêts de 100 000 \$ au 31 décembre 2004	100 000	200 000
Effet à recevoir d'un employé portant intérêt à 4,00 %, payable par versement de 327 \$ aux deux semaines et échéant en 2018	30 554	37 682
	2 635 579 \$	3 397 788 \$

8. PLACEMENTS

	2014	2013
		redressé (note 3)
Obligations d'organismes du secteur public portant intérêt de 1,40 % à 1,50 % et ayant une valeur nominale de 2 790 000 \$ (5 553 000 \$ en 2013)	2 801 548	5 582 336 \$
Obligations gouvernementales, de banques et de sociétés détenues par le Fonds distinct portant intérêt de 1,25 % à 9,976 % et ayant une valeur nominale de 1 278 000 \$ (689 000 \$ en 2013)	1 415 191	729 444
Actions ordinaires de sociétés ouvertes (cours du marché de 2 122 682 \$ en 2014 et 2 781 011 \$ en 2013)	7 491 824	8 281 923
Actions ordinaires et privilégiées de sociétés privées	600 000	600 000
Certificats de placements garantis d'institutions financières portant intérêt de 1,46 % à 1,65 % et ayant une valeur nominale de 1 900 000 \$ (500 000 \$ en 2013)	1 917 317	505 850
Moins-value durable sur placements ⁽¹⁾	(2 889 148)	(3 011 568)
	11 336 732 \$	12 687 985 \$

⁽¹⁾

	2014	2013
Moins-value durable sur placements au début	3 011 568 \$	1 779 729 \$
Moins-value durable sur placements de l'exercice	203 105	1 562 126
Moins-value durable sur placements disposés	(325 525)	(330 287)
Moins-value durable sur placements à la fin	2 889 148 \$	3 011 568 \$



9. PARTICIPATION DANS UN PARTENARIAT COMMERCIAL

La Société possède 99 parts de la société en commandite Camp 257 S.E.C. dont les activités consistaient à rendre des services de restauration, d'hébergement et de vente d'essence. En 2012, la majorité des actifs corporels a été vendue par enchère publique. Les partenaires détermineront les orientations futures de la société en commandite au cours des prochains exercices. Les autres partenaires sont Waskaganish Camp 257 Trust et Nemaska Camp 257 Trust. Les activités du partenariat se retrouvent dans le secteur «Développement économique» aux fins de la présentation du bénéfice net (perte nette) par activité à la note 4.

La situation financière et les résultats des activités de Camp 257 S.E.C. se détaillent ainsi :

	2014	2013
Actifs	1 100 847 \$	1 077 990 \$
Passifs	9 329	9 329
Avoir des associés	1 091 518 \$	1 068 661 \$
Revenus	29 229 \$	18 861 \$
Charges	(6 372)	(19 412)
Bénéfice net (perte nette)	22 857 \$	(551) \$

10. STOCKS DESTINÉS À LA VENTE

	2014	2013
Produits pétroliers	208 226 \$	234 591 \$
Autres	35 381	32 311
	243 607 \$	266 902 \$

Le montant des stocks passé en charge au cours de l'exercice est de 2 812 991 \$ (2013: 2 751 372 \$).

11. EMPRUNT BANCAIRE

La Société bénéficie d'une autorisation d'emprunt bancaire au montant de 4 000 000 \$. Cet emprunt bancaire porte intérêt au taux préférentiel et il est renégociable le 30 juin 2021. Aux 31 décembre 2013 et 2014, le taux d'intérêt était de 3,00 % et le solde était nul.

12. REVENUS REPORTÉS

	Solde au 31 décembre 2013	Sommes obtenues durant l'exercice	Constatations aux revenus	Solde au 31 décembre 2014
	redressé (note 3)			
Prestations de services				
Hydro-Québec	338 836	148 350	(200 102)	287 084
Location	139 792	-	(32 753)	107 039
Fonds distinct (note 13)	1 351 875	306 092	(50 465)	1 607 502
Autres	54 966	-	(25 000)	29 966
	1 885 469 \$	454 442 \$	(308 320) \$	2 031 591 \$

13. FONDS DISTINCT AFFECTÉ À LA RESTAURATION D'ACTIFS MINIERS

Dans le cadre d'une transaction de vente d'actifs miniers (actifs miniers) entre Westminer Canada Limited (Westminer) et Ressources MSV inc., maintenant Ressources MSV 2007 inc. (MSV), la Société a conclu des ententes concernant la restauration de ces actifs miniers.

Un contrat d'indemnisation a été signé le 26 février 1993 entre MSV, la Société et Westminer, indemnisant cette dernière contre toute réclamation future au chapitre environnemental concernant des actifs miniers acquis de Westminer par MSV.

Un fonds en fiducie (Fonds fiduciaire) a été constitué pour la restauration des actifs miniers par Westminer et MSV. Les sommes sont détenues en fidéicommiss et ne sont pas incluses dans les états financiers de la Société. Le Fonds fiduciaire doit maintenir un actif net de 3 694 660 \$. Par ailleurs, les revenus du Fonds fiduciaire sont versés à la Société en tant que bénéficiaire. La Société conserve ces sommes affectées à la restauration des sites miniers dans un compte distinct (Fonds distinct) conformément à la lettre d'engagement qu'elle a transmise le 26 février 1993 à Westminer.

La Société et MSV ont également signé, le même jour, un accord commercial par lequel elles convenaient des modalités de l'exécution de leurs obligations en vertu du contrat d'indemnisation. Cet accord prévoit que le Fonds distinct sera maintenu tant et aussi longtemps que les actifs miniers ne seront pas restaurés conformément aux dispositions législatives applicables. Si le Fonds distinct et le Fonds fiduciaire s'avéraient insuffisant, la Société pourrait être tenue de combler la moitié du déficit. Advenant un surplus, celui-ci serait partagé à part égale entre la Société et MSV.

Le 23 juillet 1996, le ministère des Ressources naturelles a émis en faveur de Westminer un certificat de libération relativement à certaines obligations relatives à la *Loi sur les mines* (RLRQ c. M-13.1), étant donné l'assumption par MSV des obligations de restauration des actifs miniers.

Le 17 juin 2011, la Société a résilié l'accord commercial en raison des défauts de MSV.

Le 25 octobre 2011, le séquestre aux biens de MSV a vendu les actifs miniers et transféré les actions de MSV à CBay Minerals Inc.

Depuis mars 2012, la Société prélève annuellement, à même le Fonds distinct, des revenus de gestion représentant 1 % du solde du Fonds fiduciaire et du Fonds distinct afin de s'acquitter de ses engagements. Les autres dépenses nécessaires à l'administration de ces deux fonds sont également prélevées à même le Fonds distinct.

Les coûts liés à la restauration des actifs miniers pourraient être significativement plus élevés que les sommes détenues dans le Fonds fiduciaire et le Fonds distinct. Toutefois, la Société estime qu'il est improbable qu'elle ait à assumer des coûts excédant les sommes détenues dans ces fonds. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée à cet égard. Par ailleurs, il serait impossible de faire une estimation raisonnable de ces coûts excédentaires.





L'évolution du Fonds distinct se détaille ainsi :

	2014	2013
Solde au début	1 351 875 \$	1 533 925 \$
Sommes obtenues durant l'exercice		
Revenus d'intérêts	63 034	27 366
Gains (pertes) sur disposition	43 595	(28 632)
Distributions du Fonds fiduciaire	265 492	(20 601)
Honoraires professionnels	(62 500)	(65 095)
Frais d'intérêts	(3 529)	(2 758)
	306 092	(89 720)
Constatactions aux revenus de la Société		
Revenus de gestion	(50 465)	(92 330)
Solde à la fin	1 607 502 \$	1 351 875 \$

Les soldes du Fonds distinct présentés dans l'état de la situation financière de la Société se composent des éléments suivants :

	2014	2013
		redressé (note 3)
Encaisse	50 541 \$	25 540 \$
Débiteurs	150 221	605 409
Placements	1 415 191	729 444
Créditeurs et charges à payer	(8 451)	(8 518)
	1 607 502 \$	1 351 875 \$

14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2014						
	Terrains	Bâtiments	Mobilier	Équipement informatique	Machinerie et équipement	Véhicules	Total
Coût							
Solde au début	71 029 \$	13 842 345 \$	330 121 \$	439 109 \$	3 179 827 \$	4 343 205 \$	22 205 636 \$
Acquisition	-	140 716	31 333	217 443	180 729	-	570 221
Disposition et radiation	-	-	-	-	-	-	-
Solde à la fin	71 029	13 983 061	361 454	656 552	3 360 556	4 343 205	22 775 857
Amortissement cumulé							
Solde au début	-	10 385 457	213 919	372 228	1 832 035	3 948 822	16 752 461
Amortissement	-	240 935	37 045	72 617	224 622	171 437	746 656
Disposition et radiation	-	-	-	-	-	-	-
Solde à la fin	-	10 626 392	250 964	444 845	2 056 657	4 120 259	17 499 117
Valeur comptable nette	71 029 \$	3 356 669 \$	110 490 \$	211 707 \$	1 303 899 \$	222 946 \$	5 276 740 \$

							2013
	Terrains	Bâtiments	Mobilier	Équipement informatique	Machinerie et équipement	Véhicules	Total
Coût							
Solde au début	71 029 \$	12 939 542 \$	468 689 \$	514 776 \$	2 163 851 \$	4 120 789 \$	20 278 676 \$
Acquisition	-	1 091 743	23 295	47 532	1 149 442	222 416	2 534 428
Disposition et radiation	-	(188 940)	(161 863)	(123 199)	(133 466)	-	(607 468)
Solde à la fin	71 029	13 842 345	330 121	439 109	3 179 827	4 343 205	22 205 636
Amortissement cumulé							
Solde au début	-	10 291 150	337 375	452 324	1 772 229	3 770 928	16 624 006
Amortissement	-	223 946	34 552	43 103	189 258	177 894	668 753
Disposition et radiation	-	(129 639)	(158 008)	(123 199)	(129 452)	-	(540 298)
Solde à la fin	-	10 385 457	213 919	372 228	1 832 035	3 948 822	16 752 461
Valeur comptable nette							
	71 029 \$	3 456 888 \$	116 202 \$	66 881 \$	1 347 792 \$	394 383 \$	5 453 175 \$

Des immobilisations corporelles classées sous la rubrique « Bâtiments » représentant 36 664 \$ n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas opérationnelles en fin d'exercice (2013: 28 260 \$).

15. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

10 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.

	2014	2013
Émis et payé		
6 982 500 actions ordinaires	69 825 000 \$	69 825 000 \$

Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances.

16. RÉGIME DE RETRAITE

Description du régime

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées à ses employés. Ce régime de retraite offre des prestations fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen de fin de carrière. La politique de la Société est de maintenir ses cotisations à un niveau permettant de pourvoir aux prestations. Elle évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la valeur liée au marché des actifs du régime pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année. La dernière évaluation actuarielle a été produite en date du 31 décembre 2013.

La charge de retraite et l'obligation au titre des prestations constituées sont établies par calculs actuariels à partir des hypothèses à long terme les plus probables de la direction et extrapolées à partir de l'évaluation actuarielle la plus récente.

Scission du régime

Une scission du régime entre les deux employeurs participant était prévue le 31 décembre 2013. Le 25 septembre 2014, l'autre employeur, le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James, a suspendu pour un an la scission du régime et procédera à une nouvelle analyse de la situation en 2015. En vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, la scission du régime est subordonnée à l'autorisation de la Régie des rentes du Québec (RRQ) et aux conditions fixées par elle, incluant notamment une méthode de calcul prescrite pour l'attribution de la valeur marchande de l'actif entre les deux employeurs. Par conséquent, l'incidence de cette éventuelle scission sera comptabilisée dans l'exercice où celle-ci sera autorisée.

Au terme du processus de scission, il est probable que la valeur des actifs indiquée aux évaluations à des fins comptables des deux employeurs soit différente de la valeur qui sera approuvée par la RRQ. Pour le moment, il est impossible d'évaluer l'impact monétaire de la scission éventuelle pour la Société.

Régime à prestations déterminées

Le tableau suivant fait le rapprochement de l'obligation au titre des prestations constituées et la valeur liée au marché de l'actif du régime :

	2014	2013
Obligation au titre des prestations constituées	(6 087 900) \$	(5 301 000) \$
Valeur liée au marché des actifs du régime	5 797 700	5 315 900
(Déficit) situation de capitalisation	(290 200) \$	14 900 \$
Pertes actuarielles nettes non amorties	1 396 300	1 017 200
Actif au titre des prestations constituées	1 106 100 \$	1 032 100 \$

Les gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe d'employés participant au régime qui est de 15 ans en 2014 (2013 : 14 ans).

Évolution de l'obligation au titre des prestations constituées

	2014	2013
Obligation au début de l'exercice	5 301 000 \$	5 184 400 \$
Coût des prestations constituées	312 900	318 600
Intérêts relatifs au régime de retraite	274 500	248 100
Transferts du régime	(171 900)	(177 300)
Prestations versées	(153 200)	(162 300)
Pertes (gains) actuariels	524 600	(110 500)
Obligation à la fin de l'exercice	6 087 900 \$	5 301 000 \$

Évolution de la valeur liée au marché des actifs du régime

	2014	2013
Valeur liée au marché au début de l'exercice	5 315 900 \$	4 809 200 \$
Rendement prévu sur les actifs moyens	278 200	234 300
Cotisations et contributions versées	466 500	568 000
Transferts du régime	(171 900)	(177 300)
Prestations versées	(153 200)	(162 300)
Gains (pertes) actuariels	62 200	44 000
Valeur liée au marché à la fin de l'exercice	5 797 700 \$	5 315 900 \$

Composition des actifs du régime

	2014	2013
Catégorie d'actifs		
Titres de capitaux propres	43,5 %	41,5 %
Titres de créances	56,5 %	58,5 %
Total	100,0 %	100,0 %

Les pourcentages moyens pondérés découlant des hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées et le coût des prestations de la Société sont les suivants :

	2014	2013
Taux d'actualisation	4,70 %	5,20 %
Taux de croissance de la rémunération	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation à long terme	2,25 %	2,25 %
Taux de rendement prévu des actifs du régime	5,20 %	4,75 %
Taux de rendement réel des actifs du régime	6,32 %	5,65 %

Coût des avantages de retraite

	2014	2013
Charge au titre des avantages de retraite		
Coût des services rendus	312 900 \$	318 600 \$
Amortissement des pertes actuarielles	83 300	94 300
Cotisations des employés	(136 700)	(125 900)
	259 500	287 000
Charge d'intérêts au titre des avantages de retraite	(3 700)	13 800
	255 800 \$	300 800 \$

Les autres informations relatives au régime à prestations déterminées se présentent comme suit :

	2014	2013
Cotisations de l'employeur	329 800 \$	442 100 \$
Rendement prévu	278 200 \$	234 300 \$
Rendement obtenu	340 400 \$	278 300 \$
Valeur de marché des actifs au début de l'exercice	5 262 500 \$	4 785 700 \$
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	6 126 600 \$	5 262 500 \$

17. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LE CAPITAL

La Société définit son capital comme étant l'avoir de l'actionnaire qui se détaille comme suit :

	2014	2013
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions	69 825 000 \$	69 825 000 \$
Déficit cumulé	(48 794 592)	(49 248 310)
	21 030 408 \$	20 576 690 \$

En vertu de la *Loi sur le développement de la région de la Baie James*, les dividendes payés par la Société sont fixés par l'actionnaire, soit le ministre des Finances du Québec, qui en détermine les modalités de paiement. Les dividendes déclarés, le cas échéant, seront déduits des surplus cumulés dans l'exercice au cours duquel ils seront déclarés.

18. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	2014	2013
		redressé (note 3)
La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent de l'élément suivant:		
Encaisse	3 057 661 \$	1 580 336 \$

Les intérêts versés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 809 \$ (2013: 142 \$).

Les intérêts reçus par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 411 755 \$ (2013: 366 100 \$).

En date du 31 décembre 2014, le poste Créditeurs et charges à payer inclut des acquisitions liées à des immobilisations corporelles représentant 70 561 \$ (2013: 1 142 377 \$).

19. INFORMATIONS SUR LES RISQUES FINANCIERS

Risque de change

La Société peut être exposée au risque de change en raison d'encaisse et de placements libellés en dollars américains. Aux 31 décembre 2013 et 2014, la Société ne détenait aucune encaisse libellée en devises américaines alors que les placements libellés en devises américaines totalisent 446 012 \$ canadien (2013: 685 107 \$ canadien).

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de change.

À la date de l'état de la situation financière, le taux de change pour le dollar américain est de 1,1601 (2013: 1,0636).

La Société a comptabilisé 763 \$ à titre de pertes de change pour l'encaisse au cours de l'exercice (2013: 72 \$).

20. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société effectue de la prestation de services en gestion d'infrastructures de transport qui se détaillent comme suit:

	2014	2013
Entités sous contrôle commun:		
Hydro-Québec	16 542 775 \$	14 684 069 \$
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	600	523 002
Ministère des Transports	1 996 586	1 777 864
Autres	13 974	9 730
	18 553 935 \$	16 994 665 \$

En ce qui concerne la route reliant Matagami à Radisson et Chisasibi et la route Transtaïga ainsi que les aéroports de La Grande-Rivière et de Fontanges, les frais d'entretien et d'exploitation sont refacturés par Hydro-Québec et la gestion de ces actifs est faite par un comité de gérance composé de représentants d'Hydro-Québec et de la Société.

La Société perçoit des revenus de gestion sur la prestation de services qu'elle effectue et qui se détaillent comme suit :

	2014	2013
Entités sous contrôle commun:		
Hydro-Québec	1 273 112 \$	1 179 080 \$
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	19 462	10 460
Ministère des Transports	189 520	155 365
Autres	56 015	94 564
	1 538 109 \$	1 439 469 \$

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées ci-dessus qui sont mesurées à la juste valeur, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publics contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

21. PASSIFS ÉVENTUELS

La Société, à titre de cosignataire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, fait l'objet de certaines poursuites relatives à l'application de cette dernière. Les administrateurs sont d'avis que ces poursuites sont non fondées. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La Société fait l'objet d'une réclamation de 3 106 837 \$, conjointement avec d'autres partenaires, à titre de dommages et intérêts. Le procès a eu lieu en décembre 2014. La Société demeure en attente du jugement. Comme il n'est pas possible à ce stade-ci de se prononcer sur l'issue de cette réclamation et que les administrateurs sont d'avis que cette réclamation est non fondée, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La Société est propriétaire de terrains qui nécessitent des travaux de décontamination. Depuis l'exercice 2005, la Société a effectué des travaux au coût total de 896 969 \$ dont 47 211 \$ au cours du présent exercice (2013: 71 472 \$). Au 31 décembre 2014, le solde de la provision comptabilisé au poste Créditeurs et charges à payer s'élève à 383 850 \$ (2013: 337 680 \$) et représente l'estimation des travaux de décontamination qui devront être réalisés dans le futur. Une somme de 746 057 \$ (2013: 652 676 \$) à recevoir du gouvernement du Québec a été comptabilisée au poste Débiteurs concernant les coûts liés aux travaux de décontamination.

La Société exploite une station-service au relais routier du km 381. Les coûts de restauration du site à la fin de l'exploitation de celle-ci n'ont pu faire l'objet d'une estimation compte tenu que la date de fin de l'exploitation n'est pas connue présentement.

Des prestations de cessation d'emploi sont prévues aux contrats de travail des employés contractuels de la Société advenant la résiliation du contrat de travail ou la modification des conditions d'emploi par la Société. Ces prestations pourraient représenter des montants à payer éventuellement.

Par un décret du 10 janvier 1994, le gouvernement du Québec a transféré gratuitement à la Société plusieurs terrains localisés sur le territoire de la Baie-James. Les conditions de ce décret prévoient qu'advenant la vente subséquente de ces terrains, le prix de vente devra être remis au gouvernement du Québec.

22. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

a) Baux

La Société s'est engagée d'après un bail pour la location d'un local à bureau échéant le 31 décembre 2019, à verser une somme totale de 164 725 \$, soit 32 945 \$ par année. Elle s'est également engagée en vertu d'un autre bail pour la location d'un local à bureau échéant le 31 décembre 2018 à verser une somme totale de 323 064 \$ à une entité sous contrôle commun (Hydro-Québec), soit 80 766 \$ par année.

b) Contrats de services

La Société s'est engagée à verser des sommes en vertu de différents contrats, soit :

	2015	2016
Services d'entrepreneurs	9 619 155 \$	422 676 \$
Honoraires professionnels	36 000	38 000
	9 655 155 \$	460 676 \$

c) Prêt

La Société s'est engagée à effectuer un prêt garanti de 80 000 \$ à une société privée. Il portera intérêt à 9 % et sera d'une durée de 10 ans.

23. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014. Certains chiffres du budget ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.



SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société de développement des entreprises culturelles (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

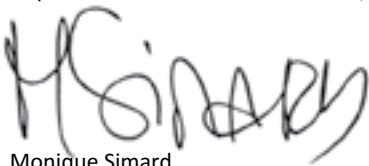
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La présidente et chef de la direction,



Monique Simard

La directrice générale ressources financières,
informatiques et matérielles, patrimoine immobilier,



Carole Hamelin, CPA, CMA

Montréal, le 12 juin 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de développement des entreprises culturelles, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats, l'état du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société de développement des entreprises culturelles n'a pas comptabilisé au 31 mars 2015 et 2014, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société de développement des entreprises culturelles a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société de développement des entreprises culturelles et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société de développement des entreprises culturelles respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

Augmentation (Diminution)

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
	\$	\$
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	15 816 081	15 946 120
Subventions du gouvernement du Québec reportées	<u>17 132 326</u>	<u>16 678 882</u>
Dette nette et déficit cumulé	1 316 245	732 762
État des résultats		
Subventions du gouvernement du Québec	<u>(583 483)</u>	<u>(318 738)</u>
Déficit de l'exercice (2015) / Excédent de l'exercice (2014)	583 483	(318 738)

Opinion avec réserve

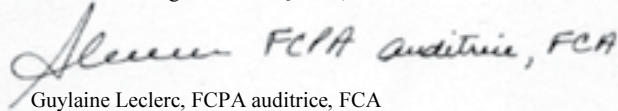
À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de développement des entreprises culturelles au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société de développement des entreprises culturelles au 31 mars 2015 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

 FCPA auditrice, FCA

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Montréal, le 12 juin 2015

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice clos le 31 mars

	2015 Budget	2015 Réel	2014 Réel
REVENUS			
INTERVENTIONS FINANCIÈRES			
Intérêts sur placements	600 000 \$	708 663 \$	610 749 \$
Intérêts sur prêts et aides remboursables	2 250 000	2 136 684	2 089 932
Récupérations sur investissements et sur aides remboursables en vertu des programmes d'aide financière (note 4)	800 000	881 899	758 312
Honoraires de prêts et garanties de prêts (note 5)	775 000	750 274	916 932
Honoraires de gestion des crédits d'impôt	3 600 000	3 905 564	3 365 542
Honoraires de gestion des programmes d'aide	150 000	157 800	146 450
Gain résultant des rachats de billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (note 8)	-	707	21 036
Autres revenus	70 000	63 678	71 052
Revenus autonomes	8 245 000	8 605 269	7 980 005
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	61 623 577	56 582 743	61 968 792
Total des revenus interventions financières	69 868 577	65 188 012	69 948 797
PATRIMOINE IMMOBILIER			
Loyers et autres	1 974 000	1 980 396	1 983 872
Intérêts sur placements	66 000	113 616	79 628
Revenus autonomes	2 040 000	2 094 012	2 063 500
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	3 629 877	4 002 212	3 576 401
Total des revenus patrimoine immobilier	5 669 877	6 096 224	5 639 901
PLACEMENTS			
Revenus de placements de sociétés en commandite	-	112 745	64 417
	75 538 454	71 396 981	75 653 115
CHARGES			
INTERVENTIONS FINANCIÈRES			
Programmes d'aide financière (note 6) :			
Cinéma et production télévisuelle	37 054 453	30 684 747	33 543 626
Livre et édition	4 667 559	5 852 315	5 250 825
Métiers d'art	4 501 814	4 436 633	4 432 912
Musique et variétés	9 504 591	9 115 003	9 389 378
Affaires internationales	1 692 783	4 580 743	5 269 762
	57 421 200	54 669 441	57 886 503
Perte sur placement	-	-	390 059
Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes (note 7)	800 000	1 148 323	714 123
Frais d'intérêts sur dettes du gouvernement du Québec	378 000	442 480	357 093
Frais d'administration (note 9)	11 661 647	11 086 708	10 989 709
Total des charges interventions financières	70 260 847	67 346 952	70 337 487
PATRIMOINE IMMOBILIER			
Frais d'exploitation et d'administration (note 10)	4 554 730	4 373 732	4 098 487
Frais d'intérêts sur dettes du gouvernement du Québec	482 425	477 356	560 038
Total des charges patrimoine immobilier	5 037 155	4 851 088	4 658 525
PLACEMENTS			
Perte de placements de sociétés en commandite	-	5 378 745	-
Frais d'intérêts sur avances du gouvernement du Québec	-	112 745	336 193
Total des charges placements	-	5 491 490	336 193
	75 298 002	77 689 530	75 332 205
(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE	240 452 \$	(6 292 549) \$	320 910 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DU DÉFICIT CUMULÉ

Exercice clos le 31 mars

	2015	2014
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(828 062) \$	(1 148 972) \$
(Déficit) Excédent de l'exercice	(6 292 549)	320 910
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	(7 120 611) \$	(828 062) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars

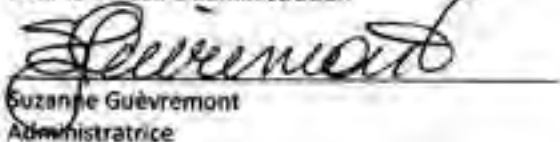
	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	2 301 822 \$	24 331 257 \$
Équivalents de trésorerie (note 11)	32 596 169	2 000 000
Prêts et autres participations financières (note 12)	36 583 016	41 788 177
Aides remboursables (note 6)	920 252	972 261
Créances et intérêts courus	598 890	581 108
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	131 112	764 500
Placements (note 13)	15 948 843	22 497 817
Billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (note 8)	12 213 403	12 250 838
Total des actifs financiers	101 293 507	105 185 958
PASSIFS		
Emprunts à court terme (note 15)	3 838 231 \$	3 412 385 \$
Charges à payer	3 002 785	2 695 950
Intérêts courus sur avances du gouvernement du Québec	208 938	336 193
Intérêts courus sur dettes	111 476	160 085
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	17 893 684	18 353 408
Provision cumulée pour pertes sur garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises (note 7)	343 820	285 605
Revenus reportés (note 16)	21 280 592	18 144 293
Revenus perçus d'avance	2 398 678	1 221 910
Avances du gouvernement du Québec (note 17)	31 300 000	31 300 000
Dettes (note 18)	27 820 003	29 695 292
Total des passifs	108 198 207	105 605 121
DETTE NETTE	(6 904 700) \$	(419 163) \$
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 14)	18 725 429	18 358 365
Charges payées d'avance et avances sur engagements	558 660	732 736
Total des actifs non financiers	19 284 089	19 091 101
AVOIR		
Capital (note 19)	19 500 000	19 500 000
Déficit cumulé (note 21)	(7 120 611)	(828 062)
Total de l'avoir	12 379 389 \$	18 671 938 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.


Obligations contractuelles (note 24)

Éventualités (note 25)

Pour le conseil d'administration



Suzanne Guèvremont
Administratrice



Josée Robillard, CPA auditrice, CMA, MBA
Administratrice

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

Exercice clos le 31 mars

	2015 Budget	2015 Réel	2014 Réel
(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE	240 452 \$	(6 292 549) \$	320 910 \$
Variation due aux immobilisations corporelles:			
Acquisition	(2 029 800)	(2 680 500)	(1 500 430)
Amortissement	2 417 000	2 313 436	2 197 237
Perte sur disposition	-	-	725
	387 200	(367 064)	697 532
Variation due aux charges payées d'avance et avances sur engagements:			
Acquisition		732 736	612 308
Utilisation		(558 660)	(732 736)
		174 076	(120 428)
(Augmentation) Diminution de la dette nette	627 652	(6 485 537)	898 014
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(419 163)	(419 163)	(1 317 177)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	208 489 \$	(6 904 700) \$	(419 163) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 mars

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Déficit) Excédent de l'exercice	(6 292 549) \$	320 910 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Provision pour créances irrécouvrables liées à l'aide remboursable	(13 960)	(8 193)
Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes	1 148 323	714 123
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	725
Perte sur placement	-	390 059
Avantages importants conférés aux clients	(16 056)	(15 379)
Gain résultant des rachats de billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs	(707)	(21 036)
Revenus de placements de sociétés en commandite	-	(64 417)
Ajustement lié au taux effectif	17 686	18 357
Amortissement des immobilisations corporelles	2 313 436	2 197 237
Perte sur placement de sociétés en commandite	5 266 000	-
	2 422 173	3 532 386
Variation des actifs et passifs liés au fonctionnement :		
Créances et intérêts courus	(17 782)	39 548
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	633 388	52 473
Charges payées d'avance et avances sur engagements	174 076	(120 428)
Charges à payer	496 593	117 227
Intérêts courus sur avances du gouvernement du Québec	(127 255)	96 195
Intérêts courus sur dettes	(48 609)	(35 268)
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	(459 724)	(683 587)
Revenus reportés	3 136 299	4 313 794
Revenus perçus d'avance	1 176 768	134 929
	4 963 754	3 914 883
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	7 385 927	7 447 269
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Prêts et autres participations financières	(9 589 880)	(14 698 469)
Billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs	38 143	54 285
Aides remboursables	(237 000)	(331 730)
Placements	1 282 974	3 569 862
Remboursements de prêts et autres participations financières	13 704 934	10 282 092
Récupération d'aides remboursables	319 025	423 811
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	5 518 196	(700 149)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 870 260)	(1 353 324)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(2 870 260)	(1 353 324)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts à court terme	425 846	1 828 144
Dettes	2 343 000	8 545 807
Remboursement sur dettes	(4 235 975)	(5 366 658)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 467 129)	5 007 293
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 566 734	10 401 089
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	26 331 257	15 930 168
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (NOTE 20)	34 897 991 \$	26 331 257 \$

Les acquisitions d'immobilisations incluses aux charges à payer sont de 138 130\$ (2014 : 327 890 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice clos le 31 mars 2015

1. LOI CONSTITUTIVE ET OBJECTIFS

La Société de développement des entreprises culturelles (la Société) est une personne morale constituée et régie par la *Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles* (RLRQ, chapitre S-10.002).

Les objectifs de la Société sont de promouvoir et soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles, y compris les médias, et de contribuer à accroître la qualité des produits et services et la compétitivité de ceux-ci au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. La Société est aussi chargée de reconnaître des œuvres comme films québécois suivant les normes prévues par les règlements du gouvernement relativement à l'application de la *Loi sur le cinéma* (RLRQ, chapitre C-18.1).

La Société est propriétaire du parc immobilier patrimonial acquis du ministre des Transports en 1989. La Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, acquérir, restaurer, rénover, gérer et exploiter des immeubles ou en disposer.

En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, c.1, 5 supplément) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre 1-3), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés par la direction de la Société selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de CPA Canada et respectent les méthodes ci-dessous. L'utilisation de toute autre source de méthodes comptables doit être cohérente avec ces dernières.

La préparation des états financiers conformément aux NCCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. Les provisions cumulées pour créances irrécouvrables, la provision pour congés de maladie et la durée de vie des immobilisations corporelles sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Instruments financiers

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures. La trésorerie, les équivalents de trésorerie, les prêts et autres participations financières, les aides remboursables, les créances et intérêts courus, les subventions à recevoir du gouvernement du Québec, les placements et les billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (BTAA) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont constitués des emprunts à court terme, des charges à payer sauf les avantages sociaux, des intérêts courus sur avances du gouvernement du Québec, des intérêts courus sur dettes, des montants à verser en vertu des programmes d'aide financière, des avances du gouvernement du Québec et des dettes de la Société évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière. Elle gère ses risques selon des paramètres précis et n'effectue aucune opération à des fins spéculatives ni n'utilise d'instruments financiers dérivés.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**Constatation des revenus**

Les revenus proviennent des intérêts sur placements, des intérêts sur prêts et aides remboursables, de récupérations sur investissements et sur les aides remboursables en vertu des programmes d'aide, des honoraires de prêts et garanties de prêts, des honoraires de gestion, des locations d'espaces résidentiels et commerciaux et autres revenus. La Société constate ses revenus lorsque les opérations ou les faits dont ils découlent ont lieu, qu'ils sont encaissés ou exigibles, qu'il y a une preuve évidente qu'un accord est intervenu, que les services ont été rendus, que le montant du service rendu est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Subventions du gouvernement du Québec

La Société obtient une partie de son financement par le biais des crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

Le financement relatif aux programmes d'aide financière et pour tout autre projet spécifique provient de subventions du gouvernement du Québec qui sont constatées dans l'exercice lorsqu'elles sont autorisées, que la Société a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont comptabilisées en subventions du gouvernement du Québec reportées lorsque les stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont comptabilisées en revenu à mesure que les critères du passif sont satisfaits.

Le financement lié au fonctionnement et aux versements sur les dettes relatives aux immobilisations corporelles ne comportant aucune stipulation grevant leur utilisation, est comptabilisé aux résultats à titre de subventions du gouvernement du Québec jusqu'à concurrence du montant autorisé lorsque tous les critères d'admissibilité sont satisfaits.

Charges liées aux programmes d'aide financière

L'aide financière accordée sous forme de subventions, d'investissements et d'aides remboursables, autres que celles assorties d'une obligation de remboursement préétablie, est imputée aux résultats à titre de charges de programmes. Ces charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées et lorsque le bénéficiaire a satisfait à tous les critères d'admissibilité.

Lorsque les modalités et conditions de l'aide financière accordée ne sont pas respectées, l'annulation du projet est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel les faits sont connus.

Les charges encourues directement et indirectement par la Société afin d'organiser ou de participer à des activités qui assurent la visibilité des œuvres et des produits culturels québécois et la présence des entreprises culturelles québécoises dans les salons, grands marchés et foires à l'échelle nationale et internationale, sont imputées aux résultats à titre de charges de programmes. Les frais relatifs aux lecteurs indépendants et membres externes des comités d'évaluation, requis en vertu des programmes d'aide, sont imputés aux résultats à titre de charges de programmes.

Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes bancaires et des placements hautement liquides convertibles et rachetables en tout temps.

Prêts et autres participations financières

Les prêts et autres participations financières sont constitués des placements de la Société effectués dans le cadre de ses programmes de financement des entreprises. Ces placements peuvent prendre la forme de prêts ou d'investissements aux projets et sont comptabilisés au coût après amortissement, majoré des intérêts courus à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour créances irrécouvrables.

Lorsqu'un prêt est assorti de conditions avantageuses importantes, la valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de la subvention ainsi consentie, laquelle est constatée à titre de charge. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée du prêt, selon la méthode de l'intérêt effectif, et est constaté à titre de revenus d'intérêts.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES
ÉTATS FINANCIERS

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Prêts et autres participations financières (suite)

Un prêt est classé dans la catégorie des prêts douteux lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la Société n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts. Lorsqu'un prêt devient douteux, la constatation des revenus d'intérêts cesse et la Société réduit cette participation par l'inscription d'une provision pour créances irrécouvrables.

Les garanties d'emprunt apparaissent à titre d'éventualités aux états financiers de la Société. Les prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises sont comptabilisés à l'actif de la Société lorsque cette dernière a approuvé la réclamation produite par l'institution financière prêteuse.

Provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes

La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les créances irrécouvrables et les pertes qui existent dans le portefeuille de la Société. Elle est augmentée de la provision annuelle, laquelle est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations. La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes comprend des provisions spécifiques et une provision générale.

Les provisions spécifiques sont constituées pour chaque prêt. La valeur comptable d'un prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus. La provision générale est constituée pour les garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises. Le montant de la provision générale est estimé en se fondant sur les pertes antérieures.

Les pertes relatives aux garanties accordées en vertu des programmes de financement intérimaire des crédits d'impôt sont remboursables par le gouvernement du Québec, conséquemment la Société ne comptabilise aucune provision.

Aides remboursables et provision cumulée pour créances irrécouvrables

L'aide remboursable est une aide financière assortie d'une obligation de remboursement préétablie, d'une durée minimale de deux ans et n'excédant généralement pas cinq ans. Cette aide est comptabilisée à l'état de la situation financière à la valeur nominale, déduction faite d'une provision cumulée pour créances irrécouvrables. Les aides remboursables ne portent pas intérêt. Ainsi pour les aides assorties de conditions avantageuses importantes, la valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de la subvention ainsi consentie, laquelle est constatée à titre de charge. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée de l'aide remboursable, selon la méthode de l'intérêt effectif, et est constaté à titre de revenus d'intérêts.

La provision cumulée est établie en examinant la probabilité de recouvrement de chaque aide remboursable et en se fondant sur les pertes antérieures. La variation annuelle de la provision cumulée est imputée aux résultats à titre de charges de programmes.

Placements

Les placements se composent d'actions ordinaires de sociétés non cotées comptabilisées au coût d'acquisition et de participations dans des partenariats commerciales.

La Société comptabilise ses participations dans des partenariats selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Les participations sont comptabilisées au coût d'acquisition ajusté de la quote-part de l'actif net des sociétés en commandites et en tenant compte des modalités prévues aux conventions le cas échéant. Les revenus tirés de la participation sont comptabilisés aux résultats au moment où ils sont gagnés.

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est imputée directement aux résultats de l'exercice.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les fluctuations du cours de change donnent lieu à des gains et pertes de change qui sont comptabilisés jusqu'à la période de règlement dans l'état des gains et pertes de réévaluation et, au moment du règlement, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de leur mise en service. Le coût des restaurations comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les frais indirects ainsi que les frais de financement temporaire durant les travaux.

	Durée de l'amortissement
Restaurations	25 ans
Réparations majeures	de 5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Équipement	5 ans
Matériel informatique et logiciels	de 4 à 7 ans
Améliorations locatives	sur la durée du bail

Les œuvres d'art ne sont pas comptabilisées à titre d'immobilisations corporelles du fait qu'il est impossible de faire une estimation raisonnable des avantages économiques futurs qui se rattachent à ces biens; leur coût est imputé aux charges de l'exercice au cours duquel elles sont acquises.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle doit être réduit pour refléter cette baisse de valeur. Les moins-values sont passées en charge de l'exercice courant à l'état des résultats et aucune reprise sur la réduction de valeur n'est constatée ultérieurement.

État des gains ou pertes de réévaluation

L'état des gains ou pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact à la fin de l'exercice.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2015	2014
SUBVENTIONS OCTROYÉES		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement - incluant des aides spécifiques	3 353 000 \$	3 360 500 \$
Dettes relatives aux immobilisations corporelles	42 826	8 225
Compensation à titre d'intérêt sur prêts	374 000	374 000
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle	35 237 107	35 785 575
Livre et édition	4 667 559	5 242 559
Métiers d'art	4 501 814	4 559 814
Musique et variétés	7 899 591	9 649 591
Affaires internationales	5 601 383	5 165 661
PATRIMOINE IMMOBILIER		
Compensation à titre de loyer	1 008 900	1 008 900
Dettes relatives aux immobilisations corporelles	2 993 312	2 567 501
	65 679 492	67 722 326
SUBVENTIONS REPORTÉES AU DÉBUT		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement - aides spécifiques	171 041	168 215
Compensation à titre d'intérêt sur prêts	244 027	246 493
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle	14 547 202	12 554 768
Livre et édition	97 310	105 575
Métiers d'art	126 630	-
Musique et variétés	352 810	94 452
Affaires internationales	319 140	511 524
	15 858 160	13 681 027
SUBVENTIONS REPORTÉES À LA FIN		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement - aides spécifiques	(156 041)	(171 041)
Compensation à titre d'intérêt sur prêts	(246 555)	(244 027)
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle *	(19 187 687)	(14 547 202)
Livre et édition	(76 384)	(97 310)
Métiers d'art	(191 811)	(126 630)
Musique et variétés	(13 451)	(352 810)
Affaires internationales	(1 080 768)	(319 140)
	(20 952 697)	(15 858 160)
	60 584 955 \$	65 545 193 \$

* Inclut 14,6 M\$ à titre d'engagements conditionnels pour des projets en attente d'autorisation (2014 : 13,1 M\$)

	2015	2014
Les subventions se subdivisent comme suit :		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES	56 582 743 \$	61 968 792 \$
PATRIMOINE IMMOBILIER	4 002 212	3 576 401
	60 584 955 \$	65 545 193 \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

4. RÉCUPÉRATIONS SUR INVESTISSEMENTS ET SUR AIDES REMBOURSABLES EN VERTU DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE

	2015			2014
	Investissements	Aides remboursables*	Total	Total
Cinéma et production télévisuelle	709 379 \$	90 386 \$	799 765 \$	702 290 \$
Affaires internationales	-	82 134	82 134	56 022
	709 379 \$	172 520 \$	881 899 \$	758 312 \$

* Ces récupérations proviennent d'aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie.

5. HONORAIRES DE PRÊTS ET GARANTIES DE PRÊTS

	2015	2014
Honoraires de prêts	159 225 \$	275 442 \$
Honoraires de garanties relatifs au financement des entreprises	436 078	463 119
Honoraires de garanties relatifs au financement intérimaire des crédits d'impôt	154 971	178 371
	750 274 \$	916 932 \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

6. PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE ET AIDES REMBOURSABLES

	2015						2014
CHARGES - PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE	Cinéma et production télévisuelle	Livre et édition	Métiers d'art	Musique et variétés	Affaires internationales	Total	Total
Investissements - aides sélectives	26 867 040 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	26 867 040 \$	29 293 974 \$
Investissements - aides corporatives	375 000	-	-	-	-	375 000	625 000
Subventions accordées	3 304 811	5 877 127	4 437 471	9 114 165	3 947 831	26 681 405	27 577 975
Aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie	75 500	-	-	-	148 000	223 500	199 500
Provision pour créances irrécouvrables	-	-	-	8 051	(22 011)	(13 960)	(8 193)
Annulations et recouvrements	(667 311)	(26 699)	(12 165)	(21 988)	(65 585)	(793 748)	(1 064 631)
Lecteurs indépendants et membres externes des comités d'évaluation	420 819	-	9 335	8 974	-	439 128	440 172
Coûts administratifs reliés à l'organisation d'événements internationaux	-	-	-	-	434 421	434 421	424 279
Frais de déplacements associés aux événements nationaux et internationaux	8 888	1 887	1 992	5 801	138 087	156 655	198 427
Bureau du cinéma et de la télévision	300 000	-	-	-	-	300 000	200 000
	30 684 747 \$	5 852 315 \$	4 436 633 \$	9 115 003 \$	4 580 743 \$	54 669 441 \$	57 886 503 \$

	2015						2014
ACTIF - AIDES REMBOURSABLES	Cinéma et production télévisuelle	Livre et édition	Métiers d'art	Musique et variétés	Affaires internationales	Total	Total
Solde au début	100 000 \$	102 999 \$	- \$	626 263 \$	650 273 \$	1 479 535 \$	1 580 340 \$
Aides remboursables assorties d'une obligation de remboursement préétablie accordées au cours de l'exercice	-	-	-	-	237 000	237 000	331 730
Récupérations	(20 000)	-	-	(17 172)	(281 853)	(319 025)	(423 811)
Radiations	-	-	-	-	(2 064)	(2 064)	(8 724)
	80 000	102 999	-	609 091	603 356	1 395 446	1 479 535
Avantages importants conférés aux clients	-	-	-	(104 589)	-	(104 589)	(120 645)
Provision cumulée pour créances irrécouvrables	-	(102 999)	-	(99 064)	(168 542)	(370 605)	(386 629)
Solde à la fin	80 000 \$	- \$	- \$	405 438 \$	434 814 \$	920 252 \$	972 261 \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

7. PROVISION CUMULÉE POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES ET POUR PERTES

	2015	2014
Solde au début de l'exercice	3 561 622 \$	2 996 266 \$
Radiations de l'exercice		
Prêts accordés par la Société	968 243	148 767
Provision de l'exercice		
Prêts accordés par la Société	737 770	558 211
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	352 337	-
Garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	58 216	155 912
	1 148 323	714 123
Solde à la fin de l'exercice	3 741 702 \$	3 561 622 \$

	2015	2014
La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes se subdivise comme suit :		
Prêts accordés par la Société (note 12)	3 009 506 \$	3 239 979 \$
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises (note 12)	388 376	36 038
	3 397 882	3 276 017
Garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	343 820	285 605
	3 741 702 \$	3 561 622 \$

8. BILLETS DE TRÉSORERIE NON BANCAIRES ADOSSÉS À DES ACTIFS

Au 31 mars 2015, la Société détient des billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (BTAA) qu'elle a obtenus en échange des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) à la suite d'une entente de restructuration survenue le 21 janvier 2009.

Conséquemment, les conduits de PCAA ont été remplacés par trois nouvelles structures sous forme de fiducies, appelées « véhicules d'actifs cadres » (« VAC 1 », « VAC 2 » et « VAC 3 »). Les VAC 1 et VAC 2 regroupent les transactions des conduits de PCAA constitués uniquement d'actifs synthétiques et hybrides. Le VAC 3 est composé des transactions des conduits de PCAA constitués exclusivement d'actifs inéligibles et d'actifs traditionnels. Par cet échange, la Société détient maintenant des billets de type VAC 2 et VAC 3.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

8. BILLETS DE TRÉSORERIE NON BANCAIRES ADOSSÉS À DES ACTIFS (SUITE)

La Société comptabilise ses billets au coût réduit de toute moins-value durable.

En date du 31 mars 2015, la moins-value durable est de 1,3 M \$ et ces billets n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle à celle déjà comptabilisée. De plus, la Société a l'intention, exceptionnellement, de détenir ces placements dans les BTAA à plus long terme.

	2015			2014
	Coût	Moins-value durable comptabilisée	Valeur comptable	Valeur comptable
Actifs synthétiques et hybrides	13 258 382 \$	1 192 763 \$	12 065 619 \$	12 065 622 \$
Actifs traditionnels	237 481	89 697	147 784	185 216
	13 495 863 \$	1 282 460 \$	12 213 403 \$	12 250 838 \$

9. INTERVENTIONS FINANCIÈRES - FRAIS D'ADMINISTRATION

	2015	2014
Traitements et avantages sociaux	8 908 179 \$	8 880 160 \$
Honoraires	206 882	144 675
Déplacements, représentation et congrès	77 748	104 150
Loyers	969 219	976 322
Assurances	28 066	24 435
Frais de bureau et de papeterie	306 112	312 357
Publicité et promotion	109 213	58 067
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	725
Amortissement des immobilisations corporelles	365 531	404 633
Autres frais	115 758	84 185
	11 086 708 \$	10 989 709 \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

10. PATRIMOINE IMMOBILIER - FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

	2015	2014
Traitements et avantages sociaux	470 291 \$	426 371 \$
Honoraires	148 628	110 917
Déplacements, représentation et congrès	2 867	2 790
Taxes	459 729	476 793
Assurances	96 010	93 619
Électricité et chauffage	286 281	269 652
Entretien et réparations	911 804	875 153
Frais de bureau et de papeterie	45 141	50 588
Amortissement des immobilisations corporelles	1 947 905	1 792 604
Autres frais	5 076	-
	4 373 732 \$	4 098 487 \$

11. ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La Société détient des dépôts à terme comptabilisés au coût, convertibles et rachetables en tout temps, portant intérêt à un taux de 1,80 % (2014 : 1,72 %) et échéant le 21 janvier 2016.

12. PRÊTS ET AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES

	2015			2014
	Montant	Provision pour pertes (note 7)	Montant net	Montant net
Prêts	36 676 034 \$	454 750 \$	36 221 284 \$	41 039 235 \$
Prêts douteux				
Prêts accordés par la Société	2 878 988	2 554 756	324 232	686 442
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	425 876	388 376	37 500	62 500
	39 980 898 \$	3 397 882 \$	36 583 016 \$	41 788 177 \$

Les prêts totalisant 37,4 M \$ (2014 : 42,7 M \$) sont garantis par des hypothèques de 1^{er} ou 2^{ième} rang sur des biens corporels et incorporels, des cautions personnelles, des cautions corporatives, des assurances vie, des hypothèques immobilières, des remboursements de crédits d'impôt et un engagement du ministère de la Culture et des Communications. Certains autres prêts pour un total de 2,2 M \$ (2014 : 2,3 M \$) ne comportent aucune garantie.

Les prêts accordés par la Société portent intérêt à un taux variable ou fixe. Le taux d'intérêt effectif des prêts au 31 mars 2015, calculé selon une moyenne pondérée, est de 5,70 % (2014 : 5,76 %), soit le taux préférentiel plus 2,85 % (2014 : 2,76 %).

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

12. PRÊTS ET AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES (SUITE)

Ces prêts, autres que les prêts douteux, viennent à échéance au cours des exercices se terminant le 31 mars :

2016	7 328 068
2017	1 353 008
2018	2 662 863
2019	4 109 822
2020	1 692 551
2021 et plus	19 074 972
	36 221 284 \$

13. PLACEMENTS

	2015	2014
Placement au coût		
Actions ordinaires de sociétés non cotées avec droit de vote.	1 \$	1 \$
Placements à la valeur de consolidation modifiée		
Participation de 32,81 % à titre de commanditaire dans le Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC), société en commandite constituée le 24 octobre 1996 dont l'activité est d'investir dans des entreprises en démarrage, aux premiers stades de développement, en croissance ou en redressement, oeuvrant dans les secteurs de la culture et des communications. La durée de la société en commandite est prévue jusqu'au 31 mars 2021, à moins qu'elle ne soit dissoute avant cette date.	10 556 883	10 708 802
Participation de 45,66 % à titre de commanditaire et commandité dans La Financière des Entreprises Culturelles (FIDEC), société en commandite constituée le 18 janvier 1999, dont l'activité est d'appuyer les entreprises culturelles et d'accroître leur positionnement international dans les secteurs offrant des perspectives de rendement élevé. La société en commandite a cessé la mise en place de nouveau financement en avril 2011 et sera éventuellement liquidée et dissoute.	783 218	1 953 448
Participation de 49,99 % à titre de commanditaire dans le Fonds Capital Culture Québec (FCCQ), société en commandite constituée le 7 novembre 2011 dont l'activité est de soutenir le développement d'entreprises culturelles d'envergure en assurant le financement des projets d'entreprises québécoises à fort potentiel ou des projets à fortes retombées économiques pour le Québec. La société poursuivra ses activités jusqu'au 31 mars 2020, à moins qu'elle ne soit dissoute avant cette date.	4 608 741	9 835 566
	15 948 843 \$	22 497 817 \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

13. PLACEMENTS (SUITE)

Le tableau suivant présente les informations financières condensées concernant les sociétés en commandite.

	2015				2014
	FICC 31 décembre 2014	FIDEC 31 décembre 2014	FCCQ 31 décembre 2014	Total	Total
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE					
Investissements	14 552 792 \$	550 877 \$	7 860 930 \$	22 964 599 \$	29 169 879 \$
Placements temporaires	17 328 452	-	6 293 819	23 622 271	24 213 260
Encaisse	4 021	1 296 332	208 808	1 509 161	2 093 532
Autres actifs	393 461	4 026	289 675	687 162	1 465 060
Total des actifs	32 278 726	1 851 235	14 653 232	48 783 193	56 941 731
Total des passifs	102 917	135 909	42 491	281 317	349 580
Actif net	32 175 809	1 715 326	14 610 741	48 501 876	56 592 151
Avoir des associés	32 175 809 \$	1 715 326 \$	14 610 741 \$	48 501 876 \$	56 592 151 \$
ÉTAT DES RÉSULTATS					
Revenus	2 446 344	438 661	1 109 550	3 994 555	3 673 368
Gains (pertes) sur placements	(1 792 156)	-	(5 304 822)	(7 096 978)	(2 265 744)
Charges	1 117 216	191 741	869 054	2 178 011	1 629 197
Bénéfice net (perte nette)	(463 028)	246 920	(5 064 326)	(5 280 434)	(221 573)
Surplus (déficit) au début	(7 761 163)	838 775	(326 933)	(7 249 321)	(6 209 373)
Distribution	-	(809 841)	-	(809 841)	(818 375)
Surplus (déficit) à la fin	(8 224 191) \$	275 854 \$	(5 391 259) \$	(13 339 596) \$	(7 249 321) \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2015								
	Restaurations	Réparations majeures *	Mobilier de bureau	Équipement	Matériel informatique	Améliorations locatives	Logiciels**	Total
Coût								
Solde d'ouverture	22 593 281 \$	13 247 456 \$	745 457 \$	206 698 \$	386 583 \$	705 611 \$	3 629 383 \$	41 514 469 \$
Acquisitions	-	2 294 408	-	-	46 441	1 832	337 819	2 680 500
Dispositions et réductions de valeur	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture	22 593 281	15 541 864	745 457	206 698	433 024	707 443	3 967 202	44 194 969
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture	11 754 865	7 184 100	612 355	205 217	235 433	556 168	2 607 966	23 156 104
Amortissement	903 770	1 042 366	33 697	1 481	64 254	26 072	241 796	2 313 436
Dispositions et réductions de valeur	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture	12 658 635	8 226 466	646 052	206 698	299 687	582 240	2 849 762	25 469 540
Valeur comptable nette	9 934 646 \$	7 315 398 \$	99 405 \$	- \$	133 337 \$	125 203 \$	1 117 440 \$	18 725 429 \$

2014								
	Restaurations	Réparations majeures *	Mobilier de bureau	Équipement	Matériel informatique	Améliorations locatives	Logiciels**	Total
Coût								
Solde d'ouverture	22 593 281 \$	12 142 063 \$	744 160 \$	206 698 \$	623 662 \$	701 011 \$	3 297 665 \$	40 308 540 \$
Acquisitions	-	1 105 393	1 297	-	57 422	4 600	331 718	1 500 430
Dispositions et réductions de valeur	-	-	-	-	(294 501)	-	-	(294 501)
Solde de clôture	22 593 281	13 247 456	745 457	206 698	386 583	705 611	3 629 383	41 514 469
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture	10 851 095	6 297 036	576 216	202 921	466 058	530 300	2 329 017	21 252 643
Amortissement	903 770	887 064	36 139	2 296	63 151	25 868	278 949	2 197 237
Dispositions et réductions de valeur	-	-	-	-	(293 776)	-	-	(293 776)
Solde de clôture	11 754 865	7 184 100	612 355	205 217	235 433	556 168	2 607 966	23 156 104
Valeur comptable nette	10 838 416 \$	6 063 356 \$	133 102 \$	1 481 \$	151 150 \$	149 443 \$	1 021 417 \$	18 358 365 \$

La Société possède des œuvres d'art, composées notamment de tableaux, estampes, œuvres textiles et sculptures, dont le coût est de 59 441 \$ et qui ne sont pas capitalisées aux immobilisations corporelles.

* Inclut des actifs de 183 655 \$ (2014 : 645 180 \$) comptabilisés au coût qui ne sont pas amortis puisqu'ils ne sont pas mis en service au 31 mars 2015.

** Inclut des actifs de 345 202 \$ (2014 : 397 737 \$) comptabilisés au coût qui ne sont pas amortis puisqu'ils ne sont pas mis en service au 31 mars 2015.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

15. MARGE DE CRÉDIT ET EMPRUNTS À COURT TERME

La Société dispose, auprès d'une institution financière, d'une marge de crédit de 2 M \$ autorisée par un décret du gouvernement du Québec. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel pour un terme ne pouvant dépasser un an. Le taux préférentiel au 31 mars 2015 est de 2,85 % (2014 : 3 %) et cette marge n'était pas utilisée au 31 mars 2015 ni au 31 mars 2014.

La Société est autorisée, par décret du gouvernement du Québec, à contracter des emprunts à court terme ou par voie de marge de crédit, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 12,1 M \$ pour procéder à des travaux et achats d'équipements pour maintenir en bon état ses actifs. Les emprunts peuvent être contractés auprès d'une institution financière ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec et portent intérêt à taux variable ou fixe, valable jusqu'au 31 octobre 2015. Au 31 mars 2015, la Société a un emprunt à court terme de 3,8 M \$ auprès du Fonds de financement (2014 : 3,4 M \$) au taux de 1,02 %.

16. REVENUS REPORTÉS

	2015	2014
Revenus reportés liés au financement intérimaire des crédits d'impôt	(47 105) \$	1 911 133 \$
Subventions du gouvernement du Québec reportées (note 3)	20 952 697	15 858 160
Autres revenus reportés	375 000	375 000
	21 280 592 \$	18 144 293 \$

17. AVANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2015	2014
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 décembre 2021.	13 300 000 \$	13 300 000 \$
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 décembre 2011 *.	8 000 000	8 000 000
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 mars 2020.	10 000 000	10 000 000
	31 300 000 \$	31 300 000 \$

* L'avance est maintenue pendant la période de liquidation de l'actif et du passif de la société en commandite (note 13).

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

18. DETTES

	2015	2014
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par des hypothèques mobilières sans dépossession, au taux effectif:		
2,238 % remboursable en versements annuels de 344 014 \$ jusqu'au 21 août 2019	1 712 890 \$	2 396 232 \$
4,746 % remboursable en versements annuels de 416 308 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2014 et en un versement de 2 081 538 \$ le 1 ^{er} décembre 2015	2 079 810	2 493 295
2,832 % remboursable par versements annuels de 173 240 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2020	1 035 490	1 207 368
4,744 % remboursable en versements annuels de 35 599 \$ jusqu'au 31 mars 2016	35 561	71 054
4,621 % remboursable par versements annuels de 35 629 \$ jusqu'au 14 novembre 2016	71 033	106 619
2,516 % remboursable en versements annuels de 35 125 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2017	105 113	140 013
2,864 % remboursable en versements annuels de 427 140 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2018	1 703 200	2 127 198
4,265 % remboursable en versements annuels de 83 822 \$ jusqu'au 3 décembre 2018	334 047	417 243
4,265 % remboursable en versements annuels de 100 826 \$ jusqu'au 3 décembre 2018	401 840	501 903
4,393 % remboursable en versements bi-annuels de 82 252 \$ jusqu'au 10 mai 2021	1 064 531	1 227 516
3,275 % remboursable en versements annuels de 186 354 \$ jusqu'au 16 juillet 2021	1 298 421	1 482 926
3,411 % remboursable en versements annuels de 214 393 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2024	2 130 762	-

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

18. DETTES (SUITE)

	2015	2014
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, non garantis, au taux effectif :		
2,691 % remboursable en un versement annuel de 4 000 000 \$ le 1 ^{er} juillet 2016	4 000 000	4 000 000
2,122 % remboursable en versements mensuels de 8 333 \$ et un versement de 3 200 000 \$ le 1 ^{er} décembre 2016	3 375 000	3 475 000
2,189 % remboursable en versements mensuels de 60 000 \$ et un versement de 1 560 000 \$ le 1 ^{er} septembre 2017	3 300 000	4 020 000
3,550 % remboursable en versements mensuels de 15 575 \$ jusqu'au 1 ^{er} août 2023	1 573 075	1 759 975
3,226 % remboursable en versements mensuels de 23 810 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2020	1 595 230	1 880 950
2,640 % remboursable en versements mensuels de 12 000 \$ jusqu'au 1 ^{er} août 2016 et en versements mensuels de 21 000 \$ jusqu'au 1 ^{er} avril 2018 et en versements mensuels de 26 250 \$ jusqu'au 1 ^{er} août 2019	1 044 000	1 188 000
2,376 % remboursable en versements mensuels de 20 000 \$ jusqu'au 1 ^{er} mars 2019	960 000	1 200 000
	27 820 003 \$	29 695 292 \$

Les montants des versements en capital à effectuer sur les dettes à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2016	5 547 261
2017	10 668 496
2018	4 545 502
2019	2 710 704
2020	1 682 890
2021 et suivantes	2 665 150
	27 820 003 \$

19. CAPITAL

Au 31 mars 1995, le capital-actions de la Société Générale des industries culturelles, organisme du gouvernement, est devenu le capital de la Société.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

20. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés à l'état de la situation financière :

	2015	2014
Trésorerie	2 301 822 \$	24 331 257 \$
Équivalents de trésorerie	32 596 169	2 000 000
	34 897 991 \$	26 331 257 \$

Les intérêts versés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 1 197 746 \$ (2014 : 1 146 608 \$).

Les intérêts encaissés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 3 361 609 \$ (2014 : 3 265 664 \$).

21. DÉFICIT CUMULÉ

La Société a adopté depuis le 1er avril 2012 la norme relative au Chapitre SP 3410 révisé, « Paiements de transfert ». L'impact de cette nouvelle norme est présenté ci-dessous.

La Société a contracté des dettes à long terme à la suite d'acquisitions d'immobilisations. Ces dettes seront remboursées, en partie ou en totalité, à l'aide de contributions annuelles du gouvernement au cours des exercices futurs. Ces contributions seront comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice où elles seront autorisées par le gouvernement et où la Société satisfera aux conditions d'admissibilité.

Puisque cette comptabilisation des revenus n'est plus synchronisée avec la comptabilisation de la charge d'amortissement, il s'ensuit un décalage entre la comptabilisation des revenus de subventions du gouvernement du Québec et celle de la charge d'amortissement des immobilisations.

Ainsi, au 31 mars 2015, les subventions du gouvernement du Québec reportées relatives au financement des acquisitions d'immobilisations auraient été au montant de 38 412 918 \$ (2014 : 34 823 175 \$) et les subventions du gouvernement du Québec à recevoir afférentes auraient été au montant de 15 947 193 \$ (2014 : 16 710 620 \$) et les résultats de l'exercice à titre de revenus de subvention auraient été inférieurs de 583 483 \$ (2014 : 318 738 \$). Le déficit cumulé aurait été supérieur de 1 316 245 \$ (2014 : 732 762 \$) et le solde du déficit cumulé aurait été de 8 436 856 \$ (2014 : 1 560 824 \$). Le surplus créé au déficit cumulé se renversera au fur et à mesure de ces autorisations, si le gouvernement du Québec autorise les subventions futures relatives à ces dettes.

22. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes inter-employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE est demeuré à 14,38 %.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

22. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1er janvier 2015 (5,73 % au 1er janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014).

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 865 037 \$ (2014 : 665 359 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

	2015			2014
	Congés de maladie	Vacances	Total	Total
Solde au début	104 853 \$	764 476 \$	869 329 \$	851 153 \$
Charge de l'exercice	370 139	854 110	1 224 249	1 184 197
Prestations versées au cours de l'exercice	(382 259)	(753 675)	(1 135 934)	(1 166 021)
Solde à la fin	92 733 \$	864 911 \$	957 644 \$	869 329 \$

Cette provision est incluse au poste charges à payer. Les congés de maladie sont payés au début de l'exercice suivant. Les vacances ne sont pas actualisées car elles sont prises au cours de l'exercice suivant.

23. INSTRUMENTS FINANCIERS**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent de ses opérations courantes. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés, à des fins spéculatives.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux prêts et autres participations financières, aux aides remboursables, aux créances et intérêts courus, aux placements et aux BTAA.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides et auprès d'institutions financières réputées, tel que prévu à la Politique de gestion de la trésorerie de la Société.

Le risque de crédit associé aux prêts et autres participations financières et aux aides remboursables est réduit puisque la Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles.

Les créances et intérêts courus sont constitués principalement d'intérêts courus et de loyers. Le risque de crédit associé aux créances est réduit au minimum puisque la majorité des intérêts courus sont à recevoir d'institutions financières réputées et que des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux locataires.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

23. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances et intérêts courus et des aides remboursables, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 mars :

	2015			2014
	Créances et intérêts courus *	Aides remboursables	Total	Total
Moins de 30 jours	149 254 \$	315 334 \$	464 588 \$	562 435 \$
De 30 à 60 jours	151 631	5 000	156 631	139 505
De 60 à 90 jours	23 589	32 400	55 989	69 109
Plus de 90 jours	209 033	938 123	1 147 156	1 168 949
Provision pour créances douteuses	-	(370 605)	(370 605)	(386 629)
	533 507 \$	920 252 \$	1 453 759 \$	1 553 369 \$

* Excluent les taxes à la consommation à recevoir de 65 383\$ (2014 : 129 225 \$)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. La Société finance ses charges liées aux programmes d'aide financière ainsi que l'acquisition et le maintien des immobilisations par le biais des subventions du gouvernement du Québec. Les charges d'exploitation sont financées en partie par les subventions du gouvernement du Québec et par les fonds générés par les activités d'exploitation. La Société respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses et en détenant des équivalents de trésorerie très liquides.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2015				2014
	Moins de 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Emprunts	3 838 231 \$	- \$	- \$	3 838 231 \$	3 412 385 \$
Charges à payer *	2 575 091	-	-	2 575 091	2 374 773
Intérêts courus à payer	320 414	-	-	320 414	496 278
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	17 893 684	-	-	17 893 684	18 353 408
Avances du gouvernement du Québec	8 000 000	-	23 300 000	31 300 000	31 300 000
Dettes	20 761 259	4 393 594	2 665 150	27 820 003	29 695 292
	53 388 679 \$	4 393 594 \$	25 965 150 \$	83 747 423 \$	85 632 136 \$

* Excluent les déductions à la source de 427 694 \$ (2014 : 321 177 \$)

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

23. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)***Risque de marché***

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix; la Société est exposée aux risques de change et de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de taux de change se définit comme l'exposition de la Société à une perte de revenu attribuable à la fluctuation défavorable d'une devise. Dans le cours normal de ses activités, la Société réalise moins de 2% de ses opérations en euros. Afin de minimiser au maximum les risques de change, la Société achète, en début d'exercice financier, des devises européennes répondant à ses besoins annuels. L'exposition de la Société au risque de change est par conséquent très faible.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme l'exposition de la Société à une perte de revenu d'intérêt ou une perte de valeur sur les instruments financiers résultant d'une variation du taux d'intérêt. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent des placements hautement liquides auprès d'institutions financières qui rapportent de l'intérêt au taux du marché et à taux fixe. La majorité des prêts et autres participations financières sont conclus à taux variable. La fluctuation du taux d'intérêt du marché a une incidence sur les revenus d'intérêts que la Société tire de sa trésorerie, de son équivalent de trésorerie et de ses activités de prêts.

Si les taux d'intérêt pour l'exercice terminé le 31 mars 2015 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeures constantes, les revenus d'intérêts pour la même période auraient été supérieurs ou inférieurs de 361 672 \$(2014 : 324 036 \$) respectivement.

24. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés au 31 mars 2015 totalisent 7,0 M \$ (2014 : 6,7 M \$).

La Société est engagée pour une somme de 1 181 167 \$, échéant au plus tard le 31 mars 2018 (2014 : 2 349 840 \$) relativement à des contrats de maintien et de restauration de bâtiments.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

25. ÉVENTUALITÉS

La Société garantit le remboursement d'emprunts ou de dettes contractés par des entreprises auprès d'institutions financières dans le cadre du financement des entreprises et du programme de financement intérimaire des crédits d'impôt. Les engagements maximaux de ces garanties se répartissent comme suit :

	2015	2014
Financement des entreprises *	9 530 198 \$	7 944 804 \$
Financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables à la production cinématographique et télévisuelle québécoise, à la production de titres multimédias, à la production d'enregistrements sonores, à l'édition de livres et à la production de spectacles **	3 907 412	4 265 244
	13 437 610 \$	12 210 048 \$

* La provision cumulée pour pertes relative à ces garanties est présentée à la note 7 des états financiers.

** Toutes pertes relatives aux garanties accordées en vertu de ce programme seront remboursées par le gouvernement du Québec.

Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires ne peut avoir d'incidence importante sur sa situation financière ni sur les résultats de ses activités.

26. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement et indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

27. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2015.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société de financement des infrastructures locales du Québec, ci-après appelée « Société », ont été dressés par la direction qui est responsable de la préparation et de la présentation des informations financières ainsi que de l'intégrité et de la fidélité des données, notamment en ce qui concerne les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction de la Société exerce les contrôles internes qui s'imposent de façon à ce que l'utilisateur soit raisonnablement assuré que l'information financière est pertinente et fiable et que les actifs sont adéquatement protégés. La direction de la Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration de la Société, lequel surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, a approuvé les états financiers. Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Marc Grandisson,
président du conseil d'administration



Simon Bergeron,
vice-président du conseil
d'administration

Québec, le 14 juillet 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de financement des infrastructures locales du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats, l'état de l'excédent cumulé et de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

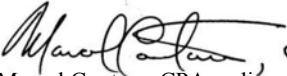
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

 CPA Auditeur, CA
Marcel Couture, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 14 juillet 2015

Société de financement des infrastructures locales du Québec
État des résultats
De l'exercice clos le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	Budget	2015	2014
REVENUS			
Transferts			
Gouvernement du Canada – Taxe sur l'essence	454 756	186 335	497 011
Gouvernement du Québec (note 3)	475 166	475 052	—
Droits d'immatriculation additionnels – SAAQ ⁽¹⁾	78 549	74 736	73 425
Intérêts (note 10)	5 327	8 908	6 166
	1 013 798	745 031	576 602
CHARGES			
Transferts octroyés			
Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures	379 445	149 156	498 896
Programme d'infrastructures de transport en commun	149 961	66 185	48 989
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR)	4 318	4 384	3 797
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS)	1 483	2 301	1 627
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM)	1 323	1 302	1 100
Honoraires d'administration (note 4)	8 338	5 792	4 197
Frais financiers	4	1	1
Frais de déplacement et représentation	1	1	1
	544 873	229 122	558 608
EXCÉDENT ANNUEL	468 925	515 909	17 994

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

(1) Société de l'assurance automobile du Québec

Société de financement des infrastructures locales du Québec
État de l'excédent cumulé et de la variation des actifs financiers nets

De l'exercice clos le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	Budget	2015	2014
DÉFICIT CUMULÉ ET DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(353 408)	(353 022)	(371 016)
Excédent annuel	468 925	515 909	17 994
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ ET ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) À LA FIN DE L'EXERCICE	115 517	162 887	(353 022)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société de financement des infrastructures locales du Québec
État de la situation financière
Au 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	52	9
Équivalents de trésorerie (note 5)	280 700	376 420
À recevoir du gouvernement du Québec	385 615	—
Intérêts courus à recevoir	6 739	—
Placements (note 6)	751 758	252 269
Sommes à recevoir de la STM ⁽¹⁾ (note 13)	1 181	1 378
Droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ	19 155	18 320
	1 445 200	648 396
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	230 882	141 979
Transferts et contributions reportés (note 9)	664 058	392 994
Dû au gouvernement du Québec (note 7)	12 549	44 561
Obligations découlant d'ententes de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires (note 11)	374 824	421 884
	1 282 313	1 001 418
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) ET EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ	162 887	(353 022)

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 12)

(1) Société de transport de Montréal.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Marc Grandisson, président



Simon Bergeron, vice-président

Société de financement des infrastructures locales du Québec

État des flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	515 909	17 994
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Escomptes sur placements de portefeuille	(5 538)	(5 035)
Virement des transferts et des contributions reportés	(261 071)	(570 436)
Ajustement lié à la méthode des taux d'intérêts effectif	7 933	—
	<u>257 233</u>	<u>(557 477)</u>
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement		
Intérêts courus à recevoir	(6 739)	—
Droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ	(835)	(954)
Sommes à recevoir de la STM	197	469
Créditeurs et charges à payer	88 903	99 382
À recevoir du gouvernement du Québec	(385 615)	—
Transferts et contributions reportés	532 135	540 023
Obligations découlant d'ententes de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires	(47 060)	(45 972)
	<u>180 986</u>	<u>592 948</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	438 219	35 471
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Placements effectués	(2 170 729)	(1 369 671)
Produit de dispositions et de rachats de placements	1 668 845	1 122 437
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(501 884)	(247 234)
ACTIVITÉ DE FINANCEMENT		
Emprunts effectués	186 479	547 869
Remboursements sur emprunts	(218 491)	(503 308)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(32 012)	44 561
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(95 677)	(167 202)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	376 429	543 631
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	280 752	376 429

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Des intérêts de 10 958 milliers de dollars ont été encaissés au cours de l'exercice sur les placements (2014 : 5 641 milliers de dollars).

Société de financement des infrastructures locales du Québec
Notes complémentaires**De l'exercice clos le 31 mars 2015**
(en milliers de dollars)**1. Statut constitutif et nature des activités**

La Société de financement des infrastructures locales du Québec (la Société) est une personne morale, mandataire de l'État, instituée en vertu de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec (RLRQ, chapitre S-11.0102) en date du 17 décembre 2004. Elle a pour mission de verser une aide financière aux municipalités et aux organismes municipaux pour contribuer à la réalisation de projets d'infrastructures en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et de transport en commun ainsi que de projets d'infrastructures ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales.

Les revenus de la Société proviennent de transferts du gouvernement du Canada, de droits d'immatriculation additionnels à l'égard de véhicules munis de moteur de forte cylindrée et, si nécessaire, de transferts du gouvernement du Québec. Les droits d'immatriculation additionnels sont perçus par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) pour le compte de la Société.

En vertu de l'article 985 de la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3) et de l'article 149 (1) d) de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C., 1985, chapitre 1, 5^e suppl.), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. Principales méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels, s'il y a lieu, à la date des états financiers, ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présentés dans les états financiers.

Des estimations et des hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que les droits d'immatriculation additionnels, les transferts octroyés, certains frais courus, l'établissement de l'échéancier des versements en capital en lien avec l'obligation découlant d'entente de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires et l'échéancier des obligations contractuelles. Ainsi, les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations établies par la direction.

□ Instruments financiers

Tous les instruments financiers de la Société sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement. Les instruments financiers comptabilisés au coût après amortissement sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs se qualifiant d'instruments financiers sont composés de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des intérêts courus à recevoir, des placements, des droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ et des sommes à recevoir de la STM.

Les passifs se qualifiant d'instruments financiers sont composés des postes suivants : créditeurs et charges à payer, obligations découlant d'ententes de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires.

À chaque fin d'exercice, si une indication objective de dépréciation des actifs financiers existe, ceux-ci sont évalués pour déterminer si une dépréciation doit être comptabilisée.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

☐ **État des gains et pertes de réévaluation**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est présenté à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

☐ **Revenus**

Les revenus, y compris les gains réalisés, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année financière au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu, lorsque le montant est déterminable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Plus spécifiquement :

- les revenus de transfert des gouvernements sont constatés dans les revenus de l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le gouvernement cédant et durant laquelle la Société respecte tous les critères d'admissibilité. Ils sont comptabilisés dans le poste transferts et contributions reportés lorsque les stipulations exigées par le gouvernement cédant quant à l'utilisation des sommes reçues ou quant aux actions à poser pour les conserver créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Lorsqu'un passif est constaté, le revenu de transfert est comptabilisé dans les revenus au fur et à mesure que les conditions relatives aux passifs sont réglées;
- les droits d'immatriculation additionnels sont présentés à titre de transferts et contributions reportés et sont comptabilisés aux revenus en fonction de la période de référence couverte par ces droits exigibles puisqu'ils sont remboursables sur demande.

☐ **Charges**

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année financière au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu. Les charges comprennent le coût des biens et services obtenus au cours de l'exercice ainsi que les pertes réalisées.

Les transferts relatifs à l'aide financière octroyée aux municipalités et aux organismes municipaux sont comptabilisés à titre de charge dans l'exercice où le transfert est autorisé et lorsque le bénéficiaire a respecté tous les critères d'admissibilité.

❑ Actifs financiers

■ Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes en banque et des placements dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition, et le cas échéant, du découvert bancaire lorsque celui-ci varie fréquemment entre le découvert et le disponible.

■ Droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ

Les droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces droits.

3. Transferts du gouvernement du Québec

Ces transferts, octroyés en vertu du décret numéro 1152-2014 signé le 17 décembre 2014, proviennent du ministère des Finances afin de pourvoir au remboursement des dépenses inscrites à la dette nette au 1^{er} avril 2012 à la suite de l'application de la norme comptable révisée sur les paiements de transfert.

4. Honoraires d'administration

	2015	2014
Frais de gestion relatifs aux ententes de services avec le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, le ministère des Transports, la SAAQ et le ministère des Finances	4 949	3 339
Frais de perception de la SAAQ – droits d'immatriculation additionnels	843	858
	5 792	4 197

5. Équivalents de trésorerie

	2015	2014
Billets à escompte		
Financement-Québec : taux effectif de 0,75 %, échéant en avril 2015, valeur nominale : 49 100 milliers de dollars	49 100	—
Billet à terme au porteur		
Banque Nationale du Canada, taux effectif de 0,75 %, échéant en avril 2015, valeur nominale : 231 600 milliers de dollars (2014 : taux effectif de 1,0 %, échu en avril 2014, valeur nominale : 376 420 milliers de dollars)	231 600	376 420
	280 700	376 420

6. Placements

	2015	2014
Billets à escompte		
Gouvernement du Québec, taux effectif entre 0,75 % et 1,04 %, échéant en avril et mai 2015, valeur nominale : 238 483 milliers de dollars (2014 : taux effectif entre 0,97 % et 1,01 %, échu en avril 2014, valeur nominale : 118 549 milliers de dollars)	238 319	118 500
Financement-Québec (2014 : taux effectif de 0,99 %, échu en avril et mai 2014, valeur nominale : 133 920 milliers de dollars)	—	133 769
Obligations		
Émetteurs apparentés, taux effectif entre 0,79 % et 1,10 %, échéant entre décembre 2015 et août 2016, valeur nominale : 412 500 milliers de dollars)	421 457	—
Émetteurs non apparentés, taux effectif entre 1,44 % et 1,63 %, échéant entre juin 2015 et septembre 2017, valeur nominale : 91 276 milliers de dollars	91 982	—
	751 758	252 269

7. Dû au gouvernement du Québec

	2015	2014
Facilité de crédit autorisée du ministre des Finances de 25 000 milliers de dollars. Les montants prélevés porteront intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada pendant la durée de cette avance. Le taux préférentiel était de 3,00 % pour 2014 et 2,85 % pour 2015.	12 549	1 032
Avance du ministère des Finances, sans intérêt et ne pouvant excéder 50 000 milliers de dollars, échéant le 31 mars 2015. (Décret numéro 12382013 adopté le 27 novembre 2013).	—	43 529
	12 549	44 561

8. Crédoiteurs et charges à payer

	2015	2014
Honoraires d'administration	2 086	1 470
Transferts aux municipalités et aux organismes municipaux – comptant	219 572	131 831
Transferts – intérêts	9 224	8 678
	230 882	141 979

9. Transferts et contributions reportés

	2015	2014
Transferts – Gouvernement du Canada – Taxe sur l'essence		
Solde au début de l'exercice	347 499	380 960
Sommes obtenues de l'exercice courant	458 219	463 550
Virement de l'exercice	(186 335)	(497 011)
Solde à la fin de l'exercice	619 383	347 499
Droits d'immatriculation additionnels – SAAQ		
Solde au début de l'exercice	45 495	42 447
Contributions obtenues de l'exercice courant	73 916	76 473
Virement de l'exercice	(74 736)	(73 425)
Solde à la fin de l'exercice	44 675	45 495
	664 058	392 994

10. Intérêts

	2015	2014
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4 878	1 131
Placements	4 030	5 035
	8 908	6 166

11. Obligations découlant d'ententes de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires

Les obligations découlant de ces ententes de transfert sont des emprunts contractés par des bénéficiaires pour le financement d'infrastructures de divers programmes qui portent intérêt à des taux variant de 1,40 % à 8,0 % (2014 : 1,35 % à 8,0 %). Le remboursement de capital est établi sur une période allant de 2015-2016 à 2020-2021 et subséquentes dont l'échéance maximale est 2028.

Par ailleurs, suite à la vérification finale de certains projets de la STM qui ont été réalisés en 2012, le montant de la subvention autorisée par la Société a été revu à la baisse. Comme le financement des projets avait déjà été obtenu par la STM, il a été convenu de maintenir les paiements selon la cédule initiale, soit de 2012-2021 aux taux variant de 2,71 % à 4,10 %, et que la STM rembourse le montant autorisé en trop, de 1 847 milliers de dollars, au même rythme et aux mêmes conditions que la cédule initiale.

L'échéancier suivant présente les versements annuels prévus. Les versements effectués au cours de l'exercice sont de 47 060 milliers de dollars (2014 : 45 972 milliers de dollars).

Échéancier des versements en capital⁽¹⁾⁽²⁾

(en milliers de dollars)

Exercices financiers	Versements
2015-2016	54 542
2016-2017	49 982
2017-2018	48 606
2018-2019	47 200
2019-2020	39 244
2020-2021 et subséquentes	135 250
	374 824

(1) Dans le cadre de ces programmes de transferts, la Société subventionne également les intérêts qui seront assumés par les bénéficiaires au cours des années subséquentes, estimés à 77 663 milliers de dollars.

(2) Cet échéancier inclut les versements prévus pour les obligations en attente de financement.

12. Obligations contractuelles

La Société s'est engagée à verser une aide financière à divers municipalités et organismes municipaux en vertu des programmes suivants :

	2015	2014
Programme de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec		
Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures	19 721	127 742
Programme d'infrastructures de transport en commun	240 564	120 934
	260 285	248 676

Échéancier des obligations contractuelles

(en milliers de dollars)

	2016	2017	2018	2019	2020
Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures	12 977	3 172	2 484	1 088	—
Programme d'infrastructures de transport en commun	57 512	118 285	60 823	3 654	290
	70 489	121 457	63 307	4 742	290

13. Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

☐ **Risque de crédit**

Le risque de crédit est principalement attribuable aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'assumer en raison d'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés aux postes suivants : trésorerie et équivalents de trésorerie, intérêts courus à recevoir, placements, sommes à recevoir de la STM et droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit est limitée à la valeur comptable présentée à titre d'actifs financiers dans l'état de la situation financière.

■ **Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements et intérêts courus à recevoir**

La politique et la stratégie de placements et de gestion des liquidités de la Société précisent le type de véhicules de placements autorisés dans lequel la Société peut investir. Au 31 mars 2015, les excédents de trésorerie ont été investis dans des billets à escompte et des billets à terme auprès du Gouvernement du Québec, de Financement-Québec et d'une institution financière réputée. Par conséquent, le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie ainsi qu'aux placements est essentiellement réduit au minimum parce qu'ils sont détenus jusqu'à échéance et dans une institution financière réputée. La direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

■ **Sommes à recevoir de la STM et droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ**

La Société est peu exposée au risque de crédit, puisqu'il s'agit de sommes à recevoir de la STM et de la SAAQ, des organismes publics. Aucune provision n'a été comptabilisée. Pour la SAAQ, les sommes seront encaissées dans les 30 jours (2014 : 30 jours). Pour la STM, les encaissements seront effectués d'ici 2021, selon la cédule de remboursement établie.

La Société estime qu'elle n'est pas soumise à une concentration de risque de crédit relative à ces créances puisque celles-ci sont entièrement attribuables à des organismes publics.

☐ **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société de répondre à ses besoins de trésorerie ou à réunir les sommes nécessaires pour honorer ses engagements financiers. La Société effectue des prévisions de trésorerie afin de s'assurer que ses liquidités sont suffisantes pour faire face à ses obligations et détient suffisamment de placements convertibles en trésorerie. La Société est d'avis que les flux de trésorerie générés par l'exploitation de ses activités et les sources de financement disponibles seront suffisants pour respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance.

Échéance estimative des passifs financiers au 31 mars 2015

Créditeurs et charges à payer	2015	2014
90 jours et moins	64 753	12 087
Plus de 90 jours	166 129	129 892
	230 882	141 979

Les échéances estimatives se rapportant aux obligations découlant d'ententes de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires sont présentées à la note 11.

☐ Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésoreries futurs est minime puisque la Société ne détient pas d'instruments financiers à taux variables. Les placements portent intérêt à taux fixe et sont détenus jusqu'à échéance.

14. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, la Société est apparentée avec tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

15. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2014 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015.

Rapport de la direction

La préparation et la présentation des états financiers de la Société de l'assurance automobile du Québec (Société) sont la responsabilité de la direction, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux présents états financiers.

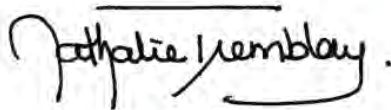
Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction de la vérification interne et de l'évaluation des programmes procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes que la Société applique de façon uniforme.

La Société veille à respecter sa loi constitutive de même que les autres lois et règlements qui s'appliquent à ses activités. Elle a mis en place des moyens et des procédures de contrôle pour assurer la conformité aux lois et aux règlements.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers. Pour ce faire, il est assisté par le comité de vérification et de la performance. Ce comité rencontre la direction ainsi que les auditeurs indépendants, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

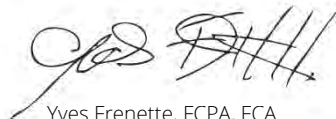
Le Vérificateur général du Québec et PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. procèdent à l'audit des états financiers de la Société conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport des auditeurs indépendants expose la nature et l'étendue de leur travail ainsi que l'expression de leur opinion. Ils peuvent rencontrer le comité de vérification et de la performance pour discuter de tout élément qui a rapport à leur audit.

La présidente et chef de la direction,



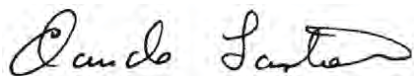
Nathalie Tremblay, FCPA, FCA

Le vice-président aux ressources humaines,
aux finances et à la performance,



Yves Frenette, FCPA, FCA

Le directeur général des finances
et du contrôle organisationnel,



Claude Lantier, CPA, CA

Québec, le 19 mars 2015



Rapport des auditeurs indépendants

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de l'assurance automobile du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats et du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de l'assurance automobile du Québec au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.,


Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA


CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique
n° A104882

Québec, le 19 mars 2015

État des résultats et du déficit cumulé

de l'exercice clos le 31 décembre 2014

		Budget (note 16)	Réal	
(en milliers de dollars canadiens)	Notes	2014	2014	2013
REVENUS				
Gestion de l'accès au réseau routier				
Services tarifés	3	150 716	148 690	143 691
Revenus nets d'intérêts	4	8 485	8 530	7 877
Autres		744	1 413	838
		159 945	158 633	152 406
Contrôle routier				
Contributions du gouvernement du Québec	5	67 945	69 013	63 983
Autres revenus		2 682	2 317	2 670
		70 627	71 330	66 653
Programmes financés par le ministère des Transports	5	9 999	9 402	10 175
Services tarifés pour la gestion des amendes impayées		6 920	7 576	6 670
		247 491	246 941	235 904
CHARGES				
Frais d'administration et autres	6			
Gestion de l'accès au réseau routier		158 170	151 917	150 591
Contrôle routier		70 627	71 330	66 653
Programmes financés par le ministère des Transports		9 999	9 402	10 175
Gestion des amendes impayées		6 920	7 576	6 670
		245 716	240 225	234 089
EXCÉDENT DE L'EXERCICE		1 775	6 716	1 815
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE			(216 385)	(218 200)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE			(209 669)	(216 385)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la situation financière

au 31 décembre 2014

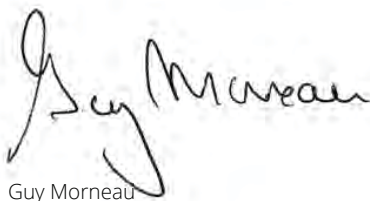
(en milliers de dollars canadiens)	Notes	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse		1 771	2 660
Créances			
Gouvernement du Québec		6 112	5 779
Autres	7	189 646	172 559
À recevoir du Fonds d'assurance	8	48 585	41 911
		246 114	222 909
PASSIFS			
Découvert bancaire		15 078	3 235
Marges de crédit	9	308 266	293 153
Charges à payer et frais courus			
Gouvernement du Québec		218 408	221 575
Autres		39 975	38 356
Provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés	10	75 228	69 626
Contributions reportées			
Gouvernement du Québec		981	1 036
Autres		438	504
		658 374	627 485
DETTE NETTE		(412 260)	(404 576)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles	11	199 659	186 302
Frais payés d'avance		2 932	1 889
		202 591	188 191
DÉFICIT CUMULÉ		(209 669)	(216 385)

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 12)

PASSIFS ÉVENTUELS (note 13)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Le président du conseil d'administration,



Guy Morneau

Le président du comité de vérification
et de la performance,



Jude Martineau, ASC, CPA, CA

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la variation de la dette nette

de l'exercice clos le 31 décembre 2014

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Budget (note 16)	Réal	
	2014	2014	2013
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	1 775	6 716	1 815
VARIATION NETTE DUE AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Acquisitions	(68 773)	(39 517)	(38 621)
Amortissement	27 288	25 707	22 465
Perte sur disposition, radiation et réduction de valeur	-	373	3 684
Produit de disposition	-	80	74
	(41 485)	(13 357)	(12 398)
VARIATION NETTE DUE AUX FRAIS PAYÉS D'AVANCE	-	(1 043)	961
AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE	(39 710)	(7 684)	(9 622)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	-	(404 576)	(394 954)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	-	(412 260)	(404 576)

État des flux de trésorerie

de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Gestion de l'accès au réseau routier		
Services tarifés perçus	147 825	142 366
Frais d'administration payés	(134 896)	(135 568)
Frais d'administration et autres remboursés par des tiers	166	1 051
Droits perçus pour le gouvernement du Québec et remboursés pour le financement de charges	-	(21 098)
Autres revenus perçus	1 458	1 168
Contrôle routier		
Droits perçus pour le gouvernement du Québec et conservés pour le financement de charges	72 341	62 584
Autres revenus perçus	2 717	2 870
Frais d'administration payés	(67 142)	(57 413)
Frais d'administration remboursés par des tiers	274	369
Programmes financés par le ministère des Transports		
Contribution reçue du ministère des Transports	9 881	13 638
Frais payés	(9 382)	(10 111)
Frais d'administration remboursés par des tiers	1	2
Gestion des amendes impayées		
Services tarifés perçus	6 814	7 039
Frais d'administration payés	(7 146)	(6 518)
Frais d'administration remboursés par des tiers	7	7
Revenus nets d'intérêts		
Intérêts perçus	11 636	9 640
Intérêts versés	(2 474)	(2 216)
Taxes de vente		
Taxes payées	(20 789)	(15 098)
Taxes perçues	20 941	10 938
	32 232	3 650
Mandat de fiduciaire pour le Fonds d'assurance		
Contributions perçues pour le Fonds d'assurance	1 222 241	1 201 974
Contributions remises au Fonds d'assurance	(1 227 707)	(1 199 077)
Frais d'administration et autres frais payés pour le Fonds d'assurance	(165 701)	(153 343)
Frais d'administration et autres frais remboursés par le Fonds d'assurance	166 990	187 553
Autres revenus perçus pour le Fonds d'assurance	958	687
Immobilisations payées pour le Fonds d'assurance	(405)	(421)
	(3 624)	37 373

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie (suite)

de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)

2014

2013

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)

Mandats confiés par le gouvernement du Québec

Droits d'immatriculation et de permis de conduire

Perçus pour le gouvernement du Québec	918 011	932 443
Remis au gouvernement du Québec	(926 725)	(931 464)
Perçus pour la Société de financement des infrastructures locales	73 886	73 225
Remis à la Société de financement des infrastructures locales	(73 879)	(73 157)
Perçus pour d'autres gouvernements	33 064	28 191
Remis à d'autres gouvernements	(33 042)	(28 145)

Taxes de vente

Perçues pour le gouvernement du Québec	1 317 006	1 364 123
Remises au gouvernement du Québec	(1 324 171)	(1 361 675)

Taxes sur l'immatriculation des véhicules de promenade

Perçues pour la Ville de Montréal	33 498	33 062
Remises à la Ville de Montréal	(33 225)	(32 964)

Contributions des automobilistes au transport en commun

Perçues pour le gouvernement du Québec	82 707	81 816
Remises au gouvernement du Québec	(82 303)	(81 549)

Vignettes de stationnement

Perçues pour le gouvernement du Québec	636	450
Remises au gouvernement du Québec	(636)	(430)

(15 173) 3 926

Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement

13 435 44 949

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS

Acquisitions (41 360) (38 703)

Produit de disposition 80 74

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations (41 280) (38 629)

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Variation des marges de crédit 15 113 15 957

Flux de trésorerie liés aux activités de financement 15 113 15 957

(DIMINUTION) AUGMENTATION DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(12 732) 22 277

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE

(575) (22 852)

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE

(13 307) (575)

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend ce qui suit :

Encaisse 1 771 2 660

Découvert bancaire (15 078) (3 235)

(13 307) (575)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

au 31 décembre 2014

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) est une personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, constituée par la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, c. S-11.011).

Fonctions

La Société a pour fonctions :

- ◆ d'administrer, en qualité de fiduciaire, le Fonds d'assurance automobile du Québec (Fonds d'assurance) :

Le Fonds d'assurance est une fiducie d'utilité sociale au sens du Code civil du Québec qui a été constituée le 1^{er} janvier 2004 par le transfert d'actifs de la Société, et dont le patrimoine est affecté à l'indemnisation des préjudices corporels et matériels prévus dans la Loi sur l'assurance automobile du Québec (RLRQ, c. A-25) ainsi qu'à la prévention en matière de sécurité routière et à la promotion qui s'y rattache.

Le Fonds d'assurance n'est pas consolidé avec la Société puisqu'il constitue un patrimoine fiduciaire distinct en vertu de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec. Des états financiers distincts sont produits pour le Fonds d'assurance conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Le tableau suivant présente un sommaire des sommes gérées pour le Fonds d'assurance au 31 décembre :

	2014	2013
ACTIF		
Dépôts à participation	9 905 976	8 895 027
Autres actifs	151 198	133 165
	10 057 174	9 028 192
PASSIF		
Passif actuariel	8 165 965	7 907 156
Dû à la Société	48 585	41 911
Autres passifs	439 078	420 727
	8 653 628	8 369 794

- ◆ d'appliquer le Code de la sécurité routière (RLRQ, c. C-24.2), notamment en ce qui a trait à l'immatriculation des véhicules routiers, aux permis et aux licences, aux normes de sécurité routière en ce qui concerne les véhicules ainsi qu'aux obligations en cas d'accident;
- ◆ en matière de contrôle routier :
 - ◆ d'assurer la surveillance et le contrôle du transport routier des personnes et des biens sur route et en entreprise, notamment en ce qui a trait à l'application des dispositions :
 - du Code de la sécurité routière;
 - des lois et règlements liés au transport routier qui relèvent de la responsabilité des ministères et organismes désignés par le gouvernement, dans la mesure et aux conditions déterminées par entente conformément au Code de la sécurité routière;
 - ◆ d'assumer un rôle de coordination opérationnelle en matière de contrôle du transport routier entre les ministères et organismes visés et de favoriser un contrôle routier accru sur tout le territoire du Québec;

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS (suite)

Fonctions (suite)

- ◆ d'exécuter tout autre mandat qui peut lui être donné par la loi ou par entente avec le gouvernement, avec l'un de ses ministères ou organismes ou avec la Ville de Montréal, notamment :
 - ◆ Programmes financés par le ministère des Transports

L'application du Programme d'adaptation de véhicule pour les personnes handicapées est confiée à la Société par entente avec le ministère des Transports, conformément à la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec. Selon cette même entente, le ministre confie également à la Société le mandat de délivrer les vignettes de stationnement pour les personnes handicapées, conformément au Code de la sécurité routière.
 - ◆ Gestion des amendes impayées

Le Code de la sécurité routière prévoit que la Société doit limiter l'accès au réseau routier aux personnes ou aux véhicules lorsque le percepteur (Code de procédure pénale [RLRQ, c. C-25.1]), principalement les municipalités, avise la Société de la situation du défendeur en matière d'amendes impayées.
- ◆ de percevoir, en vertu d'ententes ou de la réglementation :
 - ◆ pour la gestion de l'accès au réseau routier, la tarification de services liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire et celle liée aux services rendus au gouvernement du Québec;
 - ◆ à titre de fiduciaire du Fonds d'assurance, les contributions d'assurance relatives à l'obtention de l'immatriculation d'un véhicule routier et à la délivrance d'un permis de conduire;
 - ◆ à titre de mandataire du gouvernement du Québec, les droits relatifs à l'immatriculation et au permis de conduire, les taxes de vente s'appliquant aux véhicules, la taxe applicable sur les contributions d'assurance ainsi que les contributions des automobilistes au transport en commun;
 - ◆ pour la Société de financement des infrastructures locales, les droits relatifs aux véhicules munis d'un moteur de forte cylindrée;
 - ◆ pour le compte d'administrations provinciales et d'États américains, d'autres droits d'immatriculation;
 - ◆ pour la Ville de Montréal, la taxe sur l'immatriculation des véhicules de promenade.

La Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec prévoit que la Société doit transférer au Fonds d'assurance, au fur et à mesure, toutes les sommes qu'elle perçoit à titre de contribution d'assurance ainsi que toute autre somme destinée à augmenter le Fonds d'assurance.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

Les états financiers de la Société sont préparés par la direction. La présentation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les créances irrécouvrables, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact à la fin de l'exercice.

Instruments financiers

Les créances, à l'exception de la taxe sur les produits et services à recevoir et de la taxe de vente du Québec à recevoir, ainsi que le montant à recevoir du Fonds d'assurance sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le découvert bancaire, la marge de crédit, les charges à payer et frais courus à l'exception des déductions à la source à payer, ainsi que la provision pour vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ils sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les services tarifés liés à la gestion de l'accès au réseau routier de même que ceux liés à la gestion des amendes impayées sont comptabilisés lorsque le service est rendu. Les autres revenus sont comptabilisés lorsqu'ils peuvent être estimés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus de contributions du gouvernement du Québec, les programmes financés par le ministère des Transports ainsi qu'une portion des revenus présentés dans les autres revenus sont des paiements de transfert et sont constatés lorsque les contributions sont autorisées et que la Société a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est. Ils sont présentés en contributions reportées dans le poste contributions reportées - Gouvernement du Québec lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année financière au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Les subventions liées aux programmes financés par le ministère des Transports sont des paiements de transfert. Elles sont comptabilisées aux résultats lorsqu'elles sont autorisées et que les personnes handicapées satisfont aux critères d'admissibilité pour le versement des sommes octroyées.

Actifs financiers et passifs

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Société présente, à titre de trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires. Ces découverts bancaires représentent des chèques émis en sus des soldes bancaires.

b) Provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés

Régimes de retraite interemployeurs

Les employés de la Société contribuent aux régimes interemployeurs à prestations déterminées du gouvernement du Québec. La Société ne disposant pas d'information suffisante pour utiliser la méthode de comptabilisation des régimes à prestations déterminées, elle utilise la méthode de comptabilisation des régimes à cotisation déterminée.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Actifs financiers et passifs (suite)

b) Provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés (suite)

Régime supplémentaire de retraite

Ce régime est comptabilisé selon la méthode des régimes à prestations déterminées. Le coût de ce régime est établi annuellement d'après des évaluations actuarielles qui font appel à la méthode des prestations projetées au prorata des années de service. Les évaluations actuarielles sont produites annuellement sur la base d'un taux d'actualisation établi en fonction du coût d'emprunt marginal du gouvernement. Les autres hypothèses économiques et démographiques sont celles qui sont jugées les plus probables par la direction de la Société. Les gains et pertes actuariels sont amortis de façon linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants.

Provision pour congés de maladie

La provision pour congés de maladie est établie à l'aide d'une méthode actuarielle qui tient compte des avantages gagnés à la date de clôture de même que de l'effet de la valeur temporelle de l'argent par l'actualisation. L'évaluation de la provision pour congés de maladie repose sur des hypothèses au sujet des taux d'actualisation, des augmentations futures des salaires et de l'âge des employés au moment de la retraite. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle.

Provision pour vacances

La provision pour vacances n'est pas actualisée puisque les journées de vacances accumulées par les employés de la Société sont prises dans l'exercice suivant.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont utilisés afin de rendre des services futurs.

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'origine. Elles sont amorties comme suit, sur leur durée de vie utile, compte tenu de leur valeur résiduelle :

	MÉTHODE	VIE UTILE
Bâtisse	Linéaire	40 ans
Aménagement du siège social et améliorations locatives		
Aménagement du siège social	Linéaire	10 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail, maximum 7 ans
Équipements et matériel roulant		
Équipements	Linéaire	Maximum 7 ans
Matériel roulant	Linéaire	Maximum 5 ans
Matériel informatique et logiciels		
Matériel informatique et logiciels d'exploitation	Linéaire	Maximum 7 ans
Logiciels d'application	Linéaire	Maximum 5 ans
Développements informatiques	Linéaire	Maximum 10 ans
Postes de contrôle routier		
Bâtiments	Linéaire	10 ans et 20 ans
Aménagement de terrains	Linéaire	20 ans
Équipement	Linéaire	Maximum 10 ans

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Actifs non financiers (suite)

b) Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et services, ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée.

3. SERVICES TARIFÉS

	2014	2013
SERVICES TARIFÉS AUX USAGERS DU RÉSEAU ROUTIER		
PERMIS DE CONDUIRE		
Délivrance	5 720	5 606
Renouvellement	34 086	33 553
Examen de conduite	11 506	11 170
Autres transactions liées au permis de conduire	1 554	2 028
	52 866	52 357
IMMATRICULATION DES VÉHICULES		
Délivrance	22 465	22 226
Renouvellement	29 213	28 638
Autres transactions liées à l'immatriculation des véhicules	5 126	4 983
	56 804	55 847
AUTRES	9 950	9 639
	119 620	117 843
SERVICES RENDUS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Perception de droits et taxes pour le gouvernement du Québec ⁽¹⁾	19 603	16 049
Prise de photos pour la Régie de l'assurance maladie du Québec	2 328	2 435
Perception de droits pour la Société de financement des infrastructures locales	851	882
	22 782	19 366
AUTRES SERVICES	6 288	6 482
TOTAL	148 690	143 691

(1) Depuis le 1^{er} avril 2013, le gouvernement du Québec rémunère la Société pour la perception des droits et de la taxe de vente sur l'immatriculation de véhicules routiers.

4. REVENUS NETS D'INTÉRÊTS

	2014	2013
Intérêts imputés au Fonds d'assurance	190	263
Intérêts imputés au contrôle routier	522	514
Intérêts sur soldes bancaires	50	72
Intérêts sur étalement des paiements		
Revenus	10 242	9 244
Frais d'intérêts	(2 065)	(1 864)
Frais d'intérêts sur marges de crédit	(409)	(352)
	8 530	7 877

5. CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

En vertu des articles 648 et 648.4 du Code de la sécurité routière, la Société et le ministère des Finances conviennent par ententes du montant que le gouvernement du Québec assume pour combler l'excédent des charges encourues par la Société sur les autres revenus afin d'exercer sa compétence en matière de contrôle routier.

Par ailleurs, le paragraphe 6 de l'article 648 du Code de la sécurité routière prévoit que ce montant est retenu sur les droits d'immatriculation des véhicules de transport de biens et de personnes que la Société a perçus au cours de l'exercice financier et n'est pas versé au Fonds consolidé du revenu.

En vertu de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, c. S-11.011), le ministère des Transports assume les charges liées à l'application du Programme d'adaptation de véhicule pour les personnes handicapées et au mandat de délivrance des vignettes de stationnement.

Composition des contributions du gouvernement du Québec

	2014	2013
CONTRÔLE ROUTIER		
Financement de charges liées au contrôle routier	69 013	63 983
PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
Adaptation de véhicule		
Frais d'administration	524	538
Subventions	8 031	8 441
	8 555	8 979
Vignettes de stationnement	847	1 196
	9 402	10 175
	78 415	74 158

6. FRAIS D'ADMINISTRATION ET AUTRES

	2014				2013	
	Gestion de l'accès au réseau routier	Contrôle routier	Programmes financés par le ministère des Transports	Gestion des amendes impayées	Total	Total
FRAIS D'ADMINISTRATION						
Traitements et charges sociales	79 068	43 533	1 063	3 002	126 666	121 458
Rémunération des mandataires	15 584	-	-	66	15 650	15 159
Services administratifs et professionnels	14 752	3 023	106	505	18 386	18 150
Frais de déplacement	728	935	3	24	1 690	1 729
Frais de communication	8 861	4 722	32	3 291	16 906	14 814
Information et promotion	145	159	1	5	310	372
Loyers, taxes et électricité	7 023	3 020	4	86	10 133	9 900
Frais d'entretien	927	3 681	4	15	4 627	4 176
Mobilier, agencement et équipement	484	114	1	5	604	572
Location et entretien de matériel informatique et bureautique	7 094	1 965	34	190	9 283	9 353
Matériel informatique et bureautique	208	73	2	6	289	369
Impression, fournitures et autres dépenses	6 334	1 592	24	45	7 995	11 169
Frais d'utilisation du siège social	2 945	914	53	181	4 093	4 061
Remboursement de frais d'administration par des tiers	(836)	(308)	(1)	(6)	(1 151)	(1 246)
	143 317	63 423	1 326	7 415	215 481	210 036
Amortissement des immobilisations corporelles	18 061	7 440	45	161	25 707	22 465
Amortissement des contributions reportées	(66)	(55)	-	-	(121)	(121)
Frais d'utilisation des immobilisations corporelles attribués au Fonds d'assurance	(9 395)	-	-	-	(9 395)	(7 516)
	8 600	7 385	45	161	16 191	14 828
	151 917	70 808	1 371	7 576	231 672	224 864
AUTRES						
Subventions	-	-	8 031	-	8 031	8 441
Intérêts et autres	-	522	-	-	522	784
	-	522	8 031	-	8 553	9 225
	151 917	71 330	9 402	7 576	240 225	234 089

6. FRAIS D'ADMINISTRATION ET AUTRES (suite)

La Société acquitte l'ensemble des frais d'administration des mandats qu'elle gère, y compris les frais attribuables au Fonds d'assurance. Par la suite, ils sont répartis par mandat à l'aide de la gestion par activité. Cette méthode permet d'associer, à l'aide d'inducteurs, les dépenses d'administration de la Société aux activités réalisées par celle-ci. Ces activités sont ensuite imputées aux produits et services rattachés aux différents mandats de la Société.

Le partage des activités est établi selon le jugement de la direction. La répartition des frais d'administration donne les résultats suivants :

	2014	2013
GESTION DE L'ACCÈS AU RÉSEAU ROUTIER	151 917	150 321
CONTRÔLE ROUTIER	70 808	66 139
PROGRAMMES FINANÇÉS PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
Adaptation de véhicule	524	538
Vignettes de stationnement	847	1 196
	1 371	1 734
GESTION DES AMENDES IMPAYÉES	7 576	6 670
Total pour la Société	231 672	224 864
FONDS D'ASSURANCE⁽¹⁾	173 457	162 769
Total des frais d'administration	405 129	387 633

(1) Les frais d'administration du Fonds d'assurance sont présentés de façon détaillée dans les états financiers du Fonds d'assurance automobile du Québec.

7. CRÉANCES – AUTRES

	2014	2013
Comptes clients - Étalement des paiements	158 241	144 199
Centres de services privés	21 901	18 499
Municipalités - Services tarifés pour la gestion des amendes impayées	2 844	1 985
Autres	6 660	7 876
	189 646	172 559

8. À RECEVOIR DU FONDS D'ASSURANCE

Le montant à recevoir du Fonds d'assurance est remboursable sur demande lorsque les besoins de liquidités de la Société le requièrent et il porte intérêt au taux mensuel moyen applicable à la marge de crédit dont dispose la Société auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Le taux de la marge de crédit est de 1,05 % au 31 décembre 2014 (31 décembre 2013 : 1,05 %).

9. MARGES DE CRÉDIT

Le 4 décembre 2013, la Société a été autorisée, par décret du gouvernement du Québec, à instituer un régime d'emprunt valide jusqu'au 31 décembre 2016. En vertu de celui-ci, la Société est autorisée à contracter des emprunts à court terme ou par marge de crédit auprès d'institutions financières, de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) ou du ministre des Finances. Le total des emprunts à court terme, par marge de crédit et à long terme ne peut excéder 400 000 000 \$. Par conséquent, au 31 décembre 2014, la Société détient :

- ◆ une marge de crédit auprès de la Caisse échéant le 31 décembre 2016. Cette marge de crédit porte intérêt au taux annuel de rendement du compte de dépôts à vue établi quotidiennement et majoré de 0,05 %. Le taux d'intérêt de cette marge est de 1,05 % au 31 décembre 2014 (31 décembre 2013 : 1,05 %). Le solde de cette marge de crédit est de 308 266 000 \$ au 31 décembre 2014 (31 décembre 2013 : 293 153 000 \$);
- ◆ une marge de crédit auprès de la Banque Nationale du Canada sans échéance déterminée. Cette marge de crédit porte intérêt au taux de base de la Banque Nationale du Canada calculé quotidiennement. Le taux d'intérêt est de 3,0 % au 31 décembre 2014 (31 décembre 2013 : 3,0 %). Le solde de cette marge de crédit est de 0 \$ au 31 décembre 2014 (31 décembre 2013 : 0 \$).

10. PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET SOMMES DUES AUX EMPLOYÉS

Provision pour congés de maladie

La Société dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie. Ce programme permet aux employés d'accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Par ailleurs, dans un contexte de départ en préretraite, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées.

Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Société. Les obligations de ce programme augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode qui répartit les coûts du programme sur la durée de la carrière active des employés. Le programme ne fait l'objet d'aucune capitalisation pour en assurer le paiement.

Régimes de retraite interemployeurs

Les employés de la Société participent principalement au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Les régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de l'exercice s'élèvent à 16 603 000 \$ (31 décembre 2013 : 13 691 000 \$). Ce montant inclut une somme de 7 751 000 \$ imputée au Fonds d'assurance en 2014 (31 décembre 2013 : 6 334 000 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Au 1^{er} janvier 2014, le taux de cotisation de la Société au RREGOP est de 9,84 % de la masse salariale cotisable par rapport à 9,18 % au 1^{er} janvier 2013. Le taux pour le RRPE est passé de 12,30 % à 14,38 %. Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs.

Régime supplémentaire de retraite

Le Régime supplémentaire de retraite pour les vice-présidents et les vice-présidentes de la Société (RSRVP) s'adresse aux vice-présidents et aux vice-présidentes qui ne participent pas au RRAS. Les participants ne cotisent pas au RSRVP. Ce régime à prestations déterminées n'est pas capitalisé et a pour principal objet de pourvoir des prestations supplémentaires de retraite aux vice-présidents et aux vice-présidentes de la Société qui participent au RRPE de façon que les prestations de retraite provenant du RSRVP et du RRPE soient comparables à celles qui seraient pourvues en vertu du RRAS.

10. PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET SOMMES DUES AUX EMPLOYÉS (suite)

Régime supplémentaire de retraite (suite)

Les données financières de l'exercice sont présentées dans le tableau qui suit :

	2014				2013	
	Congés de maladie ⁽²⁾	Vacances	Régime supplémentaire de retraite ⁽³⁾	Autres avantages sociaux et sommes dues ⁽⁴⁾	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT	43 479	21 664	496	3 987	69 626	69 141
Charges de l'exercice ⁽¹⁾	17 148	20 955	79	4 831	43 013	37 433
Montants versés au cours de l'exercice	(12 166)	(20 563)	(40)	(4 642)	(37 411)	(36 948)
SOLDE À LA FIN	48 461	22 056	535	4 176	75 228	69 626

(1) Les charges de l'exercice incluent, s'il y a lieu, le coût des services rendus, les intérêts et l'amortissement des gains et pertes actuariels.

(2) Cette provision a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre et la valeur des obligations actuarielles est établie selon les principales hypothèses suivantes :

	2014	2013
Taux de croissance annuelle pondéré de la rémunération	3,10 %	3,05 %
Taux d'actualisation pondéré	2,83 %	3,73 %
Durée résiduelle moyenne pondérée d'activité des salariés actifs	7 ans	7 ans

(3) Cette provision a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre. Les hypothèses actuarielles significatives retenues lors de l'évaluation des obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes :

	2014	2013
Taux de croissance de la rémunération	3,00 %	3,50 %
Taux d'actualisation	3,35 %	3,25 %
Taux d'inflation à long terme	2,00 %	2,50 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs	8 ans	7 ans
Période d'amortissement des gains et des pertes actuariels	7 ans	8 ans

Le passif au titre des avantages de retraite au 31 décembre s'établit comme suit :

	2014	2013
Obligation au titre des prestations constituées	657 000 \$	575 000 \$
Pertes actuarielles nettes non amorties	(122 000)	(79 000)
	535 000 \$	496 000 \$

(4) Les autres avantages sociaux comprennent les compensations de l'employeur pour des absences rémunérées, notamment en assurance salaire et en congé de maternité ou de paternité. Les sommes dues sont relatives aux banques d'heures supplémentaires et aux congés autofinancés.

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain	Bâtisse	Aménagement du siège social et améliorations locatives	Équipements et matériel roulant	Matériel informatique et logiciels	Dévelop- pements informatiques	Postes de contrôle routier	Total
COÛT								
Solde au 1 ^{er} janvier 2013	1 637	3 925	18 878	22 137	38 943	243 917	61 173	390 610
Acquisitions	-	317	1 033	1 851	3 249	28 852	3 319	38 621
Dispositions et radiations	-	-	(1)	(5 526)	(3 669)	(4 220)	(62)	(13 478)
Réduction de valeur	-	-	-	-	-	(3 147)	-	(3 147)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013	1 637	4 242	19 910	18 462	38 523	265 402	64 430	412 606
Acquisitions	-	1	1	1 800	1 582	32 414	3 719	39 517
Dispositions et radiations	-	-	-	(2 798)	(4 504)	(19 729)	(28)	(27 059)
Réduction de valeur	-	-	-	-	-	(346)	-	(346)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2014	1 637	4 243	19 911	17 464	35 601	277 741	68 121	424 718
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Solde au 1 ^{er} janvier 2013	-	2 041	12 927	16 956	27 783	138 002	18 997	216 706
Amortissement	-	98	1 612	1 798	2 845	13 208	2 904	22 465
Dispositions et radiations	-	-	(1)	(5 466)	(3 410)	(3 977)	(13)	(12 867)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013	-	2 139	14 538	13 288	27 218	147 233	21 888	226 304
Amortissement	-	125	1 468	1 627	2 866	16 523	3 098	25 707
Dispositions et radiations	-	-	-	(2 717)	(4 504)	(19 728)	(3)	(26 952)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2014	-	2 264	16 006	12 198	25 580	144 028	24 983	225 059
VALEUR NETTE COMPTABLE								
Au 31 décembre 2013 ⁽¹⁾	1 637	2 103	5 372	5 174	11 305	118 169	42 542	186 302
Au 31 décembre 2014 ⁽¹⁾	1 637	1 979	3 905	5 266	10 021	133 713	43 138	199 659

(1) Au 31 décembre 2014, la Société détient des immobilisations qui sont à usage exclusif du Fonds d'assurance et dont l'amortissement est entièrement rechargé à celui-ci pour une valeur nette comptable de 28 794 000 \$ (31 décembre 2013 : 26 320 000 \$).

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

Les immobilisations corporelles qui étaient en voie de réalisation ou non en service au 31 décembre ne sont pas amorties et s'élèvent à :

	2014	2013
Aménagement du siège social et améliorations locatives	-	62
Équipements et matériel roulant	560	550
Matériel informatique et logiciels	1 591	1 554
Développements informatiques	37 839	31 330
Postes de contrôle routier	309	4 993
	40 299	38 489

Au 31 décembre 2014, les charges à payer et frais courus afférents aux immobilisations corporelles s'élèvent à 9 073 000 \$ (31 décembre 2013 : 10 916 000 \$).

12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**Contrats de location de locaux**

La Société est engagée en vertu de divers contrats de location de locaux pour une somme minimale estimée à 40 831 000 \$ au 31 décembre 2014 (31 décembre 2013 : 44 831 000 \$). Ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2024 et se répartissent comme suit :

2015	10 604 000 \$
2016	9 351 000
2017	7 293 000
2018	5 877 000
2019	4 043 000
2020 et exercices subséquents	3 663 000

Les montants ci-dessus pourraient s'avérer plus élevés puisque plusieurs contrats de location de locaux comportent, à leur date d'échéance, des options de renouvellement qui s'échelonnent jusqu'en 2034. De plus, la majorité des contrats comprend une clause de révision du coût des loyers en fonction des hausses de charges d'exploitation ou de taxes.

Contrats de services informatiques et autres

La Société est engagée en vertu de divers contrats de services informatiques et autres pour une somme minimale estimée à 32 059 000 \$ au 31 décembre 2014 (31 décembre 2013 : 40 625 000 \$). Ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2024 et se répartissent comme suit :

2015	20 946 000 \$
2016	6 886 000
2017	2 949 000
2018	402 000
2019	358 000
2020 et exercices subséquents	518 000

13. PASSIFS ÉVENTUELS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'aucune provision n'est requise à l'égard de ces litiges et elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur sa situation financière et sur les résultats de ses activités.

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est apparentée à l'ensemble des ministères et des fonds spéciaux ainsi qu'aux organismes et entreprises publiques contrôlés, directement ou indirectement, par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable de la part du gouvernement du Québec. Elle est également apparentée au Fonds d'assurance, à titre de fiduciaire. Elle n'a conclu aucune opération avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités.

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles qui sont présentées distinctement dans les états financiers :

	2014	2013
FRAIS D'ADMINISTRATION⁽¹⁾		
Centre de services partagés du Québec		
Services administratifs et professionnels	2 178	2 124
Frais de communication	5 660	5 284
Information et promotion	3 954	3 748
Location et entretien de matériel informatique et bureautique	3 072	3 243
Société québécoise des infrastructures - Loyers, taxes et électricité	2 588	2 494
Hydro-Québec - Frais d'utilisation du siège social	971	1 047

(1) Une partie de ces frais est imputée au Fonds d'assurance. En effet, la Société acquitte l'ensemble des frais d'administration des mandats qu'elle gère, y compris les frais attribuables au Fonds d'assurance. Par la suite, ils sont répartis par mandat à l'aide de la gestion par activité.

Les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange.

15. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société, par l'intermédiaire de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les effets potentiels. L'analyse suivante présente l'exposition de la Société aux risques à la date de clôture des états financiers.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. La Société est exposée à un risque de crédit à l'égard de ses créances et du montant à recevoir du Fonds d'assurance. La Société évalue périodiquement les pertes probables sur ses créances et constitue une provision pour créances irrécouvrables selon les tendances historiques. Le risque de crédit associé au montant à recevoir du Fonds d'assurance et aux créances provenant du gouvernement du Québec est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent d'apparentés. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

15. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**Risque de crédit (suite)**

L'analyse de l'âge des créances se détaille comme suit :

			2014	2013
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette
Créances non en souffrance	184 800	-	184 800	167 728
Créances en souffrance depuis :				
Moins de 1 an	4 865	2 141	2 724	2 678
De 1 à 2 ans	1 822	1 492	330	327
De 2 à 3 ans	1 426	1 377	49	60
De 3 à 4 ans	1 473	1 473	-	-
	194 386	6 483	187 903	170 793

Les créances non en souffrance excluent les actifs qui ne sont pas des instruments financiers d'un montant de 1 743 000 \$ (31 décembre 2013 : 1 766 000 \$). Celles-ci sont constituées principalement des sommes à percevoir de la clientèle ayant demandé l'étalement des paiements, de centres de services privés mandataires de la Société ainsi que de municipalités. La Société est d'avis que la provision pour créances irrécouvrables est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

L'évolution de la provision pour créances irrécouvrables se détaille comme suit :

	2014	2013
SOLDE AU DÉBUT	6 538	6 751
Provision comptabilisée au cours de l'exercice	2 987	3 012
Reprise de provision	(3 042)	(3 225)
SOLDE À LA FIN	6 483	6 538

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. La Société est exposée à ce risque au regard de son découvert bancaire, de ses marges de crédit, de ses charges à payer et de la portion vacances de sa provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés.

La Société gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit tel qu'indiqué à la note 9. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

La Société est en mesure d'honorer les passifs qui nécessitent de déboursier des montants dans une échéance rapprochée au 31 décembre 2014. Tous les passifs financiers de la Société ont une échéance inférieure à un an. Ainsi, la Société est peu exposée au risque de liquidité.

15. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la valeur des instruments financiers. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable au montant à recevoir du Fonds d'assurance, aux comptes clients relatifs à l'étalement des paiements et aux marges de crédit, qui portent tous intérêt à taux variable. Il en résulte donc un risque de flux de trésorerie quant aux intérêts qui seront encaissés ou versés relativement à ces éléments. L'effet net, tant sur ces actifs que sur ce passif, d'une augmentation (réduction) immédiate et soutenue de 0,25 % des taux d'intérêt aurait augmenté (réduit) les revenus d'intérêts de 45 000 \$ (31 décembre 2013 : 62 000 \$) du montant à recevoir du Fonds d'assurance, de 427 000 \$ (31 décembre 2013 : 385 000 \$) des comptes clients relatifs à l'étalement des paiements, et aurait augmenté (réduit) les frais d'intérêts aux marges de crédit de 586 000 \$ (31 décembre 2013 : 525 000 \$).

Risque de change

Le risque de change se définit comme l'exposition de la Société à une perte de change attribuable à la fluctuation défavorable d'une devise. Dans le cours normal de ses activités, la Société réalise moins de 1 % de ses opérations d'encaissement en devises américaines. Afin de minimiser au maximum ces risques de change, la Société achète des contrats de change à terme pour se prémunir contre la variation du taux de change liée au renouvellement annuel des immatriculations des transporteurs québécois entre la date de facturation des transporteurs québécois et le versement des sommes perçues aux Administrations américaines. L'exposition de la Société au risque de change est par conséquent très faible.

16. BUDGET 2014

Les données du budget, présentées dans l'état des résultats et du déficit cumulé et dans l'état de la variation de la dette nette, ont été approuvées par le conseil d'administration de la Société le 12 décembre 2013.

17. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2014.

Rapport de la direction

Les états financiers de la Société de la Place des Arts de Montréal (« la Société ») ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification et des finances dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification et des finances pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Marc Blondeau
Président-directeur général



Christian Ruel
Directeur des finances et de l'administration

Montréal, le 24 novembre 2014

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de la Place des Arts de Montréal, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société de la Place des Arts de Montréal n'a pas comptabilisé, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société de la Place des Arts de Montréal a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société de la Place des Arts de Montréal et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société de la Place des Arts de Montréal respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution) En dollars	
	2014	2013
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	79 312 583	7 297 545
Subventions reportées du gouvernement du Québec	79 346 870	71 015 706
Dette nette	34 287	(1 959 839)
Excédent cumulé	(34 287)	1 959 839
État des résultats		
Subventions du gouvernement du Québec	(10 541 288)	(6 019 782)
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	8 547 162	7 979 621
Excédent annuel (2014) / Déficit annuel (2013)	(1 994 126)	(1 959 839)

Opinion avec réserve

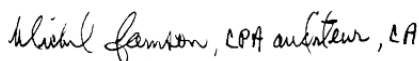
À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de la Place des Arts de Montréal au 31 août 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société de la Place des Arts de Montréal au 31 août 2014 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 24 novembre 2014

État des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice clos le 31 août 2014

	2014 Budget	2014 Réel	2013 Réel
Revenus			
Subventions du gouvernement du Québec (note 4)	15 603 810 \$	15 029 114 \$	10 675 689 \$
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec (note 11)		548 158	542 354
Location de salles	3 757 777	4 161 962	4 075 622
Services auxiliaires	3 909 439	4 268 473	4 010 133
Location de bureaux et de locaux commerciaux	2 203 252	2 178 316	2 251 312
Revenus de billetterie	4 967 955	4 882 173	4 547 864
Services aux producteurs	1 191 311	1 775 293	1 549 999
Commandites et publicité	344 000	194 793	241 422
Programme d'accessibilité aux arts (note 5)	374 604	299 959	273 742
Contribution de la Fondation de la Place des Arts (notes 5 et 6)	250 000	280 000	250 000
Revenus financiers	186 568	166 739	174 118
Autres revenus	1 770 909	1 843 487	1 868 583
	34 559 625	35 628 467	30 460 838
Charges			
Salaires et avantages sociaux	8 434 829	9 055 588	8 947 060
Entretien et réparations des immeubles	4 394 577	4 122 007	4 172 809
Électricité et chauffage	2 314 000	2 932 314	2 567 945
Achats, entretien et réparations d'équipement	404 177	453 639	553 163
Services professionnels	1 011 500	875 648	727 000
Communications	1 443 490	1 096 094	967 337
Coûts d'exploitation des spectacles	2 251 988	2 489 033	2 457 708
Administration générale	351 750	296 263	381 818
Assurances et taxes	236 700	260 894	262 324
Charges d'intérêts	2 197 396	2 103 341	2 304 194
Amortissement des immobilisations corporelles	9 308 188	8 878 020	8 021 715
Programme d'accessibilité aux arts (note 5)	613 333	777 283	569 197
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	5 979	-
Autres charges	602 260	457 280	713 967
	33 564 188	33 803 383	32 646 237
Excédent (Déficit) annuel	995 437	1 825 084	(2 185 399)
Excédent cumulé au début de l'exercice	6 117 547	6 117 547	8 302 946
Excédent cumulé à la fin de l'exercice	7 112 984 \$	7 942 631 \$	6 117 547 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la situation financière au 31 août 2014

	2014	2013
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 654 443 \$	12 829 478 \$
Créances (note 7)	1 333 297	1 136 931
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	237 037	-
Stocks destinés à la revente	36 461	-
	13 261 238	13 966 409
Passifs		
Dépôts - Locations et ventes de billets (note 8)	5 536 121	4 523 447
Fournisseurs et frais courus (note 9)	8 675 943	5 431 988
Intérêts courus à payer	425 600	503 537
Emprunts (note 10)	27 487 037	15 243 781
Subventions reportées du gouvernement du Québec (note 11)	20 316 749	20 864 907
Dette à long terme (note 12)	50 607 080	60 928 600
	113 048 530	107 496 260
Dette nette	(99 787 292)	(93 529 851)
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 13)	107 525 543	99 332 852
Coûts reportés des productions	62 339	216 774
Charges payées d'avance	142 041	97 772
	107 729 923	99 647 398
Excédent cumulé	7 942 631 \$	6 117 547 \$

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 20)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Jean Laurin
Président du conseil d'administration



Danielle Laramée
Présidente du comité de vérification et des finances

État de la variation de la dette nette de l'exercice clos le 31 août 2014

	2014 Budget	2014 Réel	2013 Réel
Excédent (Déficit) annuel	995 437 \$	1 825 084 \$	(2 185 399) \$
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(17 076 690)	(7 431 248)
Amortissement des immobilisations corporelles	9 308 188	8 878 020	8 021 715
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	5 979	-
	9 308 188	(8 192 691)	590 467
Acquisition des charges payées d'avance	-	(175 247)	(158 948)
Utilisation des charges payées d'avance	-	130 978	103 940
Acquisition des coûts reportés des productions	-	(1 378 921)	(1 389 282)
Utilisation des coûts reportés des productions	-	1 533 356	1 371 657
	-	110 166	(72 633)
(Augmentation) Diminution de la dette nette	10 303 625	(6 257 441)	(1 667 565)
Dette nette au début de l'exercice	(93 529 851)	(93 529 851)	(91 862 286)
Dette nette à la fin de l'exercice	(83 226 226) \$	(99 787 292) \$	(93 529 851) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 août 2014

	2014	2013
Activités de fonctionnement		
Excédent annuel (déficit annuel)	1 825 084 \$	(2 185 399) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	8 878 020	8 021 715
Subventions du gouvernement du Québec		3 277 556
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	(548 158)	(542 354)
Amortissement de la prime, de l'escompte et des frais d'émission de la dette à long terme	64 091	-
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	5 979	-
	10 225 016	8 571 518
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Créances	(196 366)	968 747
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	(237 037)	-
Coûts reportés des productions	154 435	(17 625)
Charges payées d'avance	(44 269)	(55 007)
Stocks destinés à la revente	(36 461)	-
Dépôts - Locations et ventes de billets	1 012 674	(127 490)
Fournisseurs et frais courus	1 604 389	(568 401)
Intérêts courus à payer	(77 937)	62 373
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	12 404 444	8 834 115
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(15 437 123)	(7 625 756)
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	-	14 114 100
Diminution de la dette à long terme	(10 385 612)	(9 243 269)
Emprunts	12 243 256	(6 100 553)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 857 644	(1 229 722)
Diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 175 035)	(21 363)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	12 829 478	12 850 841
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	11 654 443 \$	12 829 478 \$
Intérêts versés au cours de l'exercice	1 955 764 \$	2 226 912 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	166 739 \$	174 118 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires au 31 août 2014

1. Constitution et objets

La Société de la Place des Arts de Montréal (« la Société »), personne morale au sens du Code civil constituée par la *Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal* (RLRQ, chapitre S-11.03), a pour objets d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer la Place des Arts de Montréal ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'arts de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

En vertu de l'article 32 de sa loi constitutive, la Société finance ses activités sur les sommes qu'elle reçoit et les crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

La Société a été reconnue organisme de bienfaisance enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (article 149.1) et elle est par conséquent admissible à l'exemption d'impôt prévue pour ces organismes.

2. Principales méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures. La trésorerie et équivalents de trésorerie et les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont constitués des fournisseurs et autres courus, des salaires et vacances à payer, des ventes de billets et taxes à payer aux producteurs, des intérêts courus à payer, des emprunts et des dettes à long terme de la Société évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Revenus*Subventions*

Les revenus provenant de subventions du gouvernement du Québec sont constatés dans l'exercice lorsqu'ils sont autorisés, que la Société satisfait aux critères d'admissibilité, le cas échéant, et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Ils sont comptabilisés en subventions reportées lorsque les stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont comptabilisées aux revenus lorsque les conditions du passif sont réglées.

Autres revenus

Les revenus provenant de la prestation de services et des ventes sont comptabilisés dans la période à laquelle ils se rapportent et sont soumis aux conditions suivantes :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

ACTIFS FINANCIERS**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse incluant les découverts ainsi que des placements dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition, s'il y a lieu.

Stocks destinés à la revente

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

Notes complémentaires au 31 août 2014

PASSIFS

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

ACTIFS NON FINANCIERS

De part leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Le coût comprend le matériel, la main-d'oeuvre directe, les frais directs ainsi que les frais de financement encourus durant les travaux. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée de vie utile, soit :

Bâtisses	40 ans
Améliorations et réparations aux bâtisses (mineures et majeures)	10 et 25 ans
Équipement et accessoires de scène	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	10 ans
Autres équipements	5 ans
Matériel informatique	4 ans
Logiciels informatiques	4 à 7 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. Révision d'estimation comptable

La Société a choisi de mettre à jour sa politique de capitalisation et d'amortissement qui datait d'avril 2002. Elle souhaitait mieux refléter la durée de vie utile de ses immobilisations, notamment pour son matériel informatique et pour certains types d'améliorations et réparations aux bâtisses. Ainsi, cette révision occasionne une hausse de la période d'amortissement des immobilisations des catégories Matériel informatique et Logiciels informatiques respectivement de 3 ans à 4 ans et de 3 ans à 4 à 7 ans. Pour les améliorations et réparations aux bâtisses, la période est de 10 ans et 25 ans selon la nature des travaux effectués. Cette révision est appliquée de façon prospective.

4. Subventions du gouvernement du Québec

	2014	2013
Subvention de fonctionnement du ministère de la Culture et des Communications	2 415 700 \$	2 436 527 \$
Subventions relatives aux immobilisations du ministère de la Culture et des Communications	12 613 414	8 239 162
	15 029 114 \$	10 675 689 \$

Notes complémentaires au 31 août 2014

5. Programme d'accessibilité aux arts

La contribution de la Fondation de la Place des Arts est réinvestie dans la mise en œuvre et la réalisation de séries de spectacles en partenariat avec des programmeurs invités. Le déficit du programme d'accessibilité aux arts assumé par la Société se détaille ainsi :

	2014	2013
REVENUS		
Ventes de billets	278 988 \$	269 426 \$
Autres revenus	20 971	4 316
	299 959	273 742
CHARGES		
Salaires	110 740	75 626
Cachets d'artistes, direction artistique et soutien aux programmeurs	310 308	221 876
Coûts d'exploitation	130 749	77 637
Publicité et promotion	225 486	194 058
	777 283	569 197
DÉFICIT DU PROGRAMME	(477 324)	(295 455)
Contribution de la Fondation de la Place des Arts	280 000	250 000
DÉFICIT DU PROGRAMME ASSUMÉ PAR LA SOCIÉTÉ	(197 324) \$	(45 455) \$

6. Fondation de la Place des Arts

La Fondation de la Place des Arts (la « Fondation ») est désignée fondation publique en vertu du paragraphe 149.1 (6.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Elle est constituée depuis 2006 en organisme à but non lucratif. Cette Fondation a comme principale mission d'appuyer la Société en contribuant à la réalisation de projets et d'activités qui s'inscrivent dans le cadre de sa mission artistique et culturelle, tel que décidé par la Fondation et la Société. Le conseil d'administration de la Fondation est autonome.

Au 31 août 2014, l'actif net de la Fondation totalise 1 426 182 \$ (2013: 1 297 963 \$). Les états financiers de la Fondation ne sont pas consolidés avec ceux de la Société.

7. Créances

	2014	2013
Débiteurs	727 490 \$	863 228 \$
Taxes à la consommation à recevoir	605 807	273 703
	1 333 297 \$	1 136 931 \$

8. Dépôts - Locations et ventes de billets

	2014	2013
Ventes de billets et taxes à payer aux producteurs	4 594 381 \$	3 523 696 \$
Revenus et frais de services perçus d'avance	684 098	761 882
Dépôts de location et autres	257 642	237 869
	5 536 121 \$	4 523 447 \$

Notes complémentaires au 31 août 2014

9. Fournisseurs et frais courus

	2014	2013
Fournisseurs et autres courus	7 278 781 \$	4 215 296 \$
Salaires et vacances à payer	849 952	710 780
Avantages sociaux à payer et provision pour congés de maladie	547 210	505 912
	8 675 943 \$	5 431 988 \$

10. Emprunts

Le gouvernement du Québec a autorisé la Société à contracter auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec les emprunts suivants relatifs au maintien des immobilisations :

	2014	2013
Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2014, autorisé par décret pour un montant maximum de 9 309 170 \$, portant intérêt au taux de 1,30%	7 690 435 \$	7 686 130 \$
Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2014, autorisé par décret pour un montant maximum de 9 924 765 \$, portant intérêt au taux de 1,30%	5 058 921	4 540 176
Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2014, autorisé par décret pour un montant maximum de 10 110 706 \$, portant intérêt au taux de 1,30%	3 671 728	1 004 289
Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2014, autorisé par décret pour un montant maximum de 20 806 000 \$, portant intérêt au taux de 1,30%	9 659 486	2 013 186
Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2014, autorisé par décret pour un montant maximum de 10 039 400 \$, portant intérêt au taux de 1,30%	1 406 467	-
	27 487 037 \$	15 243 781 \$

En vertu d'un décret daté du 23 octobre 2013, la Société est autorisée à instituer un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit, ou à long terme, et ce, pour un montant n'excédant pas 71 580 103 \$. De ce montant, la Société est autorisée à contracter pour son fonctionnement des emprunts temporaires à titre de marge de crédit d'une somme maximale de 2 000 000 \$.

Si la Société n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur tout emprunt contracté en vertu du régime d'emprunt précité auprès du Fonds de financement, le ministre de la Culture et des Communications élabore et met en oeuvre, avec l'approbation du gouvernement, des mesures afin de remédier à cette situation.

11. Subventions reportées du gouvernement du Québec

	2014	2013
Solde du début	20 864 907 \$	21 005 661 \$
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	(548 158)	(542 354)
Subventions reçues au cours de l'exercice destinées à couvrir des charges futures	-	401 600
Solde à la fin	20 316 749 \$	20 864 907 \$

Notes complémentaires au 31 août 2014

12. Dette à long terme

Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec garantis par des hypothèques mobilières sans dépossession affectant les subventions du gouvernement du Québec et dont le versement est appliqué au paiement du capital et de l'intérêt de l'emprunt concerné :

	2014	2013
1,93% remboursable par versements annuels en capital de 1 068 310 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2017	4 260 252 \$	5 321 116 \$
4,62% remboursable par versements annuels en capital de 183 686 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2015	367 372	551 057
4,62% remboursable par versements annuels en capital de 509 834 \$ jusqu'au 31 mars 2016	1 019 667	1 529 501
5,19% remboursable par versements annuels en capital de 88 625 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2013	-	88 625
5,19% remboursable par versements annuels en capital de 255 976 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2013	-	255 976
4,94% remboursable par versements annuels en capital de 357 634 \$ jusqu'au 16 juillet 2020	2 145 806	2 503 441
4,27% remboursable par versements annuels en capital de 171 413 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2014 et par un versement de 1 028 479 \$ le 1 ^{er} décembre 2015	1 199 893	1 371 306
1,72% remboursable par versements annuels en capital de 286 175 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2017	1 141 776	1 140 095
4,16% remboursable par un versement annuel en capital de 285 759 \$ le 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 1 428 794 \$ le 1 ^{er} octobre 2013 (solde de 1 143 035 \$ refinancé le 1 ^{er} octobre 2013)	-	1 428 794
2,34% remboursable par versements annuels en capital de 286 993 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2017	1 144 004	-
2,73% remboursable par un versement annuel en capital de 284 711 \$ le 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 1 708 267 \$ le 1 ^{er} octobre 2013 (solde de 1 423 556 \$ refinancé le 1 ^{er} octobre 2013)	-	1 708 267
2,70% remboursable par versements annuels en capital de 286 056 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2018	1 424 648	-
3,84% remboursable par versements annuels en capital de 316 496 \$ jusqu'au 1 ^{er} juin 2018	1 258 935	1 573 552
3,84% remboursable par versements annuels en capital de 316 943 \$ jusqu'au 1 ^{er} juin 2018	1 260 713	1 575 773
3,84% remboursable par versements annuels en capital de 310 776 \$ jusqu'au 1 ^{er} juin 2018	1 236 181	1 545 111
3,84% remboursable par versements annuels en capital de 379 867 \$ jusqu'au 1 ^{er} juin 2018	1 511 007	1 888 617
3,71% remboursable par versements annuels en capital de 844 864 \$ jusqu'au 16 juillet 2020	5 033 086	5 871 805
2,58% remboursable par versements annuels en capital de 3 063 992 \$ jusqu'au 15 juillet 2015	3 050 950	6 100 036
3,13% remboursable par versements annuels en capital de 654 582 \$ jusqu'au 16 janvier 2022 et par un versement de 6 545 821 \$ le 16 janvier 2023	11 711 358	12 357 448
2,96% remboursable par versements annuels en capital de 1 292 145 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2023	12 841 432	14 118 080
	50 607 080 \$	60 928 600 \$

Le montant des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaille comme suit :

2015	10 329 766 \$
2016	8 122 840
2017	6 400 842
2018	6 400 841
2019	3 435 281
2020 et suivantes	16 172 790
Total	50 862 360 \$

Notes complémentaires au 31 août 2014

13. Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtisses	Améliorations et réparations bâties	Équipement et accessoires de scène	Mobilier et équipement de bureau	Autres équipements	Matériel informatique	Logiciels informatiques	2014 Total
Coût des immobilisations									
Solde d'ouverture	7 759 090 \$	120 344 123 \$	121 461 582 \$	4 372 175 \$	320 755 \$	1 319 554 \$	1 363 850 \$	2 423 180 \$	261 364 309 \$
Acquisitions	-	-	15 834 406	293 241	22 371	117 123	109 385	700 164	17 076 690
Radiations	-	-	298 072	684 559	-	176 431	625 662	245 850	2 030 574
Solde de clôture	7 759 090	120 344 123	138 997 916	3 980 857	343 126	1 260 246	847 573	2 877 494	276 410 425
Amortissement cumulé									
Solde d'ouverture	-	70 188 465	84 003 073	2 836 846	292 519	1 304 595	1 161 838	2 244 121	162 031 457
Amortissement de l'exercice	-	2 274 510	6 138 767	228 000	4 369	16 657	101 429	114 288	8 878 020
Incidences des radiations	-	-	298 072	678 580	-	176 432	625 661	245 850	2 024 595
Solde de clôture	-	72 462 975	89 843 768	2 386 266	296 888	1 144 820	637 606	2 112 559	168 884 882 \$
Valeur comptable nette - 2014									
	7 759 090 \$	47 881 148 \$	49 154 148 \$	1 594 591 \$	46 238 \$	115 426 \$	209 967 \$	764 935 \$	107 525 543 \$
Valeur comptable nette - 2013									
	7 759 090 \$	50 155 658 \$	39 458 509 \$	1 535 329 \$	28 236 \$	14 959 \$	202 012 \$	179 059 \$	99 332 852 \$

Au cours de l'exercice financier se terminant le 31 août 2014, il y a eu des radiations pour les améliorations et réparations aux bâties, l'équipement et les accessoires de scène, le matériel informatique, les logiciels informatiques et les autres équipements d'un montant de 2 030 574 \$. Lors de la radiation, l'amortissement cumulé était de 2 024 595 \$, réalisant ainsi une perte sur radiation d'immobilisations corporelles de 5 979 \$, présentée à l'état des résultats sous le poste Perte sur radiation d'immobilisations corporelles.

Parmi les acquisitions de l'exercice, un montant de 3 689 302 \$ (2013 : 2 049 735 \$) est inclus dans le poste Fournisseurs et frais courus. Les immobilisations corporelles en cours s'élèvent à 3 194 615 \$, constitués de 3 085 601 \$ en améliorations et réparations aux bâties, 39 027 \$ en matériel informatique et 47 616 \$ en logiciels informatiques, ainsi que 22 371 \$ en mobilier et équipement de bureau. L'amortissement de ces immobilisations débutera lorsque les travaux seront terminés et les immobilisations seront mises en service. De plus, il n'y a eu aucune disposition d'immobilisations au cours de l'exercice 2014 et 2013.

Les oeuvres d'art de la Société sont constituées principalement de peintures et de sculptures et leur coût est imputé aux charges de l'année financière au cours de laquelle elles sont acquises.

14. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations, qui sont comptabilisées à la valeur d'échange conclue entre les parties, ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers. La Société a notamment des revenus de location commerciale de 883 226 \$ (2013 : 873 616 \$) avec une société apparentée sous contrôle commun.

15. Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Certains membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2014, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE est passé de 12,30 % à 14,38 %. Le taux pour le RRAS est resté stable à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1er janvier 2014 (0,54 % au 1er janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

D'autres membres de la Société contribuent à un régime à cotisations déterminées, soit les employés du groupe des habilleurs. Le taux de cotisation de la Société à ce régime est de 8,5 % du salaire des habilleurs.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées au poste de « salaires et avantages sociaux » des résultats de l'exercice s'élèvent à 505 860 \$ (2013 : 459 563 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Notes complémentaires au 31 août 2014

16. Obligations relatives aux congés de maladie et provision pour vacances

Obligations relatives aux congés de maladie

La Société dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société et sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées. La valeur de ces obligations est répartie sur la durée de la carrière active des employés.

Estimations et hypothèses

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 août 2014.

	2014	2013
Taux d'augmentation des salaires (incluant l'inflation)	2,00 %	2,00 %
Taux d'actualisation pondéré	3,94 %	3,48 %
Durée moyenne restante de la carrière active des employés	13 ans	12 ans

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation au sujet de la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, la Société estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Provision pour congés de maladie et vacances incluse aux fournisseurs et frais courus

	2014		2013	
	Maladie	Vacances	Total	Total
Solde au début	318 799 \$	362 515 \$	681 314 \$	660 159 \$
Charge de l'exercice	120 533	281 342	401 875	377 406
Prestations versées au cours de l'exercice	(107 173)	(247 373)	(354 546)	(356 251)
Solde à la fin	332 159 \$	396 484 \$	728 643 \$	661 314 \$

17. Taxes foncières

En vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c.F-2.1), la Société est exempte de taxes foncières. Par contre, le gouvernement du Québec verse à la Ville de Montréal et à la Ville de Joliette, des sommes d'argent équivalentes au montant total des taxes foncières municipales qui seraient payables à l'égard des immeubles inscrits au nom de la Société sur leur territoire respectif, si celle-ci était imposable. La contribution du Gouvernement du Québec se détaille ainsi :

	2014	2013
Ville de Montréal	7 300 197 \$	7 123 149 \$
Ville de Joliette	116 485	122 790
Total	7 416 592 \$	7 245 939 \$

Ces montants ne sont pas comptabilisés dans les états financiers de la Société.

18. Obligations contractuelles

La Société est engagée par des contrats échéant à diverses dates jusqu'en 2017 pour des biens et services. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2015	44 956 \$
2016	46 102
2017	35 354

Notes complémentaires au 31 août 2014

19. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels sur ses résultats et sur sa situation financière. Elle gère ses risques selon des paramètres précis et n'effectue aucune opération à des fins spéculatives ni n'utilise d'instruments financiers dérivés.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. La Société est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent la Société à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des débiteurs. La direction estime que les concentrations de risque de crédit associé aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit au 31 août 2014 est la suivante :

	2014	2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 654 443 \$	12 829 478 \$
Débiteurs	727 490	863 228
Total	12 381 933 \$	13 692 706 \$

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie et équivalents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La Société investit ceux-ci auprès d'institutions financières réputées. Au 31 août 2014, ces actifs financiers sont investis dans les comptes courants de la Société qui portent intérêt au taux du marché. La direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Le risque de crédit associé aux débiteurs est faible. La politique de la Société concernant les débiteurs permet de réduire au minimum les risques de mauvaises créances. Par ailleurs, le cas échéant, la Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles.

La Société est d'avis que la provision pour mauvaises créances est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Provision pour mauvaises créances et perte :

	2014	2013
Solde au début	- \$	20 152 \$
Radiations de l'exercice	-	(272 258)
Charge de l'exercice	3 583	252 106
Solde à la fin	3 583 \$	- \$

La plupart des débiteurs sont âgés de moins de 90 jours et seul un total de 20 054 \$ est âgé de plus de 90 jours. La Société juge que ces débiteurs seront recouvrés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et des subventions. La Société respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie. Compte tenu que le gouvernement garantit les dettes relatives aux immobilisations, la Société considère que le risque de liquidité est minime.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers au 31 août 2014.

Au 31 août 2014	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Ventes de billets et taxes à payer aux producteurs	4 594 381 \$	- \$	- \$	4 594 381 \$
Fournisseurs et frais courus	7 278 781	-	-	7 278 781
Salaires et vacances à payer	849 952	-	-	849 952
Intérêts courus à payer	425 600	-	-	425 600
Emprunts	27 487 037	-	-	27 487 037
Dettes à long terme	10 329 786	24 359 804	16 172 790	50 862 360
Total	50 965 517 \$	24 359 804 \$	16 172 790 \$	91 498 111 \$

Au 31 août 2013	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Ventes de billets et taxes à payer aux producteurs	3 523 696 \$	- \$	- \$	3 523 696 \$
Fournisseurs et frais courus	4 215 296	-	-	4 215 296
Salaires et vacances à payer	710 780	-	-	710 780
Intérêts courus à payer	503 537	-	-	503 537
Emprunts	15 243 781	-	-	15 243 781
Dettes à long terme	12 952 704	28 962 096	19 322 016	61 236 316
Total	37 149 294 \$	28 962 096 \$	19 322 016 \$	85 433 406 \$

L'échéance des intérêts courus est de moins de 12 mois.

Notes complémentaires au 31 août 2014

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt. La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend des liquidités auprès d'institutions financières qui rapportent de l'intérêt au taux du marché. La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la Société tire de sa trésorerie et de ses placements à court terme. La Société est d'avis que l'effet serait marginal.

La dette à long terme est émise à des taux d'intérêt fixes réduisant ainsi au minimum les risques liés aux flux de trésorerie et aux taux d'intérêt. L'emprunt est émis à des taux d'intérêt variables ce qui expose la Société au risque des taux d'intérêt.

20. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'elle a suffisamment provisionné à l'égard de ces litiges et elle ne prévoit pas d'incidences défavorables importantes sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

21. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de Télé-Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Télé-Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de Télé-Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport d'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Michèle Fortin

Présidente-directrice générale



Peter St-Onge

Directeur général de l'administration, des finances et des services techniques

Montréal, le 28 novembre 2014



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale,

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Télé-Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2014, l'état des résultats et du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Télé-Québec n'a pas comptabilisé, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées par emprunts. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que Télé-Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de Télé-Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de Télé-Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution)	
	2014	2013
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	47 257 380 \$	45 564 439 \$
Revenus reportés	34 357 696	32 818 799
Dette nette et déficit cumulé	(12 899 684)	(12 745 640)
État des résultats		
Subvention du gouvernement	154 044	12 745 640
Déficit annuel	(154 044) \$	(12 745 640) \$

Opinion avec réserve

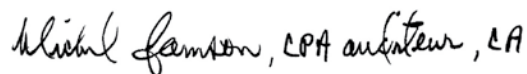
À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Télé-Québec au 31 août 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de Télé-Québec au 31 août 2014 qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, 28 novembre 2014

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2014

	Budget 2014	Réel 2014	Réel 2013
REVENUS			
Subventions du gouvernement du Québec			
Fonctionnement	53 378 100 \$	53 378 100 \$	53 569 740 \$
Intérêts sur la dette	1 356 161	1 248 050	1 327 681
Remboursement du capital de la dette	5 897 300	5 907 320	5 907 320
Virements de subventions relatifs à l'application du chapitre SP 3410 sur les paiements de transfert	—	—	(7 652 091)
Canal Savoir	500 000	850 000	400 000
Autres	50 000	—	1 524 154
Ventes, services et revenus divers	18 251 617	18 976 391	19 281 401
	79 433 178	80 359 861	74 358 205
CHARGES			
Droits des services de télédiffusion et des services numériques	39 409 784	40 186 667	40 570 742
Traitements et charges sociales	20 289 073	19 885 850	19 455 696
Coûts de transmission et de distribution	1 739 322	1 875 974	1 569 067
Frais de promotion et de communications	2 823 315	2 858 877	2 814 930
Services professionnels et administratifs	4 890 520	5 206 967	4 998 392
Loyers, location et fournitures	4 621 307	4 451 462	4 626 509
Amortissement des immobilisations corporelles (note 12)	5 826 675	6 061 364	6 606 897
Frais financiers (note 4)	1 365 368	1 284 463	1 334 258
Canal Savoir	750 674	1 221 771	1 026 954
(Gain) perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	20 000	(3 700)	(7 221)
	81 736 038	83 029 695	82 996 224
DÉFICIT ANNUEL	(2 302 860)	(2 669 834)	(8 638 019)
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(14 877 137)	(14 877 137)	(6 239 118)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	(17 179 997) \$	(17 546 971) \$	(14 877 137) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

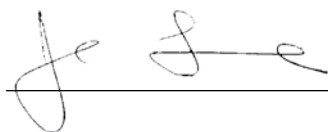
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 AOÛT 2014

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Créances	6 296 745 \$	5 836 041 \$
Placement (note 5)	9 842	9 842
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 6)	344 542	1 057 563
	6 651 129	6 903 446
PASSIFS		
Découvert bancaire	2 499 877	670 928
Emprunts temporaires (note 7)	20 804 025	15 170 582
Charges à payer et frais courus (note 8)	8 283 931	7 822 740
Droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production à payer	28 441 123	27 934 727
Dettes à long terme (note 9)	34 896 691	38 404 492
Revenus reportés (note 10)	599 369	2 058 513
Avance du gouvernement du Québec (note 11)	2 750 000	2 750 000
	98 275 016	94 811 982
DETTE NETTE	(91 623 887)	(87 908 536)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production	38 749 607	39 392 129
Immobilisations corporelles (note 12)	34 225 926	32 687 238
Fournitures techniques et de production	543 669	505 023
Charges payées d'avance	557 714	447 009
	74 076 916	73 031 399
DÉFICIT CUMULÉ	(17 546 971) \$	(14 877 137) \$
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 16)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION




ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2014

	Budget 2014	Réel 2014	Réel 2013
DÉFICIT ANNUEL	(2 302 860) \$	(2 669 834) \$	(8 638 019) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 445 900)	(7 600 261)	(5 499 000)
Amortissement des immobilisations corporelles	5 826 675	6 061 364	6 606 897
(Gain) perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	20 000	(3 700)	(7 221)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	–	3 909	7 848
	400 775	(1 538 688)	1 108 524
Acquisition des droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production		(37 849 576)	(33 216 673)
Utilisation des droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production		38 492 098	37 886 020
Acquisition des fournitures techniques et de production		(168 304)	(158 115)
Utilisation des fournitures techniques et de production		129 658	164 431
Acquisition de charges payées d'avance		(1 099 574)	(1 058 491)
Utilisation des charges payées d'avance		988 869	1 091 990
		493 171	4 709 162
AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE	(1 902 085)	(3 715 351)	(2 820 333)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(87 908 536)	(87 908 536)	(85 088 203)
DETTE NETTE DE LA FIN DE L'EXERCICE	(89 810 621) \$	(91 623 887) \$	(87 908 536) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2014

	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit annuel	(2 669 834) \$	(8 638 019) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	6 061 364	6 606 897
Gain sur aliénation d'immobilisations corporelles	(3 700)	(7 221)
	3 387 830	(2 038 343)
Variations des actifs et des passifs reliés au fonctionnement (note 13)	253 931	5 111 865
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	3 641 761	3 073 522
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	3 909	7 848
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 600 261)	(5 499 000)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(7 596 352)	(5 491 152)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation des emprunts temporaires	8 002 743	5 480 556
Remboursement des emprunts temporaires	(2 369 300)	(17 079 900)
Augmentation de la dette	2 369 300	17 157 107
Remboursement de la dette	(5 877 101)	(5 984 527)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2 125 642	(426 764)
DIMINUTION DE L'ENCAISSE	(1 828 949)	(2 844 394)
(DÉCOUVERT BANCAIRE) ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(670 928)	2 173 466
DÉCOUVERT BANCAIRE À LA FIN DE L'EXERCICE	(2 499 877) \$	(670 928) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Télé-Québec est une personne morale au sens du Code civil constituée par la *Loi sur la Société de télédiffusion du Québec* (RLRQ, S-12.01).

Télé-Québec a principalement pour objet d'exploiter une entreprise de télédiffusion éducative et culturelle de même qu'un service de production et de distribution de documents audiovisuels, multimédias et de télédiffusion.

En vertu de sa loi constitutive, Télé-Québec est mandataire de l'État et n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, Télé-Québec utilise prioritairement le *Manuel de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de Télé-Québec, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des droits de télédiffusion et de distribution, et des participations à des productions extérieures ainsi que celle des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

Les créances, à l'exception des taxes à recevoir, le placement et les subventions à recevoir du gouvernement du Québec sont classées dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le découvert bancaire, les emprunts temporaires, les charges à payer et frais courus excluant les charges sociales à payer, les droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production à payer et les dettes à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Constatation des revenus

Subventions

Les paiements de transfert, soit les subventions et autres transferts reçus du gouvernement du Québec, sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont autorisés et que Télé-Québec a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le paiement de transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés. Les paiements de transfert sont constatés en revenus au fur et à mesure que les conditions du passif sont réglées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Ventes, services et autres revenus

Les ventes, services et autres revenus sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes d'un accord, que les services ont été rendus au client, que le prix est déterminé ou déterminable, et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de Télé-Québec consiste à présenter dans l'encaisse les soldes bancaires et les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. Le découvert bancaire, remboursable à vue, font partie intégrante de la gestion de trésorerie, de telle sorte que le solde bancaire fluctue souvent entre le disponible et le découvert.

PASSIFS

Revenus reportés

Les rentrées grevées d'affectations d'origine externe sont constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites. Celles reçues avant l'exercice au cours duquel elles sont utilisées sont présentées à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Avantages sociaux futurs

Provision pour vacances et congés de maladie

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire, puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant et que les congés de maladie non utilisés en fin d'année sont remboursables dans l'exercice suivant.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que Télé-Québec ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers de Télé-Québec sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production

Les droits de télédiffusion et de distribution de documents audiovisuels sont généralement acquis pour une période de cinq ans; ils sont capitalisés pour être ensuite imputés aux opérations en fonction des diffusions effectuées et, sauf pour certains cas où ils sont imputés en fonction des considérations rattachées à l'utilisation des droits, la base suivante est utilisée :

- 70 % pour la première diffusion;
- 30 % pour la deuxième diffusion.

Les droits sur les films qui sont jugés inutilisables sont radiés des livres dès qu'une décision est prise à cet effet.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Quant aux productions extérieures, la participation de Télé-Québec et les droits sont reportés pour être ensuite imputés entièrement aux opérations lors de la première diffusion, sauf pour certains cas où ils sont imputés en fonction des considérations rattachées à l'utilisation des droits.

Les émissions réalisées et en cours de production sont comptabilisées au coût moyen. Le coût comprend les coûts directs des fournitures et des services ainsi qu'une imputation des frais généraux et de main-d'œuvre reliée aux émissions. Le coût moyen d'une émission est imputé aux opérations lors de la diffusion initiale ou lorsque l'émission est déclarée inutilisable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Le réseau d'antennes comprend les bâtisses, les matériaux, les services d'ingénierie, les infrastructures, les frais directs de main-d'œuvre, les intérêts sur le financement temporaire durant la construction et les frais généraux qui s'y rapportent.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux durées suivantes :

	Durée de l'amortissement
Réseau d'antennes	20 ans
Améliorations au réseau d'antennes	10 ans
Matériel technique	de 5 à 15 ans
Ameublement et agencement	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Logiciel	3 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail, maximum 15 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de Télé-Québec de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise de moins-values antérieures n'est permise.

Fournitures techniques et de production

Les stocks de fournitures techniques et de production sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont Télé-Québec bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces montants sont imputés aux charges au moment où Télé-Québec bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

Révision d'estimation

La durée de vie utile des immobilisations corporelles a été révisée au cours de l'exercice 2014 pour le matériel technique et les améliorations locatives. Auparavant, le matériel technique était amorti sur 10 ans et est maintenant amorti sur une durée allant de 5 à 15 ans dépendamment de la nature de l'immobilisation. Les améliorations locatives qui étaient amorties sur 5 ans sont maintenant amorties sur 15 ans. L'application de ce changement est prospective.

4. FRAIS FINANCIERS

	2014	2013
Intérêts sur emprunts temporaires		
Institution financière	6 194 \$	6 577 \$
Fonds de financement	258 377	332 940
Intérêts sur la dette à long terme – Fonds de financement	1 019 892	994 741
	1 284 463 \$	1 334 258 \$

5. PLACEMENT

	2014	2013
Placement TV5 Monde	9 842 \$	9 842 \$

Télé-Québec détient une participation en actions de 4,44 % dans cette société dont l'activité principale est la gestion des signaux.

6. SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec correspondent aux intérêts courus et au solde à recevoir sur des subventions liées à des projets spécifiques.

7. EMPRUNTS TEMPORAIRES

	2014	2013
Marge de crédit auprès d'une institution financière	140 915 \$	– \$
Emprunts auprès du Fonds de financement	20 663 110	15 170 582
	20 804 025 \$	15 170 582 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

7. EMPRUNTS TEMPORAIRES (suite)

Télé-Québec est autorisée par décret du gouvernement du Québec à instituer un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier, jusqu'à concurrence d'un montant total de 53 718 975 \$ (65 469 315 \$ au 31 août 2013), aux fins suivantes :

	2014	2013
Maintien d'actifs et numérisation	29 368 975 \$	41 119 315 \$
Modernisation	8 350 000	8 350 000
Marge de crédit	16 000 000	16 000 000
	53 718 975 \$	65 469 315 \$

Le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à Télé-Québec les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les remplir pour l'un ou l'autre des emprunts à court terme auprès du Fonds de financement. Les montants prélevés auprès du Fonds de financement portent intérêt à la moyenne des taux des acceptations bancaires à un mois, plus une marge de 0,3 % tenant lieu de frais d'émission et de gestion. Le taux d'intérêt était de 1,53 % au 31 août 2014 (1,52 % au 31 août 2013).

Télé-Québec a également un crédit autorisé renouvelable annuellement auprès d'une institution financière. Au 31 août 2013 et 2014, le montant maximum que pouvait prélever Télé-Québec s'établissait à 16 000 000 \$. Les montants prélevés portent intérêt au taux de base lorsque la marge de crédit est utilisée alors qu'ils portent intérêt au taux des acceptations bancaires, plus une marge de 0,3 % tenant lieu de frais d'émission et de gestion lorsqu'il s'agit d'acceptations bancaires. Le taux d'intérêt était de 3 % au 31 août 2014. Au 31 août 2014, 140 915 \$ étaient prélevés sur cette facilité de crédit (nil au 31 août 2013).

8. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2014	2013
Fournisseurs et frais courus	2 083 409 \$	2 295 520 \$
Comptes à payer divers	2 956 543	2 674 036
Traitements à payer	1 054 311	775 984
Provision pour vacances et congés de maladie	1 527 915	1 485 574
Charges sociales à payer	661 753	591 626
	8 283 931 \$	7 822 740 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

9. DETTES À LONG TERME

	2014	2013
Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec :		
• 4,2739 % (taux effectif de 4,419 %) remboursable par versements annuels de 201 409 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2014 et par un versement de 1 208 459 \$ le 1 ^{er} décembre 2015	1 409 869 \$	1 611 279 \$
• 4,2739 % (taux effectif de 4,392 %) remboursable par versements annuels de 302 114 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2015	604 230	906 344
• 2,156 % (taux effectif de 2,168 %) remboursable par versements annuels de 98 182 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2016	294 545	392 727
• 2,336 % (taux effectif de 2,516 %) remboursable par versements annuels de 261 829 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2017	1 043 699	1 303 518
• 2,698 % (taux effectif de 2,864 %) remboursable par versements annuels de 534 910 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2018	2 664 020	3 194 375
• 3,625 % (taux effectif de 3,771 %) remboursable par versements annuels de 603 308 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2015 et par un versement de 1 809 954 \$ le 1 ^{er} décembre 2016	3 016 591	3 619 909
• 3,837 % (taux effectif de 3,981 %) remboursable par versements annuels de 670 354 \$ jusqu'au 1 ^{er} juin 2018	2 681 414	3 351 768
• 3,122 % (taux effectif de 3,275 %) remboursable par versements annuels de 1 019 607 \$ jusqu'au 16 juillet 2021	7 137 251	8 156 858
• 1,695 % (taux effectif de 1,844 %) remboursable par versements annuels de 1 715 711 \$ jusqu'au 14 mai 2016 et par un versement de 10 294 264 \$ le 14 mai 2017	13 673 465	15 364 189
• 2,934 % (taux effectif de 3,071 %) remboursable par versements annuels de 238 480 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2023	2 371 607	—
• 4,798 % (taux effectif de 4,950 %) remboursable par versements annuels de 503 525 \$ jusqu'au 27 février 2014	—	503 525
	34 896 691 \$	38 404 492 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

9. DETTES À LONG TERME (suite)

Les remboursements du capital et des intérêts des emprunts à long terme sont garantis par une hypothèque mobilière sans dépossession portant sur les subventions accordées à Télé-Québec par le ministre de la Culture et des Communications pour pourvoir au paiement en capital et intérêts sur les emprunts à long terme, au fur et à mesure que ceux-ci deviennent dus et payables en accord avec les modalités de chacun des emprunts. Les versements effectués au titre des subventions sont transmis directement au Fonds de financement.

Les versements en capital à effectuer lors des prochains exercices sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

2015	5 645 916 \$
2016	6 652 965
2017	14 927 581
2018	2 725 180
2019	1 792 997
2020 et suivantes	3 231 615

10. REVENUS REPORTÉS

	2014	2013
Subventions du gouvernement du Québec	– \$	800 001 \$
Autres revenus de productions extérieures	472 680	1 106 240
Loyers perçus d'avance	126 689	152 272
	<u>599 369 \$</u>	<u>2 058 513 \$</u>

11. AVANCE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Au cours de l'exercice 2010, en vertu du décret n° 634-2010, Télé-Québec a été autorisée à céder ses parts dans la Télé des Arts et le ministre des Finances a autorisé une avance à Télé-Québec d'un montant maximal de 2 750 000\$ pris à même la somme reçue par Télé-Québec en contrepartie de la vente de son capital-actions dans la Télé des Arts, correspondant au capital investi et récupéré au titre de remboursement de l'avance versée en vertu du décret n° 386-2001 du 4 avril 2001. L'avance devra être utilisée exclusivement par le fonds des productions régionales. Le coût d'intérêt correspond aux bénéfices nets réalisés à même l'avance de 2 750 000\$, jusqu'à concurrence d'un maximum annuel égal au taux préférentiel. L'intérêt sera payable le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Le remboursement de l'avance devra être effectué au plus tard le 31 décembre 2021 ou, le cas échéant, à la date de récupération par Télé-Québec du capital investi.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Réseau d'antennes	Matériel technique	Ameublement et agencement	Équipement informatique et logiciel	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
Coût des immobilisations							
1 ^{er} septembre 2012	39 998 821 \$	34 559 025 \$	2 769 623 \$	12 105 893 \$	854 236 \$	17 994 182 \$	108 281 780 \$
Acquisitions	558 216	2 071 179	11 490	1 972 700	152 435	732 980	5 499 000
Dispositions	17 247	1 353 387	17 993	146 083	50 049	–	1 584 759
31 août 2013	40 539 790	35 276 817	2 763 120	13 932 510	956 622	18 727 162	112 196 021
Acquisitions	536 549	1 824 543	122 511	3 150 192	113 856	1 852 610	7 600 261
Dispositions	34 854	1 514 710	4 886	503 626	132 864	–	2 190 940
31 août 2014	41 041 485	35 586 650	2 880 745	16 579 076	937 614	20 579 772	117 605 342
Cumul des amortissements							
1 ^{er} septembre 2012	28 927 073	22 138 096	2 131 804	9 507 034	608 687	11 173 324	74 486 018
Amortissement de l'exercice	787 239	2 294 441	95 488	1 222 525	70 239	2 136 965	6 606 897
Dispositions	17 139	1 352 875	17 993	146 076	50 049	–	1 584 132
31 août 2013	29 697 173	23 079 662	2 209 299	10 583 483	628 877	13 310 289	79 508 783
Amortissement de l'exercice	807 586	3 048 652	89 716	1 494 027	106 064	515 319	6 061 364
Dispositions	34 854	1 515 004	4 886	503 123	132 864	–	2 190 731
31 août 2014	30 469 905	24 613 310	2 294 129	11 574 387	602 077	13 825 608	83 379 416
Valeur nette comptable							
31 août 2013	10 842 617	12 197 155	553 821	3 349 027	327 745	5 416 873	32 687 238
31 août 2014	10 571 580 \$	10 973 340 \$	586 616 \$	5 004 689 \$	335 537 \$	6 754 164 \$	34 225 926 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

13. FLUX DE TRÉSORERIE

	2014	2013
Variations des actifs et des passifs liés au fonctionnement		
Variation des créances	(460 704) \$	(149 183) \$
Variation des droits de télédiffusion et des émissions réalisées et en cours de production	642 522	4 669 347
Variation des fournitures de production	(38 646)	6 316
Variation des charges payées d'avance	(110 705)	33 499
Variation des subventions à recevoir du gouvernement du Québec	713 021	45 942 945
Variation des charges à payer et frais courus	461 191	506 462
Variation des droits de télédiffusion et des émissions réalisées et en cours de production à payer	506 396	(5 837 097)
Variation des revenus reportés	(1 459 144)	(40 060 424)
	253 931 \$	5 111 865 \$

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 259 277 \$ (2013 : 1 273 594 \$).

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. Les principaux risques de crédit pour Télé-Québec sont liés aux créances et aux subventions à recevoir du gouvernement du Québec. Au 31 août 2014, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux actifs financiers correspond à leur valeur comptable. Les subventions à recevoir sont constituées d'intérêts courus et sont généralement encaissées dans les 6 mois suivants. Télé-Québec n'est pas exposée à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses créances, compte tenu de l'historique des comptes en souffrance non significatifs. Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances :

	2014	2013
Moins de 30 jours	2 261 721 \$	2 472 148 \$
De 30 à 60 jours	911 397	1 074 109
Plus de 60 jours	2 099 624	1 443 254
	5 272 742 \$	4 989 511 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Télé-Québec est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de marché (suite)

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Télé-Québec est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de ses emprunts temporaires portant intérêt à taux variable et à ses dettes à long terme portant intérêt à taux fixe.

La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les frais d'intérêts sur les emprunts temporaires. Si les taux d'intérêt pour l'exercice clos le 31 août 2014 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeurent constantes, les frais d'intérêts pour la même période auraient été supérieurs ou inférieurs de 84 474 \$ (109 520 \$ en 2013), respectivement.

Les dettes à long terme portent intérêt à taux fixe et sont indirectement touchées par les fluctuations de leur juste valeur attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. Cependant, les fluctuations des taux d'intérêt du marché n'auraient aucun impact sur les frais d'intérêts de Télé-Québec à l'égard de ses dettes à long terme, car celles-ci sont conservées jusqu'à leur échéance.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Télé-Québec ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Télé-Québec gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. Télé-Québec établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers se détaillent comme suit :

Au 31 août 2014	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Découvert bancaire	2 499 877 \$	—	—	—	2 499 877 \$
Emprunts temporaires	20 804 025	—	—	—	20 804 025
Charges à payer et frais courus	8 283 931	—	—	—	8 283 931
Droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production	28 441 123	—	—	—	28 441 123
Dettes à long terme	5 645 916	21 580 546	4 518 177	3 231 615	34 976 254
	65 674 872 \$	21 580 546 \$	4 518 177 \$	3 231 615 \$	95 005 210 \$
Au 31 août 2013	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Découvert bancaire	670 928 \$	—	—	—	670 928 \$
Emprunts temporaires	15 170 582	—	—	—	15 170 582
Charges à payer et frais courus	7 822 740	—	—	—	7 822 740
Droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production	27 934 727	—	—	—	27 934 727
Dettes à long terme	9 612 113	10 228 442	15 582 322	3 058 822	38 481 699
	61 211 090 \$	10 228 442 \$	15 582 322 \$	3 058 822 \$	90 080 676 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2014

15. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de Télé-Québec participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, le taux de cotisation de Télé-Québec pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE passe de 12,30 % à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, Télé-Québec doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de Télé-Québec, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice clos le 31 août 2014 s'élèvent à 1 292 535 \$ (2013 : 1 214 190 \$). Les obligations de Télé-Québec envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

16. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Télé-Québec s'est engagée par des baux à long terme échéant à diverses dates jusqu'en l'an 2019 pour des locaux et autres biens et services. Ces baux comportent, dans certains cas, une option de renouvellement variant de 1 à 15 ans.

La charge de loyer de l'exercice clos le 31 août 2014 concernant ces baux s'élève à 4 330 204 \$ (2013 : 4 444 234 \$).

Les paiements minimums futurs au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2015	5 090 705 \$
2016	4 628 007
2017	3 828 961
2018	3 700 678
2019	2 109 460
2020	159 750
	<hr/>
	19 517 561 \$
	<hr/>

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, Télé-Québec est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Télé-Québec n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

Les états financiers consolidés qui suivent ont été dressés par la direction de la Société des alcools du Québec (la Société) et approuvés par son conseil d'administration. La direction est responsable des données et des affirmations contenues dans ces états financiers consolidés et dans les autres sections du rapport annuel. Les états financiers consolidés ont été préparés selon les méthodes et les procédés établis par la direction, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), et reflètent les meilleurs jugements et estimations de la direction, basés sur l'information actuellement disponible.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de l'entreprise sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à son autorisation et, enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers consolidés exacts et ponctuels. De plus, le Service d'audit interne passe en revue, sur une base sélective, les processus comptables et les systèmes de gestion. Ses constatations et ses recommandations sont transmises à la direction, qui agit en conséquence. La direction reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires de la Société conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration de la Société a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses obligations relatives à la préparation d'états financiers consolidés et au contrôle financier de l'exploitation. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche au moyen de son comité d'audit, qui se compose uniquement d'administrateurs indépendants. Ce comité révisé périodiquement les états financiers consolidés et étudie également les rapports portant sur les méthodes comptables ainsi que sur les systèmes de contrôle interne. Les auditeurs indépendants externes peuvent, sans restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne leur audit.

Les états financiers consolidés ont été audités par le vérificateur général du Québec et par le cabinet Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Leur responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la fidélité des états financiers consolidés. Le rapport des auditeurs indépendants, qui figure ci-contre, précise la nature et l'étendue de leur audit et présente leur opinion à l'égard de ces états financiers consolidés.



Alain Brunet
Président et chef de la direction



Richard Genest
Vice-président et chef de la direction financière

Montréal, le 4 juin 2015

Rapport des auditeurs indépendants

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Société des alcools du Québec, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 28 mars 2015, l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société des alcools du Québec au 28 mars 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

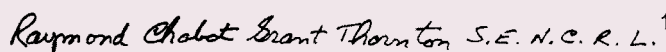
Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 28 mars 2015 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.



¹CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121855

Montréal, le 4 juin 2015

État consolidé du résultat global

Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens)

	2015	2014
VENTES (note 7)	3 006 277 \$	2 934 911 \$
COÛT DES PRODUITS VENDUS (note 7)	1 406 021	1 380 457
BÉNÉFICE BRUT (note 7)	1 600 256	1 554 454
Frais de vente et mise en marché et distribution	502 903	477 524
Frais d'administration	124 747	122 991
Revenus publicitaires, promotionnels et divers	(66 424)	(58 032)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 039 030	1 011 971
Charge de financement nette des produits de financement (note 9)	1 737	1 892
Dévaluation d'une participation dans une coentreprise (notes 10 et 11)	3 820	—
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (notes 10 et 11)	(217)	7 037
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 033 690	1 003 042
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement en résultat net :		
Réévaluation au titre des prestations définies du régime de retraite (note 19)	963	1 060
RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	1 032 727 \$	1 001 982 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions	Résultats nets non distribués	Autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
SOLDE AU 30 MARS 2013	30 000 \$	15 199 \$	(1 816)\$	43 383 \$
Résultat net de l'exercice	—	1 003 042	—	1 003 042
Autres éléments du résultat global (note 19)	—	—	(1 060)	(1 060)
Dividende	—	(1 003 042)	—	(1 003 042)
SOLDE AU 29 MARS 2014	30 000	15 199	(2 876)	42 323
Résultat net de l'exercice	—	1 033 690	—	1 033 690
Autres éléments du résultat global (note 19)	—	—	(963)	(963)
Dividende	—	(1 033 690)	—	(1 033 690)
SOLDE AU 28 MARS 2015	30 000 \$	15 199 \$	(3 839)\$	41 360 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Société des alcools du Québec (SAQ)

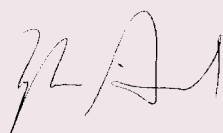
État consolidé de la situation financière

28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens)

	2015	2014
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	60 275 \$	39 692 \$
Comptes clients et autres débiteurs (note 12)	57 570	53 796
Stocks (note 13)	335 934	361 243
Dépôts et charges payées d'avance	7 267	18 508
	<u>461 046</u>	<u>473 239</u>
Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (notes 10 et 11)	430	213
Immobilisations corporelles (note 14)	205 170	217 087
Immobilisations incorporelles (note 15)	41 354	42 675
Actif net au titre des prestations définies du régime de retraite (note 19)	—	545
	<u>708 000 \$</u>	<u>733 759 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Emprunts (note 16)	— \$	104 980 \$
Comptes fournisseurs et autres charges à payer (note 17)	254 860	239 396
Taxes et droits gouvernementaux à payer	120 171	112 265
Provisions (note 18)	6 838	17 445
Dividende à payer	248 690	186 042
	<u>630 559</u>	<u>660 128</u>
Passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés (note 19)	35 829	31 308
Passif net au titre des prestations définies du régime de retraite (note 19)	252	—
	<u>666 640</u>	<u>691 436</u>
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions	30 000	30 000
Résultats nets non distribués	15 199	15 199
Autres éléments du résultat global	(3 839)	(2 876)
	<u>41 360</u>	<u>42 323</u>
	<u>708 000 \$</u>	<u>733 759 \$</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 4 juin 2015.



Sylvain Simard
Président du conseil d'administration



Johanne Brunet
Présidente du comité d'audit

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens)

	2015	2014
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat net	1 033 690 \$	1 003 042 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissements des immobilisations corporelles	23 942	24 118
Amortissements des immobilisations incorporelles	12 177	9 238
Perte sur cessions d'immobilisations corporelles	629	175
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	(217)	7 037
Dévaluation d'une participation dans une coentreprise	3 820	—
Montants repris pour provisions	(335)	(30)
Charge au titre des crédits de congés de maladie	6 520	1 818
Charge au titre du régime de retraite	963	986
Ajustements pour produits et charges d'intérêts	554	876
	<u>1 081 743</u>	<u>1 047 260</u>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 23)	48 143	20 167
Intérêts payés (note 9)	(839)	(1 315)
Intérêts perçus (note 9)	285	439
Prestations versées au titre du régime de crédits de congés de maladie cumulés	(1 999)	(2 434)
Capitalisation de l'obligation au titre de prestations définies du régime de retraite	(1 063)	(2 679)
Prestations versées au titre du régime de retraite	(66)	(65)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	<u>1 126 204</u>	<u>1 061 373</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Apport de capital dans une coentreprise (note 11)	(3 820)	—
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(12 956)	(17 556)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(13 287)	(13 143)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	464	33
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(29 599)</u>	<u>(30 666)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation nette des emprunts	(104 980)	14 495
Dividende payé	(971 042)	(1 058 446)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>(1 076 022)</u>	<u>(1 043 951)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	20 583	(13 244)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	39 692	52 936
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 23)	60 275 \$	39 692 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Société des alcools du Québec (SAQ)**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

1**Généralités, statuts et nature des activités**

La Société des alcools du Québec (la Société mère) est constituée en vertu de la Loi sur la Société des alcools du Québec (RLRQ, c. S-13). Son siège social est situé au 905, avenue De Lorimier, à Montréal, Québec, Canada. La Société mère et sa filiale (collectivement la Société) ont pour mandat de faire le commerce de boissons alcooliques. À titre de société d'État, la Société est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

2**Exercice financier**

L'exercice financier de la Société se termine le dernier samedi du mois de mars. Par conséquent, les exercices financiers clos les 28 mars 2015 et 29 mars 2014 comprennent 52 semaines d'exploitation chacun.

3**Principales méthodes comptables****Mode de présentation et déclaration de conformité**

Les présents états financiers consolidés ainsi que les notes afférentes ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Base d'évaluation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur, des provisions, du passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés et de l'actif ou passif au titre des prestations définies du régime de retraite, dont la base d'évaluation est divulguée dans les méthodes comptables.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société mère ainsi que ceux de sa filiale, 9268-2707 Québec inc., détenue en propriété exclusive. La filiale est établie au Québec et a pour objectif de détenir une participation dans TWIST Holding Company. La filiale est une entité dont la Société a le pouvoir de diriger les activités pertinentes. La date de clôture de la filiale est le dernier samedi du mois de mars de chaque année. Les opérations et les soldes résultant des transactions intersociétés ainsi que les gains et les pertes latents sur les opérations entre les sociétés sont éliminés lors de la consolidation. Les états financiers de la filiale sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est acquis jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Comptabilisation des produits

Les ventes de boissons alcooliques effectuées aux consommateurs, aux agences, aux titulaires de permis (incluant les établissements licenciés et les institutions), aux distributeurs autorisés (grossistes-épiciers) ainsi que les autres produits sont comptabilisés déduction faite des escomptes et retours, lorsque :

- la Société a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés;
- le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable; et
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société et que les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Pour la Société, ces critères de comptabilisation sont généralement rencontrés au moment de la livraison des biens et lorsque les services sont rendus.

La Société agit à titre d'intermédiaire en ce qui concerne les ventes de bières effectuées aux titulaires d'un permis de brasseur et aux titulaires d'un permis de distributeur de bière. Ces derniers vendent et livrent, dans la province de Québec, des bières fabriquées dans les autres provinces canadiennes ou à l'étranger par eux-mêmes ou par des sociétés qui leur sont liées. Ces produits doivent être achetés exclusivement de la Société, laquelle agit à titre d'intermédiaire entre les fournisseurs et les brasseurs et distributeurs de bière. Ces transactions de vente ne génèrent aucun bénéfice brut pour la Société, qui perçoit toutefois des frais de service comptabilisés au poste « Revenus publicitaires, promotionnels et divers » pour celles-ci.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés sur une base d'engagement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les programmes publicitaires et promotionnels en coopération avec les représentants des fournisseurs et les autres revenus sont comptabilisés séparément lorsqu'ils peuvent être évalués de façon fiable et lorsque les services sont rendus.

La Société vend des cartes-cadeaux aux points de vente et par l'intermédiaire de tiers sélectionnés. Aucun produit n'est comptabilisé au moment où les cartes-cadeaux sont vendues. Les produits sont comptabilisés en tant que vente de biens lorsque le client présente une carte-cadeau pour l'acquisition de produits. Jusqu'à ce moment, le produit de la vente de cartes-cadeaux est comptabilisé à titre de revenus reportés et inclus à la rubrique « Comptes fournisseurs et autres charges à payer ». La Société comptabilise également des produits lorsqu'il devient probable que le client n'exerce pas son droit d'échange. La valeur des cartes-cadeaux non échangées est évaluée selon les tendances historiques.

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)**Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence**

Les entités dont les activités économiques sont sous le contrôle conjoint de la Société mère et d'une tierce partie et dont les parties ont des droits sur les actifs nets (les coentreprises) sont initialement comptabilisées au coût, puis ultérieurement selon la méthode de la mise en équivalence.

La classification de ces entités à titre de coentreprises ou d'entreprises communes s'effectue sur la base des droits et obligations des parties prenantes aux partenariats. La Société mère n'est tenue envers ses coentreprises qu'à concurrence de son investissement initial dans chacune de celles-ci.

La valeur comptable des participations dans les coentreprises est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du résultat net et des autres éléments du résultat global (AÉRG) des coentreprises. Ces changements comprennent l'amortissement ou les dépréciations qui sont comptabilisées subséquentment relativement aux ajustements de la juste valeur des actifs ou des passifs.

La Société mère détient une participation de 50 % dans la Société d'investissement M.-S., société en commandite (S.E.C.) et, par l'entremise de sa filiale, une autre de 50 % dans la société TWIST, société en commandite (S.E.C.). La quote-part de la Société dans le résultat de ces coentreprises est présentée distinctement dans l'état consolidé du résultat global.

Comptabilisation des contreparties reçues ou à recevoir de fournisseurs

Les contreparties reçues ou à recevoir de fournisseurs sont considérées comme des ajustements de prix des produits des fournisseurs et, en conséquence, sont comptabilisées en réduction du coût des produits vendus et des stocks. Certaines exceptions s'appliquent lorsque les contreparties reçues ou à recevoir représentent des remboursements de coûts différentiels engagés par la Société pour vendre des produits des fournisseurs ou des paiements au titre de biens livrés ou de services fournis aux fournisseurs. Ces dernières contreparties reçues ou à recevoir des fournisseurs sont enregistrées, selon leur nature, en réduction des charges afférentes ou à titre d'autres produits.

Conversion des devises

Les états financiers consolidés annuels sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société, soit le dollar canadien, qui est aussi celle de la filiale et des coentreprises.

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière, tandis que les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis au taux en vigueur à la date d'origine des transactions. Les produits et les charges libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les stocks de fin et dans le coût des produits vendus.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés.

Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

En présence de compensation des actifs financiers et des passifs financiers, des droits et obligations sont présentés comme un montant net dans l'état consolidé de la situation financière uniquement lorsque la Société détient le droit juridiquement exécutoire de compenser et qu'elle a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les instruments financiers sont évalués à la juste valeur au moment de leur comptabilisation initiale, majorés ou diminués des coûts de transaction, à l'exception des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, qui sont évalués initialement à la juste valeur. Leur évaluation au cours des périodes subséquentes et la comptabilisation des variations de leur juste valeur dépendent de la catégorie dans laquelle ils sont classés.

La Société a effectué le classement suivant pour ses instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes clients et autres débiteurs et les dépôts sont classés dans les « Prêts et créances ». Ils sont évalués subséquemment au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins une provision pour perte de valeur, le cas échéant.
- Les instruments financiers dérivés sont classés dans les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net puisqu'ils sont détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués subséquemment à la juste valeur et les profits et pertes sont comptabilisés en résultat net.
- Les emprunts, les comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception des cartes-cadeaux en circulation et de la rémunération et avantages du personnel à payer), ainsi que le dividende à payer, sont classés dans les « Passifs financiers au coût amorti ». Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, pour tous les actifs financiers, sauf ceux comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, la Société détermine s'il existe un indice qu'un actif financier s'est déprécié. Les actifs financiers sont dépréciés lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur. Lorsqu'il y a une dépréciation, le montant comptabilisé de perte de valeur correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés.

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)**Dérivés**

La Société gère partiellement son risque de change sur les sorties de fonds prévues en devises au moyen de contrats de change à terme et d'autres instruments financiers dérivés. Ils sont évalués en fin de période à la juste valeur confirmée par le ministre des Finances du Québec et les variations de juste valeur sont reflétées dans l'état consolidé du résultat global. Toutefois, la Société ne documente pas la relation de couverture selon les IFRS et, par conséquent, ces instruments financiers dérivés ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture. Néanmoins, la Société estime que, du point de vue de l'exploitation et de la gestion des flux de trésorerie, ils lui permettent de réduire les effets négatifs éventuels d'une variation du dollar canadien sur le marché des changes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Hierarchie de la juste valeur des éléments financiers et non financiers

La Société a recours à la hiérarchie qui suit pour classer la juste valeur des éléments financiers et non financiers. Les trois niveaux de la hiérarchie reflètent l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations sur des données d'entrées observables utilisées pour l'évaluation.

niveau 1 : les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et

niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif concerné qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie est composée de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition ou qui sont rachetables en tout temps.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des stocks de boissons alcooliques comprend le coût d'acquisition, les frais de transport à l'achat, les droits d'accise et de douane afférents ainsi que les frais de livraison directs encourus pour rendre disponibles les produits aux différents points de vente. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations corporelles

Les terrains détenus à des fins administratives sont présentés à leur coût d'acquisition. Puisque aucune durée d'utilité définie ne peut être établie pour les terrains, ils ne sont pas amortis.

Les bâtisses, les améliorations locatives, le mobilier et équipement et le matériel roulant sont comptabilisés au coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur ultérieures.

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé lors de sa cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de l'utilisation continue de l'actif. Le profit ou la perte découlant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations corporelles, qui correspond à la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, est comptabilisé au poste « Revenus publicitaires, promotionnels et divers » à l'état consolidé du résultat global.

Ces actifs sont amortis, à compter de la date où ils sont prêts à être mis en service, c'est-à-dire dès qu'ils se trouvent à l'endroit et dans l'état nécessaires pour pouvoir les exploiter de la manière prévue par la direction, sur leur durée d'utilité attendue selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les valeurs résiduelles, les durées d'utilité et le mode d'amortissement sont réexaminés à chaque fin de période de présentation de l'information financière. Les périodes d'amortissement sont les suivantes :

Bâtisses :	
Structures et enveloppes des bâtisses	75 ans
Toitures et systèmes électromécaniques	20 ans
Aménagements intérieurs et extérieurs	10 et 15 ans
Améliorations locatives	5 à 15 ans
Mobilier et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	8 à 10 ans

L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les « Frais de vente et mise en marché et distribution » et les « Frais d'administration ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, composées de logiciels développés à l'interne et de licences de logiciels acquises, sont comptabilisées au coût, diminué des amortissements et des pertes de valeur ultérieures. Celui-ci comprend les frais directement liés à l'acquisition, à l'installation ou au développement de logiciels destinés à un usage interne. Les dépenses pour la phase de recherche d'un projet interne sont comptabilisées au résultat net de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Les coûts directement attribuables à la phase de développement de nouveaux logiciels sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles à condition qu'ils remplissent les exigences suivantes :

- l'achèvement de l'immobilisation incorporelle est techniquement faisable en vue de sa mise en service;
- la Société a l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service;
- la Société a la capacité de mettre en service l'immobilisation incorporelle;
- l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- il existe des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement de l'immobilisation incorporelle et la mettre en service; et
- les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement peuvent être évaluées de façon fiable.

Les dépenses de développement qui ne remplissent pas ces critères pour l'inscription à l'actif sont comptabilisées au résultat net de l'exercice au fur et à mesure qu'elles sont encourues.

Un élément des immobilisations incorporelles est décomptabilisé lors de sa cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de l'utilisation continue de l'actif. Le profit ou la perte découlant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations incorporelles, qui correspond à la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, est comptabilisé au poste « Revenus publicitaires, promotionnels et divers » à l'état consolidé du résultat global.

Ces actifs sont amortis, à compter de la date où ils sont prêts à être mis en service, c'est-à-dire dès qu'ils se trouvent à l'endroit et dans l'état nécessaires pour pouvoir les exploiter de la manière prévue par la direction, sur leur durée d'utilité attendue selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les valeurs résiduelles, les durées d'utilité et le mode d'amortissement sont réexaminés à chaque fin de période de présentation de l'information financière. Les périodes d'amortissement sont les suivantes :

Logiciels et licences acquis	3 à 5 ans
Logiciels développés à l'interne	3 à 10 ans

Les coûts se rapportant à la maintenance des logiciels, c'est-à-dire les sommes dépensées pour l'achat et l'installation de correctifs et de mises à niveau mineures, sont comptabilisés au résultat net de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est réparti entre les « Frais de vente et mise en marché et distribution » et les « Frais d'administration ».

Dépréciation des actifs à long terme

Aux fins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés aux niveaux les plus bas générant des entrées de trésorerie largement indépendantes (unités génératrices de trésorerie). Par conséquent, certains actifs sont soumis individuellement à un test de dépréciation tandis que d'autres sont testés au niveau de l'unité génératrice de trésorerie.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les participations dans des coentreprises sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société détermine s'il existe un indice qu'un actif à long terme ait subi une perte de valeur. En fin d'exercice, la Société effectue un test de dépréciation des immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, qu'il y ait eu indice de dépréciation ou non. Une perte de valeur égale au montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable est comptabilisée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction procède à une estimation des flux de trésorerie futurs provenant de chaque actif ou de chaque unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Les données utilisées pour les tests de dépréciation sont directement liées au budget le plus récent approuvé et ont été ajustées au besoin. Les facteurs d'actualisation sont établis individuellement pour chaque actif ou unité génératrice de trésorerie et reflètent leurs profils de risque respectifs déterminés par la direction.

Les pertes de valeur liées aux unités génératrices de trésorerie sont réparties au prorata des actifs de l'unité génératrice de trésorerie. Tous les actifs sont subséquemment réévalués afin de relever tout indice indiquant qu'une perte de valeur comptabilisée antérieurement puisse ne plus exister. Une reprise de valeur peut compenser une perte de valeur antérieure si la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède la valeur comptable jusqu'à concurrence du coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Actifs loués

Les contrats de location pour lesquels les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont conservés par le bailleur sont tous considérés comme des contrats de location simple.

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Tous ces frais sont comptabilisés dans les postes « Frais de vente, de mise en marché et de distribution » et « Frais d'administration ».

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt, s'il y a lieu, sont inscrits à l'actif, dans la mesure où ils sont directement attribuables à l'acquisition, à la production ou à la construction d'actifs qualifiés qui exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges durant la période au cours de laquelle ils sont encourus sous le poste « Charge de financement nette des produits de financement » à l'état consolidé du résultat global.

Taxes et droits gouvernementaux à payer

Les taxes et droits gouvernementaux à payer sont comptabilisés au montant exigé par les lois.

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Régimes d'avantages du personnel

Crédits de congés de maladie cumulés

La Société administre un régime non capitalisé de congés de maladie cumulés qui garantit à la plupart de ses employés le paiement de crédits de congés de maladie. Le coût des prestations futures au titre de paiement de crédits de congés de maladie gagnés par les employés de la Société qui participent au régime est établi par calculs actuariels, selon la méthode de répartition des prestations définies au prorata des années de service, et il est imputé aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par ces employés. Les calculs actuariels tiennent compte des hypothèses les plus probables établies par la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite et le taux d'utilisation des crédits de congés de maladie.

Le régime des crédits de congés de maladie cumulés est considéré comme un avantage à long terme plutôt que comme un avantage postérieur à l'emploi. Les écarts actuariels sont comptabilisés en charges immédiatement dans l'exercice courant.

La direction procède à une estimation annuelle de l'obligation au titre de crédits de congés de maladie cumulés avec le soutien d'actuaire indépendants en faisant une mise à jour du taux d'actualisation utilisé lors de la dernière évaluation actuarielle complète. Une nouvelle évaluation actuarielle complète est effectuée tous les trois ans. Si des événements ayant un effet significatif sur l'obligation au titre des crédits de congés de maladie surviennent, la direction procédera à une évaluation actuarielle complète. L'évaluation de l'obligation au titre d'avantage à long terme est fondée sur les taux standards d'inflation et les taux de mortalité. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux taux d'utilisation des congés de maladie et aux futures augmentations de salaire. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entreprises de haute qualité libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif connexe.

Régimes de retraite

Les employés de la Société participent à des régimes de retraite généraux et obligatoires, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), sont considérés par la Société comme des régimes à cotisations déterminées. En effet, les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. La part de l'employeur à ces régimes est comptabilisée en charge dans la période au cours de laquelle les services correspondants des employés sont reçus.

La Société administre également un régime de retraite supplémentaire pour la haute direction. Ce régime prend en compte le nombre d'années de service et la moyenne des trois salaires annuels les plus élevés durant la carrière de l'employé. Ce régime est à prestations définies et comporte également des garanties de versement de rentes à la retraite et de prestations au décès qui sont indexées annuellement. Le régime est capitalisé depuis l'exercice clos le 31 mars 2012.

La direction procède à une estimation annuelle de l'obligation au titre des prestations définies (OPD) du régime de retraite supplémentaire avec le soutien d'actuaire indépendants. Une évaluation actuarielle complète est effectuée chaque année. L'évaluation de l'OPD au titre d'avantage postérieur à l'emploi est fondée sur des méthodes et hypothèses actuarielles similaires à celles décrites pour le régime de congés de maladie cumulés en utilisant les taux spécifiques au régime supplémentaire de retraite de la haute direction.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Les réévaluations, qui comprennent les écarts actuariels relatifs aux obligations et le rendement des actifs du régime excluant le revenu d'intérêt, sont comptabilisées immédiatement dans les AÉRG et au cumul des AÉRG sans reclassement au résultat net. Le coût des services courants et passés ainsi que les intérêts nets sur l'actif net ou le passif net au titre des prestations définies du régime de retraite sont passés en charges dans les postes « Charge de financement nette des produits de financement » et « Frais d'administration ».

Les actifs et les passifs liés aux régimes d'avantages du personnel (crédits de congés de maladie cumulés et régime de retraite supplémentaire pour la haute direction) comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière correspondent à la valeur actuelle de l'OPD, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime à la date de la période de présentation de l'information financière.

Autres

De plus, la Société contribue à plusieurs régimes gouvernementaux pour les employés qui sont considérés comme des régimes à cotisations définies. La part de l'employeur à ces régimes est comptabilisée en charge dans la période au cours de laquelle les services correspondants des employés sont reçus.

Les avantages du personnel à court terme, notamment des droits aux vacances, sont des passifs à court terme compris dans « Comptes fournisseurs et autres charges à payer » évalués aux montants non actualisés que la Société s'attend à payer en raison des droits non utilisés.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque les obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, se traduiront probablement par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques de la Société et que les montants peuvent être estimés de manière fiable. Les provisions ne sont pas comptabilisées au titre des pertes opérationnelles futures. Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant sont incertains.

L'évaluation des provisions correspond aux dépenses estimées nécessaires à l'extinction de l'obligation actuelle, en fonction des éléments probants les plus fiables disponibles à la fin de la période de présentation de l'information financière, incluant les risques et les incertitudes liés à l'obligation actuelle. Les provisions sont actualisées lorsque la valeur temps de l'argent est significative.

Les provisions sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et ajustées pour refléter les meilleures estimations actuelles à cette date.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable ou de probabilité faible, aucun passif n'est comptabilisé.

Capitaux propres et dividende

Les capitaux propres comprennent le capital-actions, représentant la valeur nominale des actions émises, les résultats nets non distribués ainsi que les autres éléments du résultat global. Le dividende à payer à l'actionnaire est présenté séparément à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il a été approuvé avant la date de clôture.

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

4

Modifications des normes comptables

Au cours de l'exercice, la Société s'est conformée aux nouvelles normes IFRS publiées et révisées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada devant être obligatoirement appliquées pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2014 et dont l'application est rétrospective.

Instruments financiers : Présentation (modifications de l'IAS 32)

Les modifications d'IAS 32 concernant les compensations d'actifs financiers et de passifs financiers précisent qu'une entité a un droit juridiquement exécutoire de compensation si ce droit n'est pas conditionnel à un événement futur et s'il est exécutoire dans le cours normal des affaires en cas de défaut. Les modifications apportent également certaines précisions pour déterminer lorsqu'un mécanisme de règlement prévoit un règlement net ou un règlement brut équivalent à un règlement net. La Société a examiné ses ententes et a conclu que l'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante dans les états financiers consolidés de la Société.

Dépréciation d'actifs : Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers (modifications de l'IAS 36)

Au cours de l'élaboration de l'IFRS 13, l'IASB a décidé de modifier l'IAS 36 afin d'imposer une obligation d'information concernant la valeur recouvrable des actifs ou des unités génératrices de trésorerie dépréciés et d'exiger d'autres informations concernant l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs ou des unités génératrices de trésorerie dépréciés, dans le cas où cette valeur est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ces modifications ont pour but de préciser l'intention originale de l'IASB de restreindre l'étendue de ces obligations d'information à la valeur recouvrable des actifs ou des unités génératrices de trésorerie dépréciés fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRIC 21 Droits ou taxes

L'IFRIC 21 fournit une interprétation de l'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ». L'IAS 37 établit des critères aux fins de la comptabilisation d'un passif; l'un d'entre eux est que l'entité doit avoir une obligation actuelle résultant d'un événement passé, à savoir, « un fait générateur d'obligation ». L'interprétation précise que le fait générateur d'obligation qui crée un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu dans les dispositions légales réglementaires. L'interprétation apporte des indications quant à savoir comment elle doit être appliquée. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

5

Normes, modifications et interprétations futures

À la date d'autorisation pour publication des présents états financiers consolidés, de nouvelles normes, de nouvelles modifications et de nouvelles interprétations des normes existantes ont été publiées mais ne sont pas encore en vigueur. La Société ne les a pas adoptées de façon anticipée. Elle prévoit les adopter selon leur date d'entrée en vigueur.

L'information sur les nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont susceptibles d'être pertinentes pour les états financiers consolidés de la Société est fournie ci-après. D'autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées mais ne s'appliquent pas à la Société ou n'auront aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

5. Normes, modifications et interprétations futures (suite)

IFRS 9 Instruments financiers (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018)

En juillet 2014, l'IASB a publié une version complète et révisée de l'IFRS 9, qui remplacera intégralement l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » et l'IFRIC 9 « Réexamen de dérivés incorporés ». L'IFRS 9 introduit un modèle logique de classement et d'évaluation des actifs financiers, un modèle unique et prospectif de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes attendues et une approche remaniée de la comptabilité de couverture. La norme définitive a été publiée en février 2015. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des AÉRG, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, et ce, suivant le modèle économique utilisé par la Société pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue, mais lorsque la Société évalue un passif financier à la juste valeur, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit associé à ce passif doit être présentée dans les AÉRG plutôt qu'au résultat net.

La norme est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et doit être appliquée de façon rétroactive sauf dans certains cas, et l'application anticipée est permise en appliquant toutes les dispositions de la norme en même temps. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017)

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » qui remplacera l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations connexes. La norme prévoit cinq étapes à respecter pour comptabiliser un produit :

1. identification des contrats conclus avec le client;
2. identification des différentes obligations de prestation;
3. détermination du prix de transaction;
4. répartition du prix de transaction entre les obligations de prestation; et
5. comptabilisation des produits lorsque les obligations de prestation sont remplies ou à mesure qu'elles le sont.

Des informations devront également être fournies pour permettre aux utilisateurs de bien comprendre la nature, le montant, l'échéance, ainsi que le niveau d'incertitude relié aux produits et à leur encaissement. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

En avril 2015, l'IASB a voté pour la publication d'un exposé-sondage proposant de reporter la date d'entrée en vigueur de la norme aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La publication de l'exposé-sondage est prévue pour mai 2015.

IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 38 Immobilisations incorporelles (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016)

Des modifications de portée limitée ont été apportées à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles » afin d'établir le principe du mode d'amortissement comme étant le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif. L'objectif des modifications proposées est d'assurer que les préparateurs n'utilisent pas des modes de calcul fondés sur les produits pour calculer les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. En effet, un mode de calcul fondé sur les produits reflète la courbe des avantages économiques générés par l'actif plutôt que le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif. La norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. L'application est prospective et une adoption anticipée est autorisée. La Société ne prévoit pas adopter cette norme par anticipation, ni ne prévoit d'incidence sur ses états financiers consolidés.

6

Utilisation d'estimations comptables et de jugements critiques

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice.

Les estimations et leurs hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement, et l'incidence de toute modification est immédiatement comptabilisée. Ces estimations et leur hypothèses reposent sur l'expérience, la conjoncture économique et les tendances générales, ainsi que les conjectures à l'égard de l'issue probable de ces questions. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Des explications quant aux principaux jugements critiques, hypothèses et estimations comptables importants sont présentées ci-dessous :

Logiciels développés à l'interne et dépenses de recherche

La direction doit poser un jugement important pour distinguer l'étape de la recherche de celle du développement. Les coûts directement attribuables à la phase de développement sont comptabilisés en tant qu'actifs lorsque tous les critères sont respectés, tandis que les dépenses de recherche sont passées en charges au fur et à mesure qu'elles sont encourues.

La Société veille également à ce que les exigences permettant la comptabilisation des coûts directement attribuables à la phase de développement en tant qu'actifs continuent d'être respectées. Ce suivi est nécessaire puisque le développement d'un logiciel est incertain et peut être compromis par des problèmes techniques survenant après la comptabilisation.

Provisions

La classification de certaines provisions à court ou à long terme exige parfois que la direction fasse preuve de jugement pour déterminer le moment le plus probable de la sortie de fonds.

De plus, le jugement est utilisé afin de déterminer si un événement passé a engendré un passif qui devrait être comptabilisé aux états financiers consolidés en tant que provision ou s'il devrait être présenté comme un passif éventuel. Quantifier ces passifs implique jugements et estimations. Ces jugements sont basés sur plusieurs facteurs, tels que la nature de la réclamation ou du conflit, les procédures juridiques, le montant potentiel à payer, l'expérience antérieure et la probabilité de la réalisation d'une perte. Plusieurs de ces facteurs sont sources d'incertitude quant aux estimations.

Stocks

Le principal élément pour lequel la direction établit des estimations et formule des hypothèses concerne l'évaluation de la provision pour défectuosités ou désuétude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

6. Utilisation d'estimations comptables et de jugements critiques (suite)

Actif et passif au titre des avantages du personnel

Le passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés et l'actif net ou le passif net au titre des prestations définies du régime de retraite sont sujets à des incertitudes, particulièrement quant à l'estimation des taux d'actualisation, des taux d'utilisation des crédits de congés de maladie, des taux d'inflation et de mortalité, qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations au titre des prestations définies de la Société.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les incertitudes concernant ces estimations sont liées à l'obsolescence technique, qui pourrait modifier les durées d'utilité. Au 28 mars 2015, la direction a évalué que les durées d'utilité correspondaient à l'utilité attendue des actifs de la Société.

Perte de valeur

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement critique et souvent un certain nombre d'estimations comptables et d'interprétations. S'il existe un indice qu'un actif ou une unité génératrice de trésorerie a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement ou de l'unité génératrice de trésorerie doit être estimée.

Une perte de valeur égale au montant de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie qui excède la valeur recouvrable est comptabilisée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. La direction détermine la valeur d'utilité en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie.

Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements futurs.

Classement des instruments financiers

La direction de la Société exerce son jugement à l'égard de la classification des instruments financiers. Les instruments financiers sont classés dans l'une des catégories suivantes : actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, prêts et créances ou passifs financiers au coût amorti. Le classement détermine le traitement comptable de l'instrument. La Société établit le classement lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier, en fonction du but sous-jacent de cet instrument.

Classement des contrats de location

Les contrats de location en vertu desquels le bailleur conserve une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location simple. Les contrats de location-financement sont ceux dont le preneur acquiert une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété. La Société doit évaluer dans quelle mesure des risques et avantages à la propriété sont assumés par la Société ou le bailleur.

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

7

Ventes, coût des produits vendus et bénéfice brut

	2015			2014		
	Succursales et centres spécialisés	Grossistes- épiciers	Total	Succursales et centres spécialisés	Grossistes- épiciers	Total
Ventes	2 683 815 \$	322 462 \$	3 006 277 \$	2 621 913 \$	312 998 \$	2 934 911 \$
Coût des produits vendus	1 243 812	162 209	1 406 021	1 222 455	158 002	1 380 457
Bénéfice brut	1 440 003 \$	160 253 \$	1 600 256 \$	1 399 458 \$	154 996 \$	1 554 454 \$

Les ventes de la Société ne comprennent pas les ventes de bières effectuées aux titulaires d'un permis de brasseur et aux titulaires d'un permis de distributeur de bière, puisque la Société agit seulement en tant qu'intermédiaire entre les parties. Les ventes et le coût des produits vendus résultant de ces transactions se sont élevés à 245,2 millions de dollars pour l'exercice 2015 (242,6 millions de dollars pour l'exercice 2014).

8

Rémunération du personnel

Les charges comptabilisées au titre des avantages du personnel se détaillent comme suit :

	2015	2014
Frais de vente et mise en marché et distribution		
Salaires et autres avantages du personnel	250 667 \$	238 894 \$
Coûts des avantages sociaux et cotisations aux régimes de retraite	61 202	54 450
	311 869	293 344
Frais d'administration		
Salaires et autres avantages du personnel	63 380	63 125
Coûts des avantages sociaux et cotisations aux régimes de retraite	14 293	12 641
	77 673	75 766
	389 542 \$	369 110 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

9

Charge de financement nette des produits de financement

	2015	2014
Intérêts sur les emprunts contractés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, un organisme du gouvernement exerçant des opérations fiduciaires	461 \$	696 \$
Autres intérêts sur les emprunts à court terme	378	619
	839	1 315
Intérêts nets relatifs aux passifs et à l'actif découlant des régimes d'avantages du personnel	1 183	1 016
	2 022	2 331
Moins produits financiers :		
Produits d'intérêts sur les placements contractés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec au cours de l'exercice	(114)	(17)
Produits d'intérêts sur la trésorerie	(171)	(422)
	(285)	(439)
	1 737 \$	1 892 \$

10

Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence

La Société mère détient une participation de 50 % dans la Société d'investissement M.-S., S.E.C. Cette entreprise se veut un cybermarché interentreprises offrant une solution intégrée pour l'achat et la vente de vins. Cette entreprise est établie au Québec et sa date de fin d'exercice est le 31 mars.

Les montants globaux des quotes-parts dans M.-S., S.E.C. sont présentés ci-après :

	Total des actifs	Total des passifs	Produits	Charges
29 mars 2014	441 \$	228 \$	1 212 \$	1 050 \$
28 mars 2015	648 \$	218 \$	1 207 \$	990 \$

Par l'entremise de sa filiale, la Société détient une participation dans la coentreprise TWIST, S.E.C. Cette entreprise est établie au Québec et sa fin d'exercice est le 31 décembre. Les transactions du 1^{er} janvier au 31 mars ont été considérées. À la suite d'une transaction survenue le 19 septembre 2014, la quasi-totalité des actifs de cette coentreprise ont été cédés (note 11).

La Société n'a aucun passif éventuel et n'a pris aucun engagement relativement à ses coentreprises.

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

11

Disposition des participations de TWIST Holding Company

Le 19 septembre 2014, TWIST Holding Company, une filiale de TWIST, S.E.C., elle-même détenue par la filiale de la Société a conclu une entente afin de céder la totalité de ses participations dans ses entreprises à propriété exclusive. Ces participations incluaient notamment l'investissement dans JJ Buckley LLC. Afin de rencontrer les conditions minimales de l'acquéreur, la Société a assumé certains coûts au nom de sa filiale de l'ordre de 3,8 millions de dollars, qui sont considérés comme un apport de capital dans une coentreprise.

La valeur de la participation dans la coentreprise a été évaluée au moindre de sa valeur comptable et de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie, celle-ci étant nulle aux 28 mars 2015 et 29 mars 2014. Ainsi une perte de valeur de 3,8 millions de dollars a été comptabilisée dans le poste « Dévaluation d'une participation dans une coentreprise » à l'état consolidé du résultat global (7,3 millions de dollars dans le poste « Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, pour l'exercice 2014).

12

Comptes clients et autres débiteurs

	2015	2014
Grossistes-épiciers	25 139 \$	21 234 \$
Établissements licenciés, institutions et autres comptes commerciaux	32 949	36 083
Provision pour perte de crédit	(518)	(3 521)
	<u>57 570 \$</u>	<u>53 796 \$</u>

13

Stocks

	2015	2014
Boissons alcooliques ⁽¹⁾	332 886 \$	358 085 \$
Fournitures diverses	3 048	3 158
	<u>335 934 \$</u>	<u>361 243 \$</u>

(1) Le montant des stocks de boissons alcooliques comptabilisé en charge correspond au coût des produits vendus.

Aucun stock n'a été donné en nantissement de passifs.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

14

Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtisses	Améliorations locatives	Mobilier et équipement	Matériel roulant	Total ⁽¹⁾
Coût						
Solde au 30 mars 2013	28 532 \$	142 196 \$	60 194 \$	139 738 \$	20 047 \$	390 707 \$
Acquisitions	–	6 333	2 530	6 789	2 142	17 794
Sorties	–	–	(3 079)	(6 050)	(707)	(9 836)
Transferts	–	19	(719)	694	–	(6)
Solde au 29 mars 2014	28 532	148 548	58 926	141 171	21 482	398 659
Acquisitions	–	3 190	2 224	4 694	2 965	13 073
Sorties	(135)	(643)	(6 459)	(6 760)	(1 370)	(15 367)
Transferts	–	–	138	(93)	–	45
Solde au 28 mars 2015	28 397 \$	151 095 \$	54 829 \$	139 012 \$	23 077 \$	396 410 \$
Amortissements cumulés						
Solde au 30 mars 2013	– \$	23 261 \$	38 953 \$	91 938 \$	12 930 \$	167 082 \$
Amortissements	–	8 753	3 447	10 610	1 308	24 118
Sorties	–	1	(3 041)	(5 881)	(707)	(9 628)
Solde au 29 mars 2014	–	32 015	39 359	96 667	13 531	181 572
Amortissements	–	8 520	3 558	10 308	1 556	23 942
Sorties	–	(191)	(6 230)	(6 483)	(1 370)	(14 274)
Solde au 28 mars 2015	– \$	40 344 \$	36 687 \$	100 492 \$	13 717 \$	191 240 \$
Valeur comptable nette						
Solde au 29 mars 2014	28 532 \$	116 533 \$	19 567 \$	44 504 \$	7 951 \$	217 087 \$
Solde au 28 mars 2015	28 397 \$	110 751 \$	18 142 \$	38 520 \$	9 360 \$	205 170 \$

(1) Des immobilisations corporelles, d'une valeur capitalisée de 3,9 millions de dollars, étaient en voie de réalisation au 28 mars 2015 (6,7 millions de dollars au 29 mars 2014) et ne sont pas amorties. Ces projets sont constitués principalement de travaux de réaménagement des infrastructures physiques et d'installation d'équipement.

L'amortissement des immobilisations corporelles a été réparti comme suit dans l'état consolidé du résultat global :

	2015	2014
Frais de vente et mise en marché et distribution	18 951 \$	19 021 \$
Frais d'administration	4 991	5 097
	23 942 \$	24 118 \$

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

15

Immobilisations incorporelles

	Logiciels et licences acquis	Logiciels développés à l'interne	Total ⁽¹⁾
Coût			
Solde au 30 mars 2013	14 566 \$	144 124 \$	158 690 \$
Acquisitions	4 057	11 680	15 737
Sorties	(342)	(245)	(587)
Transferts	1 001	(995)	6
Solde au 29 mars 2014	19 282	154 564	173 846
Acquisitions	2 401	8 500	10 901
Sorties	(515)	(21 791)	(22 306)
Transferts	7	(52)	(45)
Solde au 28 mars 2015	21 175 \$	141 221 \$	162 396 \$
Amortissements cumulés			
Solde au 30 mars 2013	9 978 \$	112 542 \$	122 520 \$
Amortissements	1 524	7 714	9 238
Sorties	(342)	(245)	(587)
Solde au 29 mars 2014	11 160	120 011	131 171
Amortissements	2 133	10 044	12 177
Sorties	(515)	(21 791)	(22 306)
Solde au 28 mars 2015	12 778 \$	108 264 \$	121 042 \$
Valeur comptable nette			
Solde au 29 mars 2014	8 122 \$	34 553 \$	42 675 \$
Solde au 28 mars 2015	8 397 \$	32 957 \$	41 354 \$

(1) Des immobilisations incorporelles, d'une valeur capitalisée de 6,2 millions de dollars, étaient en voie de réalisation au 28 mars 2015 (5,0 millions de dollars au 29 mars 2014) et ne sont pas amorties. Ces projets sont constitués principalement des coûts de développement de logiciels à l'interne et de logiciels et de licences acquis.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a été réparti comme suit dans l'état consolidé du résultat global :

	2015	2014
Frais de vente et mise en marché et distribution	1 638 \$	1 507 \$
Frais d'administration	10 539	7 731
	12 177 \$	9 238 \$

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

16

Emprunts

	2015	2014
Emprunts	– \$	104 980 \$

Au 28 mars 2015, la Société n'était redevable d'aucun emprunt, alors qu'au 29 mars 2014 le solde des emprunts était composé de 3 emprunts, dont 2 auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, un organisme du gouvernement exerçant des opérations fiduciaires exclu du périmètre comptable du gouvernement du Québec à des taux variant de 1,01 % à 1,02 % et venant à échéance à 7 jours ou moins.

La Société dispose d'une facilité de crédit bancaire de 300,0 millions de dollars autorisée et entièrement disponible aux 28 mars 2015 et 29 mars 2014. Ce crédit est disponible sous forme de découverts bancaires portant intérêt au taux préférentiel ou sous forme d'avances portant intérêt à un taux fixe correspondant au coût des fonds de l'institution financière plus une marge à être déterminée. Ce crédit est remboursable sur demande.

17

Comptes fournisseurs et autres charges à payer

	2015	2014
Comptes fournisseurs et autres charges à payer	164 059 \$	158 715 \$
Cartes-cadeaux en circulation	17 786	18 106
Rémunération et avantages du personnel à payer	73 015	62 575
	<u>254 860 \$</u>	<u>239 396 \$</u>

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

18

Provisions et passifs éventuels

Provisions

Toutes les provisions sont considérées à court terme. Les valeurs comptables des provisions se détaillent comme suit :

		Programmes municipaux de collecte sélective	Total
	Litiges		
Valeur comptable au 30 mars 2013	3 021 \$	4 819 \$	7 840 \$
Augmentation des provisions	3 895	9 103	12 998
Montants repris	(30)	—	(30)
Montants payés	(2 213)	(1 150)	(3 363)
Valeur comptable au 29 mars 2014	4 673	12 772	17 445
Augmentation des provisions	1 213	10 577	11 790
Montants repris	(335)	—	(335)
Montants payés	(914)	(21 148)	(22 062)
Valeur comptable au 28 mars 2015	4 637 \$	2 201 \$	6 838 \$

La provision pour litiges, imputée dans les « Frais d'administration », est reliée à l'application de la Loi sur l'équité salariale et à son maintien, ainsi qu'à un montant découlant de l'impact potentiel de divergences entre la Société et ses employés quant à l'interprétation de certaines conditions de travail. Des sommes liées à certains litiges seront versées au cours de l'exercice financier 2015-2016.

La provision pour contribution aux programmes municipaux de collecte sélective, incluse dans les « Frais de vente et mise en marché et distribution », est composée principalement des coûts nets estimés des programmes municipaux de collecte sélective à être assumés par la Société, en tenant compte des rapports de bouteilles vendues, jumelés à une estimation des taux applicables aux contenants de la Société.

Risques environnementaux

Les activités de la Société sont assujetties à des lois, règlements et directives sur l'environnement adoptés par les autorités gouvernementales. La direction considère que les risques environnementaux sont gérés adéquatement et qu'aucun passif actuel ou probable n'existe à leur égard à l'exception de la provision pour les programmes municipaux de collecte sélective mentionnée ci-haut.

Passifs éventuels

Dans le cours normal de son exploitation, la Société fait face à des réclamations et poursuites diverses, principalement en dommages-intérêts, qui totalisent près de 3,3 millions de dollars. La direction de la Société conteste ces poursuites judiciaires et s'oppose donc à donner suite aux réclamations qui en découlent. Aucune provision n'est comptabilisée dans les livres de la Société relativement à ces éventualités car, selon la direction, leur dénouement n'aura aucun effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

19

Actif et passif au titre des avantages du personnel

Régimes généraux et obligatoires

Au 1^{er} janvier 2015, le taux pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) est demeuré à 14,38 %. Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE au 1^{er} janvier 2014 et au 1^{er} janvier 2015 de 5,73 % de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour les années civiles 2014 et 2015.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice 2015 s'élèvent à 26,1 millions de dollars (21,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 29 mars 2014) et sont comptabilisées dans les postes « Frais de vente et mise en marché et distribution » et « Frais d'administration » à l'état consolidé du résultat global. Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses obligations à titre d'employeur.

Crédits de congés de maladie cumulés et régime de retraite à prestations définies

Afin de déterminer l'obligation au titre des prestations définies du régime de retraite, à la date de clôture, les hypothèses actuarielles suivantes ont été utilisées :

	Régime de crédits de congés de maladie cumulés (Avantage à long terme)		Régime de retraite supplémentaire de la haute direction (Avantage postérieur à l'emploi)	
	2015	2014	2015	2014
Taux d'actualisation	3,00 %	3,75 %	3,75 %	4,50 %
Taux de croissance de la rémunération	3,00 %	3,00 %	3,50 %	3,50 %
Taux d'utilisation des crédits de congés de maladie selon le groupe d'employés	de 50 % à 75 %	de 50 % à 75 %	—	—
Espérance de vie moyenne :				
Homme, âgé de 65 ans à la date de la période de présentation de l'information financière			89,4	89,4
Femme, âgée de 65 ans à la date de la période de présentation de l'information financière			90,3	90,3
Homme, âgé de 45 ans à la date de la période de présentation de l'information financière			88,7	88,9
Femme, âgée de 45 ans à la date de la période de présentation de l'information financière			90,1	90,1

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

19. Actif et passif au titre des avantages du personnel (suite)

Ces hypothèses ont été élaborées par la direction en tenant compte des conseils d'évaluateurs actuariels indépendants. Ces hypothèses ont également mené aux montants déterminés comme obligation au titre des prestations définies de la Société de la période de présentation de l'information financière et elles devraient être considérées comme la meilleure estimation de la direction. Toutefois, les résultats réels pourraient être différents. Il existe des incertitudes, particulièrement quant à l'estimation des taux d'actualisation et des taux d'utilisation des crédits de congés de maladie, qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures de l'obligation au titre des prestations définies de la Société.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le plus susceptible d'avoir un impact important sur l'état de la situation financière et le résultat global.

Crédits de congés de maladie cumulés

Le coût des prestations futures au titre de paiement de crédits de congés de maladie est établi en fonction du taux de rendement du marché des obligations d'entreprises de haute qualité dont les flux de trésorerie correspondent à l'échelonnement et au versement des prestations prévues au régime. Une diminution du rendement du marché d'obligations d'entreprises de haute qualité fera augmenter l'obligation.

Régime de retraite supplémentaire de la haute direction

La valeur actualisée de l'OPD est calculée au moyen du taux d'actualisation déterminé par référence au rendement du marché des obligations d'entreprises de haute qualité. La durée estimée des obligations d'entreprises de haute qualité est similaire à la durée estimée de l'OPD. Une diminution du rendement du marché d'obligations d'entreprises de haute qualité fera augmenter l'OPD, bien que, selon les attentes, cette augmentation sera partiellement contrebalancée par une augmentation de la juste valeur des actifs du régime.

Achat de rentes

Le régime a procédé à l'achat de rentes au cours de l'exercice se terminant le 28 mars 2015, entraînant ainsi une liquidation. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies qui fut réglée au moyen d'achats de rentes prescrites s'élevait à 2,4 millions de dollars (1,3 million de dollars au cours de l'exercice clos le 29 mars 2014) et le paiement effectué par la convention de retraite fut de 2,9 millions de dollars (1,8 million de dollars au cours de l'exercice clos le 29 mars 2014). La perte résultant de la liquidation s'établit donc à 0,5 million de dollars et a été reconnue immédiatement au résultat net (0,5 million de dollars au cours de l'exercice clos le 29 mars 2014).

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

19. Actif et passif au titre des avantages du personnel (suite)

Les actifs et les obligations au titre des prestations définies de la Société peuvent être rapprochés des montants présentés dans l'état consolidé de la situation financière de la façon suivante :

	Régime de crédits de congés de maladie cumulés (Avantage à long terme)		Régime de retraite supplémentaire de la haute direction (Avantage postérieur à l'emploi)	
	2015	2014	2015	2014
Rapprochement des obligations				
au titre des prestations définies				
Obligations au titre des prestations définies au début	31 308 \$	31 924 \$	9 118 \$	9 194 \$
Coût de l'employeur pour le service courant	2 449	3 066	429	517
Montants payés au titre d'une liquidation	—	—	(2 930)	(1 816)
Prestations versées	(1 999)	(2 434)	(237)	(79)
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies	1 236	1 098	378	351
Pertes sur liquidation	—	—	537	518
Pertes actuarielles – expérience du régime	—	158	539	362
Pertes (gains) actuarielles – hypothèses financières	2 768	(2 072)	807	(781)
Pertes (gains) actuarielles – hypothèses démographiques	67	(432)	(25)	852
Obligations au titre des prestations définies à la fin	35 829 \$	31 308 \$	8 616 \$	9 118 \$
Rapprochement de la juste valeur				
des actifs du régime				
Actifs du régime au début			9 663 \$	9 041 \$
Capitalisation de l'obligation par l'employeur			1 063	2 679
Montants payés au titre d'une liquidation			(2 930)	(1 816)
Prestations versées			(171)	(14)
Frais administratifs			(50)	(33)
Intérêts sur les actifs du régime			431	433
Rendement sur les actifs du régime en excédent des montants reconnus dans les intérêts nets			358	(627)
Actifs du régime à la fin			8 364 \$	9 663 \$
Les actifs du régime supplémentaire de la haute direction se détaillent comme suit :				
Titres à revenu fixe			3 244 \$	4 192 \$
Impôt remboursable			5 120	5 471
			8 364 \$	9 663 \$
Rapprochement de l'actif (passif) net				
au titre des prestations définies				
Obligations au titre des prestations définies			(8 616)\$	(9 118) \$
Juste valeur des actifs du régime			8 364	9 663
Actif (passif) net au titre des prestations définies à la fin			(252)\$	545 \$

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

19. Actif et passif au titre des avantages du personnel (suite)

	Régime de retraite supplémentaire de la haute direction (Avantage postérieur à l'emploi)	
	2015	2014
Charges comptabilisées en résultat net		
Coût de l'employeur pour le service courant	429 \$	517 \$
Perte résultant d'une liquidation	537	518
Frais administratifs payés	50	33
Intérêts nets	(53)	(82)
Charges comptabilisées en résultat net	963 \$	986 \$

Les montants comptabilisés aux AÉRG au titre de l'OPD se détaillent comme suit :

	Régime de retraite supplémentaire de la haute direction (Avantage postérieur à l'emploi)	
	2015	2014
Charges comptabilisées aux AÉRG		
Pertes actuarielles nettes sur l'obligation au titre de l'OPD du régime de retraite	1 321 \$	433 \$
Rendement des actifs (excluant les montants compris dans les intérêts nets)	(358)	627
Charges comptabilisées en résultat AÉRG	963 \$	1 060 \$

Les charges comptabilisées aux AÉRG sont comprises dans les éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net.

La meilleure estimation des cotisations que la Société juge devoir verser au régime de retraite supplémentaire de la haute direction pendant la période annuelle qui commence après l'actuelle période de présentation de l'information financière est de 1,3 million de dollars.

La durée de l'OPD du régime de retraite supplémentaire au 28 mars 2015 est de 17,7 années (16,1 années au 29 mars 2014).

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

19. Actif et passif au titre des avantages du personnel (suite)

L'hypothèse actuarielle importante pour la détermination de l'obligation au titre du régime de congés de maladie cumulés et de l'OPD du régime de retraite est le taux d'actualisation. Le calcul de l'obligation de chacun des régimes respectifs est sensible à cette hypothèse. Le tableau suivant résume l'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de 1 % du taux d'actualisation sur l'obligation.

Modification de l'hypothèse actuarielle importante – Taux d'actualisation	2015		2014	
	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des congés de maladie	(3 538)\$	4 258 \$	(2 954)\$	3 542 \$
Augmentation (diminution) de l'OPD du régime de retraite	(1 340)\$	1 726 \$	(1 311)\$	1 662 \$

La valeur actuelle de l'obligation au titre du régime de congés de maladie et l'OPD du régime de retraite sont calculées, dans les analyses de sensibilité, selon la même méthode que pour le calcul de ces obligations dans l'état de la situation financière. Les analyses de sensibilité sont fondées sur la modification d'une seule hypothèse. L'analyse peut ne pas être représentative de la modification actuelle de l'obligation au titre du régime de congés de maladie et l'OPD du régime de retraite, puisqu'il est peu probable que la modification liée aux hypothèses survienne de façon isolée, car certaines des hypothèses peuvent être corrélées.

20

Capitaux propres

Capital-actions

La Société mère est une compagnie à fonds social dont les actions font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances du Québec. Le capital-actions autorisé de la Société mère se compose de 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune qui sont émises et payées.

Résultats nets non distribués

En vertu de la Loi sur la Société des alcools du Québec, le dividende déclaré par la Société est fixé par le ministre des Finances du Québec. Le ministre déclare annuellement le montant égal au résultat net établi conformément aux IFRS, jusqu'à concurrence du montant maximal qui n'entame pas le capital de la Société. Il détermine également les modalités de paiement. Le dividende déclaré est déduit des capitaux propres de l'exercice pour lequel il a été déclaré.

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

21

Gestion du capital

Le capital de la Société comprend les capitaux propres, le dividende à payer et les emprunts. La Société gère son capital de façon à répondre aux exigences de son actionnaire, à assurer la protection de ses fonds en tout temps et à soutenir sa croissance. Elle maintient un cadre de gestion rigoureux afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive.

La Société assume l'entière responsabilité du financement de ses activités. En cours d'exercice, elle verse le dividende à son actionnaire sous forme d'avances périodiques. En raison de ce mode de distribution du résultat net, la Société doit recourir à des sources de financement externes. Pour ce faire, la Société est autorisée par le gouvernement du Québec et son conseil d'administration à effectuer des emprunts à court terme jusqu'à concurrence d'un montant total non remboursé de 400,0 millions de dollars. Cette limite a été respectée au cours de chaque période de présentation de l'information financière.

La Société n'est assujettie à aucune autre exigence concernant le recours à des sources de financement externes.

La structure de capital, telle que définie par la Société, s'établit comme suit :

	2015	2014
Capitaux propres	41 360 \$	42 323 \$
Dividende à payer	248 690	186 042
Emprunts	—	104 980
	290 050 \$	333 345 \$

22

Engagements et charges locatives

En vertu de contrats de location simple, la Société s'est engagée à payer un montant total de 399,0 millions de dollars pour la location de succursales (380,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 29 mars 2014). Les versements des prochains exercices se chiffrent à :

	2015	2014
Un an au plus	57 327 \$	53 942 \$
Plus de un an mais à cinq ans au plus	178 974 \$	174 441 \$
Plus de cinq ans	162 713 \$	151 839 \$

Généralement, les contrats de location simple prévoient une clause permettant à la Société de renouveler l'entente pour une période de temps additionnelle aux mêmes clauses et conditions, sauf le loyer, sujet à négociation. La Société peut se prévaloir de cette option de renouvellement dans les délais stipulés avant la date d'expiration de l'entente. Les charges locatives de succursales incluses dans les « Frais de vente et mise en marché et distribution » totalisent 53,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 28 mars 2015 (52,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 29 mars 2014).

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

23

Informations sur le tableau consolidé des flux de trésorerie

	2015	2014
La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement se détaille ainsi :		
Comptes clients et autres débiteurs	(3 774)\$	6 778 \$
Stocks	25 309	(16 584)
Dépôts et charges payées d'avance	11 241	15 899
Comptes fournisseurs et autres charges à payer	18 068	906
Taxes et droits gouvernementaux à payer	7 906	3 533
Provisions	(10 607)	9 635
	<u>48 143 \$</u>	<u>20 167 \$</u>
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie :		
Acquisitions des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles financées par les comptes fournisseurs et autres charges à payer	3 078 \$	5 347 \$

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend au 28 mars 2015 un placement temporaire de 25,5 millions de dollars, auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, portant intérêt à un taux de 0,75 % et venant à échéance le 30 mars 2015 (aucun placement temporaire au 29 mars 2014).

24

Juste valeur des actifs et passifs financiers

La juste valeur des instruments financiers qui viennent à échéance à court terme est présumée correspondre à leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, les comptes clients et autres débiteurs, les dépôts, les emprunts, les comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception de la rémunération et avantages du personnel à payer) ainsi que le dividende à payer.

La juste valeur du contrat de change à terme détenu aux 28 mars 2015 et 29 mars 2014 était sensiblement égale à la valeur du contrat et incluse dans les « Comptes fournisseurs et autres charges à payer ». Cette juste valeur est obtenue par des données de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

25

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui découlent de ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. Les objectifs poursuivis visent à garantir activement les flux de trésorerie à court terme et à moyen terme de la Société en réduisant l'exposition aux risques financiers.

La Société ne conclut pas de contrats ou d'ententes visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risques financiers

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les placements temporaires ainsi que les emprunts et les sommes prélevées sur les facilités de crédit bancaire, contractés sur une base quotidienne, exposent la Société au risque de flux de trésorerie associé aux fluctuations des taux d'intérêt puisqu'ils portent intérêt à taux variable. Pour l'exercice clos le 28 mars 2015, le solde moyen de ces passifs financiers correspond à un emprunt moyen net de 57,2 millions de dollars (114,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 29 mars 2014). Les passifs financiers ont porté intérêt à des taux variant de 0,8 % à 3,0 % en 2015 (1,0 % à 3,0 % en 2014) et ont comporté des échéances variant de 1 à 8 jours en 2015 (1 à 10 jours en 2014).

Une variation de 1 % dans les taux d'intérêt pour les instruments à taux variable n'aurait pas eu un impact important sur les résultats consolidés et les capitaux propres de la Société.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change de la Société provient principalement d'achats faits en euros et en dollars américains. Le risque de change est le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Afin de limiter les impacts sur le résultat net dus à la variation du dollar canadien par rapport à l'euro, la Société a recours à des contrats de change à terme. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

Au 28 mars 2015, les comptes fournisseurs libellés en devises étrangères totalisent 13,1 millions de dollars (8,4 millions d'euros et 1,4 million de dollars américains). Au 29 mars 2014, ils étaient de 16,5 millions de dollars (9,7 millions d'euros et 1,8 million de dollars américains).

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

25. Gestion des risques découlant des instruments financiers (suite)

Au cours de l'exercice, les achats de devises en dollars canadiens s'établissent comme suit :

	2015	2014
Euro	220 914 \$	254 245 \$
Dollar américain	35 269	32 609
Autres devises	1 925	2 707
	258 108 \$	289 561 \$

La Société négocie des contrats de change à terme visant à couvrir partiellement le risque de change auquel elle est exposée, en vertu desquels elle est tenue d'acheter des montants précis de devises, principalement en euros, à des taux de change déterminés à l'avance.

Bien que l'exposition au cours de change varie durant l'exercice en fonction du volume des opérations réalisées à l'étranger, la Société évalue qu'une variation de 1 % dans le taux de change n'aurait pas eu un impact important sur les résultats consolidés et les capitaux propres.

Au 28 mars 2015, la Société a conclu un contrat à terme de moins de 12 mois libellé en euros débutant le 30 mars 2015. Le montant du contrat se chiffre à 6,8 millions de dollars (5,0 millions d'euros) et le cours à terme est de 1,3681. Au 29 mars 2014, la Société avait conclu un contrat à terme de moins de 12 mois libellé en euros qui débutait le 31 mars 2014. Le montant du contrat se chiffrait à 8,7 millions de dollars (5,6 millions d'euros) et le cours à terme était de 1,5455.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une perte survienne en raison du manquement d'un tiers à respecter ses obligations. En général, la valeur comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière de la Société au titre des actifs financiers exposés au risque de crédit, déduction faite des provisions pour pertes de crédit ou de valeur, constitue le montant maximal qui est exposé au risque de crédit.

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

25. Gestion des risques découlant des instruments financiers (suite)

La Société considère que son exposition au risque de crédit lié aux ventes de boissons alcooliques et d'autres biens et services est limitée en raison de la diversité de sa clientèle et du nombre élevé de ses clients. Pour certains clients, la Société exige des garanties accessoires. La politique de la Société consiste à soumettre certains clients à une procédure de vérification de crédit. De plus, le solde des comptes clients et autres débiteurs est géré et analysé de façon continue et, par conséquent, l'exposition de la Société aux pertes de créances n'est pas importante.

Certains comptes clients et autres débiteurs non dépréciés sont en souffrance à la date de clôture. Le tableau suivant présente l'âge des comptes clients et autres débiteurs en souffrance et la provision pour perte de crédit afférente. La provision est établie en fonction de l'âge des comptes et du statut des dossiers des clients.

	2015	2014
En souffrance :		
30 jours et moins	10 060 \$	8 598 \$
Plus de 30 jours	2 609	4 426
	12 669	13 024
Non en souffrance	45 419	44 293
	58 088	57 317
Provision pour perte de crédit pour comptes en souffrance	(518)	(3 521)
	57 570 \$	53 796 \$

La perte de crédit sur comptes clients et autres débiteurs est présentée dans les « Frais d'administration ».

L'évolution de la provision pour perte de crédit pour comptes en souffrance se détaille comme suit :

	2015	2014
Solde au début	3 521 \$	620 \$
Reprise de provision	(214)	(283)
Radiation de créances	(3 061)	50
Perte de valeur comptabilisée	272	3 134
Solde à la fin	518 \$	3 521 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

25. Gestion des risques découlant des instruments financiers (suite)

Pour réduire son exposition au risque de crédit, la Société effectue le placement de ses liquidités auprès d'institutions financières qu'elle considère comme contreparties solvables. La Société effectue un suivi et une évaluation continus des changements possibles de statut de ses parties contractantes ainsi que de leur solvabilité.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à ses passifs financiers. La Société est exposée à ce risque principalement par ses emprunts, ses comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception des cartes-cadeaux en circulation et de la rémunération et avantages du personnel à payer) et le dividende à payer.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts de montants autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour s'acquitter de ses obligations.

L'exposition de la Société à ce risque est réduite par un volume important de fonds générés par l'exploitation, par son niveau d'encaisse, par son niveau de comptes clients récupérables, par des sources de financement préautorisées et par la gestion des emprunts à court terme à taux variables. La Société considère qu'elle est en mesure d'honorer à brève échéance les passifs financiers.

Les échéances des passifs financiers non dérivés se détaillent comme suit :

	2015		2014	
	À 6 mois au plus	À plus de 6 mois	À 6 mois au plus	À plus de 6 mois
Emprunts	– \$	– \$	104 980 \$	– \$
Comptes fournisseurs et autres charges à payer	156 560	7 499	148 571	10 177
Dividende à payer	248 690	–	186 042	–
	405 250 \$	7 499 \$	439 593 \$	10 177 \$

26

Opérations entre parties liées

La Société est liée à tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part de ce dernier. Les autres parties liées de la Société comprennent ses coentreprises et les principaux dirigeants de la Société.

Société des alcools du Québec (SAQ)

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Exercice clos le 28 mars 2015
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

26. Opérations entre parties liées (suite)

Entités contrôlées par le gouvernement du Québec

Sans avoir effectué de collecte de renseignements qui aurait représenté des coûts importants, la Société juge qu'elle n'a conclu aucune opération commerciale individuellement ou collectivement significative avec ses parties liées. Ainsi, la Société se prévaut de l'exemption de l'IAS 24.25 concernant les obligations en matière d'informations à fournir en ce qui a trait aux transactions et soldes, y compris les engagements, avec les parties liées à une autorité publique dont elle est sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable. Ces renseignements n'apporteraient aucune valeur ajoutée aux états financiers consolidés annuels.

Principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction et les vice-présidents qui composent le comité de direction.

Le tableau suivant présente la charge de rémunération des principaux dirigeants :

	2015	2014
Salaires et avantages à court terme	2 790 \$	3 557 \$
Indemnités de fin de contrat de travail	876	301
Avantages postérieurs à l'emploi	472	555
	4 138 \$	4 413 \$

Coentreprise

Les détails des transactions et soldes entre la Société et sa coentreprise, Société d'investissement M.-S., S.E.C., sont présentés ci-dessous :

	2015	2014
Transactions		
Achats de produits et services, autres charges et avances	2 337 \$	2 352 \$
Soldes des comptes		
Comptes fournisseurs et autres charges à payer	38 \$	17 \$

27

Reclassement

Au cours du présent exercice, la Société a revu la répartition des gains et pertes actuariels entre ses différentes fonctions. Ce reclassement a eu pour effet d'augmenter de 2,1 millions de dollars les « Frais de vente et mise en marché et distribution » (réduire de 1,6 million de dollars pour 2014) et de réduire d'autant les « Frais d'administration » (augmenter de 1,6 million de dollars pour 2014).

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société des établissements de plein air du Québec (Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation incluant les estimations et les jugements importants basés sur l'information actuellement disponible. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). La Société a dressé ses états financiers en se conformant à l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013. Les renseignements financiers contenus dans le reste du présent rapport annuel concordent avec l'information présentée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction s'est dotée d'un système comptable et d'un système de contrôle interne, conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

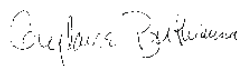
La Société reconnaît par ailleurs qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport d'audit expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Raymond Desjardins
Président-directeur général



Guylaine Berthiaume, CPA, CA
Vice-présidente à l'administration et aux finances

Québec, le 5 juin 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société des établissements de plein air du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société des établissements de plein air du Québec n'a pas comptabilisé, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation aux Normes internationales d'information financière (IFRS) qui prévoient la comptabilisation des subventions lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société se conformera aux conditions attachées aux subventions et que les subventions seront reçues. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société des établissements de plein air du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société des établissements de plein air du Québec respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS) :

	Augmentation (Diminution) En milliers de dollars	
	2015	2014
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	100 526	77 349
Subventions reportées	97 418	75 237
Résultats non distribués	3 108	2 112
État du résultat global		
Subventions	996	(406)
Virement de subventions reportées	—	(9)
Résultat net et résultat global	996	(415)

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société des établissements de plein air du Québec au 31 mars 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société des établissements de plein air du Québec au 31 mars 2015 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 3 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 5 juin 2015

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (en milliers de dollars canadiens)	2015	2014
PRODUITS		
Pêche et villégiature	36 869	36 512
Chasse	17 990	17 930
Restauration, boutiques et dépanneurs	15 373	15 539
Autres activités de plein air	25 497	23 391
Concessions et divers	4 568	4 133
Intérêts	1 024	1 146
Subventions	6 477	5 818
Virement de subventions reportées (note 6)	9 738	8 007
Honoraires de gestion	20 081	20 936
	137 617	133 412
CHARGES		
Salaires et avantages sociaux	63 035	62 983
Entretien et énergie	19 981	18 785
Frais généraux et administratifs (note 7)	10 867	13 194
Produits de revente	8 944	9 027
Frais de vente et marketing (note 8)	6 569	6 883
Amortissement	19 739	18 106
Perte nette sur disposition d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 451	91
Charge d'intérêts	2 749	2 660
	133 335	131 729
RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL	4 282	1 683

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	Capital-actions	Résultats non distribués	Total
Pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (en milliers de dollars canadiens)			
Solde au 1^{er} avril 2013	80 409	(7 205)	73 204
Émission de capital-actions	2 954	—	2 954
Résultat net et résultat global	—	1 683	1 683
Solde au 31 mars 2014	83 363	(5 522)	77 841
Émission de capital-actions (note 11)	1 193	—	1 193
Résultat net et résultat global	—	4 282	4 282
Solde au 31 mars 2015	84 556	(1 240)	83 316

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (en milliers de dollars canadiens)	2015	2014
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net et résultat global	4 282	1 683
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	19 739	18 106
Perte nette sur disposition d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 451	91
Virement de subventions reportées	(9 738)	(8 007)
Variation de la provision pour congés de maladie et vacances	125	(18)
Ajustements pour produits et charges d'intérêts	1 783	1 508
Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonds de roulement (note 9)	(2 751)	3 536
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	14 891	16 899
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Avance à une société liée (note 10)	4 670	3 754
Intérêts reçus	1 013	1 097
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 9)	(44 602)	(34 206)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	943	84
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(2 299)	(1 108)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(40 275)	(30 379)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation nette des emprunts à court terme	20 572	13 283
Remboursements d'emprunts à long terme	(10 789)	(8 218)
Produits reçus d'emprunts à long terme	9 649	—
Subventions aux immobilisations corporelles encaissées	9 800	7 306
Émission de capital-actions (note 11)	1 193	2 954
Intérêts payés	(2 796)	(2 605)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	27 629	12 720
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	2 245	(760)
TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 240	2 000
TRÉSORERIE À LA FIN	3 485	1 240

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2015 (en milliers de dollars canadiens)	2015	2014
ACTIFS		
Actif courant		
Trésorerie	3 485	1 240
Créances	5 296	4 847
Stocks	2 757	2 573
Frais payés d'avance	1 349	1 819
Avance à une société liée (note 10)	35 679	40 349
À recevoir du gouvernement du Québec	1 399	7
Actifs classés comme détenus en vue de la vente (note 12)	1 572	268
Total de l'actif courant	51 537	51 103
Actif non courant		
Immobilisations corporelles (note 12)	257 145	235 110
Immobilisations incorporelles (note 13)	3 578	2 132
	312 260	288 345
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
Passif courant		
Comptes à payer et frais courus	13 000	13 735
Honoraires de gestion reportés	—	543
Subventions perçues d'avance	196	216
Dépôts de clients et produits reportés	19 111	18 992
Emprunts (note 14)	58 790	38 218
Provision pour congés de maladie et vacances (note 15)	4 900	4 867
Total du passif courant	95 997	76 571
Passif non courant		
Provision pour congés de maladie et vacances (note 15)	1 184	1 092
Emprunts (note 14)	76 707	77 847
Subventions reportées (note 6)	55 056	54 994
Total du passif	228 944	210 504
Capitaux propres		
Capital-actions (note 11)	84 556	83 363
Résultats non distribués	(1 240)	(5 522)
Total des capitaux propres	83 316	77 841
	312 260	288 345

Engagements (note 17)

Éventualités (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :



M. Daniel Deslauriers



M. Raymond Desjardins

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2015 (en dollars canadiens)

1 – STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société a été créée par la *Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec* (RLRQ, chapitre S-13.01). Son siège social est situé au 2640, boulevard Laurier, bureau 1300, à Québec, dans la province de Québec, au Canada. Elle a pour objet d'administrer, d'exploiter et de développer, seule ou avec d'autres, les équipements, les immeubles ou les territoires à vocation récréative ou touristique qui lui sont transférés en vertu de sa loi constitutive; de concevoir, de construire, d'administrer, d'exploiter et de développer, seule ou avec d'autres, tout autre équipement, immeuble ou territoire à vocation récréative ou touristique.

En raison de sa loi constitutive, toutes les actions de la Société sont attribuées au ministre des Finances; la Société n'est donc pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2 – DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASE D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers annuels sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et publiées dans la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité.

Les présents états financiers annuels ont été approuvés par le conseil d'administration le 5 juin 2015.

Les présents états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des provisions pour congés de maladie et vacances présentés à l'état de la situation financière.

3 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables significatives ayant servi à la préparation des présents états financiers sont présentées ci-après :

a) Participation dans un partenariat

La Société comptabilise sa participation dans une entreprise commune selon sa quote-part de chacun des actifs, passifs, produits et charges de celle-ci, en fonction des intérêts qu'elle détient dans l'entreprise commune, car selon la structure de partenariat établie, les deux parties exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise, et chacune a des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

b) Comptabilisation des produits

Les produits tirés de la prestation de services reliés à la pêche, à la villégiature, à la chasse et aux autres activités de plein air sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

La Société comptabilise les produits tirés de la vente de restauration, boutiques, dépanneurs, concessions et divers lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés au client.

Les subventions proviennent du gouvernement du Québec et sont constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles et autorisées par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, et lorsque les dépenses connexes sont engagées.

Les honoraires de gestion proviennent du gouvernement du Québec et d'une société liée pour assumer la gestion de l'offre des activités et des services dans les parcs nationaux et à l'Aquarium du Québec et sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis selon la substance de l'accord concerné.

c) Trésorerie

La trésorerie est constituée des fonds de caisse et des montants déposés auprès de banques.

d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

e) Immobilisations corporelles, incorporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au coût, y compris les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif, moins l'amortissement cumulé et les pertes de valeur, le cas échéant. Les coûts ultérieurs sont incorporés à la valeur comptable de l'actif lorsqu'ils peuvent être évalués de façon fiable et dans la mesure où il est probable que les avantages économiques futurs devant être obtenus iront à la Société.

La Société ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en ses composantes significatives et amortit séparément chacune de ces parties.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Terrains et territoires à vocation récréative ou touristique	non amortis
Bâtiments et infrastructures	entre 4 % et 14 %
Matériel roulant, mobilier, équipements et améliorations locatives	entre 6 % et 33 %

Les immobilisations incorporelles, composées de licences, de logiciels, d'applications et d'investissements relatifs au site Web, ont une durée d'utilité déterminée et sont amorties selon la méthode linéaire à des taux de 10 % et 20 %.

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues chaque année et ajustées au besoin.

Un élément des immobilisations corporelles ou incorporelles est décomptabilisé lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de l'utilisation continue de l'actif. Le profit ou la perte découlant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations corporelles ou incorporelles, qui correspond à la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, est comptabilisé en résultat net sous la rubrique : Perte nette sur disposition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

f) Dépréciation des actifs à long terme

À la fin de chaque période, la Société détermine s'il existe un indice qu'un actif à long terme ait subi une perte de valeur. Si un tel indice existe, la Société détermine la valeur recouvrable de cet actif qui correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (soit la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) concerné). Une perte de valeur égale au montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable est comptabilisée. Aux fins de la détermination de leurs valeurs recouvrables, les actifs doivent être pris individuellement. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel les entrées de trésorerie sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

g) Subventions reportées

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisées à titre de subventions reportées. Elles sont comptabilisées au résultat net sur la base de l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

h) Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Société participent à des régimes de retraite généraux et obligatoires, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes à prestations définies comportent des garanties à la retraite ou au décès. Les risques liés à ces régimes sont partagés par plusieurs entités soumises à un contrôle commun, soit celui du gouvernement du Québec.

La comptabilité des régimes à cotisations définies est appliquée à ces régimes, car les obligations de la Société se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

i) Provision pour congés de maladie

La provision pour congés de maladie est constituée des jours accumulés au cours de l'exercice et qui, majoritairement, seront remboursables à 50 % s'ils ne sont pas utilisés au cours du prochain exercice. La portion courante représente la portion de la provision dont la direction de la Société s'attend à ce qu'elle soit réglée moins d'un an après la clôture de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

Ces montants ne sont donc pas indexés ni actualisés.

La portion de la provision pour congés de maladie dont la direction de la Société s'attend à ce qu'elle soit réglée plus d'un an après la clôture de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants représente un avantage du personnel à long terme.

Une provision pour congés de maladie est également constituée pour des banques pour lesquelles il n'y a plus d'accumulation de journées et qui seront, dans la plupart des cas, écoulées en totalité au moment de la retraite de l'employé. Cette provision représente un avantage du personnel à long terme.

Les provisions découlant d'avantages du personnel à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés, sont évaluées sur une base actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées, et des évaluations actuarielles sont effectuées à la fin de chaque période annuelle de présentation de l'information financière. Le coût des prestations futures est imputé au résultat net au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés. Les intérêts nets sont également imputés au résultat net de l'exercice. Puisque le régime des congés de maladie cumulés est considéré comme un autre avantage à long terme, les écarts de réévaluation sont comptabilisés au résultat net immédiatement dans l'exercice courant.

j) Provision pour vacances

Les obligations découlant des congés de vacances dus aux employés de la Société sont comptabilisées à titre de passif. La charge annuelle est comptabilisée selon les avantages gagnés par les employés au cours de l'exercice. Les vacances seront prises majoritairement dans l'exercice suivant celui au cours duquel elles font l'objet de la provision et ne sont donc pas indexées ni actualisées.

k) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

La Société a effectué le classement suivant pour ses instruments financiers :

Trésorerie	Prêts et créances
Créances	Prêts et créances
Avance à une société liée	Prêts et créances
À recevoir du gouvernement du Québec	Prêts et créances
Comptes à payer et frais courus	Passifs comptabilisés au coût amorti
Emprunts	Passifs comptabilisés au coût amorti

Les actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti sont évalués à la juste valeur au moment de leur constatation initiale, majorés ou diminués des coûts de transaction.

Les instruments financiers classés dans les « Prêts et créances » sont évalués subséquemment au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins une provision pour perte de valeur, le cas échéant.

Les instruments financiers classés dans les « Passifs comptabilisés au coût amorti » sont évalués subséquemment au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti font l'objet d'un suivi afin d'établir s'il existe une indication de dépréciation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Un actif financier est considéré comme déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif, et qu'il en résulte une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier.

Une indication objective de dépréciation peut inclure, de la part du débiteur :

- des difficultés financières importantes; ou
- une rupture de contrat, telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal; ou
- la probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière; ou
- la dégradation importante de la qualité du crédit.

Pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti, le montant de la perte de valeur est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier.

4 – MODIFICATIONS DE NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS**Nouvelles normes appliquées au cours de l'exercice**

La Société a appliqué au cours de l'exercice les IFRS nouvelles et révisées suivantes.

Modification de l'IAS 32, *Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers*

Ces modifications donnent des précisions sur les exigences en matière de compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. En particulier, elles précisent le sens des expressions « a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compensation » et « réalisation et règlement simultanés ».

La Société a adopté les modifications à l'IAS 32 le 1^{er} avril 2014, mais ceci n'a eu aucune incidence sur ses états financiers.

Modification de l'IAS 36, *Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers*

Les modifications d'IAS 36 éliminent l'exigence de présentation de la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle un *goodwill* ou une autre immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée a été attribué lorsque l'UGT n'a fait l'objet d'aucune perte de valeur ou reprise de perte de valeur. En outre, les modifications prévoient des exigences de présentation d'informations additionnelles applicables lorsque la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est évaluée à la juste

valeur diminuée des coûts de sortie. Ces nouvelles informations à fournir comprennent la hiérarchie de la juste valeur, les principales hypothèses et les techniques d'évaluation utilisées, conformément aux informations à fournir qui sont prévues par IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 36 le 1^{er} avril 2014, et ce de façon rétrospective. L'adoption des modifications de l'IAS 36 n'a eu aucune incidence sur ses états financiers.

IFRIC 21, Droits ou taxes

La Société a appliqué l'IFRIC 21, *Droits ou taxes* pour la première fois au cours de l'exercice considéré. IFRIC 21 donne des précisions sur le moment où il faut comptabiliser un passif relatif au paiement d'un droit ou d'une taxe imposés par une autorité publique. L'interprétation contient une définition d'un droit ou d'une taxe et précise que le fait générateur d'obligation qui crée le passif relatif au paiement d'un droit ou d'une taxe est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu dans les dispositions légales ou réglementaires. L'interprétation fournit des indications sur la manière dont les différents accords liés aux droits et aux taxes doivent être comptabilisés et précise que ni la nécessité économique, ni le principe de continuité d'exploitation pour la préparation des états financiers, ne signifient qu'une entité a une obligation actuelle de s'acquitter du droit ou de la taxe qui sera exigible du fait de l'exercice d'une activité au cours d'une période future.

La Société a adopté l'IFRIC 21 le 1^{er} avril 2014, mais ceci n'a eu aucune incidence sur ses états financiers.

Nouvelles normes publiées, mais non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation pour publication des présents états financiers annuels, de nouvelles normes, amendements et interprétations des normes existantes ont été publiés, mais ne sont pas encore en vigueur. La Société ne les a pas adoptés de façon anticipée. Elle prévoit les adopter selon leur date d'entrée en vigueur.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a terminé son projet sur les instruments financiers en publiant un amendement à la norme IFRS 9, intitulée *Instruments financiers*, qui remplace les dispositions de la norme IAS 39, intitulée *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Tel qu'amendé, la norme IFRS 9 apporte une approche logique pour la classification des actifs financiers, qui repose sur les caractéristiques des flux de trésorerie et du modèle d'affaires dans lequel un actif est classé. Cette approche simple fondée sur des principes remplace la méthode existante fondée sur des règles, qui est généralement considérée complexe et difficile à appliquer. La nouvelle approche découle également d'un modèle de dépréciation sur les pertes attendues qui s'applique à tous les instruments financiers, éliminant ainsi la source de complexité associée aux exigences comptables précédentes.

La norme IFRS 9 sera en vigueur pour les exercices annuels commençant le ou après le 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise.

La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société.

Modification de l'IFRS 10 et de l'IAS 28, Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et sa coentreprise ou son entreprise associée

Les modifications indiquent qu'à la vente ou à l'apport d'actifs à une coentreprise ou à une entreprise associée, ou encore lorsque le contrôle conjoint ou une influence notable est conservé dans le cadre d'une transaction concernant une entreprise associée ou une coentreprise, la mesure dans laquelle le profit ou la perte est comptabilisé dépend du fait que les actifs ou la filiale constituent une entreprise ou non, au sens de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Lorsque les actifs ou la filiale constituent une entreprise, le profit ou la perte est comptabilisé en entier; dans le cas contraire, la quote-part de l'entité dans le profit ou la perte est éliminée.

Les modifications à l'IFRS 10 et à l'IAS 28 s'appliqueront de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette modification aura sur les états financiers de la Société.

Modification de l'IFRS 11, Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes

Les modifications de l'IFRS 11 fournissent des indications sur la façon de comptabiliser l'acquisition d'une entreprise commune qui constitue une entreprise au sens de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Plus particulièrement, elles indiquent que les principes pertinents de comptabilisation des regroupements d'entreprises établis dans IFRS 3 et dans d'autres normes doivent être appliqués. Les mêmes dispositions doivent être appliquées à la formation d'une entreprise commune si et seulement si l'apport de l'un des coparticipants au moment de la formation de l'entreprise commune consiste en une entreprise existante.

Un coparticipant doit également présenter les informations pertinentes sur les regroupements d'entreprises qui sont exigées par IFRS 3 et par d'autres normes.

Les modifications à l'IFRS 11 s'appliqueront de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette modification aura sur les états financiers de la Société.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

La norme, publiée en mai 2014, énonce un modèle global unique que les entités doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplacera, lors de son entrée en vigueur, les normes actuelles sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et l'IAS 11, *Contrats de construction* et les interprétations connexes.

Selon le principe de base de l'IFRS 15, une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer quand les biens ou services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services.

Selon IFRS 15, une entité comptabilise les produits des activités ordinaires lorsqu'une obligation de prestation est remplie (ou à mesure qu'elle est remplie), c'est-à-dire lorsque le contrôle des biens ou des services sous-jacents visés par cette obligation de prestation est transféré au client. IFRS 15 contient des dispositions beaucoup plus prescriptives pour traiter de cas spécifiques. De plus, la norme contient des obligations d'information étendues.

Actuellement, la norme IFRS 15 sera en vigueur pour les exercices annuels commençant le ou après le 1^{er} janvier 2017. Toutefois, en avril 2015, l'IASB a voté pour la publication d'un exposé-sondage proposant de reporter la date d'entrée en vigueur de la norme aux exercices annuels commençant le ou après le 1^{er} janvier 2018. L'exposé-sondage a été publié en mai 2015.

La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société.

Modification de l'IAS 16 et de l'IAS 38, *Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables*

Les modifications de l'IAS 16 interdisent aux entités d'utiliser la méthode fondée sur les produits pour l'amortissement des immobilisations corporelles. Les modifications de l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle les produits ne constituent pas une base appropriée pour l'amortissement d'une immobilisation incorporelle. Cette présomption peut être réfutée uniquement dans les deux cas suivants :

1. l'immobilisation incorporelle est exprimée selon une mesure des produits;
2. il peut être démontré qu'il existe une forte corrélation entre les produits et la consommation des avantages économiques liés à l'immobilisation incorporelle.

Les modifications s'appliqueront de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

À l'heure actuelle, la Société utilise l'amortissement linéaire pour les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles. La direction de la Société est d'avis que l'amortissement linéaire est la méthode la plus appropriée pour refléter la consommation des avantages économiques inhérents aux actifs respectifs et ne prévoit donc pas que l'application de ces modifications à l'IAS 16 et à l'IAS 38 ait une incidence significative sur les états financiers de la Société.

Modifications de l'IAS 19: *Régimes à prestations définies : Cotisations des membres du personnel*

En novembre 2013, l'IASB a publié des modifications à portée limitée de l'IAS 19, *Avantages du personnel*, intitulées *Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel* (modifications de l'IAS 19). Ces modifications à portée limitée s'appliquent aux cotisations versées par des membres du personnel ou des tiers à un régime de prestations définies. Elles visent à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de service, par exemple les cotisations des membres du personnel qui correspondent à un pourcentage fixe du salaire. Ces modifications seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que ces modifications auront sur les états financiers de la Société.

5 – UTILISATION D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENTS

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux IFRS, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers.

Les estimations et jugements qui suivent sont ceux qui ont été faits par la direction et qui ont une incidence importante sur les états financiers de la Société. Les estimations sont fondées sur l'expérience passée, s'il y a lieu, ainsi que sur diverses autres hypothèses jugées raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels pourraient être différents des estimations.

Les estimations et les jugements que la direction considère comme critiques sont les suivantes :

i. Durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles

La durée d'utilité et la valeur résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles de la Société sont établies par la direction au moment de leur acquisition, et sont par la suite réexaminées chaque année. La durée d'utilité repose sur l'expérience historique concernant des biens similaires, ainsi que sur la prévision d'événements futurs. La direction se sert également de son jugement pour déterminer les composantes importantes. Une composante ou une partie d'immobilisation corporelle est jugée importante si ses coûts répartis sont significatifs comparativement au coût total du bien en question. De plus, pour définir les parties d'un bien, la Société doit déterminer celles qui présentent des durées d'utilité ou des rythmes de consommation distincts.

ii. Provision pour congés de maladie

La portion non courante de la provision pour congés de maladie est évaluée sur une base actuarielle selon une méthode d'estimation simplifiée. Les prévisions actuarielles tiennent compte de l'âge moyen des salariés, du régime de retraite auquel ils contribuent, de leur salaire, et du nombre moyen d'heures de maladie non utilisées dans les banques de journées de maladie à la fin de l'exercice et du taux d'actualisation utilisé. Le montant total de la charge pour congés de maladie peut donc varier en fonction de changements dans les variables utilisées dans le calcul de la provision pour congés de maladie.

iii. Provision pour vacances

Le calcul de la provision pour vacances est établi en multipliant, pour chaque employé, le nombre d'heures de vacances qu'il a accumulé par son taux horaire de rémunération à la fin de la période. Le total des vacances réellement payées peut varier du montant calculé en fonction de différents facteurs : l'augmentation des salaires, le départ ou l'arrivée d'employés, le report autorisé d'une partie des vacances. Les employés de la Société doivent normalement prendre leurs vacances chaque année.

iv. Instruments financiers

La direction exerce son jugement à l'égard de la classification des instruments financiers. Les instruments financiers sont classés dans l'une des catégories suivantes : actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente ou passifs financiers. Le classement détermine le traitement comptable de l'instrument. La direction établit le classement lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier, en fonction du but sous-jacent de cet instrument.

6 – SUBVENTIONS REPORTÉES

(en milliers de dollars)	2015	2014
Solde au début	54 994	55 695
Nouvelles subventions	9 800	7 306
Virements au résultat net	(9 738)	(8 007)
Solde à la fin	55 056	54 994

La Société a reçu des subventions liées à des actifs pour lesquelles les travaux ne sont pas encore réalisés en fin d'exercice, totalisant un montant de 1 929 000 \$ (2014 : 671 000 \$).

7 – FRAIS GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

Les « frais généraux et administratifs » comprennent notamment les frais suivants : honoraires professionnels, frais du personnel, communications, frais informatiques et administratifs, fournitures, dépenses reliées aux immeubles et terrains ainsi que des frais divers.

8 – FRAIS DE VENTE ET MARKETING

Les « frais de vente et marketing » comprennent des frais de vente tels que des frais de cartes de crédit ainsi que de la publicité.

9 – INFORMATION SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonds de roulement se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	2015	2014
Créances	(449)	412
Stocks	(184)	(160)
Frais payés d'avance	470	(95)
À recevoir du gouvernement du Québec	(1 392)	31
Comptes à payer et frais courus	(752)	2 647
Honoraires de gestion reportés	(543)	(601)
Subventions perçues d'avance	(20)	52
Dépôts de clients et produits reportés	119	1 250
	(2 751)	3 536

Les acquisitions d'immobilisations corporelles d'une somme de 44 602 000 \$ (2014 : 34 206 000 \$) comprennent des variations de frais courus de (17 000 \$) (2014 : 1 209 000 \$).

10 – OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En plus des opérations déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées selon la même base que si les parties n'étaient pas liées, la Société est liée à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

En date du 3 mai 2006, la Société a signé une convention avec la Société des parcs de sciences naturelles du Québec (SPSNQ), contrôlée par le gouvernement du Québec, selon laquelle, elle s'est vu confier le mandat de gérer et d'administrer l'Aquarium du Québec et de coordonner le plan de fermeture du Jardin zoologique du Québec. Au cours de l'exercice, la SPSNQ a remboursé à la Société une somme nette de 4 670 000 \$ (2014 : 3 754 000 \$), portant le solde de l'avance à une société liée à 35 679 000 \$ au 31 mars 2015 (2014 : 40 349 000 \$). La somme due à la Société a porté intérêt au taux moyen de 2,44 % (2014 : taux moyen de 2,44 %), est garantie par le gouvernement du Québec et est sans modalité de remboursement. Au cours de l'exercice, la Société a inscrit un produit d'intérêts de 1 013 000 \$ (2014 : 1 097 000 \$). De plus, la Société a comptabilisé un produit d'honoraires de gestion de 5 119 000 \$ (2014 : 4 563 000 \$).

Par ailleurs, le 15 janvier 2014, le gouvernement du Québec a adopté un décret autorisant d'une part, la résiliation de la convention emphytéotique des immeubles du Jardin zoologique du Québec signée en mars 2002 et d'autres parts, le transfert de la propriété constituant le terrain central de l'ancien Jardin zoologique du Québec (lot 3 859 789) ainsi que les bâtisses et les biens meubles ayant servi à son exploitation, à la Société.

La Société s'est aussi vu céder, par le ministère des Transports, la propriété des lots 1 046 472, 1 046 479, 3 859 787 et 4 657 385 du cadastre du Québec avec les bâtisses et les biens meubles qui s'y trouvent faisant partie de l'ancien site du Jardin zoologique. Ces transferts ont pris effet le 4 avril 2014 pour un montant symbolique de 1 \$, montant pour lequel la Société a comptabilisé la transaction dans ses états financiers.

Pour une période de cinq ans, la Société devra coordonner la mise en valeur du terrain central afin de développer son potentiel récréatif, touristique, culturel ou éducatif permettant ainsi de maintenir le caractère public du site et d'entraîner des retombées pour la région. Quant aux autres lots cédés, la Société aura la possibilité de vendre ces actifs afin de financer son mandat de mise en valeur.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent le président et directeur général, les vice-présidents et les autres membres de l'équipe de direction de la Société. Le tableau suivant représente la charge de rémunération des principaux dirigeants :

(en milliers de dollars)	2015	2014
Rémunération du personnel à court terme	1 196	1 163
Cotisations au fonds de pension	145	127
	1 341	1 290

La Société n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec des parties liées autres que celles déjà divulguées ci-dessus et dans les états financiers.

11 – CAPITAL-ACTIONS

(en milliers de dollars)	2015	2014
Autorisé		
D'après sa loi constitutive, la Société est autorisée à émettre, au ministre des Finances, 1 100 000 actions ordinaires, avec droit de vote, d'une valeur nominale de 100 \$		
Émis		
268 617 actions en paiement de transferts d'actifs	26 862	26 862
576 944 actions (2014 : 565 014) payées comptant	57 694	56 501
	84 556	83 363

Le 17 novembre 2014, la Société a émis au ministre des Finances 11 930 actions ordinaires pour une considération monétaire de 1 193 000 \$ (2014 : 29 547 actions ordinaires pour une considération monétaire de 2 954 700 \$).

12 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers de dollars)	Terrains	Territoires à vocation récréative ou touristique	Bâtiments et infrastructures	Matériel roulant	Mobilier, équipements et améliorations locatives	Total 31 mars 2015
Coût						
Solde au 1 ^{er} avril 2014	3 274	13 817	315 580	22 170	33 749	388 590
Acquisitions	1	32	36 509	3 114	4 963	44 619
Dispositions	—	—	(2 577)	(1 442)	(86)	(4 105)
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	—	(1 572)	—	—	—	(1 572)
Solde à la fin	3 275	12 277	349 512	23 842	38 626	427 532
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} avril 2014	—	—	119 021	14 843	19 616	153 480
Amortissement	—	—	13 362	2 627	3 407	19 396
Dispositions	—	—	(1 385)	(1 034)	(70)	(2 489)
Solde à la fin	—	—	130 998	16 436	22 953	170 387
Valeur comptable nette 31 mars 2015	3 275	12 277	218 514	7 406	15 673	257 145

(en milliers de dollars)	Terrains	Territoires à vocation récréative ou touristique	Bâtiments et infrastructures	Matériel roulant	Mobilier, équipements et améliorations locatives	Total 31 mars 2014
Coût						
Solde au 1 ^{er} avril 2013	2 483	13 817	291 141	20 647	29 764	357 852
Acquisitions	791	—	25 194	2 101	4 911	32 997
Dispositions	—	—	(102)	(578)	(19)	(699)
Transfert aux immobilisations incorporelles	—	—	—	—	(896)	(896)
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	—	—	(653)	—	(11)	(664)
Solde à la fin	3 274	13 817	315 580	22 170	33 749	388 590
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} avril 2013	—	—	107 127	12 570	16 951	136 648
Amortissement	—	—	12 347	2 709	2 803	17 859
Dispositions	—	—	(68)	(436)	(20)	(524)
Transfert aux immobilisations incorporelles	—	—	—	—	(107)	(107)
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	—	—	(385)	—	(11)	(396)
Solde à la fin	—	—	119 021	14 843	19 616	153 480
Valeur comptable nette 31 mars 2014	3 274	13 817	196 559	7 327	14 133	235 110

Des immobilisations corporelles ayant une valeur comptable nette de 1 572 000 \$ (2014 : 268 000 \$) ont été reclassées comme actifs classés comme détenus en vue de la vente au 31 mars 2015 en raison de leur cession prochaine. De ce montant, des terrains à vocation récréative et touristique ayant une valeur comptable nette de 1 549 000 \$ ont été vendus le 14 mai 2015.

Des immobilisations corporelles classées sous les rubriques bâtiments et infrastructures, matériel roulant et mobilier, équipements et améliorations locatives, représentant respectivement 21 989 000 \$, 104 000 \$ et 2 199 000 \$ (2014 : 11 541 000 \$, 256 000 \$ et 1 519 000 \$), n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas prêtes à être mises en service en fin d'exercice.

13 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers de dollars)	Licences et logiciels	Applications	Site Web	Total 31 mars 2015
Coût				
Solde au 1 ^{er} avril 2014	1 524	1 341	774	3 639
Acquisitions	–	2 081	218	2 299
Perte de valeur	–	(38)	(472)	(510)
Solde à la fin	1 524	3 384	520	5 428
Amortissement cumulé				
Solde au 1 ^{er} avril 2014	854	351	302	1 507
Amortissement	79	264	–	343
Solde à la fin	933	615	302	1 850
Valeur comptable nette 31 mars 2015	591	2 769	218	3 578

(en milliers de dollars)	Licences et logiciels	Applications	Site Web	Total 31 mars 2014
Coût				
Solde au 1 ^{er} avril 2013	1 326	–	309	1 635
Acquisitions	198	445	465	1 108
Transfert des immobilisations corporelles	–	896	–	896
Solde à la fin	1 524	1 341	774	3 639
Amortissement cumulé				
Solde au 1 ^{er} avril 2013	851	–	302	1 153
Amortissement	3	244	–	247
Transfert des immobilisations corporelles	–	107	–	107
Solde à la fin	854	351	302	1 507
Valeur comptable nette 31 mars 2014	670	990	472	2 132

Des immobilisations incorporelles au montant de 2 101 000 \$ (2014 : 900 000 \$) classées sous les rubriques applications et site Web représentant respectivement 1 883 000 \$ et 218 000 \$ n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas prêtes à être mises en service en fin d'exercice.

Des immobilisations incorporelles incluses dans les catégories site Web et applications ont été dépréciées suite à l'évaluation de leur valeur d'utilité qui s'est avérée nulle.

Par conséquent, une perte de valeur de 510 000 \$ a été comptabilisée aux résultats nets de l'exercice sous la rubrique « Perte nette sur dispositions d'immobilisations corporelles et incorporelles ».

14 – EMPRUNTS

(en milliers de dollars)	2015	2014
Acceptations bancaires échéant en avril 2015 et portant intérêt à des taux variant de 0,968 % à 1,351 % (2014 : 1,311 % à 1,317 %)	48 000	30 000
Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec		
a) 2,075 % remboursable par versements annuels variables, échéant le 1 ^{er} décembre 2017	15 019	17 347
b) 1,162 % remboursable par versements annuels variables, échéant le 19 mars 2019	9 649	—
c) 2,452 % remboursable par versements annuels variables, échéant le 1 ^{er} décembre 2019	36 635	40 735
d) 3,022 % remboursable par versements annuels variables, échéant le 1 ^{er} décembre 2022	26 194	27 983
	135 497	116 065
Portion courante	(58 790)	(38 218)
Portion non courante	76 707	77 847

Les montants prévus des versements en capital à effectuer sur les emprunts au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	
2016	58 790
2017	11 027
2018	19 009
2019	8 987
2020	21 281

La Société a négocié auprès d'institutions financières et du Fonds de financement des facilités de crédit permettant d'emprunter, à son gré, des sommes sous différentes formes jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 165 000 000 \$ (2014 : 165 000 000 \$) que le gouvernement du Québec lui autorise à emprunter jusqu'au 30 avril 2015. De ce montant, des emprunts à long terme qui existaient lors de l'ancien régime d'emprunt s'ajoutent dont le solde est de 77 848 000 \$ au 31 mars 2015 (2014 : 86 065 000 \$). Le gouvernement du Québec verse annuellement à la Société le remboursement du capital et des intérêts des programmes d'investissements en immobilisations qu'il a préalablement autorisés par décret. Ces programmes représentent la quasi-totalité des emprunts contractés par la Société. Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés, le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, après s'être assuré que la Société n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur l'un ou l'autre de ces emprunts, est autorisé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à leur inexécution.

15 – AVANTAGES DU PERSONNEL

a) Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes sont à prestations définies et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable, et celui du RRPE est demeuré à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014).

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 4 194 000 \$ (2014 : 3 274 000 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

b) Provision pour congés de maladie et vacances

La provision pour congés de maladie et vacances se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)

2015

	Vacances	Congés de maladie	Total
Solde au début	3 527	2 432	5 959
Charge de l'exercice*	4 782	1 716	6 498
Prestations versées au cours de l'exercice	(4 719)	(1 654)	(6 373)
Solde à la fin	3 590	2 494	6 084
Portion courante	(2 762)	(2 138)	(4 900)
Portion non courante	828	356	1 184

(en milliers de dollars)

2014

	Vacances	Congés de maladie	Total
Solde au début	3 368	2 609	5 977
Charge de l'exercice*	4 847	1 606	6 453
Prestations versées au cours de l'exercice	(4 688)	(1 783)	(6 471)
Solde à la fin	3 527	2 432	5 959
Portion courante	(2 803)	(2 064)	(4 867)
Portion non courante	724	368	1 092

* La charge de l'exercice inclut les intérêts et l'amortissement des gains et des pertes actuariels.

Les hypothèses utilisées pour déterminer la provision pour congés de maladie de la Société sont les suivantes :

	2015	2014
Taux d'actualisation	de 1,05 % à 1,55 %	de 1,40 % à 2,45 %
Taux de croissance de la rémunération	2,50 %	2,50 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	de 1 à 4 ans	de 1 à 5 ans

16 – PARTENARIAT

La Société détient une participation de 50 % dans Mistissini-Sépaq S.E.N.C. dont l'objet est d'opérer et de gérer conjointement les réserves fauniques Assinica et des Lacs-Albanel-Mistassini-et-Waconichi ainsi que de promouvoir l'emploi des Cris et de la population de la région. La quote-part de chacun des éléments d'actifs, passifs, produits et charges comptabilisés par la Société selon les intérêts qu'elle détient dans cette entreprise commune se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	2015	2014
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Produits	564	540
Charges	529	666
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	43	(111)
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Actifs courants		
Frais payés d'avance	3	3
Passifs courants		
Comptes à payer et frais courus	33	36
Dépôts de clients	224	213
Passifs non courants		
Subventions reportées	50	50

17 – ENGAGEMENTS

La Société est liée par des contrats de location simple dont le solde est de 11 665 000 \$ (2014 : 13 330 000 \$), exclusion faite des clauses escalatoires sur les baux. La charge de loyer s'élève à 1 082 000 \$ (2014 : 1 088 000 \$) et les paiements minimums exigibles s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars)	
Moins d'un an	1 740
Un an à moins de cinq ans	5 023
Cinq ans ou plus	4 902

De plus, au 31 mars 2015, la Société s'est engagée à acquérir des immobilisations corporelles au cours du prochain exercice pour un montant de 6 762 000 \$ (2014 : 10 969 000 \$) ainsi que des immobilisations incorporelles pour un montant de 336 000 \$ (2014 : 460 000 \$).

18 – ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation et de développement, la Société peut, à l'occasion, être sujette à des réclamations et poursuites judiciaires. Ces réclamations font souvent l'objet d'incertitudes. La direction est d'avis que des provisions suffisantes ont été comptabilisées en fin d'exercice aux états financiers de la Société et que le règlement final de ces éventualités n'aura pas d'effet négatif sur la situation financière de la Société. La provision pour litiges, imputée dans les « frais généraux et administratifs », est constituée des coûts estimés pour des litiges en relation avec les activités offertes dans les établissements de la Société ainsi que pour certains projets d'investissements et de cession d'actifs.

La direction est également d'avis que la divulgation aux états financiers des informations sur les provisions en lien avec ces réclamations et poursuites judiciaires envers la Société pourrait porter préjudice à cette dernière dans le cadre de ses défenses, en raison de la divulgation d'informations jugées confidentielles et critiques relativement aux estimations des provisions. Par conséquent, les informations afférentes aux provisions ne sont pas divulguées.

19 – GESTION DES RISQUES DÉCOULANT DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui découlent de ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. Les objectifs poursuivis visent à garantir activement les flux de trésorerie à court terme et à moyen terme de la Société en réduisant l'exposition aux risques financiers.

a) Juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale sur le marché principal (ou le marché le plus avantageux) à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché.

Instruments financiers courants

La valeur comptable des instruments financiers courants, soient la trésorerie, les créances, l'avance à une société liée, les sommes à recevoir du gouvernement du Québec ainsi que les comptes à payer et les frais courus, est représentative de leur juste valeur en raison de leur brève échéance.

Emprunts

Au 31 mars 2015, la juste valeur des emprunts de 135 497 000 \$ (2014: 116 065 000 \$) s'établissait à 140 883 000 \$ (2014: 118 935 000 \$), compte tenu de l'actualisation aux taux de 0,8224 % à 1,2847 % (2014: 1,4876 % à 2,4029 %) des flux de trésorerie au cours du marché pour des titres de nature semblable quant à l'échéance et au taux d'intérêt.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une perte survienne en raison du manquement d'un tiers à respecter ses obligations. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

La direction estime que la Société n'est pas exposée à un risque de crédit important, étant donné qu'elle transige avec un nombre important de clients, lesquels effectuent en majorité le paiement des services par cartes de crédit ou de débit et habituellement avant que ceux-ci ne soient rendus. De plus, l'avance à la société liée est garantie par le gouvernement du Québec. Par conséquent, la Société n'a pas de compte en souffrance significatif.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à ses passifs financiers. La Société est exposée à ce risque par ses comptes à payer et frais courus et ses emprunts.

La Société gère son risque de liquidité en effectuant des prévisions et en gérant ses flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation, et en prévoyant ses déboursés en immobilisations et ses activités de financement. La Société gère également ses flux de trésorerie en maintenant des soldes d'actifs financiers facilement convertibles en trésorerie et de facilités de crédit suffisantes pour répondre à ses besoins financiers courants.

Les échéances des passifs financiers se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	Moins de un an	De un an à moins de cinq ans	De cinq ans à moins de dix ans	Total
Au 31 mars 2015				
Comptes à payer et frais courus	13 000	—	—	13 000
Emprunts (capital et intérêts)	60 905	66 078	17 694	144 677
	<u>73 905</u>	<u>66 078</u>	<u>17 694</u>	<u>157 677</u>
Au 31 mars 2014				
Comptes à payer et frais courus	13 735	—	—	13 735
Emprunts (capital et intérêts)	40 422	46 740	40 004	127 166
	<u>54 157</u>	<u>46 740</u>	<u>40 004</u>	<u>140 901</u>

d) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque des variations des prix de marché, tels que les taux d'intérêt, les taux de change et les cours boursiers ou des marchandises, influent sur la valeur des instruments financiers détenus par la Société. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir les expositions au risque de marché à l'intérieur des paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt relativement à l'avance à une société liée et aux emprunts.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier fluctuent en raison de variations dans les taux d'intérêt du marché.

La Société est peu exposée à un risque de taux d'intérêt au niveau de l'avance à la société liée et des emprunts puisque la majorité de ces deux éléments porte intérêt à taux fixes.

L'effet net d'une augmentation de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit de 430 000 \$ le résultat net et les capitaux propres (2014: 182 000 \$).

20 – GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société correspond à ses capitaux propres, soit la somme des résultats non distribués et du capital-actions. La Société n'est pas soumise à des règles extérieures concernant son capital.

Dans la gestion de son capital, la Société a pour objectif de préserver sa capacité à assurer la continuité de son exploitation et à financer ses actifs. Elle vise également à remplir la mission et à atteindre les objectifs que lui a conférés le gouvernement du Québec.

À cette fin, la Société effectue périodiquement des analyses formelles pour comparer les résultats réels aux résultats prévus et en communique les conclusions à l'équipe de direction et au conseil d'administration.

MALLETTE

Mallette
S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés

200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
Québec QC G1W 5C4

Téléphone 418 653-4431

Télécopie 418 656-0800

Courriel info.quebec@mallette.ca

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de la
Société des parcs de sciences naturelles du Québec,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la **SOCIÉTÉ DES PARCS DE SCIENCES NATURELLES DU QUÉBEC**, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015 et les états des résultats, du déficit cumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Société portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société des parcs de sciences naturelles du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, des gains et des pertes de réévaluation, de la variation de la dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.



Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

Québec, Canada
Le 11 avril 2016

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A107995

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)

	Budget 2016	2015	2014
REVENUS			
Subventions (note 1)	11 329	\$ 11 164	\$ 11 329
Autres (note 1)	-	-	876
	11 329	11 164	12 205
DÉPENSES			
Frais de fermeture	707	148	541
Honoraires de gestion concernant le Parc Aquarium du Québec	4 165	5 119	4 563
Frais financiers (note 3)	982	1 013	1 097
Taxes foncières (note 2)	1 358	1 298	1 583
Amortissement des immobilisations	1 303	1 282	1 301
Perte sur disposition d'actif (note 2)	-	83	-
	8 515	8 943	9 085
EXCÉDENT ANNUEL	2 814	\$ 2 221	\$ 3 120

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

DÉFICIT CUMULÉExercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)

	2015	2014
Solde au début	(10 884)	\$ (14 004) \$
Excédent annuel	2 221	3 120
Solde à la fin	(8 663)	\$ (10 884) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.


ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈREExercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Débiteurs (note 1)	- \$	1 046 \$
	-	1 046
PASSIFS		
Créditeurs	54	125
Somme due à une société apparentée (note 1)	35 679	40 349
	35 733	40 474
DETTE NETTE	(35 733)	(39 428)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Frais reportés au prochain exercice	280	389
Immobilisations (note 4)	26 790	28 155
	27 070	28 544
DEFICIT CUMULE	(8 663) \$	(10 884) \$

ENGAGEMENTS (note 1)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :


 Denys Larose


 Jean Lamy

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

Exercice terminé le 31 mars (En milliers de dollars)		2015	2014
Excédent annuel		2 221	\$ 3 120
Variation due aux immobilisations			
Acquisitions	-		(8)
Dispositions	83		5
Amortissement	1 282		1 301
	<u>1 365</u>		<u>1 298</u>
Variation des frais reportés	109		514
VARIATION DE LA DETTE NETTE	<u>3 695</u>		<u>4 932</u>
DETTE NETTE AU DEBUT	<u>(39 428)</u>		<u>(44 360)</u>
DETTE NETTE A LA FIN	<u>(35 733)</u>	\$	<u>(39 428)</u> \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	2 221 \$	3 120 \$
Amortissement des immobilisations	1 282	1 301
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement ⁽¹⁾	1 084	(664)
	<u>4 587</u>	<u>3 757</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation de l'actif (acquisitions - dispositions)	83	5
	<u>83</u>	<u>5</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la somme due à la société apparentée	(4 670)	(3 762)
	<u>(4 670)</u>	<u>(3 762)</u>
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	<u>-</u>	<u>-</u>
ENCAISSE AU DÉBUT	<u>-</u>	<u>-</u>
ENCAISSE À LA FIN	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

(1) Variation des postes suivants :

Débiteurs et subventions à recevoir	1 046 \$	(1 033) \$
Créditeurs	(71)	(145)
Frais reportés au prochain exercice	109	514
Total	<u>1 084 \$</u>	<u>(664) \$</u>

1 — STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES ACTIVITÉS, ENGAGEMENTS ET OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a été constituée le 30 août 1994 en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec pour effectuer la gestion du Parc Aquarium du Québec (« Aquarium ») et du Jardin zoologique du Québec (« Jardin »).

En 2002, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le ministre des Transports du Québec ont cédé à la Société, en vertu d'un bail emphytéotique, les immeubles de l'Aquarium et du Jardin pour une période de quarante ans se terminant le 31 mars 2042. La Société s'est engagée à assumer tous les frais liés aux immeubles. Aucune valeur n'a été comptabilisée à titre d'apports pour ces immeubles.

Le 3 mai 2006, la Société a signé une convention de gestion avec la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) et le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs selon laquelle la Sépaq se voit confier le mandat de gérer et d'administrer l'Aquarium et de coordonner le plan de fermeture du Jardin. En vertu de cette convention, et sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, le ministre s'est engagé à verser à la Société les sommes nécessaires pour qu'elle respecte ses obligations. Le 15 janvier 2014, le gouvernement du Québec a émis un décret (Décret 13-2014) autorisant la résiliation de la convention emphytéotique des immeubles du Jardin zoologique du Québec signée en mars 2002 et le transfert, à compter du 4 avril 2014 et pour la somme de 1 \$, de la propriété constituant le terrain central de l'ancien Jardin zoologique du Québec (lot 3 859 789) ainsi que les bâtisses dessus construites et les biens meubles ayant servi à son exploitation, à la Sépaq. Cette transaction est effective depuis le 4 avril 2014. La Société conserve les biens de l'Aquarium et le gouvernement maintient la subvention de 11 164 400 \$ (2014, 11 329 000 \$). La Société a engagé une dépense de 5 119 000 \$ (2014, 4 563 000 \$) pour les honoraires de gestion concernant les opérations de l'Aquarium.

La Société peut aussi emprunter lorsque la subvention annuelle est insuffisante pour couvrir les déboursés. Le 28 février 2013, la Sépaq a contracté un emprunt de 44 573 000 \$ pour la Société. Pour cette année, les remboursements de l'avance ont un effet net sur la dette de 4 670 000 \$ (2014, remboursement net de 3 754 000 \$). Cette avance de la Sépaq a porté intérêt au taux moyen de 2,44 % (2014 : taux fixe de 2,452 %). Ce prêt est sans modalité de remboursement pour la Société. La Société a inscrit une dépense d'intérêts de 1 013 000 \$ (2014, 1 097 000 \$).

2 — MÉTHODES COMPTABLES

a) Responsabilités de la direction et méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de CPA Canada pour le secteur public. À cet effet, elle applique le modèle de présentation recommandé par le Manuel. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la Société ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

L'élément principal faisant l'objet d'estimation est la durée de vie des immobilisations corporelles.

Au niveau de la présentation, la Société a classé les débiteurs dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût. Quant aux créditeurs et la somme due à une société apparentée, la Société les classe dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût.

L'état des gains et des pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

b) Comptabilisation des revenus

Les subventions sont comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel elles ont été autorisées par le cédant lorsque celles-ci ne disposent d'aucune stipulation. En 2013-2014, la comptabilisation de la récupération de dépenses de taxes foncières de la Capitale-Nationale du Québec (CCNQ) due depuis septembre 2006 a été enregistrée dans « autres revenus » pour un montant de 876 000 \$.

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Bâtiments et infrastructures	entre 3 % et 7 %
Mobilier, équipement et matériel roulant	20 %

Les immobilisations sont révisées pour dépréciation lorsqu'il y a des indications que leurs valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

d) Avantages sociaux futurs

Depuis janvier 2015, la Société n'a plus personne à son emploi. La Société offrait à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. Le coût du régime de retraite afférent aux services courants était porté à l'état des résultats au cours de la période pendant laquelle les cotisations étaient payables par l'employeur. Suite au décret relatif au transfert des terrains, cette dépense est maintenant assumée par la Sépaq pour le site du Jardin.

e) Perte sur disposition d'actif

En 2014-2015, une perte de 83 000 \$ a été constatée. Un entrepôt qui abritait du matériel d'horticulture et de plongée a été complètement détruit, suite à un incendie le 12 janvier 2015. Ce bâtiment, connu sous le nom de la maison Biron, était situé sur les terrains de l'Aquarium.

3 — FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers de 1 013 000 \$ (2014, 1 097 000 \$) comprennent les intérêts sur la somme empruntée de la Sépaq au Fonds de financement pour la Société, ainsi que le coût d'émission et les frais de gestion de cet emprunt.

4 — IMMOBILISATIONS

(En milliers de dollars)

	Équipement et infrastructures	Meubles équipement et matériel roulant	2015	2014
Coût				
Solde au début	40 426 \$	3 533 \$	43 959 \$	44 386 \$
Acquisitions	-	-	-	8
Dispositions	(135)	-	(135)	(435)
Solde à la fin	40 291	3 533	43 824	43 959
Amortissement cumulé				
Solde au début	12 271	3 533	15 804	14 933
Amortissement	1 282	-	1 282	1 301
Dispositions	(52)	-	(52)	(430)
Solde à la fin	13 501	3 533	17 034	15 804
Valeur comptable nette				
2015	26 790 \$	- \$	26 790 \$	
Valeur comptable nette				
2014	28 155 \$	- \$		28 155 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2014, la Société a acquis des immobilisations pour un montant de 8 000 \$ en contrepartie d'une somme due à la société apparentée.

5 — RÉGIME DE RETRAITE

Le 29 avril 2002, la Société avait instauré un régime de retraite facultatif à cotisations déterminées. La cotisation de l'employeur correspondait à 5 % du salaire brut de l'employé si ce dernier contribuait au régime un minimum de 5 % de son salaire brut. Toutefois, depuis le transfert des employés de la Société à la Sépaq le 4 avril 2014, le régime de retraite n'est plus en fonction au sein de la Société. La dépense pour l'exercice relative à ce régime de retraite est donc de 0 \$ (2014, 3 641 \$).

6 — INFORMATIONS SUR LES RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à des risques dont le plus significatif est le risque de liquidité. Elle a mis en place des politiques et procédures qui régissent l'ampleur de l'exposition de la Société au risque le plus significatif.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La Société est exposée à ce risque principalement en ce qui a trait à ses créanciers et la somme due à une société apparentée. Étant donné qu'elle reçoit annuellement une subvention du gouvernement du Québec pour faire face à ses obligations, la Société considère limitée son exposition au risque de liquidité.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société des traversiers du Québec (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité inclut le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. L'audit interne procède à des audits périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes que la Société applique de façon uniforme.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Pour ce faire, il est assisté par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction ainsi que les auditeurs indépendants, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société des traversiers du Québec conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport d'audit expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Jocelyn Fortier
Président-directeur général



Gaston Larocque
Vice-président à l'administration et aux finances

Québec, le 18 juin 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société des traversiers du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société des traversiers du Québec n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2015 et 2014, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société des traversiers du Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société des traversiers du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société des traversiers du Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

	Augmentation (Diminution) En milliers de dollars	
	2015	2014
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	374 095	226 819
Dette nette	(374 095)	(226 819)
Excédent cumulé	374 095	226 819
État des résultats		
Subventions gouvernementales	147 276	123 999
Déficit annuel	(147 276)	(123 999)

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société des traversiers du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société des traversiers du Québec au 31 mars 2015 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 18 juin 2015

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015		2014
	Budget \$	Réel \$	Réel \$
CHARGES			
Frais d'exploitation (note 3)	96 371 855	95 630 868	93 982 295
Frais d'administration (note 4)	8 687 711	7 904 105	7 904 335
Radiation et perte sur disposition d'immobilisations corporelles	–	1 940	432 250
Amortissement des immobilisations corporelles	9 379 383	9 413 764	9 273 266
Intérêts sur la dette	2 642 691	2 616 578	2 746 400
	117 081 640	115 567 255	114 338 546
REVENUS			
Subventions gouvernementales (note 5)	90 126 000	89 245 100	89 338 559
Transport des véhicules	12 259 155	11 422 537	11 273 722
Transport des passagers	9 091 450	8 386 697	8 229 065
Autres (note 6)	2 262 019	1 997 668	2 168 985
	113 738 624	111 052 002	111 010 331
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(3 343 016)	(4 515 253)	(3 328 215)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE		37 707 379	41 035 594
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE		33 192 126	37 707 379

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2015

	2015 \$	2014 \$
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 7)	16 634 411	23 140 377
Créances (note 8)	4 206 033	4 709 537
Subvention à recevoir reliée au passif environnemental	79 090	540 090
Placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux (note 9)	15 773 642	15 714 981
	36 693 176	44 104 985
PASSIFS		
Billets à payer (note 11)	259 778 804	161 573 489
Charges à payer et frais courus (note 12)	73 246 463	23 091 962
Passif environnemental (note 19)	486 010	889 855
Dette à long terme (note 13)	80 072 419	85 275 003
Loyers perçus d'avance	84 000	90 000
	413 667 696	270 920 309
DETTE NETTE	(376 974 520)	(226 815 324)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 15)	410 514 927	265 426 925
Charges payées d'avance	1 151 719	595 778
	411 666 646	266 022 703
CAPITAL-ACTIONS (NOTE 16)	1 500 000	1 500 000
EXCÉDENT CUMULÉ	33 192 126	37 707 379
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (NOTE 17)		



Jocelyn Fortier, président-directeur général



François Désy, président du conseil d'administration

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015		2014
	Budget \$	Réel \$	Réel \$
DÉFICIT ANNUEL DE L'EXERCICE	(3 343 016)	(4 515 253)	(3 328 215)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(249 515 000)	(154 503 706)	(133 679 869)
Amortissement des immobilisations corporelles	9 379 383	9 413 764	9 273 266
Radiation et perte sur disposition d'immobilisations corporelles	–	1 940	432 250
	(240 135 617)	(145 088 002)	(123 974 353)
Acquisition de charges payées d'avance	–	(1 135 640)	(570 725)
Utilisation de charges payées d'avance	–	579 699	628 131
	–	(555 941)	57 406
AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE	(243 478 633)	(150 159 196)	(127 245 162)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE		(226 815 324)	(99 570 162)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE		(376 974 520)	(226 815 324)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015 \$	2014 \$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(4 515 253)	(3 328 215)
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	9 413 764	9 273 266
Radiation et perte sur disposition d'immobilisations corporelles	1 940	432 250
Diminution des loyers perçus d'avance	(6 000)	(6 000)
	9 409 704	9 699 516
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Créances	503 504	(4 029 722)
Subvention à recevoir reliée au passif environnemental	461 000	(10 559)
Charges à payer et frais courus	50 522	1 387 231
Passif environnemental	(403 845)	143 655
Charges payées d'avance	(555 941)	57 406
	55 240	(2 451 989)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	4 949 691	3 919 312
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Placements effectués	(824 522)	(947 802)
Produit de disposition de placements	765 861	234 138
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(58 661)	(713 664)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(101 694 412)	(130 000 398)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(101 694 412)	(130 000 398)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts effectués	97 000 000	133 615 047
Emprunts remboursés	(6 702 584)	(6 040 272)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	90 297 416	127 574 775
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(6 505 966)	780 025
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	23 140 377	22 360 352
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	16 634 411	23 140 377

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 5 378 338 \$ (2014 : 3 496 148 \$).

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 235 705 \$ (2014 : 573 929 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DES TRAVERSIEURS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2015

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société des traversiers du Québec (la Société) est une compagnie à fonds social constituée par la Loi sur la Société des traversiers du Québec (RLRQ, chapitre S-14), dont les actions font partie du domaine public du Québec et sont réservées au ministre des Finances. La Société a notamment pour objet de fournir des services de transport par traversier entre les rives des fleuves, rivières et lacs situés au Québec.

En vertu de l'article 5 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations et le passif environnemental. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, compte tenu du fait qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances (excluant les taxes à la consommation à recevoir) et le placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges à payer et frais courus (excluant les déductions à la source), les billets à payer et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS

Prestations de services

Les revenus provenant de la prestation de services sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le service est payé et rendu, ou
- le service est rendu et le recouvrement est raisonnablement assuré.

Subventions gouvernementales

Les revenus de subventions qui sont des paiements de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où ces subventions sont autorisées, que l'entité a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en revenus reportés lorsque les stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont constatées aux revenus lorsque les modalités relatives aux passifs sont réglées.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, ainsi que les placements bancaires et le dépôt à terme très liquide et rachetable, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

PASSIFS**Passif environnemental**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Société, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif environnemental dès que la contamination survient ou dès que la Société en est informée et qu'il est possible d'en faire une estimation raisonnable. Le passif environnemental comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Avantages sociaux futurs*Provision pour congés de maladie et vacances*

La provision pour congés de maladie et vacances a été établie à partir des heures cumulées et des taux horaires prévus. Elle n'est pas actualisée puisque les journées accumulées par les employés sont payées dans l'exercice suivant.

Le montant de la provision est présenté dans les charges à payer et frais courus.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu du fait que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

Les actifs non financiers, de par leur nature, sont généralement utilisés pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon une méthode logique et systématique, en fonction de leur durée de vie utile.

Les immobilisations en cours de construction, de développement ou de mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition.

	MÉTHODE	TAUX
Quais	Solde dégressif	5 %
Bâtiments	Solde dégressif	4 % et 10 %
Navires	Solde dégressif	5 %, 10 % et 15 %
Ameublement et équipement	Solde dégressif	20 % à 40 %
Matériel roulant	Solde dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux charges de l'exercice dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. FRAIS D'EXPLOITATION

	2015 \$	2014 \$
Traitements et avantages sociaux	30 917 391	29 445 764
Formation du personnel	418 214	404 040
Contrats d'exploitation	31 068 266	31 787 165
Carburant	11 915 961	12 593 563
Entretien et réparation – navires	7 626 758	6 588 849
Entretien et réparation – quais	5 090 727	4 551 463
Entretien et réparation – bâtiments	738 637	802 947
Taxes foncières et scolaires	1 117 044	1 161 909
Assurances	1 496 440	1 471 802
Commission de la santé et de la sécurité du travail	710 057	411 125
Frais de déplacement	472 418	481 170
Maintenance des TI et télécommunications	449 000	542 448
Uniformes	381 439	423 532
Communications et marketing	211 270	203 495
Honoraires professionnels	912 171	933 341
Frais de port et frais de quai	575 107	557 173
Autres	1 529 968	1 622 509
	95 630 868	93 982 295

4. FRAIS D'ADMINISTRATION

	2015 \$	2014 \$
Traitements et avantages sociaux	5 757 684	5 660 851
Formation du personnel	59 693	88 317
Frais de déplacement	204 167	277 607
Honoraires professionnels	710 410	762 454
Frais reliés au bâtiment du siège social	244 277	203 372
Communications et marketing	181 594	202 475
Maintenance des TI et télécommunications	398 290	360 751
Papeterie et impression	91 959	103 499
Autres	256 031	245 009
	7 904 105	7 904 335

NOTES COMPLÉMENTAIRES

5. SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

	2015 \$	2014 \$
Subvention du gouvernement du Québec reliée aux opérations	89 245 100	89 328 000
Subvention du gouvernement du Québec reliée au passif environnemental	–	10 559
	89 245 100	89 338 559

6. AUTRES REVENUS

	2015 \$	2014 \$
Revenus de placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux	824 522	947 802
Intérêts sur dépôts bancaires	471 833	391 711
Droits d'amarrage	44 065	41 450
Droits de débarcadère ferroviaire	216 914	306 338
Stationnement et divers	73 616	62 141
Distributeurs automatiques et concession alimentaire	162 441	208 441
Affichage publicitaire	59 488	61 036
Location de locaux	144 789	150 066
	1 997 668	2 168 985

7. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2015 \$	2014 \$
Encaisse	6 634 411	13 140 377
Dépôt à terme rachetable, 2,15 %, échéant en octobre 2015	10 000 000	10 000 000
	16 634 411	23 140 377

8. CRÉANCES

	2015 \$	2014 \$
Taxes à la consommation à recevoir	3 394 736	4 033 154
Comptes clients et autres créances	811 297	676 383
	4 206 033	4 709 537

9. PLACEMENT DE LA COMPENSATION PROVENANT DU TRANSFERT DES QUAIS FÉDÉRAUX

En vertu d'une entente signée le 30 mars 2001, le gouvernement du Québec a transféré à la Société la propriété, à partir du 19 juin 2000, des installations portuaires d'une valeur de 35 525 305 \$ situées sur l'emplacement des dix terminaux de traversiers reçus du gouvernement du Canada, ainsi que la compensation financière de 36 300 000 \$ associée à ce transfert. Selon cette entente, la Société doit utiliser cette somme forfaitaire, ainsi que les fruits de son investissement, exclusivement pour l'exploitation, l'entretien et la réfection des dix terminaux.

	2015 \$	2014 \$
Placement de la compensation pour les quais fédéraux, constitué de :		
Encaisse	15 037	568 393
Placement sur le marché obligataire (valeur au marché : 18 994 598 \$; 17 760 338 \$ en 2014)	15 759 053	15 147 032
Comptes à payer : frais de garde	(448)	(444)
	15 773 642	15 714 981

Les placements obligataires portent intérêt à des taux compris entre 3,04 % et 7,02 % (2014 : 5,42 % et 7,02 %). Les échéances s'échelonnent d'avril 2015 à octobre 2029 (2014 : avril 2014 à juillet 2025).

10. FACILITÉS DE CRÉDIT

La Société dispose de facilités de crédit, sous forme d'avances ou de découverts de compte, n'excédant pas un montant total en cours de 10 000 000 \$ (2014 : 10 000 000 \$) auprès d'une institution financière, et ce, jusqu'au 31 août 2015. Les montants prélevés portent intérêt à un taux annuel variable calculé quotidiennement et payable mensuellement. Aux 31 mars 2015 et 2014, les facilités de crédit étaient inutilisées.

11. BILLETS À PAYER

Emprunts du Fonds de financement portant intérêt à des taux variant entre 1,01 % et 1,53 % (2014 : 1,40 % et 1,64 %), venant à échéance entre le 30 avril et le 17 décembre 2015.

12. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2015 \$	2014 \$
Fournisseurs et frais courus :		
Autres	66 103 933	16 713 007
Apparentés	4 747 741	4 103 423
Provision pour congés de maladie	178 056	180 913
Provision pour vacances	1 822 925	1 728 137
Déductions à la source	393 808	366 482
	73 246 463	23 091 962

NOTES COMPLÉMENTAIRES

13. DETTE À LONG TERME

	2015 \$	2014 \$
Dû au gouvernement du Québec payable sur demande, sans intérêt et remboursable selon des modalités qui seront convenues entre le ministre des Finances et la Société en vertu d'une entente relative à la cession, par le gouvernement du Québec à la Société, de bâtiments et de quais	25 551 410	25 551 410
Emprunt du Fonds de financement, 4,72 %, remboursable par des versements semestriels de 91 860 \$, échéant en décembre 2015 *	176 382	344 981
Emprunt du Fonds de financement, 5,00 %, remboursable par des versements semestriels de 181 137 \$, échéant en juillet 2016 *	1 978 276	2 231 226
Emprunt du Fonds de financement, 4,37 %, remboursable par des versements semestriels de 284 796 \$, échéant en décembre 2017 *	6 042 434	6 337 848
Emprunt du Fonds de financement, 6,96 %, remboursable par des versements semestriels de 1 725 967 \$, échéant en janvier 2018 *	9 174 126	11 840 097
Emprunt du Fonds de financement, 5,68 %, remboursable par des versements semestriels de 288 635 \$, échéant en janvier 2018 *	1 562 533	2 028 794
Emprunt du Fonds de financement, 5,06 %, remboursable par des versements semestriels de 280 938 \$, échéant en janvier 2018 *	1 537 012	2 001 450
Emprunt du Fonds de financement, 4,65 %, remboursable par des versements semestriels de 200 726 \$, échéant en juin 2018 *	1 277 759	1 607 743
Emprunt du Fonds de financement, 4,56 %, remboursable par des versements semestriels de 150 630 \$, échéant en décembre 2020 *	1 561 677	1 784 406
Emprunt du Fonds de financement, 6,04 %, remboursable par des versements semestriels de 102 319 \$, échéant en juin 2028 *	1 865 303	1 953 289
Emprunt du Fonds de financement, 3,45 %, remboursable par des versements semestriels de 254 875 \$, échéant en décembre 2021 *	3 139 751	3 532 228
Emprunt du Fonds de financement, 3,46 %, remboursable par des versements semestriels de 196 036 \$, échéant en octobre 2029 *	6 979 387	7 127 202
Emprunt du Fonds de financement, 3,10 %, remboursable par des versements semestriels de 425 924 \$, échéant en septembre 2023 *	6 315 871	6 960 436
Emprunt du Fonds de financement, 3,53 %, remboursable par des versements semestriels de 387 266 \$, échéant en septembre 2023 *	10 425 187	10 822 935
Emprunt du Fonds de financement, 3,57 %, remboursable par des versements semestriels de 71 973 \$, échéant en septembre 2023 *	1 046 577	1 150 958
Emprunt du Fonds de financement, 3,44 %, remboursable par des versements semestriels de 89 440 \$, échéant en mai 2024 *	1 438 734	—
	80 072 419	85 275 003

Les versements en capital à effectuer sur les emprunts au Fonds de financement au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2016	7 127 235 \$
2017	8 756 570
2018	12 500 257
2019	2 633 250
2020	2 523 972
2021 et suivants	20 979 725
	54 521 009 \$

* Ces emprunts portent intérêt à taux fixes.

14. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRPE-RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation du RREGOP a été modifié. Ainsi, le taux est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable. Les taux pour le RRPE et le RRPE-RRAS sont demeurés à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, mais l'employeur doit en outre verser un montant de compensation dans la caisse des participants au RRPE et au RRPE-RRAS et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ce montant de compensation, prévu dans la loi du RRPE, a été établi à 5,73 % de la masse salariale cotisable au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014). Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour les années civiles 2014 et 2015.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRPE-RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 971 661 \$ (2014 : 1 513 458 \$). Les obligations de la Société à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	TERRAINS \$	QUAIS* \$	BÂTIMENTS* \$	NAVIRES* \$	AMEUBLEMENT ÉQUIPEMENT* \$	MATÉRIEL ROULANT \$	AMÉLIORATIONS LOCATIVES \$	2015 \$
Coût								
Solde au début	2 142 668	129 435 660	30 145 267	289 855 558	12 253 978	285 385	1 210 100	465 328 616
Acquisitions	–	16 036 488	16 328 299	121 852 716	286 203	–	–	154 503 706
Dispositions	–	–	–	–	(22 944)	(10 906)	–	(33 850)
Solde à la fin	2 142 668	145 472 148	46 473 566	411 708 274	12 517 237	274 479	1 210 100	619 798 472
Amortissement cumulé								
Solde au début	–	41 334 753	11 273 630	139 251 857	6 784 874	146 454	1 110 123	199 901 691
Amortissement	–	2 661 927	1 071 334	4 272 203	1 306 631	41 683	59 986	9 413 764
Dispositions	–	–	–	–	(21 004)	(10 906)	–	(31 910)
Solde à la fin	–	43 996 680	12 344 964	143 524 060	8 070 501	177 231	1 170 109	209 283 545
Valeur comptable nette	2 142 668	101 475 468	34 128 602	268 184 214	4 446 736	97 248	39 991	410 514 927

* Au 31 mars 2015, ces postes incluent un total de 317 148 094 \$ d'acquisitions sur lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé. Ce montant se répartit ainsi : quais 50 779 309 \$, bâtiments 22 374 093 \$, navires 243 975 096 \$ et équipement 19 596 \$.

Au 31 mars 2015, le poste « Charges à payer et frais courus » inclut un montant de 58 713 428 \$ lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Au 31 mars 2015, le total des acquisitions d'immobilisations corporelles inclut un montant de 3 000 604 \$ d'intérêts capitalisés, dont un montant de 1 342 516 \$ est présenté dans les charges à payer et frais courus.

	TERRAINS \$	QUAIS* \$	BÂTIMENTS* \$	NAVIRES* \$	AMEUBLEMENT ÉQUIPEMENT* \$	MATÉRIEL ROULANT \$	AMÉLIORATIONS LOCATIVES \$	2014 \$
Coût								
Solde au début	585 878	107 376 311	22 793 958	189 431 646	10 672 996	143 156	1 210 100	332 214 045
Acquisitions	1 556 790	22 059 349	7 749 493	100 423 912	1 741 101	149 224	–	133 679 869
Dispositions	–	–	(398 184)	–	(160 119)	(6 995)	–	(565 298)
Solde à la fin	2 142 668	129 435 660	30 145 267	289 855 558	12 253 978	285 385	1 210 100	465 328 616
Amortissement cumulé								
Solde au début	–	38 561 088	10 266 514	135 223 297	5 537 470	122 967	1 050 137	190 761 473
Amortissement	–	2 773 665	1 007 116	4 028 560	1 375 857	28 082	59 986	9 273 266
Dispositions	–	–	–	–	(128 453)	(4 595)	–	(133 048)
Solde à la fin	–	41 334 753	11 273 630	139 251 857	6 784 874	146 454	1 110 123	199 901 691
Valeur comptable nette	2 142 668	88 100 907	18 871 637	150 603 701	5 469 104	138 931	99 977	265 426 925

* Au 31 mars 2014, ces postes incluent un total de 165 648 035 \$ d'acquisitions sur lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé. Ce montant se répartit ainsi : quais 34 982 205 \$, bâtiments 7 790 358 \$, navires 122 122 380 \$ et équipement 753 092 \$.

Au 31 mars 2014, le poste « Charges à payer et frais courus » inclut un montant de 8 609 449 \$ lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Au 31 mars 2014, le total des acquisitions d'immobilisations corporelles inclut un montant de 1 381 209 \$ d'intérêts capitalisés, dont un montant de 1 047 227 \$ est présenté dans les charges à payer et frais courus.

16. CAPITAL-ACTIONS

	2015 \$	2014 \$
Autorisé : 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé : 15 000 actions	1 500 000	1 500 000

17. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société détient six baux de location qui ont été signés entre 2009 et 2014. Ces baux sont utilisés à des fins reliées au service de transport de passagers ou aux activités opérationnelles. Les engagements totaux présentés pour les baux incluent un montant de 198 095 \$ lié aux options de renouvellement.

La Société compte huit ententes de service. Ces dernières visent à permettre à des transporteurs de maintenir des services maritimes et de transport aérien. La Société s'est engagée à leur verser un montant annuel ou à combler leur déficit. Les engagements totaux présentés pour les ententes de service incluent un montant de 108 598 149 \$ lié aux options de renouvellement.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la charge de loyer pour les locaux s'élève à 204 007 \$ et le montant versé aux transporteurs atteint 31 068 266 \$. De plus, la Société s'est engagée envers quatre contracteurs, trois pour des travaux majeurs sur les infrastructures et un pour la construction de nouveaux navires, pour 57 760 633 \$.

Au 31 mars 2015, les obligations contractuelles de la Société s'établissent comme suit :

	BAUX \$	ENTENTES DE SERVICE* \$
2016	144 199	32 044 971
2017	34 084	32 711 487
2018	34 766	33 168 448
2019	35 461	33 418 973
2020	36 171	33 257 934
Exercices subséquents	159 459	75 066 989
	444 140	239 668 802

Au 31 mars 2014, les obligations contractuelles de la Société totalisaient 584 202 \$ pour les baux et 276 718 209 \$ pour les ententes de service.

* Les montants des ententes de service sont basés sur une estimation des coûts prévus aux contrats et des déficits budgétaires des transporteurs.

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà exposées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas exposées distinctement dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

19. PASSIF ENVIRONNEMENTAL

La Société a enregistré une variation nette de son passif environnemental de l'ordre de (403 845 \$) en 2015 (143 655 \$ en 2014) pour l'ensemble de ses terrains.

Cette variation porte le passif de l'exercice à 486 010 \$ au 31 mars 2015 (889 855 \$ en 2014). Ces montants proviennent des estimations de la direction ainsi que de rapports d'évaluation produits par des experts indépendants.

20. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques, sans pour autant être exposée à des concentrations de risques. La direction a mis en place des politiques et des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. L'analyse suivante indique l'exposition de la Société aux risques au 31 mars 2015.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit au 31 mars 2015 est la suivante :

	2015 \$	2014 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 634 411	23 140 377
Comptes clients et autres créances	811 297	676 383
Placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux	15 773 642	15 714 981
	33 219 350	39 531 741

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de la Société est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées. Au 31 mars 2015 et 2014, ces actifs financiers sont investis dans des dépôts à terme. La direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Le risque de crédit associé au placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que ces actifs sont investis dans des obligations du gouvernement.

Le risque de crédit associé aux comptes clients et autres créances est réduit au minimum, puisque le montant est réparti entre plusieurs clients et qu'aucun d'entre eux ne représente de sommes importantes. De plus, des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux clients. La Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles.

La valeur comptable nette des comptes clients en souffrance (plus de 30 jours) de la Société est de 191 085 \$ (152 915 \$ en 2014) à la date de clôture. L'échéance des comptes clients est détaillée dans le tableau suivant :

	2015 \$	2014 \$
0 à 30 jours	620 212	523 468
31 à 60 jours	47 735	95 684
61 à 90 jours	37 919	10 622
Plus de 90 jours	105 431	46 609
	811 297	676 383

Au 31 mars 2015, la Société avait pour 1 717 \$ (2014 : 3 882 \$) de comptes clients dépréciés et échus. Au cours de l'exercice, la Société a radié des comptes clients dépréciés pour un montant net de 37 829 \$ (2014 : 2 836 \$).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers :

	2015 \$	2014 \$
Charges à payer et frais courus, excluant les déductions à la source :		
Moins de 90 jours	69 547 853	19 257 783
De 90 à 365 jours	3 304 802	3 467 697
	72 852 655	22 725 480

Le détail des échéances pour les billets à payer se trouve à la note 11 et celui pour les dettes à long terme à la note 13.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent des dépôts à terme et des placements bancaires hautement liquides qui rapportent de l'intérêt au taux du marché et à taux fixe.

L'objectif de la Société est de gérer l'exposition de sa trésorerie et de ses placements à court terme au risque de taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés par les fonds excédentaires tout en conservant les liquidités minimales nécessaires à la bonne marche de ses activités quotidiennes. La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la Société tire de sa trésorerie et de ses placements à court terme. La Société considère que le risque est négligeable puisque le taux d'intérêt est fixe pour la durée du placement.

Le placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux comprend également des obligations du gouvernement du Québec à taux d'intérêt fixe ayant une durée moyenne de 5,7 années (5,3 années en 2014). Ces placements sont indirectement touchés par les fluctuations de leur juste valeur attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. Cependant, les fluctuations des taux d'intérêt du marché n'auraient aucun impact sur les revenus d'intérêts que la Société tire de ses placements à long terme, car ils sont placés à taux d'intérêt fixes. La Société est surtout exposée aux risques associés aux variations des taux d'intérêt lors du renouvellement de ses placements à long terme.

Les billets à payer et la dette à long terme sont émis à des taux d'intérêt fixes, ce qui réduit au minimum les risques liés aux flux de trésorerie advenant la variation du taux d'intérêt. La Société est surtout exposée aux risques associés aux variations des taux d'intérêt lors du renouvellement de ses emprunts à court terme et de certaines de ses dettes à long terme.

21. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2014 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015.

RAPPORT DE LA DIRECTION

L'établissement et la présentation des états financiers de la Société du Centre des congrès de Québec (la Société) ainsi que des autres renseignements figurant dans ce rapport annuel sont sous la responsabilité de la direction. Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. L'information présentée ailleurs dans le présent rapport annuel est compatible avec celle des états financiers.

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats futurs pourraient différer de ces estimations actuelles.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de la Société sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à son autorisation et enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers exacts et ponctuels.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société du Centre des congrès de Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Sylvie Godbout
Directrice de l'administration



P.-Michel Bouchard
Président-directeur général

Québec, le 17 juin 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du Centre des congrès de Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société du Centre des congrès de Québec n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2015 et 2014, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société du Centre des congrès de Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société du Centre des congrès de Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société du Centre des congrès de Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution)	
	En dollars	
	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<i>Etat de la situation financière</i>		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	76 977 878	78 896 219
Subventions reportées du gouvernement du Québec	<u>76 977 878</u>	<u>78 896 219</u>
Dette nette et excédent cumulé	-	-

Opinion avec réserve

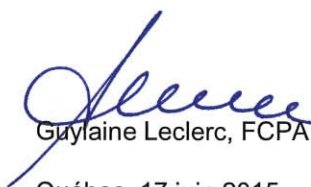
À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du Centre des congrès de Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société du Centre des congrès de Québec au 31 mars 2015 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, 17 juin 2015

7

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

État des résultats et de l'excédent cumulé
de l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 Budget	2015 Réal	2014 Réal
	\$	\$	\$
Revenus			
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec (note 3)	12 206 000	11 967 530	9 653 509
Subvention du gouvernement du Québec relative aux immobilisations corporelles et aux frais de financement reportés (note 10)	4 919 784	3 884 791	2 673 519
Location d'espaces - événements	2 790 390	2 883 629	2 438 465
Redevances	2 668 431	3 060 653	2 530 200
Services auxiliaires	2 641 179	2 295 491	2 205 266
Revenus d'intérêts	54 500	67 754	86 276
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	-	-	49 000
Autres	657 115	675 331	687 135
	<u>25 937 399</u>	<u>24 835 179</u>	<u>20 323 370</u>
Charges			
Frais d'événements	2 835 000	2 724 809	2 498 269
Frais d'opération et d'administration (note 4)	10 763 065	10 425 112	10 182 030
Taxes	5 556 420	5 204 723	4 121 288
Frais financiers (note 5)	3 755 145	2 852 717	1 890 254
Amortissement des immobilisations corporelles	5 256 822	4 994 491	3 860 163
Entretien majeur	498 000	628 260	(863 839)
	<u>28 664 452</u>	<u>26 830 112</u>	<u>21 688 165</u>
Déficit annuel lié aux activités	(2 727 053)	(1 994 933)	(1 364 795)
Excédent cumulé lié aux activités au début de l'exercice	30 397 891	30 397 891	31 762 686
Excédent cumulé lié aux activités à la fin de l'exercice (note 13)	27 670 838	28 402 958	30 397 891

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

8

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

État des gains et pertes de réévaluation
de l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015	2014
	\$	\$
Gains de réévaluation cumulés au début	<u>64 544</u>	<u>11 120</u>
Gains non réalisés attribuables au cours du change survenus pendant l'exercice	<u>100 546</u>	<u>53 424</u>
Gains de réévaluation nets de l'exercice	<u>100 546</u>	<u>53 424</u>
Gains de réévaluation cumulés à la fin	<u>165 090</u>	<u>64 544</u>

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC


État de la situation financière
au 31 mars 2015


	2015 \$	2014 \$
Actifs financiers		
Encaisse	6 975 716	3 152 109
Dépôts à terme (note 6)	-	3 885 000
Créances	948 357	5 852 408
	<u>7 924 073</u>	<u>12 889 517</u>
Passifs		
Charges à payer et frais courus (note 8)	5 220 370	38 652 561
Dépôts de clients	881 159	1 023 730
Revenus reportés	215 787	223 563
Autre passif (note 9)	20 976	62 316
Subventions reportées du gouvernement du Québec (note 10)	10 668 176	10 507 096
Dettes (note 11)	73 692 155	46 387 015
	<u>90 698 623</u>	<u>96 856 281</u>
Dettes nettes	<u>(82 774 550)</u>	<u>(83 966 764)</u>
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	1 352 835	1 377 430
Immobilisations corporelles (note 12)	109 989 763	113 051 769
	<u>111 342 598</u>	<u>114 429 199</u>
Excédent cumulé	<u>28 568 048</u>	<u>30 462 435</u>
L'excédent cumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent cumulé lié aux activités (note 13)	28 402 958	30 397 891
Gains de réévaluation cumulés	165 090	64 544
	<u>28 568 048</u>	<u>30 462 435</u>

Obligations contractuelles (note 17)

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,


P.-Michel Bouchard, administrateur
Président-directeur général


Manon Gauthier, CPA, CA
Présidente du comité de vérification

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

État de la variation de la dette nette
de l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 Budget \$	2015 Réal \$	2014 Réal \$
Déficit annuel lié aux activités	<u>(2 727 053)</u>	<u>(1 994 933)</u>	<u>(1 364 795)</u>
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisitions (note 12)	(1 024 800)	(1 932 485)	(24 953 960)
Amortissement (note 12)	<u>5 256 822</u>	<u>4 994 491</u>	<u>3 860 163</u>
	<u>4 232 022</u>	<u>3 062 006</u>	<u>(21 093 797)</u>
Variation due aux charges payées d'avance			
Acquisition	-	(1 352 835)	(1 377 430)
Utilisation	<u>-</u>	<u>1 377 430</u>	<u>1 288 346</u>
	<u>-</u>	<u>24 595</u>	<u>(89 084)</u>
	<u>1 504 969</u>	<u>1 091 668</u>	<u>(22 547 676)</u>
Gains de réévaluation nets de l'exercice	<u>-</u>	<u>100 546</u>	<u>53 424</u>
Diminution (augmentation) de la dette nette	<u>1 504 969</u>	<u>1 192 214</u>	<u>(22 494 252)</u>
Dette nette au début de l'exercice	<u>(83 966 764)</u>	<u>(83 966 764)</u>	<u>(61 472 512)</u>
Dette nette à la fin de l'exercice	<u>(82 461 795)</u>	<u>(82 774 550)</u>	<u>(83 966 764)</u>

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

11

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

État des flux de trésorerie
de l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015	2014
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Rentrée de fonds-clients	13 642 861	2 795 371
Rentrée de fonds-subventions du gouvernement du Québec	16 013 401	13 120 200
Sortie de fonds-fournisseurs et membres du personnel	(22 183 193)	(14 822 645)
Intérêts reçus	93 700	104 303
Intérêts versés	(2 462 445)	(2 035 365)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	5 104 324	(838 136)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(32 766 449)	(600 249)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	-	49 000
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations corporelles	(32 766 449)	(551 249)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Nouvelle dette	31 936 329	28 254 650
Remboursement de la dette	(4 436 143)	(29 439 707)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	27 500 186	(1 185 057)
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	100 546	53 424
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(61 393)	(2 521 018)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	7 037 109	9 558 127
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice⁽¹⁾	6 975 716	7 037 109
(1) La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :		
Encaisse	6 975 716	3 152 109
Dépôts à terme	-	3 885 000
	6 975 716	7 037 109

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC**Notes complémentaires
au 31 mars 2015****1. Constitution et objets**

La Société du Centre des congrès de Québec (la Société), personne morale au sens du Code civil, a été instituée le 1^{er} juillet 1993 par la *Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec* (RLRQ, chapitre S-14.001). Elle a pour objets :

- d'administrer et d'exploiter le Centre des congrès de Québec;
- d'élaborer des projets de développement ou d'exploitation du Centre des congrès;
- d'exercer des activités commerciales et autres activités de nature à contribuer au développement du Centre des congrès et d'en assurer l'exploitation, la promotion et l'administration.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. Principales méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public* et elle applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Le principal élément faisant l'objet d'une estimation est la durée de vie des immobilisations corporelles.

Instruments financiers

L'encaisse, les dépôts à terme et les créances à l'exception des taxes à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges à payer et frais courus à l'exception des avantages sociaux, les dépôts de clients et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Constatation des revenus

Les revenus provenant de la location d'espaces et de la prestation de services auxiliaires sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus. Toute différence entre le montant perçu et le montant constaté à titre de revenus est inscrite à l'état de la situation financière à titre de dépôts de clients ou de créances. Les redevances sont constatées à mesure que celles-ci deviennent gagnées en vertu des conditions contractuelles.

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date du règlement et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

Constatation des subventions

Les subventions sont constatées en revenus au cours de l'exercice où celles-ci ont été dûment autorisées et que la Société a atteint tous les critères d'admissibilité. Elles sont comptabilisées comme subventions reportées si des stipulations particulières créent une obligation répondant à la définition de passif. La comptabilisation du revenu se fait au fur et à mesure que le passif est réglé.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse, les placements rachetables et placements facilement convertibles à court terme en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et les emprunts temporaires.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reportées du gouvernement du Québec correspondent à l'écart entre, d'une part, la somme des charges d'intérêts engagées sur les emprunts afférents à l'acquisition d'immobilisations corporelles et de l'amortissement cumulé sur ces immobilisations corporelles et sur les frais de financement reportés financés par ces emprunts et, d'autre part, la somme des subventions du gouvernement du Québec reçues pour permettre les versements sur ces emprunts.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations corporelles

Le terrain et la bâtisse, acquis pour une valeur symbolique de 1 \$ le 1^{er} janvier 1994, ont été comptabilisés à la valeur de l'évaluation municipale à cette date. Les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile prévue comme suit :

Bâtisses	40 ans
Aménagements	10 ans
Mobilier et équipement	3 et 5 ans
Logiciels	5 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les revenus et les charges sont pour leur part convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Un gain ou une perte de change qui se produit avant le règlement est comptabilisé dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Au cours de l'exercice où a lieu le règlement, le montant cumulé des gains et pertes de réévaluation fait l'objet d'une écriture de contrepassation dans l'état des gains et pertes de réévaluation et un gain ou une perte de change déterminé en fonction du cours du change à la date de comptabilisation initiale de l'élément est comptabilisé dans l'état des résultats.

3. Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec

	2015	2014
	\$	\$
Subvention de fonctionnement :		
Subvention reçue pour l'exercice	16 013 401	13 120 200
Subvention reportée relative au service de la dette (note 10)	(6 879 458)	(5 351 060)
	<u>9 133 943</u>	<u>7 769 140</u>
 Virement de la subvention reportée relative aux intérêts encourus sur les emprunts (note 10)	 2 833 587	 1 884 369
	<u>11 967 530</u>	<u>9 653 509</u>

4. Frais d'opération et d'administration

	2015	2014
	\$	\$
Traitements et avantages sociaux	5 251 085	4 981 708
Assurances et permis	125 942	121 414
Énergie et chauffage	983 425	890 596
Gardiennage	618 155	490 148
Service d'entretien ménager	170 600	151 696
Service d'entretien spécialisé	1 115 809	1 136 846
Entretien et réparations	881 028	845 298
Promotion et communications	909 125	1 188 993
Services professionnels et administratifs	316 338	302 024
Formation professionnelle	53 605	61 183
Créances douteuses	-	12 124
	10 425 112	10 182 030

5. Frais financiers

	2015	2014
	\$	\$
Intérêts sur la dette	2 833 587	1 884 369
Autres intérêts et frais bancaires	19 130	5 885
	2 852 717	1 890 254

6. Dépôts à terme

	2015	2014
	\$	\$
Certificats de dépôt rachetables		
1,16 %, échu en septembre 2014	-	3 885 000
	-	3 885 000

7. Emprunts temporaires

La Société est autorisée, en vertu d'un régime d'emprunts à court terme, à contracter des emprunts temporaires jusqu'à concurrence d'un montant total de 4 000 000 \$ jusqu'au 30 juin 2018. Aux 31 mars 2015 et 2014, la Société n'avait pas contracté d'emprunts temporaires.

8. Charges à payer et frais courus

	2015	2014
	\$	\$
Traitements	659 789	759 771
Avantages sociaux	229 160	146 629
Fournisseurs	2 271 413	4 632 588
Fournisseurs – immobilisations corporelles	841 481	31 675 445
Intérêts courus sur emprunts	1 065 955	716 967
Entretien majeur ⁽¹⁾	152 572	721 161
	<u>5 220 370</u>	<u>38 652 561</u>

⁽¹⁾ Au 31 mars 2013, la Société avait enregistré une provision au montant de 1 585 000 \$ pour les travaux du mur de maçonnerie. Le coût réel de ces travaux a été de 1 442 323 \$ et la Société québécoise des infrastructures a assumé 50 % de coûts de réfection soit un montant de 721 162 \$. L'écart entre le montant provisionné et le coût réel soit 863 839 \$ a été inscrit au poste " entretien majeur " à l'état des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice clos le 31 mars 2014.

9. Autre passif

L'autre passif est constitué d'un contrat de location-acquisition pour l'achat d'équipement, remboursable par versements mensuels, ne portant pas intérêt et échéant en septembre 2015.

10. Subventions reportées du gouvernement du Québec

	2015	2014
	\$	\$
Les subventions reportées s'établissent comme suit :		
Solde au début	10 507 096	9 713 924
Virement de la subvention relative à l'amortissement des immobilisations corporelles et des frais de financement reportés	(3 884 791)	(2 673 519)
Virement de la subvention relative aux intérêts encourus sur les emprunts	(2 833 587)	(1 884 369)
	<u>3 788 718</u>	<u>5 156 036</u>
Subvention reportée relative au service de la dette	6 879 458	5 351 060
	<u>10 668 176</u>	<u>10 507 096</u>

11. Dettes

Auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec.

	2015	2014
	\$	\$
Billets à payer		
Taux effectif de 4,090 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 029 701 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 ^{er} décembre 2038	31 427 445	-
Taux effectif de 3,604 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 815 354 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 ^{er} octobre 2021	22 308 418	25 079 073
Taux effectif de 4,683 % l'an, remboursable par versements semestriels de 569 173 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 ^{er} décembre 2016	13 108 788	13 622 845
Taux effectif de 3,706 % l'an, remboursable par versements semestriels de 86 000 \$ en capital, échéant le 1 ^{er} juin 2037	3 839 375	4 009 999
Taux effectif de 2,422 % l'an, remboursable par versements semestriels de 200 000 \$ en capital, échéant le 1 ^{er} décembre 2018	1 593 693	1 991 973
Taux effectif de 3,313 % l'an, remboursable par versements semestriels de 75 552 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 ^{er} mars 2022	937 591	1 047 464
Taux effectif de 2,257 % l'an, remboursable par versements semestriels de 79 807 \$ en capital, échéant le 1 ^{er} décembre 2017	476 845	635 661
	<u>73 692 155</u>	<u>46 387 015</u>

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2016	5 095 466
2017	17 260 608
2018	4 823 655
2019	4 810 506
2020	4 562 235
2021 et suivants	37 536 417

12. Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtisses	Aménagements	Mobilier et équipement	Logiciels	Total 2015	Total 2014
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût des immobilisations							
Solde d'ouverture	5 618 150	152 088 559	2 063 786	6 265 549	728 822	166 764 866	141 810 906
Acquisitions	-	1 349 970	-	582 359	156	1 932 485	24 953 960
Dispositions	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture	5 618 150	153 438 529	2 063 786	6 847 908	728 978	168 697 351	166 764 866
Amortissement cumulé							
Solde d'ouverture	-	48 337 780	1 278 875	3 500 540	595 902	53 713 097	49 852 934
Amortissement de l'exercice	-	3 785 160	199 157	997 725	12 449	4 994 491	3 860 163
Incidence des dispositions	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture	-	52 122 940	1 478 032	4 498 265	608 351	58 707 588	53 713 097
Valeur nette comptable 2015	5 618 150	101 315 589	585 754	2 349 643	120 627	109 989 763	
Valeur nette comptable 2014	5 618 150	103 750 779	784 911	2 765 009	132 920		113 051 769

Au 31 mars 2014, des immobilisations corporelles classées sous les rubriques « Bâtisses », « Mobilier et équipement » et « Logiciels » totalisant 34 981 968 \$ n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas opérationnelles en fin d'exercice.

13. Excédent cumulé lié aux activités

Le tableau suivant fournit les principaux éléments qui composent le poste « Excédent cumulé lié aux activités » :

	2015	2014
	\$	\$
Excédent relatif à un terrain reçu ⁽¹⁾	1 532 250	1 532 250
Excédent cumulé investi en immobilisations corporelles	21 184 820	22 294 519
Excédent cumulé réservé pour entretien majeur	5 300 000	6 100 000
Excédent cumulé réservé pour développement des marchés	300 000	300 000
Excédent cumulé non affecté	85 888	171 122
Total de l'excédent cumulé lié aux activités	28 402 958	30 397 891

Les affectations pour l'excédent cumulé investi en immobilisations corporelles, l'excédent réservé pour entretien majeur et l'excédent réservé pour développement des marchés sont approuvées annuellement par le conseil d'administration au moment de l'approbation des états financiers.

⁽¹⁾ Il représente la cession par la Ville de Québec, le 1^{er} janvier 1994, d'un terrain pour une valeur symbolique de 1 \$ comptabilisé à la valeur de l'évaluation municipale à cette date.

14. Avantages sociaux futurs

Régime de retraite

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE demeure le même qu'en 2014, soit 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014).

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 339 012 \$ (31 mars 2014 : 303 078 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Indemnités de vacances dues au personnel

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la Société estime que les vacances accumulées sont prises dans l'exercice suivant. La provision pour indemnités de vacances dues au personnel est incluse au poste charges à payer et frais courus.

Provision pour congés de maladie

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la Société rembourse les jours non utilisés au 31 mars de chaque année selon les normes et barèmes de rémunération. La provision pour congés de maladie est incluse au poste charges à payer et frais courus.

Provision pour la politique de rémunération des cadres supérieurs dans la fonction publique

La politique de rémunération des cadres supérieurs dans la fonction publique prévoit un montant à verser en indemnité de départ à chaque cadre soumis à cette politique. Les cadres supérieurs de la Société ont droit à une indemnité de départ correspondant à un mois de salaire pour chaque année d'ancienneté jusqu'à un maximum de douze mois. La provision pour la rémunération des cadres supérieurs est incluse au poste charges à payer et frais courus.

15. Informations sur les risques financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. La Société est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent la Société à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie, des dépôts à terme et des créances. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à l'encaisse est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La Société investit les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées dans un compte d'épargne.

À l'égard des créances, la Société estime que la concentration du risque de crédit est minime en raison de son processus de facturation et d'encaissement, du suivi rigoureux effectué auprès de chaque client et du bon historique de paiement des clients. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque spécifique de chaque client.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances, déduction faite de la provision pour créances douteuses :

	2015	2014
	\$	\$
Créances déduction faite de la provision pour créances douteuses :		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	419 678	637 572
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	337 938	276 972
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	9 478	250 260
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	61 357	56 378
	<u>828 451</u>	<u>1 221 182</u>
Provision pour créances douteuses	(6 494)	(20 433)
Autres créances ⁽¹⁾	<u>31 598</u>	<u>94 435</u>
	<u>853 555</u>	<u>1 295 184</u>

⁽¹⁾ Les créances incluent également des taxes à recevoir pour un montant de 94 802 \$ (31 mars 2014 : 4 557 224 \$) qui ne sont pas des instruments financiers.

15. Informations sur les risques financiers (suite)***Risque de liquidité***

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités de fonctionnement, des subventions et des revenus provenant de la cession d'immobilisations corporelles excédentaires. La Société respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie.

Les tableaux suivants présentent l'échéance estimative des passifs financiers aux 31 mars 2015 et 2014, à l'exception des avantages sociaux et de la provision pour entretien majeur :

2015	Valeur comptable	Échéance				
		Moins de 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers						
Charges à payer et frais courus	4 838 638	4 838 638	-	-	-	-
Dépôts de clients	881 159	626 824	78 000	167 835	8 500	-
Dettes	73 692 155	2 506 852	2 546 529	17 222 367	14 110 027	37 306 380
	79 411 952	7 972 314	2 624 529	17 390 202	14 118 527	37 306 380

2014	Valeur comptable	Échéance				
		Moins de 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers						
Charges à payer et frais courus	37 784 771	37 784 771	-	-	-	-
Dépôts de clients	1 023 730	771 925	165 805	77 500	8 500	-
Dettes	46 387 015	609 422	3 512 882	4 254 869	24 201 585	13 808 257
	85 195 516	39 166 118	3 678 687	4 332 369	24 210 085	13 808 257

15. Informations sur les risques financiers (suite)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison d'encaisse libellée en dollars américains. Au 31 mars 2015, l'encaisse libellée en devises américaines totalise 790 028 \$ canadien (31 mars 2014 : 674 543 \$). La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de change.

À la date de l'état de la situation financière, le taux de change pour le dollar américain est de 1,26417 (31 mars 2014 : 1,10581).

Une variation de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la date de l'état de la situation financière, aurait augmenté ou diminué l'encaisse de 79 003 \$. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. L'analyse comparative a été effectuée selon les mêmes hypothèses.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

L'encaisse porte intérêt à un taux variable, les créances, les charges à payer et les frais courus sont sans intérêt. La dette à long terme porte intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé la Société est minime. Les modalités reliées aux dettes sont mentionnées à la note complémentaire 11 aux états financiers.

16. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

17. Obligations contractuelles

La Société est engagée par des contrats échéant à diverses dates jusqu'au 30 avril 2018 (31 mars 2014 : 1 477 993 \$) pour des services d'entretien ménager et d'entretien spécialisé.

Les paiements minimums futurs de ces contrats s'établissent comme suit :

2016	913 768
2017	268 298
2018	66 600
2019	5 550
	<hr/>
	1 254 216

18. Chiffres comparatifs

Les chiffres de 2014 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015.

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

Annexe

Renseignements complémentaires aux états financiers
31 mars 2015

Afin de faciliter les comparaisons avec le secteur privé, la Société a choisi de divulguer des renseignements complémentaires sur ses résultats suivant la présentation qu'elle adoptait par le passé.

	2015	2014
	\$	\$
Revenus		
Location d'espaces - événements	2 883 629	2 438 465
Redevances	3 060 653	2 530 200
Services auxiliaires	2 295 491	2 205 266
Revenus d'intérêts	67 754	86 276
Autres	675 331	687 135
	8 982 858	7 947 342
Charges		
Frais d'événements	2 724 809	2 498 269
Frais d'opération et d'administration	10 425 112	10 182 030
Taxes	5 204 723	4 121 288
Frais financiers	2 852 717	1 890 254
	21 207 361	18 691 841
Déficit des revenus sur les charges avant subvention de fonctionnement et autres éléments :	(12 224 503)	(10 744 499)
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	11 967 530	9 653 509
Déficit des revenus sur les charges avant les éléments suivants :	(256 973)	(1 090 990)
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	-	49 000
Subvention du gouvernement du Québec relative aux immobilisations et aux frais de financement reportés	3 884 791	2 673 519
Amortissement des immobilisations corporelles	(4 994 491)	(3 860 163)
Entretien majeur	(628 260)	863 839
Déficit annuel lié aux activités	(1 994 933)	(1 364 795)

RESSOURCES FINANCIÈRES



RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes du secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

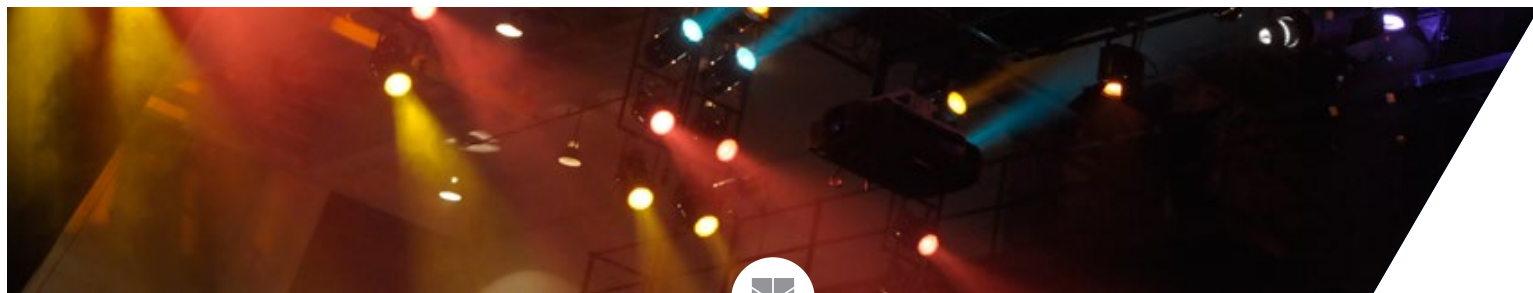
Le président-directeur général,

MARCEL DALLAIRE

La directrice de l'administration,

NATHALIE BÉLANGER, CPA, CA

Québec, le 10 décembre 2014



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du Grand Théâtre de Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2014 ainsi que les états des résultats, de l'excédent cumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société du Grand Théâtre de Québec n'a pas comptabilisé, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui



doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société du Grand Théâtre de Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution) En dollars	
	2014	2013
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	20 202 042	20 118 913
Subventions reportées du gouvernement du Québec	16 581 140	15 635 096
Dettes nettes	(3 620 902)	(4 483 817)
Excédent cumulé	3 620 902	4 483 817
État des résultats		
Subventions du gouvernement du Québec	(862 915)	(640 817)
Excédent annuel	(862 915)	(640 817)

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du Grand Théâtre de Québec au 31 août 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre v-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société du Grand Théâtre de Québec au 31 août 2014 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre v-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

MICHEL SAMSON, CPA AUDITEUR, CA

Québec, le 10 décembre 2014.

ÉTATS FINANCIERS

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2014
(en milliers de dollars)



	2014 Budget	2014 Réal	2013 Réal
REVENUS			
Subventions du gouvernement du Québec – fonctionnement (note 4)	2 755	2 755	2 799
Subventions du gouvernement du Québec – immobilisations	6 432	3 130	2 777
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	–	1 325	1 325
Billetterie	1 595	1 530	1 690
Services scéniques	1 265	1 119	1 301
Présentation de spectacles (note 5)	1 000	1 280	690
Location de salles	983	965	1 068
Stationnements	233	232	188
Commandite	130	96	103
Services à la clientèle	118	103	112
Intérêts	20	33	28
Autres	33	36	90
	14 564	12 604	12 171
CHARGES			
Salaires et avantages sociaux	3 534	3 692	3 795
Frais généraux – bâtisse	1 898	1 900	1 887
Frais artistiques	871	793	461
Frais financiers (note 6)	600	565	634
Entretien et réparations de la bâtisse	579	477	454
Frais de vente de la billetterie	542	573	643
Publicité	230	277	262
Gardiennage	270	281	291
Achats, entretien et réparations d'équipements	220	145	147
Transport et communications	62	56	71
Fournitures	56	44	41
Honoraires professionnels	48	7	54
Location d'équipements	29	16	16
Stationnements	18	33	11
Amortissement des immobilisations corporelles	1 900	2 995	2 825
	10 857	11 854	11 592
EXCÉDENT ANNUEL	3 707	750	579

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

EXCÉDENT CUMULÉ
AU 31 AOÛT 2014
(en milliers de dollars)



	2014	2013
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	862	283
Excédent annuel	750	579
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	1 612	862

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 AOÛT 2014

(en milliers de dollars)



	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	734	1 087
Dépôts à terme (note 7)	1 506	1 700
Débiteurs	469	468
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec (note 8)	170	196
	2 879	3 451
PASSIFS		
Emprunts bancaires (note 9)	5 054	3 790
Dépôts – vente de billets	1 830	1 629
Charges à payer et frais courus (note 10)	884	1 950
Intérêts courus	137	166
Subventions reportées du gouvernement du Québec	7 953	9 279
Dette à long terme (note 11)	15 198	15 931
	31 056	32 745
DETTE NETTE	(28 177)	(29 294)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	549	534
Fournitures	85	87
Immobilisations corporelles (note 12)	29 155	29 535
	29 789	30 156
EXCÉDENT CUMULÉ (note 13)	1 612	862

Obligations contractuelles (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUZANNE GAGNÉ

ALAIN LEMAY

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2014
(en milliers de dollars)



	2014 Budget	2014 Réal	2013 Réal
EXCÉDENT ANNUEL	3 707	750	579
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisitions	(4 033)	(2 615)	(2 855)
Amortissement	1 900	2 995	2 825
	1 574	1 130	549
Variation des charges payées d'avance	–	(15)	(23)
Variation des fournitures	–	2	(5)
	–	(13)	(28)
Diminution de la dette nette	1 574	1 117	521
DETTE NETTE AU DÉBUT	(29 294)	(29 294)	(29 815)
DETTE NETTE À LA FIN	(27 720)	(28 177)	(29 294)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2014

(en milliers de dollars)



	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	750	579
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 995	2 825
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	(1 326)	(1 325)
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement (note 15)	(683)	1 364
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	1 736	3 443
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements	(255)	(600)
Produits de cession de placements	350	600
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	95	–
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 814)	(2 522)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(2 814)	(2 522)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts bancaires	1 264	(431)
Augmentation de la dette à long terme	1 852	3 330
Remboursement de la dette à long terme	(2 585)	(2 170)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	531	729
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(452)	1 650
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 687	37
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 15)	1 235	1 687

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

La Société du Grand Théâtre de Québec (la Société), personne morale au sens du Code civil, instituée en vertu de la *Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec* (RLRQ, chapitre S-14.01), a pour objet d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer le Grand Théâtre de Québec ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

En vertu de l'article 32 de sa loi constitutive, la Société finance ses activités par les sommes qu'elle reçoit et les crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations, les charges à payer et les frais courus. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

États des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

L'encaisse, les dépôts à terme, les débiteurs autres que les taxes de vente à recevoir et les subventions à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts bancaires, les dépôts sur vente de billets autres que les certificats cadeaux, les charges à payer et frais courus autres que les avantages sociaux, les intérêts courus et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

**Revenus**

SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions du gouvernement du Québec sont comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice où le transfert a été autorisé et où la Société satisfait à tous les critères d'admissibilité, sauf lorsque, et dans la mesure où, le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les conditions relatives à ce passif sont rencontrées. Le solde est inscrit dans les subventions reportées.

AUTRES REVENUS

Les revenus provenant de la prestation de services et des ventes sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Actifs financiers

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse et des dépôts à terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Passif

RÉGIME DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée au régime interemployeurs à prestations déterminées gouvernemental puisque que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la Société sont employés normalement pour fournir des services futurs.

FOURNITURES

Les fournitures sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le terrain et la bâtisse, acquis du gouvernement du Québec pour une valeur symbolique, sont comptabilisés selon l'évaluation municipale à la date d'acquisition. Les autres acquisitions sont comptabilisées au coût. Le coût comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les honoraires professionnels et les autres frais directs. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit:

Bâtisse	30 ans
Ajouts et réparations majeures à la bâtisse	15 ans
Équipement technique de scène	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Équipement informatique	3 ans

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



3. RÉSULTATS PAR FONDS

La Société effectue un suivi de ses opérations par fonds.

	2014				2013
	FONDS DES OPÉRATIONS	FONDS DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL	FONDS DES IMMOBILISATIONS	TOTAL	
REVENUS					
Subventions du gouvernement du Québec – fonctionnement	2 755	–	–	2 755	2 799
Subventions du gouvernement du Québec – immobilisations	–	–	3 130	3 130	2 777
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	–	–	1 325	1 325	1 325
Billetterie	1 530	–	–	1 530	1 690
Services scéniques	1 119	–	–	1 119	1 301
Présentation de spectacles	1 280	–	–	1 280	690
Location de salles	965	–	–	965	1 068
Stationnements	232	–	–	232	188
Commandite	96	–	–	96	103
Services à la clientèle	103	–	–	103	112
Intérêts	33	–	–	33	28
Autres	36	–	–	36	90
	8 149	–	4 455	12 604	12 171
CHARGES					
Salaires et avantages sociaux	3 692	–	–	3 692	3 795
Frais généraux – bâtisse	1 900	–	–	1 900	1 887
Frais artistiques	793	–	–	793	461
Frais financiers	–	–	565	565	634
Entretien et réparations de la bâtisse	446	–	31	477	454
Frais de vente de la billetterie	573	–	–	573	643
Publicité	255	22	–	277	262
Gardiennage	281	–	–	281	291
Achats, entretien et réparations d'équipements	141	–	4	145	147
Transport et communications	56	–	–	56	71
Fournitures	44	–	–	44	41
Honoraires professionnels	7	–	–	7	54
Location d'équipements	16	–	–	16	16
Stationnements	33	–	–	33	11
Amortissement des immobilisations corporelles	–	–	2 995	2 995	2 825
	8 237	22	3 595	11 854	11 592
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(88)	(22)	860	750	579

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



4. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions proviennent du ministère de la Culture et des Communications.

Subvention de fonctionnement

La subvention du ministère de la Culture et des Communications tient compte de l'obligation de la Société de loger gratuitement le Conservatoire de musique de Québec, selon les conditions rattachées au transfert de propriété du terrain et de la bâtisse. La valeur comptable de cette obligation s'élève à 1 210 119 \$ (2013: 1 174 092 \$) et se compose de la part attribuable au Conservatoire de musique de Québec pour les frais de fonctionnement, les taxes foncières et l'amortissement.

5. PRÉSENTATION DE SPECTACLES

La Société effectue avec certains fournisseurs des échanges de biens et de services. Ces opérations non monétaires sont inscrites aux résultats de la Société à la juste valeur des biens et services échangés, augmentant ainsi les revenus relatifs à la production de spectacles et les charges de publicité pour un montant de 25 469 \$ (2013: 26 506 \$).

6. FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers de 564 534 \$ (2013: 635 268 \$) comprennent des intérêts sur la dette à long terme de 494 662 \$ (2013: 565 821 \$) et sur l'emprunt bancaire de 69 743 \$ (2013: 69 034 \$).

7. DÉPÔTS À TERME

	2014	2013
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 1,00% et dont l'échéance est le 29 septembre 2014.	501	–
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 2,07% et dont l'échéance est le 7 octobre 2014.	500	500
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 1,80% et dont l'échéance est le 7 octobre 2015.	255	250
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 1,80% et dont l'échéance est le 5 décembre 2018.	250	–
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 1,00% et échu le 9 septembre 2013.	–	600
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 1,04% et échu le 7 octobre 2013.	–	350
	1 506	1 700

Les intérêts encaissés au cours de l'exercice correspondent à 27 762 \$.

8. SUBVENTION À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

La subvention à recevoir du gouvernement du Québec correspond aux intérêts courus sur la dette à long terme ainsi qu'aux intérêts payés et non remboursés sur les emprunts bancaires.

9. EMPRUNTS BANCAIRES

La Société détient, auprès d'une institution financière, une marge de crédit pour son fonctionnement renouvelable annuellement au 30 novembre. Les sommes empruntées sont autorisées par le gouvernement du Québec jusqu'à concurrence de 800 000 \$ et portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 août 2014 et 2013, cette marge de crédit n'était pas utilisée par la Société.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



Le gouvernement du Québec a autorisé par décret, et ce jusqu'au 30 novembre 2014, la Société à contracter des emprunts bancaires relatifs au maintien des immobilisations pour un montant maximum de 12 763 476 \$ (2013 : 14 433 006 \$).

	2014	2013
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 581 357 \$ portant intérêt au taux des billets grille.	1 200	962
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 010 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.	962	604
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 435 816 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.	870	157
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 060 500 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.	777	28
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 464 399 \$ portant intérêt au taux des billets grille.	650	–
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 2 013 536 \$ portant intérêt au taux des billets grille.	538	1 507
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 277 750 \$ portant intérêt au taux préférentiel.	57	–
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 533 987 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.	–	532
	5 054	3 790

Au 31 août 2014, le taux préférentiel est de 3 % (2013 : 3 %) et celui des billets grille 1,55 % (2013 : 1,52 %).

10. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2014	2013
Créditeurs et frais courus	557	1 649
Salaires	103	64
Avantages sociaux	30	30
Provision pour les congés de maladie et les vacances	194	207
	884	1 950

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



11. DETTE À LONG TERME

Emprunts auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec.

	Taux effectif	2014	2013
Taux fixe de 3,122%, remboursable par versements annuels en capital de 645 852 \$ jusqu'au 16 juillet 2021.	3,28%	4 496	5 135
Taux fixe de 2,961%, remboursable par versements annuels en capital de 309 247 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2023	3,11%	3 072	3 378
Taux fixe de 2,698%, remboursable par versements annuels en capital de 537 813 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2018.	2,86%	2 678	–
Taux fixe de 3,271%, remboursable par versements annuels en capital de 119 614 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2024.	3,41%	1 307	–
Taux fixe de 2,336%, remboursable par versements annuels en capital de 169 775 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2017.	2,52%	677	–
Taux fixe de 4,90%, remboursable par versements annuels en capital de 110 726 \$ jusqu'au 16 juillet 2020	5,03%	662	772
Taux fixe de 2,991%, remboursable par versements annuels en capital de 80 450 \$ jusqu'au 16 janvier 2022.	3,14%	640	720
Taux fixe de 4,087%, remboursable par versements annuels en capital de 101 360 \$ jusqu'au 3 décembre 2018	4,27%	505	605
Taux fixe de 1,877%, remboursable par versements annuels en capital de 105 740 \$ jusqu'au 1 ^{er} mars 2018.	2,08%	421	–
Taux fixe de 4,622%, remboursable par versements annuels en capital de 174 933 \$ jusqu'au 31 mars 2016	4,77%	349	523
Taux fixe de 2,579%, remboursable par versements annuels en capital de 219 832 \$ jusqu'au 15 juillet 2015.	2,76%	219	439
Taux fixe de 4,692%, remboursable par versements annuels en capital de 86 324 \$ jusqu'au 31 mars 2016	4,84%	172	258
Taux fixe de 4,207%, remboursable par versements annuels en capital de 206 700 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 2 067 002 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	4,33%	–	2 066
Taux fixe de 2,726%, remboursable par versements annuels en capital de 82 039 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 492 235 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	2,86%	–	492
Taux fixe de 2,726%, remboursable par versements annuels en capital de 81 185 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 487 112 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	2,86%	–	487
Taux fixe de 4,207%, remboursable par versements annuels en capital de 84 553 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 422 763 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	4,34%	–	422
Taux fixe de 4,207%, remboursable par versements annuels en capital de 84 492 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 422 465 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	4,34%	–	422
Taux fixe de 5,343%, remboursable par versements annuels en capital de 211 837 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2013	5,50%	–	212
		15 198	15 931

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2015	2 662
2016	2 442
2017	2 181

2018	2 181
2019 et suivantes	5 813

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2014			2013		
	COÛT OU VALEUR ATTRIBUÉE	AMORTISSEMENT CUMULÉ	NET	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Terrain	4 622	–	4 622	4 622	–	4 622
Bâtisse	23 901	15 948	7 953	23 901	14 623	9 278
Ajouts et réparations majeures à la bâtisse	23 240	9 007	14 233	21 257	7 748	13 509
Équipement technique de scène	8 860	6 650	2 210	8 302	6 295	2 007
Ameublement et équipement de bureau	590	511	79	555	483	72
Équipement informatique	394	336	58	356	309	47
	61 607	32 452	29 155	58 993	29 458	29 535

Au cours de l'exercice, la Société a procédé aux acquisitions suivantes :

	2014	2013
Ajouts et réparations majeures à la bâtisse	1 984	2 339
Équipement technique de scène	558	457
Ameublement et équipement de bureau	35	10
Équipement informatique	38	51
	2 615	2 857

Les acquisitions d'immobilisations corporelles comprennent un montant de 310 783 \$ (2013 : 509 504 \$) qui est inclus dans les charges à payer et frais courus au 31 août 2014.

13. EXCÉDENT CUMULÉ

L'excédent cumulé inclut un montant de 4 622 000 \$ correspondant à l'apport du gouvernement du Québec lors du transfert du terrain à la Société. Cette somme équivaut à l'évaluation municipale lors du transfert.

14. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société est liée par des obligations contractuelles principalement pour l'entretien ménager et la sécurité. Les paiements minimums exigibles pour les prochaines années s'établissent comme suit :

2015	695
2016	592
2017	329
	1 616

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



15. FLUX DE TRÉSORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés dans l'état de la situation financière :

	2014	2013
Encaisse	734	1 087
Dépôts à terme	501	600
	1 235	1 687

Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement

	2014	2013
Débiteurs	(1)	151
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	26	50
Fournitures	2	(5)
Charges payées d'avance	(15)	(23)
Frais reportés liés aux dettes	–	77
Dépôts – vente de billets	201	298
Charges à payer et frais courus	(867)	906
Intérêts courus	(29)	27
Revenus perçus d'avance	–	(40)
Subventions reportées du gouvernement du Québec	–	(77)
	(683)	1 364

Frais financiers

Les intérêts versés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 573 954 \$ (2013 : 585 568 \$).

16. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régime de retraite

La Société cotise aux trois régimes de retraite auxquels participent certains membres de son personnel. Deux de ces régimes soit le Régime de retraite simplifié des employés du Grand Théâtre de Québec et le Régime complémentaire de retraite de l'Alliance Internationale des Employés de scènes et des projectionnistes des États-Unis et du Canada, local 523 sont à cotisations déterminées et donnent droit à des prestations de retraite, de cessation de service et de décès, alors que l'autre est un régime interemployeurs à prestations déterminées soit le Régime de retraite de l'administration supérieur (RRAS) du gouvernement du Québec. Ce régime comporte des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, le taux de cotisation de la Société pour le RRAS est de 14,38 % (2013 : 12,30 %) de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de la Société, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 182 482 \$ (2013 : 176 726 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



Provision pour les congés de maladie et les vacances

	2014			2013
	CONGÉS DE MALADIE	VACANCES	TOTAL	Total
Solde au début	32	175	207	208
Charge de l'exercice	49	294	343	371
Prestations versées au cours de l'exercice	(51)	(305)	(356)	(372)
Solde à la fin	30	164	194	207

Cette provision est incluse au poste «Charges à payer et frais courus».

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit au 31 août est la suivante :

	2014	2013
Encaisse	734	1 087
Dépôts à terme	1 506	1 700
Débiteurs	377	468
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	170	196
	2 787	3 451

Le risque de crédit associé à l'encaisse et aux dépôts à terme est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de la Société est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées. Au 31 août 2014, ces actifs financiers sont investis dans des dépôts à terme. La direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Le risque associé aux débiteurs autres que les taxes de vente est réduit au minimum, puisque le montant est composé de plusieurs clients et aucun d'entre eux n'implique de sommes importantes. La Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction. Au 31 août 2014, un montant de 91 643 \$ a été comptabilisé dans les débiteurs et correspond aux taxes de vente.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



La valeur nette comptable des débiteurs, autres que les taxes de vente, de la Société au 31 août est de 239 523 \$ (2013 : 403 792 \$). L'échéance de ces débiteurs est détaillée dans le tableau suivant :

	2014	2013
Moins de 30 jours	174	250
De 30 à 59 jours	9	18
De 60 à 89 jours	13	27
90 jours et plus	51	116
	247	411
Provision pour créances douteuses	(7)	(7)
Autres débiteurs	137	64
	377	468

La Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir du gouvernement du Québec est réduit au minimum puisque la Société respecte tous les critères d'admissibilité associés à l'octroi de ces subventions.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

L'échéancier des emprunts bancaires est présenté à la note 9 et celui des dettes à long terme à la note 11.

L'échéance estimative pour les dépôts-ventes de billets autres que les certificats cadeaux est de 365 jours et correspond à un montant de 1 695 422 \$ (2013 : 1 503 960 \$)

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des charges à payer et frais courus :

	2014	2013
Moins de 90 jours	658	1 713
De 90 à 365 jours	194	207
	852	1 920

L'échéance des intérêts courus est de moins de 6 mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2014

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt. L'encaisse et les dépôts à terme comprennent des dépôts à terme hautement liquides auprès d'institutions financières qui rapportent de l'intérêt au taux du marché et à taux fixe.

L'objectif de la Société est de gérer l'exposition de sa trésorerie et de ses placements à court terme au risque du taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés par les fonds excédentaires tout en conservant les liquidités minimales nécessaires à la bonne marche de ses activités quotidiennes. La fluctuation du taux d'intérêt du marché a une incidence non significative sur les revenus d'intérêts que la Société tire de sa trésorerie et de ses placements à court terme.

La dette à long terme est émise à des taux d'intérêt fixes réduisant ainsi au minimum les risques liés aux flux de trésorerie et aux taux d'intérêt car la Société prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu. L'emprunt bancaire est émis à des taux d'intérêt variables ce qui expose la Société au risque des taux d'intérêt. Cependant, ce risque est nul compte tenu que ces intérêts sont entièrement subventionnés.

LES ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2015

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du Palais des congrès de Montréal (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Raymond Larivée
Président-directeur général



André Saucier, CPA, CGA
Vice-président aux finances et à l'administration

Montréal, le 11 juin 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du Palais des congrès de Montréal, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement

de l'auditeur et, notamment, de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RÉSERVE

La Société du Palais des congrès de Montréal n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2015 et 2014 à l'état de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées par emprunts et pour lesquelles les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société du Palais des congrès de Montréal a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes*

publics ou municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01), énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société du Palais des congrès de Montréal et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné

la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société du Palais des congrès de Montréal respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution)	
	2015	2014
État de la situation financière		
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	236 335 159 \$	248 929 017 \$
Subvention reportée du gouvernement du Québec	176 589 239	186 755 447
Dette nette	(59 745 920)	(62 173 570)
Excédent cumulé	59 745 920	62 173 570
État des résultats		
Subvention du gouvernement du Québec	(2 427 650)	(4 022 559)
Excédent de l'exercice	(2 427 650) \$	(4 022 559) \$

OPINION AVEC RÉSERVE

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du Palais des congrès de Montréal au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société du Palais des congrès de Montréal au 31 mars 2015 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice

clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc FCPA auditrice, FCA
Montréal, le 11 juin 2015

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2015	2014
	Budget	Réel	Réel
REVENUS			
Subventions du gouvernement du Québec			
De fonctionnement (note 14)	23 614 139 \$	22 626 348 \$	27 082 498 \$
Relative au remboursement de la dette	10 799 861	10 799 861	11 295 525
Relative aux immobilisations (note 14)	—	394 141	164 979
Virement des contributions reportées (note 13)	—	66 910	31 737
Location d'espaces	9 297 405	8 915 493	8 169 579
Services auxiliaires (note 3)	7 792 828	7 725 149	7 037 994
Redevances (note 4)	6 019 634	5 915 059	5 304 688
Location de locaux	900 250	1 001 994	828 597
Location à titre gratuit (note 5)	—	975 751	901 125
Intérêts	390 000	290 936	1 283 575
	58 814 117	58 711 642	62 100 297
CHARGES			
Frais d'événements (note 6)	6 390 668	5 959 351	5 953 777
Frais d'exploitation et d'administration (note 7)	20 495 817	18 211 552	20 660 519
Taxes municipales et scolaires (note 8)	11 341 000	10 873 424	6 687 143
Frais financiers (note 9)	9 517 285	9 492 597	10 746 537
Amortissement des immobilisations corporelles	10 982 478	10 751 400	10 704 539
Perte à la location à titre gratuit (note 5)	—	975 751	901 125
(Gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles	—	(23 643)	932
	58 727 249	56 240 432	55 654 572
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	86 868	2 471 210	6 445 725
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 562 309	2 562 309	(3 883 416)
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	2 651 177 \$	5 033 519 \$	2 562 309 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

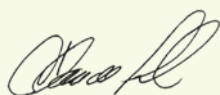
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2015

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 929 062 \$	25 554 714 \$
Placements (note 10)	2 325 507	2 325 507
Débiteurs	1 532 678	1 014 536
Loyers à recevoir	37 851	69 398
	20 825 098	28 964 155
PASSIFS		
Charges à payer et frais courus (note 11)	4 623 456	8 712 647
Intérêts courus à payer	1 573 180	3 367 178
Revenus perçus d'avance	3 409 647	3 607 293
Dettes (note 12)	233 645 996	244 244 999
Contributions reportées (note 13)	2 183 893	285 626
Subvention spéciale du gouvernement du Québec reportée (note 14)	618 642	1 029 648
	246 054 814	261 247 391
DETTE NETTE	(225 229 716)	(232 283 236)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	3 181 338	758 257
Frais reportés	75 511	134 267
Immobilisations corporelles (note 15)	227 006 386	233 953 021
	230 263 235	234 845 545
EXCÉDENT CUMULÉ	5 033 519 \$	2 562 309 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Claude Liboiron
Président du conseil d'administration



Suzanne Landry
Présidente du comité d'audit

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2015	2014
	Budget	Réel	Réel
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	86 868 \$	2 471 210 \$	6 445 723 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 027 189)	(3 843 556)	(3 439 020)
Amortissement des immobilisations corporelles	10 982 478	10 751 400	10 704 539
(Gain) perte à la disposition d'immobilisations corporelles	—	(23 643)	932
Abandon de projets en cours	—	25 419	—
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	—	37 015	—
	4 955 289	6 946 635	7 266 451
Acquisition de charges payées d'avance	—	(14 872 424)	(9 234 425)
Utilisation des charges payées d'avance	—	12 449 343	12 473 933
Utilisation des frais reportés	—	58 756	97 693
	—	(2 364 325)	3 337 201
DIMINUTION DE LA DETTE NETTE	5 042 157	7 053 520	17 049 375
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(232 283 236)	(232 283 236)	(249 332 611)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	(227 241 079) \$	(225 229 716) \$	(232 283 236) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Rentrée de fonds – clients	22 932 757 \$	21 991 533 \$
Sortie de fonds – fournisseurs et membres du personnel	(40 332 529)	(26 642 111)
Intérêts reçus	302 884	1 271 621
Intérêts versés	(11 085 738)	(11 636 956)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de fonctionnement	(28 182 626)	(15 015 913)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 956 774)	(2 218 005)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	37 015	—
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations	(4 919 759)	(2 218 005)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dettes contractées	—	117 607 117
Dettes remboursées	(10 799 861)	(128 902 642)
Encaissement de subventions et contributions	35 276 594	38 341 000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	24 476 733	27 045 475
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE	(8 625 652)	9 811 557
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	25 554 714	15 743 157
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	16 929 062 \$	25 554 714 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Société du Palais des congrès de Montréal (la Société), personne morale au sens du Code civil, a été constituée sans capital-actions par la *Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal* (RLRQ, chapitre S-14.1). Elle a pour mission :

- d'administrer et d'exploiter le Palais des congrès de Montréal ;
- d'élaborer des projets de développement ou d'exploitation du Palais des congrès de Montréal ;
- d'exercer des activités commerciales ou autres de nature à contribuer au développement du Palais des congrès de Montréal et d'en assurer l'exploitation, la promotion et l'administration.

En vertu de l'article 985 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. 1-3), de l'article 149 (1) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C., 1985, 5^e suppl.) et de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est permise lorsqu'elle est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges

de l'exercice présenté dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la provision pour créances douteuses, la durée de vie des immobilisations et l'évaluation de la provision pour moins-value des placements. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

ÉTAT DES GAINS OU PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises sont sans impact à la fin de l'exercice.

REVENUS

SUBVENTIONS

Les revenus de subvention sont constatés dans l'exercice au cours duquel les faits qui donnent lieu à ces revenus se sont produits, dans la mesure où elles sont autorisées, que la Société a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont comptabilisées en subventions reportées lorsque les stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont virées aux revenus au fur et à mesure que les conditions relatives au passif sont réglées.

CONTRIBUTIONS

Les contributions reçues qui font l'objet d'une affectation externe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et celles reçues sous forme d'immobilisations amortissables sont comptabilisées à titre de contributions reportées et sont virées aux revenus au même rythme que l'amortissement des immobilisations qui s'y rapportent, soit sur des périodes s'échelonnant entre 10 et 32 ans.

LOCATION À TITRE GRATUIT

Les opérations non monétaires ayant une substance commerciale sont comptabilisées à la juste valeur.

AUTRES

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus, y compris les gains, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits qui en découlent.

Les revenus provenant de la location d'espaces et de la prestation de services auxiliaires sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus. Toute différence entre le montant perçu et le montant constaté à titre de revenus est inscrite à l'état de la situation financière à titre de revenus perçus d'avance ou de débiteurs. Les redevances sont constatées à mesure que celles-ci deviennent gagnées en vertu des conditions contractuelles.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements, les débiteurs et les loyers à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges à payer et frais courus (excluant les avantages sociaux et les taxes à payer), les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou

au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

ACTIFS FINANCIERS**TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La politique de la Société consiste à présenter dans le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, le cas échéant, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et dont l'échéance initiale au moment de l'acquisition est de trois mois ou moins.

PLACEMENTS

Les placements sont initialement comptabilisés au coût, diminué de toute moins-value durable. Cette dernière est comptabilisée aux résultats de l'exercice.

La provision pour moins-value représente la meilleure estimation, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de la préparation des états financiers. Les principaux facteurs considérés dans l'établissement de la provision pour moins-value sont la qualité des actifs sous-jacents ainsi que la séquence de subordination imbriquée dans les billets.

PASSIFS**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS****Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont employés normalement pour fournir des services futurs.

FRAIS REPORTÉS

Les frais initiaux directs encourus pour la location des espaces commerciaux sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée probable d'utilisation, établie comme suit :

Bâtisse	40 ans
Aménagements	10 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Logiciels	5 et 10 ans

Les immobilisations en cours de construction ou d'agrandissement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

3. SERVICES AUXILIAIRES

	2015	2014
Plomberie et électricité	1 930 331 \$	1 703 324 \$
Aménagement	1 711 406	1 472 504
Stationnement	1 305 336	1 198 270
Audiovisuel	864 548	784 560
Télécommunications	877 492	771 595
Entretien ménager	527 664	507 425
Sécurité	220 172	224 245
Accueil et vestiaire	208 985	222 195
Autres	79 215	153 876
	7 725 149 \$	7 037 994 \$

4. REDEVANCES

	2015	2014
Services alimentaires	3 621 100 \$	3 300 301 \$
Services audiovisuels	1 635 428	1 382 030
Billets vendus	616 296	571 780
Autres	42 235	50 577
	5 915 059 \$	5 304 688 \$

5. LOCATION À TITRE GRATUIT

La Société loue des espaces à titre gratuit à deux entités. Ces opérations sont effectuées en contre-partie partielle de l'expropriation, aux fins des travaux d'agrandissement du Palais des congrès de Montréal, de certains actifs qui leur appartenaient.

6. FRAIS D'ÉVÉNEMENTS

	2015	2014
Traitements – personnel à l'événement		
Accueil et vestiaire	998 868 \$	1 068 480 \$
Services à la clientèle	739 858	683 695
Audiovisuel	565 602	500 283
Télécommunications	181 205	185 584
Stationnement	87 584	113 084
Aménagement	1 692 322	1 546 364
Entretien ménager	737 932	805 241
Plomberie et électricité	362 225	372 804
Sécurité	180 663	213 034
Audiovisuel	42 942	79 894
Télécommunications	43 531	49 320
Autres frais	326 619	335 994
	5 959 351 \$	5 953 777 \$

7. FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

	2015	2014
Traitements et avantages sociaux	9 701 247 \$	10 107 287 \$
Entretien et réparations	1 849 485	3 349 143
Électricité et chauffage	1 721 288	1 614 929
Promotion et communications	1 438 924	1 588 963
Service d'entretien spécialisé	900 482	877 761
Gardiennage	769 368	886 987
Service d'entretien ménager	690 103	795 404
Services professionnels et administratifs	680 306	920 981
Assurances et permis	309 715	304 390
Virement des frais reportés	58 756	97 692
Formation professionnelle	45 612	68 186
Créances douteuses et irrécouvrables	42 631	45 416
Loyers	3 635	3 380
	18 211 552 \$	20 660 519 \$

8. TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES

	2015	2014
Taxes municipales et scolaires	10 873 424 \$	13 655 194 \$
Remboursement de taxes	—	(6 968 051)
	10 873 424 \$	6 687 143 \$

La valeur imposable du bâtiment de la Société est passée de 268 333 333 \$ à 271 666 667 \$ au 1^{er} janvier 2015. Les taxes municipales afférentes pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 sont de 10 237 419 \$. Elles étaient de 10 326 200 \$ pour la même période en 2014.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, des remboursements de taxes et d'intérêts ont été reçus de la Ville de Montréal et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal à la suite d'une contestation logée par la Société.

9. FRAIS FINANCIERS

	2015	2014
Intérêts sur les dettes	9 388 204 \$	10 617 493 \$
Autres intérêts et frais bancaires	104 393	129 044
	9 492 597 \$	10 746 537 \$

10. PLACEMENTS

Au 31 mars 2015, la Société détient des billets à terme adossés à des actifs du VAC II (véhicule d'actifs cadres II) suivants :

			2015			2014		
VAC II	Date d'échéance	Taux d'intérêt	Valeur nominale	Moins-value totale	Valeur comptable	Valeur nominale	Moins-value totale	Valeur comptable
Catégorie A-1	15 juil. 2056	0,772 %	185 198 \$	— \$	185 198 \$	185 198 \$	— \$	185 198 \$
Catégorie A-2	15 juil. 2056	0,773 %	2 143 739	3 430	2 140 309	2 143 739	3 430	2 140 309
Catégorie B	15 juil. 2056	0,000 %	389 148	389 148	—	389 148	389 148	—
Catégorie C	15 juil. 2056	0,000 %	84 083	84 083	—	84 083	84 083	—
TOTAL			2 802 168 \$	476 661 \$	2 325 507 \$	2 802 168 \$	476 661 \$	2 325 507 \$

Au cours de l'exercice, la direction estime que ces placements n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle à celle déjà comptabilisée.

11. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2015	2014
Fournisseurs	1 930 112 \$	4 930 305 \$
Avantages sociaux	885 534	848 763
Traitements	853 892	1 280 703
Fournisseurs – immobilisations corporelles	395 477	1 518 006
Taxes de vente à payer	386 448	—
Autres	171 993	134 870
	4 623 456 \$	8 712 647 \$

12. DETTES

	2015	2014
Billets à payer auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec		
Taux fixe de 5,234 %, remboursable par versements semestriels de 1 172 832 \$, jusqu'au 30 mars 2015 et par un versement de 22 505 336 \$ le 30 septembre 2015	22 493 950 \$	23 594 654 \$
Taux fixe de 4,343 %, remboursable par versements semestriels de 201 051 \$, jusqu'au 1 ^{er} juin 2016 et par un versement de 4 445 695 \$ le 1 ^{er} décembre 2016	4 739 812	4 925 573
Taux fixe de 3,779 %, remboursable par versements semestriels de 4 031 559 \$, jusqu'au 1 ^{er} juin 2021 et par un versement de 55 221 539 \$ le 1 ^{er} décembre 2021	88 933 804	93 413 233
Taux fixe de 3,779 %, remboursable par versements semestriels de 155 464 \$, jusqu'au 1 ^{er} juin 2021 et par un versement de 3 535 344 \$ le 1 ^{er} décembre 2021	4 526 293	4 658 049
Taux fixe de 3,5097 %, remboursable par versements semestriels de 4 220 866 \$, jusqu'au 1 ^{er} mars 2023 et par un versement de 45 316 603 \$ le 1 ^{er} septembre 2023	92 230 486	95 819 157
Taux fixe de 3,5097 %, remboursable par versements semestriels de 1 108 830 \$, jusqu'au 1 ^{er} mars 2023 et par un versement de 7 244 447 \$ le 1 ^{er} septembre 2023	20 721 651	21 834 333
	233 645 996 \$	244 244 999 \$

Les montants des versements en capital à effectuer sur les dettes au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2016	34 305 135 \$
2017	16 573 754
2018	12 465 366
2019	12 921 094
2020	13 393 506
2021 et suivants	145 103 125

Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des dettes contractées en vertu du régime d'emprunts instauré par la Société, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les remplir pour l'une ou l'autre de ces dettes.

13. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

Des tierces parties ont financièrement participé, en tout ou en partie, à l'acquisition d'immobilisations, notamment de l'équipement de cuisine, audiovisuel, à l'aménagement d'une passerelle et à la transformation d'un espace.

	2015				2014
	Bailleur	Concessionnaire	Fournisseur officiel	Total	Total
Solde au début de l'exercice	195 803 \$	89 823 \$	— \$	285 626 \$	317 363 \$
Contributions	—	1 867 250	97 927	1 965 177	—
Virement aux résultats	(21 756)	(43 930)	(1 224)	(66 910)	(31 737)
Solde à la fin de l'exercice	174 047 \$	1 913 143 \$	96 703 \$	2 183 893 \$	285 626 \$

14. SUBVENTION SPÉCIALE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC REPORTÉE

Le 9 avril 2012, le ministère du Tourisme a versé à la Société une subvention additionnelle de 2 400 000 \$ qui avait été autorisée par décret le 28 mars précédent pour la réalisation de la phase 1 du projet de zone d'accès public du centre-ville de Montréal.

	2015	2014
Solde au début de l'exercice	1 029 648 \$	1 231 650 \$
Virement aux revenus		
Pour l'acquisition d'immobilisations	(362 298)	(164 979)
Pour les frais de fonctionnement	(48 708)	(37 023)
	411 006	202 002
Solde à la fin de l'exercice	618 642 \$	1 029 648 \$

15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain	Bâtiments	Mobilier et équipement	Aménage- ments	Équipement informatique	Logiciels	Total
COÛT							
1^{er} avril 2013	26 453 101 \$	347 984 127 \$	22 280 154 \$	5 114 248 \$	9 193 304 \$	3 140 421 \$	414 165 355 \$
. Acquisitions	64 220	—	538 241	1 816 962	660 684	358 913	3 439 020
. Cessions	—	—	(29 434)	—	—	(3 666)	(33 100)
. Reclassements	—	—	—	—	—	—	—
31 mars 2014	26 517 321	347 984 127	22 788 961	6 931 210	9 853 988	3 495 668	417 571 275
. Acquisitions	—	2 429 652	265 794	309 615	568 258	270 237	3 843 556
. Cessions	—	—	(294 747)	(2 160)	(27 056)	(3 883)	(327 846)
. Reclassements	—	1 379 387	—	(1 379 387)	—	—	—
31 mars 2015	26 517 321 \$	351 793 166 \$	22 760 008 \$	5 859 278 \$	10 395 190 \$	3 762 022 \$	421 086 985 \$
CUMUL DES AMORTISSEMENTS							
1^{er} avril 2013	— \$	145 142 142 \$	20 105 327 \$	1 721 243 \$	3 528 473 \$	2 448 698 \$	172 945 883 \$
. Amortissement de l'exercice	—	8 897 613	542 278	516 052	585 449	163 147	10 704 539
. Cessions	—	—	(28 502)	—	—	(3 666)	(32 168)
31 mars 2014	—	154 039 755	20 619 103	2 237 295	4 113 922	2 608 179	183 618 254
. Amortissement de l'exercice	—	8 966 869	521 378	554 800	538 848	169 505	10 751 400
. Cessions	—	—	(284 796)	—	(4 259)	—	(289 055)
31 mars 2015	— \$	163 006 624 \$	20 855 685 \$	2 792 095 \$	4 648 511 \$	2 777 684 \$	194 080 599 \$
VALEUR NETTE COMPTABLE							
31 mars 2014	26 517 321 \$	193 944 372 \$	2 169 858 \$	4 693 915 \$	5 740 066 \$	887 489 \$	233 953 021 \$
31 mars 2015	26 517 321 \$	188 786 542 \$	1 904 323 \$	3 067 183 \$	5 746 679 \$	984 338 \$	227 006 386 \$

15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

La valeur des projets en cours inclus au tableau précédent se rapportent à de l'aménagement et des logiciels informatiques et s'élève à 2 067 942 \$ (2 774 293 \$ en 2014). Ils n'ont fait l'objet d'aucun amortissement.

Le 30 septembre 1998, la Société a eu l'autorisation du gouvernement du Québec de procéder à l'agrandissement du Palais des congrès de Montréal. Le mandat de réaliser cet agrandissement a été confié à une partie liée, la Société québécoise des infrastructures, entité sous contrôle commun, en contrepartie d'honoraires.

Le coût total prévu de ce projet était de 257 800 000 \$. Le 8 juin 2005, le gouvernement du Québec a autorisé une hausse du budget de ce projet à un montant de 280 700 000 \$. L'augmentation du budget comprenait notamment l'estimation du montant requis pour le règlement des réclamations concernant l'agrandissement du Palais des congrès. Aucune réclamation ne subsiste au 31 mars 2015. Certains éléments du projet d'agrandissement restent à être complétés au cours des prochains mois pour finaliser le dossier.

Les coûts cumulés sur ce projet au 31 mars 2015 s'élèvent à 274 312 409 \$ (2014 : 274 312 409 \$) et se répartissent comme suit :

	2015	2014
Terrain	23 532 270 \$	23 532 270 \$
Bâtiments	243 417 188	243 417 188
Aménagements	215 304	215 304
Mobilier et équipement	7 147 647	7 147 647
	274 312 409 \$	274 312 409 \$

16. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société s'est engagée dans des contrats échéant à diverses dates jusqu'au 31 mars 2017 pour des services d'assurances, d'aménagement de salle, de gardiennage, d'entretien ménager et d'entretien spécialisé.

Les paiements minimaux futurs en vertu de ces contrats totalisent 5 619 907 \$ (2014 : 7 877 846 \$) et s'établissent comme suit pour les prochains exercices :

2016	3 995 701 \$
2017	1 624 206
	5 619 907 \$

De plus, la Société a une entente de collaboration et de partenariat avec Tourisme Montréal selon laquelle elle verse annuellement la somme de 400 000 \$ dans un fonds de développement visant à améliorer la position concurrentielle de Montréal. Outre la somme annuelle qu'elle contribuera, la Société s'est engagée à verser une somme additionnelle de 1,3 million au cours des trois prochaines années.

17. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation pour le RREGOP a été modifié, passant de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE est demeuré inchangé à 14,38 %. Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale admissible qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 031 745 \$ (2014 : 773 640 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, soit la somme convenue entre les parties, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publics contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune

opération commerciale avec des apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

19. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en limiter les impacts.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une perte survienne en raison du manquement d'un tiers à ses obligations. L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des actifs financiers à l'état de la situation financière. Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés à la trésorerie, aux placements et aux débiteurs.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'ils sont investis auprès d'institutions financières réputées.

PLACEMENTS

Les placements ont été comptabilisés au montant que la Société sera en mesure de récupérer. La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée, compte tenu des conditions actuelles du marché et de l'information disponible aux 31 mars 2015 et 2014.

DÉBITEURS

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la diversité de leur provenance.

RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)**DÉBITEURS (SUITE)**

L'analyse de l'âge des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, se détaille comme suit au 31 mars :

	2015	2014
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	930 481 \$	416 014 \$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	142 116	214 382
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	37 556	27 937
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	188 879	178 179
	1 299 032	836 512
Provision pour créances douteuses	(125 725)	(111 450)
Autres débiteurs	359 371	289 474
	1 532 678 \$	1 014 536 \$

La Société doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. La direction considère le type de clients, le secteur d'activité auquel ils appartiennent, l'historique de paiement et les raisons pour lesquelles les comptes sont en souffrance afin de déterminer la provision.

Le tableau suivant présente les mouvements liés à la provision pour créances douteuses :

	2015	2014
Solde au début de l'exercice	111 450 \$	99 963 \$
Charge	28 074	46 737
Recouvrement et radiation de créances provisionnées	(13 799)	(35 250)
Solde à la fin de l'exercice	125 725 \$	111 450 \$

La Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance.

La Société finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant des subventions et de ses activités d'exploitation. La Société respecte ses exigences en matière

de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers. Les montants indiqués correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés représentant les versements d'intérêt et de capital relatifs aux passifs financiers de la Société.

2015						
	Échéance				Total des flux de trésorerie contractuels	Valeur comptable
	Moins d'un an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	5 ans et plus		
Créditeurs et charges à payer	2 781 199 \$	— \$	— \$	— \$	2 781 199 \$	2 781 199 \$
Intérêts courus à payer	1 573 180	—	—	—	1 573 180	1 573 180
Dettes	34 305 135	29 039 120	40 197 812	131 219 912	234 761 979	233 645 996
	38 659 514 \$	29 039 120 \$	40 197 812 \$	131 219 912 \$	239 116 358 \$	238 000 375 \$

2014						
	Échéance				Total des flux de trésorerie contractuels	Valeur comptable
	Moins d'un an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	5 ans et plus		
Créditeurs et charges à payer	7 455 395 \$	— \$	— \$	— \$	7 455 395 \$	7 455 395 \$
Intérêts courus à payer	3 367 178	—	—	—	3 367 178	3 367 178
Dettes	10 799 860	50 878 889	38 779 965	145 103 125	245 561 839	244 244 999
	21 622 433 \$	50 878 889 \$	38 779 965 \$	145 103 125 \$	256 384 412 \$	255 067 572 \$

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix sur le marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

**RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT
ET DE L'AUTRE RISQUE DE PRIX**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt sur le marché. L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt.

L'autre risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix sur le marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

La trésorerie et équivalents de trésorerie porte intérêt à taux variable mais la Société juge que son exposition est minime sur les actifs financiers.

Les placements portent intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée la Société est minime, car elle prévoit les conserver jusqu'à échéance. Cependant, la juste valeur des placements est sujette à des fluctuations en fonction des variations des taux d'intérêt du marché et l'autre risque de prix auquel la Société est exposé correspond à l'exposition sur les placements détenus par la Société.

La dette à long terme porte intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé la Société est minime et le risque de marché lié au taux d'intérêt l'est également étant donné que la Société prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

20. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

RAPPORT LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

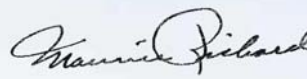
Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice des finances,



Danielle Hébert, CPA, CA

Le président-directeur général,



Maurice Richard

Bécancour, le 23 juin 2015

Photo: Guy Beauchesne







À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir

des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guyline Leclerc FCPA auditrice, FCA

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA
Québec, le 23 juin 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	Budget	2015	2014
REVENUS (note 3)	5 643 300 \$	5 817 343 \$	5 060 360 \$
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	1 271 400	1 323 942	1 193 979
Entretien et réparations	747 300	685 728	639 750
Frais financiers (note 4)	592 900	592 642	592 745
Fournitures et approvisionnements	588 500	572 591	525 128
Gardiennage	267 500	275 842	266 674
Services professionnels, administratifs et autres (note 5)	178 000	151 203	147 107
Taxes municipales et scolaires	176 200	176 498	174 886
Déplacements et communications	84 700	57 706	59 151
Publicité et promotion	76 700	50 985	44 729
Perte (Gain) sur disposition d'immobilisations corporelles		11 026	(5 270)
Autres charges	10 000	9 000	10 073
Amortissement des immobilisations corporelles (note 12)	1 960 100	1 935 125	1 913 610
	5 953 300	5 842 288	5 562 562
DÉFICIT ANNUEL	(310 000)	(24 945)	(502 202)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE		12 374 422	12 876 624
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE		12 349 477 \$	12 374 422 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

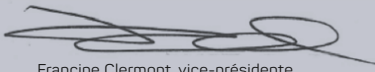
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2015

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 509 852 \$	1 272 984 \$
Placements de portefeuille (note 6)	2 006 000	2 000 000
Débiteurs (note 7)	521 795	420 111
Inventaire de terrains	5 480 878	5 396 710
	<u>9 518 525</u>	<u>9 089 805</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	393 491	388 457
Intérêts courus à payer	151 024	151 429
Retenues sur contrats	17 136	14 224
Revenus reportés	152 885	152 885
Dépôts sur options de vente de terrains	1 830	155 275
Dettes (note 10)	16 951 602	16 938 708
Provision pour congés de maladie (note 11)	213 773	194 197
	<u>17 881 741</u>	<u>17 995 175</u>
DETTE NETTE	<u>(8 363 216)</u>	<u>(8 905 370)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 12)	20 537 303	21 117 204
Stock de pièces de rechange	85 216	87 465
Charges payées d'avance	90 174	75 123
	<u>20 712 693</u>	<u>21 279 792</u>
EXCÉDENT CUMULÉ	<u>12 349 477 \$</u>	<u>12 374 422 \$</u>
Obligations contractuelles (note 14)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Francine Clermont, vice-présidente



Michel Blanchette, administrateur

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	Budget	2015	2014
DÉFICIT ANNUEL	(310 000) \$	(24 945) \$	(502 202) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 694 100)	(1 368 550)	(1 097 050)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 960 100	1 935 125	1 913 610
Perte (Gain) sur disposition d'immobilisations corporelles		11 026	(5 270)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles		2 300	6 550
	266 000	579 901	817 840
Acquisition de pièces de rechange		(11 537)	(10 433)
Acquisition de charges payées d'avance		(90 174)	(75 123)
Utilisation de pièces de rechange		13 786	17 484
Utilisation de charges payées d'avance		75 123	64 122
		(12 802)	(3 950)
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE	(44 000)	542 154	311 688
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(8 905 370)	(8 905 370)	(9 217 058)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>(8 949 370) \$</u>	<u>(8 363 216) \$</u>	<u>(8 905 370) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Déficit annuel

Éléments sans incidence sur la trésorerie :

Amortissement des immobilisations corporelles

Ajustement de la dette au taux effectif

Perte (Gain) sur disposition d'immobilisations corporelles

Virement des contributions reportées

Dépôt sur option de vente de terrains

Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :

Débiteurs

Inventaire de terrains

Stock de pièces de rechange

Charges payées d'avance

Créditeurs et charges à payer

Intérêts courus à payer

Dépôts sur options de vente de terrains

Provision pour congés de maladie

Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS**

Acquisition d'immobilisations corporelles

Produit de disposition d'immobilisations corporelles

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations**Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie****TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE****TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE****LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPRENNENT :**

Encaisse

Placements de portefeuille

Des renseignements complémentaires sont présentés à la note 16.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

2015	2014
(24 945) \$	(502 202) \$
1 935 125	1 913 610
12 894	12 895
11 026	(5 270)
-	(26 466)
(155 275)	-
1 778 825	1 392 567
(101 684)	60 279
(84 168)	(54 346)
2 249	7 051
(15 051)	(11 001)
51 029	48 630
(405)	24 068
1 830	155 275
19 576	(236)
(126 624)	229 720
1 652 201	1 622 287
(1 411 633)	(1 097 820)
2 300	6 550
(1 409 333)	(1 091 270)
242 868	531 017
3 272 984	2 741 967
3 515 852 \$	3 272 984 \$
1 509 852 \$	1 272 984 \$
2 006 000	2 000 000
3 515 852 \$	3 272 984 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (la Société), personne morale au sens du Code civil, a été constituée par une loi spéciale (RLRQ, chapitre S-16.001). Elle a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire dans une partie du territoire de la Ville de Bécancour.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source ans l'application des méthodes comptables est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour créances douteuses. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

REVENUS

Les revenus tirés des services portuaires et du service d'eau industrielle sont comptabilisés lorsque les services ont été rendus. La Société constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. Ces revenus sont constatés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord et que le prix que l'acheteur doit payer est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus reportés représentent des revenus encaissés pour lesquels les services n'ont pas encore été rendus. Ils sont constatés à titre de revenus en fonction des services rendus.

INSTRUMENTS FINANCIERS

L'encaisse, les placements de portefeuille et les débiteurs (excluant le poste « autres ») sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et charges à payer (excluant les déductions à la source à payer et la provision pour la rémunération des titulaires d'un emploi supérieur), les intérêts courus à payer, les retenues sur contrat et la dette sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction, le cas échéant, sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements de portefeuille dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition ou facilement convertibles à court terme (rachetables en tout temps).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Inventaire de terrains

Les terrains en inventaire sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur nette de réalisation). Le coût est établi selon la méthode du coût moyen. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les terrains, diminué des coûts estimés nécessaires pour effectuer la vente. Les taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts relatifs à l'achat de ces terrains sont passés en charges dans l'état des résultats.

PASSIFS

Dépôt sur option de vente de terrains

La Société encaisse des dépôts sur des options de vente de terrains découlant de contrats signés avec des tiers. Les montants sont constatés à titre de revenus lorsque les conditions décrites au contrat sont remplies.

Avantages sociaux futurs

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon la méthode d'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Les immobilisations corporelles sont amorties sur les périodes suivantes:

Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement	2 1/2 % à 5 %
Installations portuaires	2 1/2 % à 20 %
Véhicules et équipement	6 2/3 % à 20 %
Usine et réseau de distribution d'eau	2 1/2 % à 5 %
Réseaux de transport	2 1/2 % à 5 %
Mobilier et équipement de bureau	10 % et 20 %



NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'entité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Stock de pièces de rechange

Le stock de pièces de rechange se compose de fournitures et pièces qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours de la ou des prochaines années financières. Ce stock est évalué au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du premier entré premier sorti.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises.



Photo : Jean-François Paquin

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

3. REVENUS**Revenus d'exploitation :**

	2015	2014
Services portuaires	3 494 821 \$	2 912 745 \$
Remboursements par la Ville de Bécancour de certains frais d'entretien	850 000	850 000
Service d'eau industrielle	656 713	545 495
Location d'immeubles	502 401	533 617
Dépôt sur option de vente de terrains	258 792	-
Intérêts sur encaisse et placements de portefeuille	45 904	37 767
Virement des contributions reportées	-	26 466
Autres revenus	8 712	642
	<u>5 817 343</u>	<u>4 906 732</u>

Revenus reliés à l'inventaire des terrains :

Produit de la vente de terrains	-	95 705
Coût des terrains vendus	-	(24 306)
	<u>-</u>	<u>71 399</u>
Services publics reliés à la vente de terrains	-	82 229
	<u>-</u>	<u>153 628</u>
	<u>5 817 343 \$</u>	<u>5 060 360 \$</u>

4. FRAIS FINANCIERS

	2015	2014
Intérêts sur l'emprunt bancaire	202 \$	304 \$
Intérêts sur les dettes	592 440	592 441
	<u>592 642 \$</u>	<u>592 745 \$</u>

5. SERVICES PROFESSIONNELS, ADMINISTRATIFS ET AUTRES

	2015	2014
Services professionnels	90 459 \$	84 962 \$
Assurances	60 744	62 145
	<u>151 203 \$</u>	<u>147 107 \$</u>

6. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

	2015	2014
Dépôt à terme portant intérêt au taux fixe de 1,5 % (2014 : taux 1,2 %), échéant le 23 avril 2016, rachetable en tout temps sans pénalité	506 000 \$	500 000 \$
Dépôt à terme portant intérêt au taux fixe de 2 % (2014 : taux 1,75 %), échéant le 18 décembre 2017, rachetable en tout temps sans pénalité	1 500 000	1 500 000
	<u>2 006 000 \$</u>	<u>2 000 000 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

7. DÉBITEURS

Comptes clients
Provision pour créances douteuses

Intérêts courus à recevoir
Autres

2015	2014
483 637 \$	386 784 \$
-	(2 986)
483 637	383 798
15 950	13 603
22 208	22 710
521 795 \$	420 111 \$

8. EMPRUNT BANCAIRE

L'entité est autorisée par décret du gouvernement du Québec à contracter un emprunt à court terme ou une marge de crédit de 3 000 000 \$, et ce, jusqu'au 31 décembre 2015, auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement.

Au 31 mars 2015, l'entité détient une marge de crédit auprès d'une institution financière de 1 500 000 \$ (2014: 1 500 000 \$) renouvelable annuellement le 31 octobre. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel et est garantie par le gouvernement du Québec. Au 31 mars 2015, le taux d'intérêt de cette marge est de 2,85 % (2014: 3 %) et le solde de celle-ci est nul (2014 : nul).

9. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Fournisseurs
Salaires à payer
Dédutions à la source à payer
Provision pour la rémunération des titulaires d'un emploi supérieur
Vacances à payer

2015	2014
137 983 \$	203 463 \$
19 766	18 500
90 366	39 636
27 269	16 571
118 107	110 287
393 491 \$	388 457 \$

10. DETTES

Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec valeur nominale de 4 000 000 \$, taux effectif de 4,85 %, dont le capital est remboursable en décembre 2015

3 998 225 \$ 3 995 586 \$

Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec valeur nominale de 3 000 000 \$, taux effectif de 4,48 %, dont le capital est remboursable en décembre 2017

2 994 093 2 991 888

Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec valeur nominale de 5 000 000 \$, taux effectif de 2,074 %, dont le capital est remboursable en décembre 2017

4 987 346 4 982 624

Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec valeur nominale de 5 000 000 \$, taux effectif de 3,262 %, dont le capital est remboursable en septembre 2023

4 971 938 4 968 610
16 951 602 \$ 16 938 708 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les employés participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRPE-RRAS). Ces régimes interemployeurs à prestations déterminées comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, les taux de cotisations de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE et le RRPE-RRAS est demeuré à 14,38 %.

Les cotisations de la Société sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et au RRPE-RRAS et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014).

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRPE-RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 134 605 \$ (2014 : 81 918 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

Les employés de l'entité peuvent accumuler des journées de congé de maladie non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement et se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation, notamment sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2015		2014	
	RREGOP	RRPE	RREGOP	RRPE
Taux de croissance de la rémunération	2,75 %	2,50 %	2,75 %	2,50 %
Taux d'actualisation	2,30 %	1,18 %	3,58 %	2,35 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salaires actifs	10 ans	4 ans	10 ans	5 ans
	2015		2014	
Congés de maladie au début	194 197 \$		194 433 \$	
Charge de l'exercice	50 256		14 657	
Prestations versées au cours de l'exercice	(30 680)		(14 893)	
Congés de maladie à la fin	213 773 \$		194 197 \$	

Provision pour la rémunération des titulaires d'un emploi supérieur

Suivant les modalités prévues aux Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein, le président-directeur général de la Société recevra, à la fin de son mandat, à titre d'allocation de transition, un montant correspondant à un mois de salaire pour chaque année d'ancienneté jusqu'à un maximum de douze mois. La provision pour l'allocation de transition du président-directeur général est incluse au poste créditeurs et charges à payer.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2015							2014
	Terrains et remplissage	Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement	Installations portuaires ⁽¹⁾	Véhicules et équipement	Usine et réseau de distribution d'eau ⁽¹⁾⁽²⁾	Réseaux de transport	Mobilier et équipement de bureau	Total
								Total
Coût des immobilisations								
Solde d'ouverture	5 248 149 \$	4 308 309 \$	37 575 022 \$	867 730 \$	20 678 484 \$	13 079 210 \$	346 241 \$	82 103 145 \$
Acquisitions	-	126 390	846 736	3 368	87 561	266 315	38 180	1 368 550
Dispositions	-	(3 364)	(465 346)	(4 450)	(250 849)	(623 448)	(20 745)	(378 821)
Solde de clôture	5 248 149	4 431 335	37 956 412	866 648	20 515 196	12 722 077	363 676	82 103 493
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture	-	3 149 113	29 978 615	493 598	16 753 942	10 382 033	228 640	60 985 941
Amortissement de l'exercice	-	109 028	1 247 655	38 581	301 642	210 946	27 273	1 935 125
Incidence des dispositions	-	(2 698)	(457 113)	(3 377)	(249 028)	(622 459)	(20 201)	(1 354 876)
Solde de clôture	-	3 255 443	30 769 157	528 802	16 806 556	9 970 520	235 712	61 566 190
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	5 248 149 \$	1 175 892 \$	7 187 255 \$	337 846 \$	3 708 640 \$	2 751 557 \$	127 964 \$	20 537 303 \$

⁽¹⁾ Les installations portuaires et l'usine et réseau de distribution d'eau comprennent des montants respectifs de 107 231 et \$ 14 350 \$ (2014: 48 522 \$ et 0 \$) d'immobilisations corporelles en cours de construction qui ne sont pas amortis.

⁽²⁾ L'usine et le réseau de distribution d'eau comprend un montant de 99 099 \$ (2014: 99 099 \$) de pièces qui ont été mises hors service pour une période prolongée dès leur acquisition et pour lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé.

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion de risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et de ce fait lui fasse subir une perte financière.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit au 31 mars 2015 est la suivante:

	2015	2014
Encaisse et placements de portefeuille	3 515 852 \$	3 272 984 \$
Comptes clients	483 637	386 784
Intérêts courus à recevoir	15 950	13 603
	4 015 439 \$	3 673 371 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

13. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux intérêts courus à recevoir est réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de la Société est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées. Au 31 mars 2015, ces actifs financiers sont investis dans des dépôts à terme. La direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

	2015	2014
Créances courantes	320 954 \$	210 023 \$
De 31 à 60 jours	151 982	173 775
Plus de 60 jours	10 701	2 986
	<u>483 637 \$</u>	<u>386 784 \$</u>

Le risque de crédit associé aux comptes clients est réduit au minimum, puisque le montant est réparti entre plusieurs clients et qu'aucun d'entre eux ne représente de sommes importantes. La Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédits potentielles et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire à ses obligations. La marge de crédit autorisée par le gouvernement est très peu utilisée.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2015				
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	275 856	- \$	- \$	- \$	275 856 \$
Intérêts courus à payer	151 024	-	-	-	151 024
Retenues sur contrat	17 136	-	-	-	17 136
Dettes	4 000 000	8 000 000	-	5 000 000	17 000 000
	<u>4 444 016 \$</u>	<u>8 000 000 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>5 000 000 \$</u>	<u>17 444 016 \$</u>
	2014				
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	332 250 \$	- \$	- \$	- \$	332 250 \$
Intérêts courus à payer	151 429	-	-	-	151 429
Retenues sur contrat	14 224	-	-	-	14 224
Dettes	-	4 000 000	8 000 000	5 000 000	17 000 000
	<u>497 903 \$</u>	<u>4 000 000 \$</u>	<u>8 000 000 \$</u>	<u>5 000 000 \$</u>	<u>17 497 903 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

13. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risques liés aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les placements de portefeuille portent des taux d'intérêt fixes. Par conséquent, une variation des taux d'intérêt sur le marché n'aurait pas d'impact sur les flux de trésorerie encaissés par la Société.

La dette à long terme porte des taux d'intérêt fixes pour tous ces emprunts. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée la Société est minime étant donné que la Société prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

14. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société s'est engagée en vertu de différents contrats ayant des termes de 1 à 3 ans, concernant des services d'entretien et de gardiennage pour un total de 790 000 \$ (2014: 952 000 \$).

2016	409 000 \$
2017	351 000
2018	30 000
	<u>790 000 \$</u>

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'entité est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'entité n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

16. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 579 950 \$ (2014 : 555 478 \$).

En date du 31 mars 2015, le poste « Retenues sur contrats » inclut des acquisitions d'immobilisations corporelles pour un montant de 17 136 \$ (2014 : 14 224 \$) et le poste « Crédeurs et charges à payer » inclut des acquisitions d'immobilisations corporelles pour un montant de 6 900 \$ (2014 : 52 895 \$).

17. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2014 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015.

Rapport de la direction

Les états financiers de la Société Innovatech du Grand Montréal ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

La Société reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, et il a approuvé les états financiers.

Le vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



M. Yves Lafrance
Administrateur



États financiers

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015



Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech du Grand Montréal, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état du résultat global, l'état de la variation des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech du Grand Montréal au 31 mars 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Marcel Couture, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 16 juillet 2015

Société Innovatech du Grand Montréal

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

	2015	2014
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	2 668 383	4 745 015
Placements temporaires (note 6)	2 265 293	-
Sommes à recevoir de l'acheteur, sans intérêt	264	2 001
Autres éléments d'actifs	12 520	13 734
	4 946 460	4 760 750
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif		
Charges à payer (note 9)	40 717	40 302
	40 717	40 302
Capitaux propres		
Capital-actions (note 10)	232 948 000	232 948 000
Déficit cumulé	(228 042 257)	(228 227 552)
	4 905 743	4 720 448
	4 946 460	4 760 750

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Yves Lafrance

Administrateur

Société Innovatech du Grand Montréal

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

De l'exercice clos le 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

	2015	2014
PRODUITS FINANCIERS NETS		
Revenus d'intérêts	27 992	29 878
Gain net de change	339 827	185 360
	367 819	215 238
CHARGES		
Services professionnels et contractuels	12 141	17 020
Honoraires de services administratifs – Entité sous contrôle commun	146 866	143 987
Assurances	19 994	20 601
Frais bancaires et autres charges	3 523	3 695
	182 524	185 303
RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL	185 295	29 935

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Grand Montréal**ÉTAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

De l'exercice clos le 31 mars 2015

(en dollars canadiens)

	Capital-actions	Déficit cumulé	Total des capitaux propres
Solde au 1^{er} avril 2013	232 948 000	(228 257 487)	4 690 513
Résultat net et résultat global	-	29 935	29 935
Solde au 31 mars 2014	232 948 000	(228 227 552)	4 720 448
Résultat net et résultat global	-	185 295	185 295
Solde au 31 mars 2015	232 948 000	(228 042 257)	4 905 743

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Grand Montréal

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

	2015	2014
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	185 295	29 935
Ajustement pour :		
Gain net de change	(339 064)	(202 534)
	(153 769)	(172 599)
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Somme à recevoir de l'acheteur, sans intérêt	1 737	(2 001)
Autres éléments d'actif	1 214	6 547
Charges à payer	415	39 097
Sommes à payer à l'acheteur, sans intérêt	-	(203 593)
	(150 403)	(332 549)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements temporaires	(4 602 170)	(4 138 613)
Disposition de placements temporaires	2 571 110	4 138 613
	(2 031 060)	-
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	104 831	202 534
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(2 076 632)	(130 015)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	4 745 015	4 875 030
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 5)	2 668 383	4 745 015
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE		
Intérêts encaissés	16 653	32 021

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Grand Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société Innovatech du Grand Montréal (ci-après la « Société ») est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 33 des lois de 1992 et instituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (RLRQ, chapitre S-17.2.0.1).

Le siège social de la Société est situé au 413, rue Saint-Jacques, au 5^e étage, à Montréal (Québec).

Compte tenu de la vente de la quasi-totalité des placements de la Société en mars 2005, ses activités se résument maintenant à la détention passive de placements dans des sociétés en commandite pour le compte d'une autre société.

Étant une société d'État, la Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu du Québec et du Canada.

2. BASE DE PRÉPARATION

Déclaration de conformité

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'établies par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 16 juillet 2015.

Base d'évaluation

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont évalués à la juste valeur.

Les postes à l'état de la situation financière sont présentés par ordre de liquidité.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Utilisation d'estimations et jugements critiques dans l'application des méthodes comptables

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses ainsi que l'exercice du jugement de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, passifs, produits et charges pour les exercices présentés. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la juste valeur des placements.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances.

À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, comme placements détenus jusqu'à leur échéance, comme actifs financiers disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ou comme passifs financiers évalués au coût amorti.

Société Innovatech du Grand Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les instruments financiers détenus par la Société sont classés dans les catégories suivantes :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances, classés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net
Placements temporaires	Classés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net
Sommes à recevoir de l'acheteur, sans intérêt	Prêts et créances
Prêts à des sociétés en commandite	Prêts et créances
Placements en parts dans des sociétés en commandite	Désignés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net
Charges à payer	Passifs financiers évalués au coût amorti
Sommes à payer à l'acheteur, sans intérêt	Passifs financiers évalués au coût amorti
Emprunt ^(a)	Désigné comme passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur.

- (a) L'emprunt à long terme est assorti d'un dérivé incorporé, tel que décrit à la note 7, puisque les flux de trésorerie de l'emprunt à long terme fluctuent en fonction des flux de trésorerie tirés des placements en parts dans des sociétés en commandite. Le dérivé incorporé n'est pas séparé du contrat hôte puisque l'instrument hybride (l'emprunt à long terme) a été désigné dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Comptabilisation ultérieure

Au cours des périodes ultérieures, les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat net et présentés distinctement à l'état du résultat global, le cas échéant. Les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût amorti. La juste valeur de ces instruments financiers est considérée comme équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Lorsque la Société détient un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers qui sont exposés aux risques de marché et de crédit de chacune des contreparties, et que ce groupe d'actifs et de passifs financiers est géré sur la base de l'exposition nette de la Société à ces risques financiers, la juste valeur du groupe d'actifs et de passifs financiers est évaluée conformément à la façon dont les intervenants de marché établiraient le prix pour l'exposition nette aux risques. Les placements dans des sociétés en commandite et l'emprunt à long terme (décrits à la note 7) sont gérés par la Société sur la base de l'exposition nette aux risques de marché et de crédit.

Dépréciation des actifs financiers

À la fin de chaque exercice, la Société apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier non comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net.

Le montant d'une perte de valeur correspond à la différence entre la valeur comptable d'une créance et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés de la créance. Les pertes sont comptabilisées en résultat net et présentées distinctement à l'état du résultat global, le cas échéant. Lorsqu'un événement ultérieur a pour conséquence de diminuer le montant de la perte de valeur, la réduction de la perte de valeur est reprise au résultat net.

Société Innovatech du Grand Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de la trésorerie et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts » de l'état du résultat global.

Placements temporaires

Les placements temporaires comprennent les placements dont l'échéance se situe entre trois mois et douze mois suivant la date d'acquisition.

Placements et emprunts

Les placements sous forme de parts de sociétés en commandite sont compensés à l'encontre d'un emprunt d'un montant équivalent, puisque la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention de régler le montant au net. Les produits et les charges d'intérêts liés aux placements et à l'emprunt, ainsi que les soldes débiteurs et créditeurs qui y sont afférents, font également l'objet d'une compensation.

Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés à l'état du résultat global sous la rubrique "Revenus d'intérêts" selon la méthode du taux d'intérêt effectif lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Transactions en devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les produits et les charges libellés en devises sont, pour leur part, convertis en dollars canadiens selon le taux de change moyen mensuel en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés sous la rubrique « Gain net de change » de l'état du résultat global.

4. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

a) Modifications de normes comptables

Instruments financiers: présentation (IAS 32)

Les modifications apportées à la norme IAS 32 clarifient certaines dispositions concernant la compensation des actifs financiers et des passifs financiers dans l'état de la situation financière. Selon les modifications, pour qu'un actif financier et un passif financier puissent être compensés, il faut que l'entité dispose actuellement d'un droit de compensation exécutoire et que l'exercice du droit ne dépende pas d'un événement futur. Il faut également que toute contrepartie puisse exercer ce droit dans le cours normal de ses activités ainsi qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite. Les modifications n'ont entraîné aucune incidence sur les états financiers de la Société.

Société Innovatech du Grand Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

4. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

b) Norme comptable publiée mais non encore entrée en vigueur

Instruments financiers (IFRS 9)

L'IASB vise à remplacer intégralement IAS 39, « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » par l'IFRS 9 « Instruments financiers ». À ce jour, les chapitres traitant de la comptabilisation, du classement, de l'évaluation et de la décomptabilisation des actifs et des passifs financiers ainsi que celui traitant de la comptabilité de couverture ont été publiés.

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celles des pertes subies, comme l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit une approche en plusieurs étapes et fondée sur l'évolution de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale.

La date d'application de l'IFRS 9 a été fixée aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. La direction de la Société n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur ses états financiers. La direction ne prévoit pas adopter l'IFRS 9 avant que la norme ne soit complétée et qu'elle puisse déterminer toutes les incidences de ces changements.

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2015	2014
Trésorerie	2 668 383	21 459
Certificats de dépôt (0,08 % à 1,15 % échéant en mai 2014)	–	4 723 556
	2 668 383	4 745 015

6. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2015	2014
Certificats de dépôt, au taux de 1,06 %, échéant en juin 2015	2 265 293	–
	2 265 293	–

Société Innovatech du Grand Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

7. PLACEMENTS ET EMPRUNT

En mars 2005, la Société a vendu la quasi-totalité de ses placements à long terme. Compte tenu de restrictions applicables à la cession de certains placements dans le portefeuille de la Société, sept titres de participations dans des sociétés en commandite n'ont pu être vendus à l'acheteur. De plus, la Société détient d'autres placements sous forme de prêts dont la valeur comptable et la juste valeur sont nulles.

Afin de transférer à l'acheteur le risque de juste valeur et de devise des placements dans les sociétés en commandite, un contrat a été conclu avec ce dernier. Entre autres, le contrat prévoit le paiement trimestriel par l'acheteur d'un montant correspondant à un intérêt fixe de 5 % sur les placements. Également, le contrat prévoit que l'acheteur rachète les placements de la Société à leur valeur comptable au 31 mars 2015.

De plus, la Société a contracté auprès de l'acheteur un emprunt portant intérêt au taux annuel fixe de 5 %, payable trimestriellement. Des montants supplémentaires seront prêtés par l'acheteur si des sommes devaient être investies par la Société sous forme d'apports de capitaux dans les sociétés en commandite conservées. L'emprunt sera remboursé en partie à même les montants reçus par la Société à l'égard des distributions provenant des sociétés en commandite. Le remboursement de l'emprunt était prévu en mars 2015, mais le placement n'a pas été racheté à cette date. Le contrat de dérivé prévoit que les obligations de la Société et de l'acheteur demeurent en vigueur jusqu'à ce que les deux parties exécutent mutuellement leurs obligations de paiement en entier.

Les parts dans les sociétés en commandite et l'emprunt, de même que les produits et les charges d'intérêts et les soldes débiteurs et créditeurs afférents, sont présentés aux états financiers sur la base des montants nets, puisque les critères de compensation énoncés dans l'IAS 32 sont respectés.

Le montant brut de la juste valeur des placements et de l'emprunt à long terme est de 3 383 415 \$ (3 519 429 \$ au 31 mars 2014).

8. INSTRUMENTS FINANCIERS

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données d'entrée utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une part importante de données non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose de trois niveaux:

- Niveau 1** – Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2** – Techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien.
- Niveau 3** – Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Société Innovatech du Grand Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

8. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière et classés selon la hiérarchie d'évaluation décrite précédemment:

				2015
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
ACTIFS FINANCIERS				
Placements temporaires	2 265 293	–	–	2 265 293
Placements	–	–	3 383 415	3 383 415
	2 265 293	–	3 383 415	5 648 708
PASSIF FINANCIER				
Emprunt	–	–	3 383 415	3 383 415
	–	–	3 383 415	3 383 415
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	2014 Total
ACTIFS FINANCIERS				
Équivalents de trésorerie	4 723 556	–	–	4 723 556
Placements	–	–	3 519 429	3 519 429
	4 723 556	–	3 519 429	8 242 985
PASSIF FINANCIER				
Emprunt	–	–	3 519 429	3 519 429
	–	–	3 519 429	3 519 429

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie (aucun en 2014). La juste valeur des placements en parts dans les sociétés en commandite a été évaluée en fonction de la quote-part de l'actif net (évalué à la juste valeur) qui est détenue par la Société dans les sociétés en commandite, tandis que la juste valeur de l'emprunt à long terme a été évaluée en fonction d'une actualisation des flux de trésorerie futurs de l'emprunt au taux de 5 %.

En raison du fait que les actifs et passifs financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur font l'objet d'une compensation à l'état de la situation financière, il n'y a eu aucune variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours de l'exercice (aucun en 2014).

9. CHARGES À PAYER

	2015	2014
Charges à payer	4 000	4 305
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	36 717	35 997
	40 717	40 302

Société Innovatech du Grand Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

10. CAPITAL-ACTIONS

La Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 350 millions de dollars.

Autorisé :
3 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune

	2015	2014
Émis et payé :		
2 329 480 actions ordinaires	232 948 000	232 948 000

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

11. GESTION DU CAPITAL

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objectifs spécifiés dans sa loi constitutive.

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué des capitaux propres. Au 31 mars 2015, les capitaux propres de la Société ont un solde de 4 905 743 \$ (4 720 448 \$ au 31 mars 2014).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

12. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. En cette matière, un contrat avec un acheteur a été conclu, comme l'explique la note 7, pour lequel la Société effectue un suivi continu des défaillances. À la date des états financiers, la direction de la Société estime que la qualité de crédit de la contrepartie est bonne.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

La trésorerie et les placements temporaires sont détenus dans une institution financière de premier ordre et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit associé à la trésorerie et aux placements temporaires est minime.

La Société détient des prêts ayant une juste valeur nulle à la suite de la détérioration de la situation économique des entités concernées.

Risques de marché

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque lié aux marchés boursiers. Les activités de la Société sont peu influencées par le risque de taux d'intérêt, compte tenu du fait que les placements temporaires portent intérêt à taux fixe et que la Société a l'intention de les conserver jusqu'à échéance. Elle est aussi peu influencée par le risque lié aux marchés boursiers.

Société Innovatech du Grand Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015
(en dollars canadiens)

12. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de change

Le risque de change représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères.

La Société a investi certaines sommes en devises étrangères, soit le dollar américain. Par conséquent, certains éléments d'actif sont exposés aux fluctuations du taux de change. Au 31 mars 2015, la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en dollars américains et convertis en dollars canadiens représentent 2 643 938 \$ (2 301 728 \$ au 31 mars 2014). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer le risque de fluctuation du taux de change sur ces éléments. Le contrat avec l'acheteur prévoit des dispositions afin de gérer le risque de devise dans les placements dans des sociétés en commandite entre la Société et l'acheteur, comme le mentionne la note 7.

En considérant les données présentées ci-dessus et en assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5 % de la devise canadienne par rapport à la devise américaine résulterait en une diminution ou une augmentation du résultat net de l'ordre de 132 197 \$ en 2015 (115 087 \$ en 2014) relativement au risque de devise basé sur le dollar américain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. Le contrat avec un acheteur prévoit des dispositions afin de gérer les liquidités entre la Société et l'acheteur, comme le mentionne la note 7.

Les charges à payer sont payables dans les 30 jours. La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. L'emprunt, comme le décrit la note 7, fera l'objet d'une compensation à son échéance.

13. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES ET RÉMUNÉRATION DE LA HAUTE DIRECTION

En plus des opérations entre parties liées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées selon la même base d'évaluation que si elles n'étaient pas liées, la Société est liée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées.

En vertu d'une entente de service, le conseil d'administration a confié la gestion des affaires courantes de la Société à Investissement Québec, une entité sous contrôle commun, laquelle produit une reddition de comptes appropriée et facture des honoraires de service administratif.

14. ENGAGEMENTS D'INVESTISSEMENT

Les engagements de la Société envers les sociétés en commandite sont de 161 000 \$ au 31 mars 2015 (167 822 \$ au 31 mars 2014) et seront assumés par l'acheteur en vertu du contrat conclu avec celui-ci.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech du Sud du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport d'activités annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

La Société reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, et il a approuvé les états financiers.

Le vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yves Lafrance', written over a horizontal line.

M. Yves Lafrance
Administrateur



États financiers

DES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2015 ET 2014
AINSI QUE DE LA SITUATION FINANCIÈRE D'OUVERTURE
AU 1^{er} AVRIL 2013



Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech Sud du Québec, qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013, les états du résultat global, les états des variations des capitaux propres et les états des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech Sud du Québec au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable expliqué à la note 12 afférente aux états financiers, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 mars 2015 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, ainsi que pour l'état de la situation financière d'ouverture au 1^{er} avril 2013.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Marcel Couture, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 16 juillet 2015

Société Innovatech du Sud du Québec

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux

(en dollars canadiens)

	31 mars 2015	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	876 106	160 727	4 975 726
Placements temporaires (note 5)	4 741 456	5 272 450	-
Participation dans une société en commandite (note 6)	7 971 414	7 647 531	8 213 996
Frais payés d'avance	1 672	1 669	1 669
	13 590 648	13 082 377	13 191 391
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Charges à payer et frais courus	3 000	3 000	1 213
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	18 160	17 804	-
	21 160	20 804	1 213
Capitaux propres			
Capital-actions (note 8)	55 500 800	55 500 800	55 500 800
Déficit cumulé	(41 931 312)	(42 439 227)	(42 310 622)
	13 569 488	13 061 573	13 190 178
	13 590 648	13 082 377	13 191 391

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Yves Lafrance
Administrateur

Société Innovatech du Sud du Québec

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Des exercices clos les 31 mars
(en dollars canadiens)

	2015	2014
PRODUITS FINANCIERS NETS		
Plus-value (moins-value) sur les placements	548 798	(94 458)
Revenus d'intérêts	55 028	57 398
	603 826	(37 060)
CHARGES		
Services professionnels et contractuels	7 818	10 297
Honoraires de services administratifs – Entité sous contrôle commun	78 044	71 216
Assurances	10 029	10 012
Frais bancaires	20	20
	95 911	91 545
RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL	507 915	(128 605)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Sud du Québec

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Des exercices clos les 31 mars
(en dollars canadiens)

	Capital-actions	Déficit cumulé	Total des capitaux propres
Solde au 1^{er} avril 2013	55 500 800	(42 310 622)	13 190 178
Résultat net et résultat global	-	(128 605)	(128 605)
Solde au 31 mars 2014	55 500 800	(42 439 227)	13 061 573
Résultat net et résultat global	-	507 915	507 915
Solde au 31 mars 2015	55 500 800	(41 931 312)	13 569 488

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Sud du Québec

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Des exercices clos les 31 mars
(en dollars canadiens)

	2015	2014
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	507 915	(128 605)
Ajustement pour :		
(Plus-value) moins-value sur les placements	(548 798)	94 458
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Frais payés d'avance	(3)	-
Charges à payer et frais courus	-	1 787
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	356	17 804
	(40 530)	(14 556)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements temporaires	(4 741 456)	(10 566 217)
Disposition de placements temporaires	5 272 450	5 293 767
Distribution de capital sur placement	224 915	472 007
	755 909	(4 800 443)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	715 379	(4 814 999)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	160 727	4 975 726
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 4)	876 106	160 727
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE		
Intérêts encaissés	35 833	55 419

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Sud du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société Innovatech Sud du Québec (ci-après la « Société ») est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 19 des lois de 1995 et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Sud du Québec (RLRQ, chapitre S-17.2.2). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

Le siège social de la Société est situé au 1200, route de l'Église, bureau 500, Québec (Québec).

Étant une société d'État, la Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu du Québec et du Canada.

2. BASE DE PRÉPARATION

Déclaration de conformité

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'établies par l'International Accounting Standards Board (IASB). Il s'agit des premiers états financiers de la Société préparés conformément aux IFRS et IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* à être appliquée. Les informations liées à la transition de référentiel comptable sont présentées à la note 12.

Les états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 16 juillet 2015.

Base d'évaluation

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont évalués à la juste valeur.

Les postes à l'état de la situation financière sont présentés par ordre de liquidité.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Utilisation d'estimations et jugements critiques dans l'application des méthodes comptables

La préparation des états financiers de la Société selon les IFRS exige le recours à des estimations et à des hypothèses ainsi que l'exercice du jugement de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, passifs, produits et charges pour les exercices présentés.

Les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les actifs, les passifs, les produits et les charges comptabilisés concernent l'évaluation de la juste valeur des placements.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les états financiers.

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers doivent être classés en fonction à la fois du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

À leur comptabilisation initiale, tous les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur, majorée des coûts de transactions dans le cas des instruments financiers évalués ultérieurement au coût amorti.

Les instruments financiers détenus par la Société sont classés dans les catégories suivantes :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti
Placements temporaires	Coût amorti
Participation dans une société en commandite	Juste valeur par le biais du résultat net
Charges à payer et frais courus	Coût amorti
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	Coût amorti

Société Innovatech du Sud du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Comptabilisation ultérieure

Au cours des périodes ultérieures, les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat net et présentés distinctement à l'état du résultat global, sous la rubrique "Plus-value (moins-value) sur les placements", le cas échéant.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur des actifs et des passifs financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur le cours de clôture des marchés à la date de présentation de l'information financière. La Société utilise le dernier cours pour les actifs et passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, la direction détermine le point de l'écart acheteur-vendeur qui est le plus représentatif de la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers de la Société qui sont évalués au coût amorti est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation.

Dépréciation des actifs financiers

À chaque date de clôture, la Société évalue la perte de valeur pour un instrument financier, à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie, si le risque de crédit que comporte l'instrument financier a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale. Lorsque le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante, l'entité évalue la perte de valeur au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. Les pertes de valeur le cas échéant, sont comptabilisées à l'état du résultat global sous la rubrique "Perte de valeur sur instruments financiers".

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 - Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 - Techniques d'évaluation fondées sur des données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement.

Niveau 3 - Techniques d'évaluation fondées sur des données non observables sur le marché.

Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés à l'état du résultat global sous la rubrique "Revenus d'intérêts", selon la méthode du taux d'intérêt effectif, lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se compose de l'encaisse. Les équivalents de trésorerie se composent des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition.

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 mars 2015	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
Trésorerie	27 180	160 727	17 854
Acceptations bancaires, aux taux de 0,84 % et 0,80 %, échéants en avril et en juin 2015 (1,12 %, échéant en avril 2013 au 1 ^{er} avril 2013)	848 926	—	4 957 872
	876 106	160 727	4 975 726

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

Société Innovatech du Sud du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

7. HIÉRARCHIE DES ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le **niveau 3** :

	31 mars 2015	31 mars 2014
Solde au début de l'exercice	7 647 531	8 213 996
Moins-value réalisée sur les placements	10 236	15 461
Variations de la plus-value (moins-value) non réalisée sur les placements	538 562	(109 919)
Distribution de capital sur les placements	(224 915)	(472 007)
Solde à la fin de l'exercice	7 971 414	7 647 531

La juste valeur de la participation dans une société en commandite est évaluée en fonction de la quote-part de l'actif net (évalué à la juste valeur) qui est détenue par la Société dans la société en commandite.

8. CAPITAL-ACTIONS

La Loi sur la Société Innovatech Sud du Québec a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 100 millions de dollars, lequel est divisé en 1 million d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Au cours des exercices terminés les 31 mars 2015 et 2014, aucune nouvelle action n'a été émise.

Autorisé :

1 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune

	31 mars 2015	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
Émis et payé :			
555 008 actions ordinaires	55 500 800	55 500 800	55 500 800

Toutes les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

9. GESTION DU CAPITAL

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objectifs spécifiés dans sa loi constitutive.

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué des capitaux propres. Au 31 mars 2015, les capitaux propres de la Société ont un solde de 13 569 488 \$ (13 061 573 \$ au 31 mars 2014; 13 190 178 \$ au 1^{er} avril 2013).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

10. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à un risque de crédit se composent principalement de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Ceux-ci sont détenus dans une institution financière de premier ordre et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit qui leur est associé est minime.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Société Innovatech du Sud du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

10. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice a varié de 0,77 % à 1,05 % (de 1,00 % à 1,13 % en 2014). Les échéances de ces placements étaient de 111 à 363 jours (de 55 à 363 jours en 2014).

La variation des taux d'intérêt n'aurait aucune incidence significative sur les états financiers de la Société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités est de garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale.

Les charges à payer et frais courus et la charge à payer à une entité sous contrôle commun sont payables dans les 30 jours.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

11. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En plus des opérations entre apparentées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées selon la même base d'évaluation que si elles n'étaient pas liées, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées.

En vertu d'une entente de service, le conseil d'administration a confié la gestion des affaires courantes de la Société à Investissement Québec, une entité sous contrôle commun, laquelle produit une reddition de comptes appropriée et facture des honoraires de services administratifs.

12. TRANSITION AUX IFRS

Les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015 constituent ses premiers états financiers annuels conformes aux IFRS en remplacement des PCGR du Canada - Partie V. Ils ont été préparés en fonction des méthodes comptables décrites à la note 3. La date de transition aux IFRS de la Société est le 1^{er} avril 2013.

La Société a mis en application l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, pour préparer ses premiers états financiers annuels. La Société ne s'est prévalu d'aucune des exemptions facultatives à l'application rétrospective complète des IFRS à la transition. La Société a toutefois appliqué les exceptions obligatoires suivantes à l'application rétrospective complète des IFRS à la transition :

1) Estimations:

La Société s'est assurée de ne pas utiliser ses connaissances subséquentes afin de créer ou de réviser des estimations établies conformément aux IFRS à la date de transition. Conséquemment, les estimations utilisées à cette date sont cohérentes avec les estimations établies à cette même date selon le référentiel comptable antérieur.

2) Décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers:

La Société applique de manière prospective les dispositions de décomptabilisation d'instruments financiers à compter de la date de transition aux IFRS.

La Société a choisi d'adopter par anticipation les recommandations de la norme IFRS 9 *Instruments financiers*. La version définitive d'IFRS 9 a été publiée par l'IASB en juillet 2014. Cette nouvelle norme remplace l'IAS 39 *Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation*.

L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

Société Innovatech du Sud du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

12. TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celles des pertes subies, comme l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit une approche en plusieurs étapes et fondée sur l'évolution de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale.

Enfin, l'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques.

L'adoption de la norme IFRS 9 a eu l'impact suivant sur le classement des instruments financiers:

	Partie V	IFRS
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenu à des fins de transaction	Coût amorti
Placements temporaires	Juste valeur	Coût amorti
Participation dans une société en commandite	Juste valeur	Juste valeur par le biais du résultat net
Charges à payer et frais courus	Autres passifs	Coût amorti
Charges à payer à une entité sous contrôle commun	Autres passifs	Coût amorti

La transition aux IFRS et l'adoption par anticipation d'IFRS 9 n'a eu aucun impact sur les capitaux propres de la Société au 1^{er} avril 2013 et au 31 mars 2014. De plus, le résultat global de l'exercice clos le 31 mars 2014 n'a pas subi de modifications.

À l'état des flux de trésorerie, la rubrique « Acquisition de placements » a fait l'objet d'un reclassement afin de présenter distinctement les acquisitions et les dispositions de placements temporaires.

À l'état de la situation financière, l'acceptation bancaire d'un montant de 2 575 619 \$ au 31 mars 2014, a été reclassé de la rubrique « Acceptation bancaire » à la rubrique « Placements temporaires ».

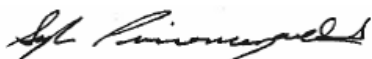
RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

La Société reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, et il a approuvé les états financiers.

Le vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



Mme Sylvie Pinsonnault
Administratrice



Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

États financiers

DES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2015 ET 2014

AINSI QUE DE LA SITUATION FINANCIÈRE D'OUVERTURE

AU 1^{er} AVRIL 2013



Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013, les états du résultat global, les états des variations des capitaux propres et les états des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable expliqué à la note 15 afférente aux états financiers, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 mars 2015 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, ainsi que pour l'état de la situation financière d'ouverture au 1^{er} avril 2013.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Marcel Couture, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 16 juillet 2015

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

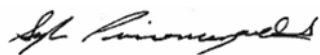
Aux

(en dollars canadiens)

	31 mars 2015	31 mars 2014 Retraité (note 4)	1 ^{er} avril 2013 Retraité (note 4)
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	491 588	120 578	1 467 341
Placements temporaires (note 6)	8 266 121	4 023 237	–
Créances (note 7)	3 035	3 035	6 142
Effet à recevoir (note 8)	4 872 000	8 479 546	8 232 111
Participation dans une société en commandite (note 9)	19 280 959	18 545 448	19 913 604
Frais payés d'avance	12 227	14 585	25 446
	32 925 930	31 186 429	29 644 644
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Charges à payer et frais courus	8 004	8 004	5 004
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	18 160	17 804	–
	26 164	25 808	5 004
Capitaux propres			
Capital-actions (note 11)	126 783 096	126 783 096	126 783 096
Déficit cumulé	(93 883 330)	(95 622 475)	(97 143 456)
	32 899 766	31 160 621	29 639 640
	32 925 930	31 186 429	29 644 644

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Sylvie Pinsonneault

Administratrice

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Des exercices clos les 31 mars
(en dollars canadiens)

	2015	2014 Retraité (note 4)
PRODUITS FINANCIERS NETS		
Plus-value sur les placements	1 733 028	1 613 355
Revenus d'intérêts	73 485	28 376
Gain net de change	8 946	4 860
	1 815 459	1 646 591
AUTRES PRODUITS		
Recouvrement de créances douteuses	35 450	8 561
	1 850 909	1 655 152
CHARGES		
Services professionnels et contractuels	10 362	25 880
Honoraires de services administratifs – Entité sous contrôle commun	78 044	69 284
Assurances	23 318	35 864
Frais informatiques	–	1 398
Frais bancaires	40	276
Communications	–	40
Autres charges	–	1 429
	111 764	134 171
RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL	1 739 145	1 520 981

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Des exercices clos les 31 mars

(en dollars canadiens)

	Capital-actions	Déficit cumulé	Total des capitaux propres
		Retraité (note 4)	Retraité (note 4)
Solde déjà établi au 1^{er} avril 2013	126 783 096	(97 370 914)	29 412 182
Retraitement (note 4)	—	227 458	227 458
Solde retraité au 1^{er} avril 2013	126 783 096	(97 143 456)	29 639 640
Résultat net et résultat global	—	1 520 981	1 520 981
Solde retraité au 31 mars 2014	126 783 096	(95 622 475)	31 160 621
Résultat net et résultat global	—	1 739 145	1 739 145
Solde au 31 mars 2015	126 783 096	(93 883 330)	32 899 766

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Des exercices clos les 31 mars
(en dollars canadiens)

	2015	2014 Retraité (note 4)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	1 739 145	1 520 981
Ajustement pour:		
Plus-value sur les placements	(1 733 028)	(1 613 355)
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Créances	—	3 107
Frais payés d'avance	2 358	10 861
Charges à payer et frais courus	—	3 000
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	356	17 804
	8 831	(57 602)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements temporaires	(10 028 898)	(4 023 237)
Disposition de placements temporaires	5 786 014	—
Distribution de capital sur placement	4 605 063	2 734 076
	362 179	(1 289 161)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	371 010	(1 346 763)
	120 578	1 467 341
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 5)	491 588	120 578
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE		
Intérêts encaissés	38 147	26 159

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (ci-après la « Société ») est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 80 des lois de 1993 et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (RLRQ, chapitre S-17.4). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

À la suite du budget du gouvernement du Québec présenté le 20 mars 2012, il a été décidé que la Société serait reconvertie en société de capital mixte public-privé, en partenariat avec Capital régional et coopératif Desjardins. Conformément à cette décision, la Société a disposé, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, de la totalité de son portefeuille d'investissement à Desjardins-Innovatech s.e.c. Depuis, la Société ne détient aucun autre investissement qu'une participation dans Desjardins-Innovatech s.e.c.

Le siège social de la Société est situé au 1200, route de l'Église, bureau 500, à Québec (Québec).

Étant une société d'État, la Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu du Québec et du Canada.

2. BASE DE PRÉPARATION

Déclaration de conformité

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'établies par l'International Accounting Standards Board (IASB). Il s'agit des premiers états financiers de la Société préparés conformément aux IFRS et l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* à être appliquée. Les informations liées à la transition de référentiel comptable sont présentées à la note 15.

Les états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 16 juillet 2015.

Base d'évaluation

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont évalués à la juste valeur.

Les postes à l'état de la situation financière sont présentés par ordre de liquidité.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Utilisation d'estimations et jugements critiques dans l'application des méthodes comptables

La préparation des états financiers de la Société selon les IFRS exige le recours à des estimations et à des hypothèses ainsi que l'exercice du jugement de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, passifs, produits et charges pour les exercices présentés.

Les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les actifs, les passifs, les produits et les charges comptabilisés concernent l'évaluation de la juste valeur des placements.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les états financiers.

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers doivent être classés en fonction à la fois du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

À leur comptabilisation initiale, tous les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur, majorée des coûts de transactions dans le cas des instruments financiers évalués ultérieurement au coût amorti.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les instruments financiers détenus par la Société sont classés dans les catégories suivantes :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti
Placements temporaires	Coût amorti
Créances, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir	Coût amorti
Effet à recevoir	Juste valeur par le biais du résultat net
Participation dans une société en commandite	Juste valeur par le biais du résultat net
Charges à payer et frais courus	Coût amorti
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	Coût amorti

Comptabilisation ultérieure

Au cours des périodes ultérieures, les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat net et présentés distinctement à l'état du résultat global, sous la rubrique "Plus-value (moins-value) sur les placements", le cas échéant.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur des actifs et des passifs financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur le cours de clôture des marchés à la date de présentation de l'information financière. La Société utilise le dernier cours pour les actifs et passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, la direction détermine le point de l'écart acheteur-vendeur qui est le plus représentatif de la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers de la Société qui sont évalués au coût amorti est considérée comme équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation.

Dépréciation des actifs financiers

À chaque date de clôture, la Société évalue la perte de valeur pour un instrument financier, à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie, si le risque de crédit que comporte l'instrument financier a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale. Lorsque le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante, l'entité évalue la perte de valeur au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. Les pertes de valeur le cas échéant, sont comptabilisées à l'état du résultat global sous la rubrique "Perte de valeur sur instruments financiers".

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 - Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 - Techniques d'évaluation fondées sur des données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement.

Niveau 3 - Techniques d'évaluation fondées sur des données non observables sur le marché.

Monnaie étrangère

Les éléments d'actif ou de passif monétaire exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les produits et les charges libellés en devises sont, pour leur part, convertis en dollars canadiens selon le taux de change moyen mensuel en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés sous la rubrique « Gain net de change » de l'état du résultat global.

Revenus d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés à l'état du résultat global sous la rubrique "Revenus d'intérêts" selon la méthode du taux d'intérêt effectif, lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se compose de l'encaisse. Les équivalents de trésorerie se composent des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

4. MODIFICATION COMPTABLE

Au cours de l'exercice, la Société a procédé au retraitement de ses états financiers des exercices antérieurs, suite à la découverte d'une anomalie ayant trait à l'évaluation de l'effet à recevoir (note 8) et à la participation dans une société en commandite (note 9).

Cette modification comptable a eu pour incidence d'augmenter (diminuer) les postes suivants aux états financiers de la Société :

	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Effet à recevoir	914 858	227 458
Participation dans une société en commandite	1 590 393	-
Déficit cumulé	(2 505 251)	(227 458)
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Produits financiers nets - Plus-value sur les placements	2 277 793	227 458
Résultat net et résultat global	2 277 793	227 458

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 mars 2015	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
Trésorerie	92 000	120 578	1 467 341
Billet à court terme, Province de la Colombie-Britannique, au taux de 0,7 %, échéant en mai 2015	399 588	-	-
	491 588	120 578	1 467 341

6. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	31 mars 2015	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
Acceptation bancaire, au taux de 1,26 %, échéant en novembre 2015	4 027 379	-	-
Acceptation bancaire, au taux de 0,74 %, échéant en mai 2015	2 446 644	-	-
Bon du Trésor du Québec, au taux de 1,06 %, échéant en novembre 2015	1 792 098	-	-
Bon du Trésor de l'Ontario, au taux de 1,00 %, échéant en juillet 2014	-	1 595 683	-
Billet à court terme, Province de la Colombie-Britannique, au taux de 1,03 %, échéant en février 2015	-	2 427 554	-
	8 266 121	4 023 237	-

7. CRÉANCES

	31 mars 2015	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
Intérêts à recevoir sur les placements (plus de 12 mois)	200 435	200 435	200 435
Taxes à la consommation à recevoir (plus de 12 mois)	3 035	3 035	4 635
Autres recevables	-	-	1 507
	203 470	203 470	206 577
Moins : provision pour créances douteuses	200 435	200 435	200 435
	3 035	3 035	6 142

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

10. HIÉRARCHIE DES ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3 Retraité (note 4)	1 ^{er} avril 2013 Total Retraité (note 4)
ACTIFS FINANCIERS				
Effet à recevoir	—	—	8 232 111	8 232 111
Participation dans une société en commandite	—	—	19 913 604	19 913 604
	—	—	28 145 715	28 145 715

Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le **niveau 3** :

	31 mars 2015	31 mars 2014 Retraité (note 4)
Solde au début de l'exercice	27 024 994	28 145 715
Variation de la plus-value non réalisée sur les placements	4 124 023	2 346 102
Plus-value réalisée sur les placements	(2 390 995)	(732 747)
Distribution de capital sur placement	(4 605 063)	(2 734 076)
Solde à la fin de l'exercice	24 152 959	27 024 994

La juste valeur de l'effet à recevoir est établie en fonction de la juste valeur des placements sous-jacents détenus par Desjardins-Innovatech s.e.c., tandis que celle de la participation dans une société en commandite est évaluée en fonction de la quote-part de l'actif net (évalué à la juste valeur) qui est détenue par la Société dans la société en commandite.

11. CAPITAL-ACTIONS

La Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 150 millions de dollars, lequel est divisé en 1,5 million d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Au cours des exercices clos les 31 mars 2015 et 2014, aucune nouvelle action n'a été émise.

Autorisé :

1 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune

	31 mars 2015	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
Émis et payé :			
1 267 830 actions ordinaires	126 783 096	126 783 096	126 783 096

Toutes les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

12. GESTION DU CAPITAL

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objectifs spécifiés dans sa loi constitutive.

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué des capitaux propres. Au 31 mars 2015, les capitaux propres de la Société ont un solde de 32 899 766 \$ (31 160 621 \$ au 31 mars 2014; 29 639 640 \$ au 1^{er} avril 2013).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

13. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à un risque de crédit se composent principalement de la trésorerie, des placements temporaires, de l'effet à recevoir, des créances autres que les taxes à la consommation à recevoir et de la participation dans une société en commandite. La trésorerie et les placements temporaires sont détenues dans une institution financière de premier ordre et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit associé à la trésorerie est minime. La direction estime aussi que la qualité du crédit de l'effet à recevoir, des créances autres que les taxes à la consommation à recevoir et de la participation dans la société en commandite, à chaque date de clôture du 31 mars, est bonne. Le montant de la provision pour créances douteuses a été établi à partir d'une analyse individuelle des créances et selon une analyse globale qui tient compte du contexte économique et des tendances historiques de pertes observées.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

Risque de change

Le risque de change représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères.

La Société a investi certaines sommes en devises, soit le dollar américain. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2015, les actifs libellés en dollars américains (convertis en dollars canadiens) représentent 69 592 \$ (60 628 \$ au 31 mars 2014; 55 774 \$ au 1^{er} avril 2013). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer les risques de fluctuation du taux de change.

En considérant les données citées ci-dessus aux 31 mars 2015 et 2014 et en assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5 % de la devise canadienne par rapport à la devise américaine n'aurait aucun impact significatif sur le résultat net de la Société.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice a varié de 0,74 % à 1,26 % (de 1,00 % à 1,03 % en 2014). Les échéances de ces placements étaient de 91 à 364 jours (de 153 à 348 jours en 2014).

La variation des taux d'intérêt n'aurait aucune incidence significative sur les états financiers de la Société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités est de garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale.

Les charges à payer et frais courus et la charge à payer à une entité sous contrôle commun sont payables dans les 30 jours.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

14. OPÉRATION ENTRE PARTIES LIÉES

En plus des opérations entre apparentées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées selon la même base d'évaluation que si elles n'étaient pas liées, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées.

En vertu d'une entente de service, le conseil d'administration a confié la gestion des affaires courantes de la Société à Investissement Québec, une entité sous contrôle commun, laquelle produit une reddition de comptes appropriée et facture des honoraires de services administratifs.

15. TRANSITION AUX IFRS

Les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015 constituent ses premiers états financiers annuels conformes aux IFRS en remplacement des PCGR du Canada - Partie V. Ils ont été préparés en fonction des méthodes comptables décrites à la note 3. La date de transition aux IFRS de la Société est le 1^{er} avril 2013.

La Société a mis en application l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, pour préparer ses premiers états financiers annuels. La Société ne s'est prévalu d'aucune des exemptions facultatives à l'application rétrospective complète des IFRS à la transition. La Société a toutefois appliqué les exceptions obligatoires suivantes à l'application rétrospective complète des IFRS à la transition :

1) Estimations:

La Société s'est assurée de ne pas utiliser ses connaissances subséquentes afin de créer ou de réviser des estimations établies conformément aux IFRS à la date de transition. Conséquemment, les estimations utilisées à cette date sont cohérentes avec les estimations établies à cette même date selon le référentiel comptable antérieur.

2) Décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers:

La Société applique de manière prospective les dispositions de décomptabilisation d'instruments financiers à compter de la date de transition aux IFRS.

La Société a choisi d'adopter par anticipation les recommandations de la norme IFRS 9 *Instruments financiers*. La version définitive d'IFRS 9 a été publiée par l'IASB en juillet 2014. Cette nouvelle norme remplace l'IAS 39 *Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation*.

L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celles des pertes subies, comme l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit une approche en plusieurs étapes et fondée sur l'évolution de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale.

Enfin, l'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques.

L'adoption de la norme IFRS 9 a eu l'impact suivant sur le classement des instruments financiers :

	Partie V	IFRS
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenu à des fins de transaction	Coût amorti
Placements temporaires	Prêts et créances	Coût amorti
Créances, à l'exception des taxes à recevoir	Prêts et créances	Coût amorti
Effet à recevoir	Détenu à des fins de transaction	Juste valeur par le biais du résultat net
Participation dans une société en commandite	Juste valeur	Juste valeur par le biais du résultat net
Charges à payer et frais courus	Autres passifs	Coût amorti
Charges à payer à une entité sous contrôle commun	Autres passifs	Coût amorti

La transition aux IFRS et l'adoption par anticipation d'IFRS 9 n'a eu aucun impact sur les capitaux propres de la Société au 1^{er} avril 2013 et au 31 mars 2014.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

15. TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Au cours de l'exercice, la Société a reclassé, à l'état des résultats, la rubrique "Frais de bureau", dont le solde s'élevait à 38 967 \$ au 31 mars 2014, en plusieurs rubriques afin de préciser la nature des charges entre les rubriques suivantes:

Assurances:	35 864 \$
Frais informatiques:	1 398 \$
Frais bancaires:	276 \$
Autres charges:	1 429 \$

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech Régions ressources ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

La Société reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, et il a approuvé les états financiers.

Le vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yves Lafrance', written over a horizontal line.

M. Yves Lafrance
Administrateur



États financiers

DES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2015 ET 2014

AINSI QUE DE LA SITUATION FINANCIÈRE D'OUVERTURE

AU 1^{er} AVRIL 2013



Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech Régions ressources, qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013 et les états du résultat global, les états des variations des capitaux propres et les états des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech Régions ressources au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable expliqué à la note 12 afférente aux états financiers, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 mars 2015 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, ainsi que pour l'état de la situation financière d'ouverture au 1^{er} avril 2013.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

 , CPA auditeur, CA

Marcel Couture, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 16 juillet 2015

Société Innovatech Régions ressources

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux

(en dollars canadiens)

	31 mars 2015	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	455 615	3 831 899	6 224 346
Placements temporaires (note 5)	7 534 311	3 674 521	–
Taxes à la consommation à recevoir	3 910	3 910	3 910
Participation dans une société en commandite (note 6)	17 920 082	17 192 065	18 466 425
Frais payés d'avance	4 062	7 686	7 298
	25 917 980	24 710 081	24 701 979
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Charges à payer et frais courus	3 000	3 000	9 566
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	18 160	17 804	–
	21 160	20 804	9 566
Capitaux propres			
Capital-actions (note 8)	51 250 000	51 250 000	51 250 000
Déficit cumulé	(25 353 180)	(26 560 723)	(26 557 587)
	25 896 820	24 689 277	24 692 413
	25 917 980	24 710 081	24 701 979

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Yves Lafrance

Administrateur

Société Innovatech Régions ressources

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Des exercices clos les 31 mars
(en dollars canadiens)

	2015	2014
PRODUITS FINANCIERS NETS		
Plus-value (moins-value) sur les placements	1 233 914	(212 684)
Revenus d'intérêts	90 720	75 584
Dividendes	—	224 280
	1 324 634	87 180
CHARGES		
Services professionnels et contractuels	30 761	10 297
Honoraires de services administratifs – Entité sous contrôle commun	78 044	71 215
Assurances	8 266	8 784
Frais bancaires	20	20
	117 091	90 316
RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL	1 207 543	(3 136)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Régions ressources

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Des exercices clos les 31 mars

(en dollars canadiens)

	Capital-actions	Déficit cumulé	Total des capitaux propres
Solde au 1^{er} avril 2013	51 250 000	(26 557 587)	24 692 413
Résultat net et résultat global	-	(3 136)	(3 136)
Solde au 31 mars 2014	51 250 000	(26 560 723)	24 689 277
Résultat net et résultat global	-	1 207 543	1 207 543
Solde au 31 mars 2015	51 250 000	(25 353 180)	25 896 820

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Régions ressources

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Des exercices clos les 31 mars
(en dollars canadiens)

	2015	2014
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	1 207 543	(3 136)
Ajustement pour:		
(Plus-value) moins-value sur les placements	(1 233 914)	212 684
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Frais payés d'avance	3 624	(388)
Charges à payer et frais courus	-	(6 566)
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	356	17 804
	(22 391)	220 398
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements temporaires	(7 633 299)	(10 765 346)
Disposition de placements temporaires	3 773 509	7 090 825
Distribution de capital sur placement	505 897	1 061 676
	(3 353 893)	(2 612 845)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(3 376 284)	(2 392 447)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	3 831 899	6 224 346
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 4)	455 615	3 831 899
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE		
Intérêts encaissés	51 535	76 804

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Régions ressources

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société Innovatech Régions ressources (ci-après la « Société ») est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 80 des lois de 1993 et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Régions ressources (RLRQ, chapitre S-17.5). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

Le siège social de la Société est situé au 1200, route de l'Église, bureau 500, Québec (Québec).

Étant une société d'État, la Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu du Québec et du Canada.

2. BASE DE PRÉPARATION

Déclaration de conformité

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'établies par l'International Accounting Standards Board (IASB). Il s'agit des premiers états financiers de la Société préparés conformément aux IFRS et IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* a été appliquée. Les informations liées à la transition de référentiel comptable sont présentées à la note 12.

Les états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 16 juillet 2015.

Base d'évaluation

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont évalués à la juste valeur.

Les postes aux états de la situation financière sont présentés par ordre de liquidité.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Utilisation d'estimations et jugements critiques dans l'application des méthodes comptables

La préparation des états financiers de la Société selon les IFRS exige le recours à des estimations et à des hypothèses ainsi que l'exercice du jugement de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, passifs, produits et charges pour les exercices présentés.

Les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les actifs, les passifs, les produits et les charges comptabilisés concernent l'évaluation de la juste valeur des placements.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les états financiers.

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers doivent être classés en fonction à la fois du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

À leur comptabilisation initiale, tous les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur, majorée des coûts de transactions dans le cas des instruments financiers évalués ultérieurement au coût amorti.

Les instruments financiers détenus par la Société sont classés dans les catégories suivantes :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti
Placements temporaires	Coût amorti
Participation dans une société en commandite	Juste valeur par le biais du résultat net
Charges à payer et frais courus	Coût amorti
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	Coût amorti

Société Innovatech Régions ressources

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Comptabilisation ultérieure

Au cours des périodes ultérieures, les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat net et présentés distinctement à l'état du résultat global, sous la rubrique "plus-value (moins-value) sur les placements", le cas échéant.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur des actifs et des passifs financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur le cours de clôture des marchés à la date de présentation de l'information financière. La Société utilise le dernier cours pour les actifs et passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, la direction détermine le point de l'écart acheteur-vendeur qui est le plus représentatif de la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers de la Société qui sont évalués au coût amorti est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation.

Dépréciation des actifs financiers

À chaque date de clôture, la Société évalue la perte de valeur pour un instrument financier, à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie, si le risque de crédit que comporte l'instrument financier a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale. Lorsque le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante, l'entité évalue la perte de valeur au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. Les pertes de valeur le cas échéant, sont comptabilisées à l'état du résultat global sous la rubrique "Perte de valeur sur instruments financiers".

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 - Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 - Techniques d'évaluation fondées sur des données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement.

Niveau 3 - Techniques d'évaluation fondées sur des données non observables sur le marché.

Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés à l'état du résultat global sous la rubrique "Revenus d'intérêts", selon la méthode du taux d'intérêt effectif, lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se compose de l'encaisse. Les équivalents de trésorerie se composent des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition.

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 mars 2015	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
Trésorerie	41 205	236 785	27 028
Acceptation bancaire, 0,84 %, échéant en mai 2015 (1,13 %, échéant en mai 2014 au 31 mars 2014; 1,13 %, échéant en avril 2013 au 1 ^{er} avril 2013)	414 410	3 595 114	6 197 318
	455 615	3 831 899	6 224 346

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

Société Innovatech Régions ressources

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

7. HIÉRARCHIE DES ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le **niveau 3** :

	31 mars 2015	31 mars 2014
Solde au début de l'exercice	17 192 065	18 466 425
Moins-value réalisée sur les placements	59 979	111 361
Variations de la plus-value (moins-value) non réalisée sur les placements	1 173 935	(324 045)
Distribution de capital sur les placements	(505 897)	(1 061 676)
Solde à la fin de l'exercice	17 920 082	17 192 065

La juste valeur de la participation dans une société en commandite est évaluée en fonction de la quote-part de l'actif net (évaluée à la juste valeur) qui est détenue par la Société dans la société en commandite.

8. CAPITAL-ACTIONS

La Loi sur la Société Innovatech Régions ressources a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 100 millions de dollars, lequel est divisé en 1 million d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Au cours des exercices terminés les 31 mars 2015 et 2014, aucune nouvelle action n'a été émise.

Autorisé :

1 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune

	31 mars 2015	31 mars 2014	1 ^{er} avril 2013
Émis et payé :			
512 500 actions ordinaires	51 250 000	51 250 000	51 250 000

Toutes les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

9. GESTION DU CAPITAL

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objectifs spécifiés dans sa loi constitutive.

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué des capitaux propres. Au 31 mars 2015, les capitaux propres de la Société ont un solde de 25 896 820 \$ (24 689 277 \$ au 31 mars 2014; 24 692 413 \$ au 1^{er} avril 2013).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

10. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à un risque de crédit se composent principalement de la trésorerie et équivalents de trésorerie, ainsi que des placements temporaires. Ceux-ci sont détenus dans une institution financière de premier ordre et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit qui leur est associé est minime.

Société Innovatech Régions ressources

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

10. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice a varié de 1,03% à 1,06% (de 1,03% à 1,09% en 2014). Les échéances de ces placements étaient de 264 à 352 jours (de 91 à 294 jours en 2014).

La variation des taux d'intérêt n'aurait aucune incidence significative sur les états financiers de la Société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités est de garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale.

Les charges à payer et frais courus et la charge à payer à une entité sous contrôle commun sont payables dans les 30 jours.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

11. OPÉRATIONS ENTREPARTIES LIÉES

En plus des opérations entre apparentées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées selon la même base d'évaluation que si elles n'étaient pas liées, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées.

En vertu d'une entente de service, le conseil d'administration a confié la gestion des affaires courantes de la Société à Investissement Québec, une entité sous contrôle commun, laquelle produit une reddition de comptes appropriée et facture des honoraires de services administratifs.

12. TRANSITION AUX IFRS

Les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015 constituent ses premiers états financiers annuels conformes aux IFRS en remplacement des PCGR du Canada - Partie V. Ils ont été préparés en fonction des méthodes comptables décrites à la note 3. La date de transition aux IFRS de la Société est le 1^{er} avril 2013.

La Société a mis en application l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, pour préparer ses premiers états financiers annuels. La Société ne s'est prévalu d'aucune des exemptions facultatives à l'application rétrospective complète des IFRS à la transition. La Société a toutefois appliqué les exceptions obligatoires suivantes à l'application rétrospective complète des IFRS à la transition :

1) Estimations:

La Société s'est assurée de ne pas utiliser ses connaissances subséquentes afin de créer ou de réviser des estimations établies conformément aux IFRS à la date de transition. Conséquemment, les estimations utilisées à cette date sont cohérentes avec les estimations établies à cette même date selon le référentiel comptable antérieur.

2) Décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers:

La Société applique de manière prospective les dispositions de décomptabilisation d'instruments financiers à compter de la date de transition aux IFRS.

La Société a choisi d'adopter par anticipation les recommandations de la norme IFRS 9 *Instruments financiers*. La version définitive d'IFRS 9 a été publiée par l'IASB en juillet 2014. Cette nouvelle norme remplace l'IAS 39 *Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation*.

L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture.

Société Innovatech Régions ressources

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, au 31 mars 2014 et au 1^{er} avril 2013
(en dollars canadiens)

12. TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celles des pertes subies, comme l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit une approche en plusieurs étapes et fondée sur l'évolution de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale.

Enfin, l'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques.

L'adoption de la norme IFRS 9 a eu l'impact suivant sur le classement des instruments financiers:

	Partie V	IFRS
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenu à des fins de transaction	Coût amorti
Placements temporaires	Juste valeur	Coût amorti
Participation dans une société en commandite	Juste valeur	Juste valeur par le biais du résultat net
Charges à payer et frais courus	Autres passifs	Coût amorti
Charges à payer à une entité sous contrôle commun	Autres passifs	Coût amorti

La transition aux IFRS et l'adoption par anticipation d'IFRS 9 n'ont eu aucun impact sur les capitaux propres de la Société au 1^{er} avril 2013 et au 31 mars 2014. De plus, le résultat global de l'exercice clos le 31 mars 2014 n'a pas subi de modifications.

À l'état des flux de trésorerie, la rubrique « Acquisition de placements » a fait l'objet d'un reclassement afin de présenter distinctement les acquisitions et les dispositions de placements temporaires.

À l'état de la situation financière, l'acceptation bancaire d'un montant de 3 674 521 \$ au 31 mars 2014, a été reclassée de la rubrique « Acceptation bancaire » à la rubrique « Placements temporaires ». De plus, les placements temporaires d'un montant de 3 595 114 \$ au 31 mars 2014 et de 6 197 318 \$ au 31 mars 2013 ont été reclassés sous la rubrique « Trésorerie et équivalent de trésorerie » car leur échéance n'excédait pas trois mois suivant leur date d'acquisition.

RAPPORT DE LA DIRECTION

La préparation et la présentation des états financiers consolidés de la Société nationale de l'amiante sont la responsabilité de la direction, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers consolidés, la direction maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers consolidés fiables.

La Société nationale de l'amiante veille à respecter sa loi constitutive de même que les autres lois et règlements qui s'appliquent à ses activités. Elle a mis en place des moyens et des procédures de contrôle pour assurer la conformité aux lois et règlements.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers consolidés.



Lucie Ste-Croix

Présidente du Conseil d'administration

Québec, le 9 octobre 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers consolidés

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Société nationale de l'amiante, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2015, l'état consolidé des résultats et du déficit cumulé, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société nationale de l'amiante au 31 mars 2015 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.


Observation

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur la note 2 des états financiers consolidés qui indique l'existence d'une volonté de procéder à la liquidation et à la dissolution de la Société nationale de l'amiante et de sa filiale.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guyane Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 9 octobre 2015

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 Budget	2015 Réal	2014 Réal
REVENUS	- \$	- \$	- \$
CHARGES			
Frais administratifs (note 4)	500	632	580
	<u>500</u>	<u>632</u>	<u>580</u>
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(500)	(632)	(580)
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE		(158 324 760)	(158 324 180)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE		<u>(158 325 392) \$</u>	<u>(158 324 760) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2015

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	44 607 \$	44 636 \$
Divers à recevoir du MÉRN ¹	-	871
	<u>44 607</u>	<u>45 507</u>
PASSIFS		
Créditeurs et frais courus	<u>999</u>	<u>1 267</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>43 608</u>	<u>44 240</u>
CAPITAL-ACTIONS (note 5)	<u>158 369 000</u>	<u>158 369 000</u>
DÉFICIT CUMULÉ	<u>(158 325 392) \$</u>	<u>(158 324 760) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



Lucie Ste-Croix
Présidente du Conseil d'administration

¹ Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 Budget	2015 Réal	2014 Réal
ACTIFS FINANCIERS NETS			
AU DÉBUT DE L'EXERCICE	44 400 \$	44 240 \$	44 820 \$
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(500)	(632)	(580)
ACTIFS FINANCIERS NETS			
À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>43 900 \$</u>	<u>43 608 \$</u>	<u>44 240 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	<u>(632) \$</u>	<u>(580) \$</u>
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement :		
Divers à recevoir du MÉRN	871	-
Créditeurs et frais courus	<u>(268)</u>	<u>280</u>
	<u>603</u>	<u>280</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>(29)</u>	<u>(300)</u>
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	<u>(29)</u>	<u>(300)</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<u>44 636</u>	<u>44 936</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	<u>44 607 \$</u>	<u>44 636 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2015

1. Constitution et objet

La Société nationale de l'amiante (SNA) est une société d'État dont la totalité des actions appartient au gouvernement du Québec. Elle a été constituée par la *Loi sur la Société nationale de l'amiante* (RLRQ, c.S-18.2).

Comme la totalité des actions est détenue par le gouvernement du Québec, la SNA est exemptée des impôts sur les bénéfices. Il en est de même pour sa filiale Mines SNA inc. en propriété exclusive.

2. Continuité de l'exploitation

Le 14 décembre 2005, l'Assemblée nationale adoptait, suivant les recommandations du groupe de travail sur l'examen des organismes gouvernementaux, le projet de loi 120 autorisant le gouvernement du Québec à procéder, par décret, à la date, aux conditions et selon les modalités qu'il déterminera, à la dissolution de la SNA ou à sa continuation en personne morale de droit public régie par les dispositions de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c.C-38). Aucun décret n'a été déposé à l'Assemblée nationale à cet effet en date de la préparation de ces états financiers. Dorénavant, le financement de la SNA se fera par l'octroi de subventions du gouvernement du Québec sur une base ponctuelle, en fonction des besoins.

Le 16 juin 2010, le Conseil d'administration de la SNA a approuvé de procéder à la liquidation de la société et de sa filiale. Le 15 avril 2015, la filiale Mines SNA inc. a été dissoute conformément à l'article 211 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. En date de la signature des présents états financiers, le processus de liquidation et de dissolution de la SNA se poursuit.

3. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la SNA et ceux de sa filiale Mines SNA inc. (détenue à 100 %).

Méthode de consolidation

Les comptes de la SNA et de Mines SNA inc. sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

3. Principales méthodes comptables (suite)*Instruments financiers*

L'encaisse et le divers à recevoir du MERN sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse qui constitue le solde en banque.

4. Frais administratifs

La SNA bénéficie, à titre gratuit, de certains services de gestion assumés par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles. Ces services ne sont pas comptabilisés ni présentés aux états financiers consolidés.

5. Capital-actions**Autorisé**

250 000 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune.

	2015	2014
Émis		
158 369 actions ordinaires	158 369 000 \$	158 369 000 \$

D'après la *Loi sur la Société nationale de l'amiante*, les actions de la SNA font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances du Québec.

6. Gestion des risques financiers liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est lié au non-respect d'obligations financières de la part d'une contrepartie. Les instruments financiers qui exposent la SNA à un risque de crédit sont l'encaisse et le divers à recevoir du MERN, dont la valeur comptable représente l'exposition maximale de la SNA à ce risque.

Le risque de crédit associé à l'encaisse est réduit au minimum par la politique de la SNA d'investir auprès d'institutions financières réputées.

6. Gestion des risques financiers liés aux instruments financiers (suite)*Risque de crédit (suite)*

La Société estime que le risque de crédit associé aux divers à recevoir du MÉRN est limité car le MÉRN est une entité gouvernementale.

7. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange et déjà divulguées dans les états financiers, la SNA est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La SNA n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers consolidés.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Aux fins de la préparation des états financiers, SOQUIJ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

SOQUIJ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de SOQUIJ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport d'audit expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le Conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Claude Paul-Hus
Directeur général



Ana Cerqueira
Directrice des ressources humaines et financières

Montréal, le 16 juin 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société québécoise d'information juridique, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015 et les états des résultats et de l'excédent cumulé, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

OPINION

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société québécoise d'information juridique au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01)*, je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA
Montréal, le 16 juin 2015



SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	BUDGET	2015 Réal	2014 Réal
REVENUS PROVENANT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES	14 841 530 \$	13 488 205 \$	13 776 195 \$
COÛT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES (note 3)	10 064 686	9 261 870	9 566 081
MARGE BRUTE	4 776 844	4 226 335	4 210 114
FRAIS GÉNÉRAUX (note 4)	4 774 094	4 371 828	4 212 673
DÉFICIT DE L'EXERCICE	2 750	(145 493)	(2 559)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 205 944	2 205 944	2 208 503
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	2 208 694 \$	2 060 451 \$	2 205 944 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2015

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	3 435 428 \$	3 604 231 \$
Débiteurs (note 5)	2 030 818	1 733 544
Stocks destinés à la vente	-	31 107
	5 466 246	5 368 882
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	2 301 251	2 057 660
Revenus reportés	357 194	410 028
Provision pour congés de maladie (note 7)	1 155 650	1 150 422
Avantages incitatifs relatifs à un bail reportés	821 055	833 918
Obligations relatives à un bail	307 875	308 803
	4 943 025	4 760 831
ACTIFS FINANCIERS NETS	523 221	608 051
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 8)	1 294 129	1 332 366
Charges payées d'avance	243 101	265 527
	1 537 230	1 597 893
EXCÉDENT CUMULÉ	2 060 451 \$	2 205 944 \$

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du Conseil d'administration

M^e Philippe-André Tessier
Président



M^e Nicolas Vermeys
Vice-président



SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	BUDGET	2015 Réel	2014 Réel
DÉFICIT DE L'EXERCICE	2 750 \$	(145 493) \$	(2 559) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 142 665)	(252 167)	(662 042)
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles		1 157	41 117
Amortissement des immobilisations corporelles	366 030	289 247	300 191
	(776 635)	38 237	(320 734)
Acquisition de charges payées d'avance		(372 843)	(388 822)
Utilisation de charges payées d'avance		395 269	359 376
		22 426	(29 446)
DIMINUTION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	(773 885)	(84 830)	(352 739)
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	608 051	608 051	960 790
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	(165 834) \$	523 221 \$	608 051 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(145 493) \$	(2 559) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	289 247	300 191
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	1 157	41 117
Amortissement des avantages incitatifs relatifs à un bail reporté	(61 874)	(61 874)
Amortissement des obligations relatives à un bail	(928)	(928)
	227 602	278 506
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	(297 274)	(1 896)
Stocks destinés à la vente	31 107	4 852
Créditeurs et charges à payer	247 178	(45 177)
Revenus reportés	(52 834)	(53 993)
Provision pour congés de maladie	5 228	(71 550)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reportés	49 011	49 011
Charges payées d'avance	22 426	(29 446)
	4 842	(148 199)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	86 951	127 748
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(255 754)	(729 194)
Diminution de la trésorerie	(168 803)	(601 446)
Trésorerie au début de l'exercice	3 604 231	4 205 677
Trésorerie à la fin de l'exercice	3 435 428 \$	3 604 231 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie		
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer à la fin de l'exercice	12 721 \$	16 308 \$
Revenus d'intérêts reçus	32 318 \$	36 532 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2015

1) CONSTITUTION ET OBJET

La Société québécoise d'information juridique (« SOQUIJ »), personne morale au sens du Code civil, constituée en vertu de la *Loi sur la Société québécoise d'information juridique* (RLRQ, chapitre S-20), a pour fonction de promouvoir la recherche, le traitement et le développement de l'information juridique en vue d'en améliorer la qualité et l'accessibilité au profit de la collectivité.

En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, chapitre 1, 5e supplément) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3), SOQUIJ n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, SOQUIJ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de SOQUIJ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément significatif n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

REVENUS

Les revenus, y compris les gains réalisés, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les revenus provenant de la prestation de services et des ventes sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

RÉGIMES DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, car SOQUIJ ne dispose pas des informations nécessaires pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers se qualifiant comme instruments financiers sont composés de la trésorerie ainsi que des débiteurs.

Les passifs financiers se qualifiant comme instruments financiers sont composés des créditeurs et charges à payer, à l'exclusion des charges sociales et des taxes à payer.

Tous les instruments financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

ACTIFS FINANCIERS

TRÉSORERIE

La trésorerie comprend les soldes en banque qui rapportent de l'intérêt à taux variable.

STOCKS DESTINÉS À LA VENTE

Le stock de publications est évalué au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût de chaque publication comprend les frais directs de conception et de publication (main-d'œuvre, matériel et impression) et les autres frais indirects s'y rapportant.

PASSIFS

REVENUS REPORTÉS

Les sommes provenant d'abonnements et autres publications sont reportées et constatées aux revenus au moment de l'expédition des publications.

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

PROVISION POUR VACANCES

La provision pour vacances n'est pas actualisée puisque les journées de vacances accumulées par les employés de SOQUIJ sont pris dans l'exercice suivant. Cette provision est présentée au poste traitements et avantages du personnel à payer dans les créditeurs et charges à payer.

2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

AVANTAGES INCITATIFS RELATIFS À UN BAIL REPORTÉS

Les avantages incitatifs accordés à SOQUIJ par le bailleur, en vertu d'un bail à long terme pour la location de locaux administratifs, sont reportés et amortis de façon linéaire sur la durée de bail.

OBLIGATIONS RELATIVES À UN BAIL

Les loyers exigibles en vertu d'un contrat de location-exploitation pour la location de locaux administratifs sont imputés à titre de charges de loyer selon une formule linéaire appliquée sur la durée du bail. La différence entre le montant constaté aux résultats et les montants exigibles en vertu du bail est présentée à titre d'obligations relatives à un bail.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers de SOQUIJ sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

Améliorations locatives	Durée du bail (*)
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Systèmes informatiques	7 ans

(*) Les améliorations locatives sont amorties sur la durée du bail, soit jusqu'au 31 décembre 2021 ou jusqu'au 31 décembre 2027 pour les améliorations locatives acquises suite à la renégociation du bail.

Les projets informatiques en développement seront amortis lorsque leur développement sera terminé et que les projets seront mis en service.

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de SOQUIJ de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs est inférieure à la valeur nette comptable de l'immobilisation, le coût de celle-ci est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations sont passées aux résultats. Aucune reprise n'est constatée.

CONVERSION DE DEVISES

Les éléments monétaires de l'état de la situation financière sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les éléments non monétaires de l'état de la situation financière ainsi que les charges en devise étrangère sont convertis au taux de change en vigueur à la date où les opérations ont été effectuées. Les gains et les pertes résultant de la variation du taux de change sont pris en compte dans l'état des résultats de la période.

3) COÛT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES

	BUDGET	2015 Réel	2014 Réel
Traitements, avantages sociaux et charges sociales	7 702 716 \$	7 657 177 \$	7 611 968 \$
Honoraires	503 690	158 664	420 378
Publicité	415 500	306 872	348 009
Location d'équipement, entretien et fournitures	493 670	349 011	345 599
Amortissement des immobilisations corporelles	315 530	244 684	260 645
Mise en page et impression	163 380	142 435	137 350
Redevances	195 000	177 197	208 140
Communications et expéditions	108 700	64 497	99 834
Déplacements et frais de représentation	50 500	41 812	41 519
Entrepôt de données électroniques	66 000	46 543	41 881
Documentation	50 000	41 871	45 906
Variation d'inventaire	-	31 107	4 852
	10 064 686 \$	9 261 870 \$	9 566 081 \$

4) FRAIS GÉNÉRAUX

	BUDGET	2015 Réel	2014 Réel
Traitements, avantages sociaux et charges sociales	2 691 619 \$	2 510 601 \$	2 284 236 \$
Loyer, taxes et assurances (a)	1 083 824	1 037 360	1 079 548
Contribution à des organismes	210 000	236 500	198 327
Honoraires	277 300	167 918	115 844
Publicité	190 000	203 357	228 835
Perfectionnement du personnel	99 500	37 151	46 687
Déplacements et frais de représentation	84 425	65 115	66 523
Location d'équipement, entretien et fournitures	68 300	52 886	63 433
Amortissement des immobilisations corporelles	50 500	44 563	39 546
Communications et expéditions	12 000	6 254	11 634
Autres	68 500	70 840	98 817
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles		1 157	41 117
	4 835 968	4 433 702	4 274 547
Moins : Amortissement des avantages incitatifs relatifs à un bail	(61 874)	(61 874)	(61 874)
	4 774 094 \$	4 371 828 \$	4 212 673 \$

(a) La différence entre le montant de la charge de loyer, déterminée sur une base linéaire, et le montant exigible en vertu du bail est de 928 \$ (2014 : 928 \$), ce qui correspond à l'amortissement des obligations relatives à un bail.

5) DÉBITEURS

	2015	2014
Comptes clients	1 117 291 \$	848 708 \$
Revenus courus	975 415	939 519
Intérêts courus	2 442	2 978
Autres	2 000	2 100
Provision pour créances douteuses	(66 330)	(59 761)
	2 030 818 \$	1 733 544 \$

6) CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2015	2014
Fournisseurs et charges à payer	396 129 \$	342 355 \$
Traitements et avantages du personnel à payer	1 776 225	1 512 593
Charges sociales à payer	26 240	134 475
Taxes à payer	102 657	68 237
	2 301 251 \$	2 057 660 \$

7) PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

SOQUIJ dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par SOQUIJ.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à SOQUIJ. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

7) PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE (suite)

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2015	2014
Taux moyen de croissance de la rémunération incluant l'inflation	2,64 %	2,57 %
Taux d'actualisation pondéré	1,73 %	2,73 %
Durée résiduelle moyenne d'activités des salariés actifs	7 ans	7 ans

Le tableau suivant présente les variations de la provision au cours de l'exercice:

	2015	2014
Solde du début	1 150 422 \$	1 221 972 \$
Charges de l'exercice	116 293	89 686
Prestations versées au cours de l'exercice	(111 065)	(161 236)
Solde à la fin	1 155 650 \$	1 150 422 \$

8) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	AMÉLIORATIONS LOCATIVES	MOBILIER DE BUREAU	MATÉRIEL INFORMATIQUE	SYSTÈMES INFORMATIQUES	TOTAL
Coût					
1 ^{er} avril 2013	716 802 \$	602 762 \$	1 936 147 \$	1 803 370 \$	5 059 081 \$
Acquisitions	2 095	-	222 557	437 390	662 042
Dispositions	-	-	-	(41 117)	(41 117)
31 mars 2014	718 897	602 762	2 158 704	2 199 643	5 680 006
Acquisitions	43 603	7 830	175 174	25 560	252 167
Dispositions	-	(7 493)	(242 043)	-	(249 536)
31 mars 2015	762 500 \$	603 099 \$	2 091 835 \$	2 225 203 \$	5 682 637 \$
Amortissement cumulé					
1 ^{er} avril 2013	324 848 \$	589 142 \$	1 622 738 \$	1 510 721 \$	4 047 449 \$
Charges d'amortissement	44 794	2 629	226 877	25 891	300 191
31 mars 2014	369 642	591 771	1 849 615	1 536 612	4 347 640
Charges d'amortissement	47 834	4 607	197 452	39 354	289 247
Dispositions	-	(7 493)	(240 886)	-	(248 379)
31 mars 2015	417 476 \$	588 885 \$	1 806 181 \$	1 575 966 \$	4 388 508 \$
Valeur nette comptable					
31 mars 2014	349 255 \$	10 991 \$	309 089 \$	663 031 \$	1 332 366 \$
31 mars 2015	345 024 \$	14 214 \$	285 654 \$	649 237 \$	1 294 129 \$

Les projets informatiques en développement totalisent 451 370 \$ (2014 : 447 398 \$). Ils sont inclus dans la catégorie des systèmes informatiques et n'ont pas été amortis car ils ne sont pas encore en service.

9) RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de SOQUIJ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE est demeuré à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (1^{er} janvier 2014 : 5,73 %) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi SOQUIJ doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014).

9) RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

Les cotisations de SOQUIJ, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 848 555 \$ (2014 : 673 233 \$). Les obligations de SOQUIJ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

10) OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

SOQUIJ s'est engagée par des baux échéant à diverses dates jusqu'en décembre 2027, pour des locaux administratifs, de l'entreposage et de l'équipement. Les versements minimums exigibles s'établissent comme suit :

2016	1 542 641 \$
2017	1 280 141
2018	965 648
2019	1 082 723
2020	1 078 256
2021 et suivantes	8 582 689
	14 532 098 \$

Au 31 mars 2014, les versements minimums exigibles totalisaient 15 360 903 \$.

11) GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, SOQUIJ est exposée à différents risques, tel que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. SOQUIJ est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture.

Les instruments financiers qui exposent SOQUIJ à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie ainsi que des débiteurs.

La valeur comptable de la trésorerie ainsi que des débiteurs représente l'exposition maximale de SOQUIJ au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que celle-ci est investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit puisque des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux clients. SOQUIJ enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction.

11) GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti.

Le tableau suivant présente le classement chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses:

	2015	2014
Débiteurs de moins de 30 jours suivant la date de facturation	1 724 680 \$	1 603 129 \$
Débiteurs entre 31 et 60 jours suivant la date de facturation	128 027	121 931
Débiteurs entre 61 et 90 jours suivant la date de facturation	64 371	32 597
Débiteurs de plus de 90 jours suivant la date de facturation	180 070	35 648
	2 097 148	1 793 305
Provision pour créances douteuses	(66 330)	(59 761)
	2 030 818 \$	1 733 544 \$

SOQUIJ doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Le type de clients, l'historique de paiement, les raisons pour lesquelles les comptes sont en souffrance et le secteur d'activité qui a donné lieu à la créance sont tous des éléments considérés dans la détermination du moment auquel les comptes en souffrance doivent faire l'objet d'une provision. Les mêmes facteurs sont pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a lieu de radier les montants portés au compte de provision en diminution des créances. Les montants recouvrés ultérieurement sur des comptes qui avaient été radiés sont crédités à la provision pour créances douteuses dans la période d'encaissement.

Le tableau suivant présente un résumé des mouvements reliés à la provision pour créances douteuses de SOQUIJ.

	2015	2014
Provision pour créances douteuses		
Solde au début de l'exercice	59 761 \$	13 767 \$
Charge pour créances douteuses	29 509	62 373
Montants radiés et recouvrements	(22 940)	(16 379)
Solde à la fin de l'exercice	66 330 \$	59 761 \$

SOQUIJ est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement. La direction estime que la qualité des créances qui ne sont ni dépréciée ni en souffrance au 31 mars 2015 est bonne.

11) GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que SOQUIJ ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que SOQUIJ ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

SOQUIJ finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles par les flux de trésorerie provenant de ses activités de fonctionnement. SOQUIJ respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant de la trésorerie ou des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie.

Les tableaux suivants présentent l'échéance estimative des passifs financiers.

AU 31 MARS 2015	ÉCHÉANCE			
	Valeur comptable	Moins de 90 jours	De 90 à 365 jours	Plus de 365 jours
Fournisseurs et charges à payer	396 129 \$	370 611 \$	5 793 \$	19 725 \$
Traitements et avantages du personnel à payer	1 776 225	990 864	785 361	-
	2 172 354 \$	1 361 475 \$	791 154 \$	19 725 \$

AU 31 MARS 2014	ÉCHÉANCE			
	Valeur comptable	Moins de 90 jours	De 90 à 365 jours	Plus de 365 jours
Fournisseurs et charges à payer	342 355 \$	315 975 \$	6 655 \$	19 725 \$
Traitements et avantages du personnel à payer	1 512 593	732 699	779 894	-
	1 854 948 \$	1 048 674 \$	786 549 \$	19 725 \$

11) GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. SOQUIJ est exposée au risque de change et de taux d'intérêt.

Risque de change

SOQUIJ réalise la plupart de ses transactions en dollars canadiens. Le risque de change découle des achats libellés dans une monnaie étrangère, lesquels sont principalement effectués en dollars américains. Au 31 mars 2015, SOQUIJ est exposée au risque de change en raison de l'encaisse libellé en dollars américains totalisant 43 988 \$ (2014 : 37 659 \$).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de SOQUIJ est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt. La trésorerie comprend les soldes en banque qui rapportent de l'intérêt à taux variable. Au 31 mars 2015, la portion de la trésorerie portant intérêt était de 3 356 617 \$ (2014 : 3 556 884 \$).

L'objectif de SOQUIJ est de gérer l'exposition de sa trésorerie au risque de taux d'intérêt en maximisant les revenus d'intérêts gagnés par les fonds excédentaires tout en conservant les liquidités minimales nécessaires à la bonne marche de ses activités quotidiennes. La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que SOQUIJ tire de sa trésorerie. Si les taux d'intérêt pour l'exercice terminé le 31 mars 2015 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeurées constantes, les revenus d'intérêts pour la même période auraient été respectivement inférieurs ou supérieurs de 16 639 \$ (2014 : 18 619 \$).

12) OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

SOQUIJ est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. SOQUIJ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations, qui sont comptabilisées à la valeur d'échange conclue entre les parties, ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

Par ailleurs, SOQUIJ a une entente d'échange de services avec le ministère de la Justice du Québec. La valeur de ces services ne peut faire l'objet d'estimations raisonnables.

Les états financiers

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE
(RECYC-QUÉBEC)

De l'exercice clos le 31 mars 2015

Rapport de la direction

Les états financiers de la Société québécoise de récupération et de recyclage, ci-après nommée la Société, présentés ci-joints ont été dressés par la direction et approuvés par son conseil d'administration. Les états financiers ont été préparés selon les méthodes et procédés établis par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public et reflètent les meilleurs jugements et estimations.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir l'assurance raisonnable que ses biens sont convenablement protégés et que ses opérations sont comptabilisées correctement, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables et ponctuels. La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration, assisté par son comité de vérification, s'assure que la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information et de contrôle financier. Le comité de vérification rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine périodiquement les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

L'audit des états financiers de la Société a été effectué par le Vérificateur général du Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant précise la nature et l'étendue de cet audit et présente son opinion professionnelle sur la fidélité des états financiers.



Marie Cloutier
Présidente-directrice générale,
par intérim



Benoît Lauzon, CPA, CMA
Directeur, service de la gestion
financière et matérielle

Québec, le 3 septembre 2015

Rapport de l'auditeur indépendant

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société québécoise de récupération et de recyclage, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion

sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société québécoise de récupération et de recyclage au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

 *Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA*

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 3 septembre 2015

État des résultats et de l'excédent cumulé

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015 Budget	2015 Réel	2014 Réel
REVENUS			
Droit environnemental sur les pneus	20 399 600 \$	18 801 726 \$	18 072 917 \$
Contributions du gouvernement du Québec	15 586 279	7 270 590	8 968 409
Consignation des contenants à remplissage unique (note 3)	4 049 691	4 198 206	10 066 462
Contributions des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	4 972 750	1 681 859	1 258 150
Placements	1 816 500	2 103 671	1 656 895
Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises	755 000	445 972	299 681
Autres	240 000	228 283	550 279
	47 819 820	34 730 307	40 872 793
CHARGES			
Contributions aux programmes des pneus hors d'usage (note 4)	19 299 600	17 678 828	17 189 011
Contributions dans le cadre de la politique de gestion des matières résiduelles (note 5)	11 536 279	5 555 748	8 094 666
Compensation pour les services municipaux de collecte sélective (note 6)	3 710 230	810 294	251 842
Études	1 322 950	251 348	136 702
Soutien au système de consignation	181 250	143 418	3 391 819
Contributions pour l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles	-	-	40 000
Traitements et avantages sociaux	7 471 651	7 782 435	6 774 288
Fonctionnement (note 7)	2 787 514	1 850 517	1 828 583
Communications, éducation et sensibilisation	1 321 060	432 761	458 364
	47 630 534	34 505 349	38 165 275
Excédent de l'exercice	189 286	224 958	2 707 518
Excédent cumulé au début de l'exercice	53 455 911	53 455 911	50 748 393
Excédent cumulé à la fin de l'exercice	53 645 197 \$	53 680 869 \$	53 455 911 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.


État de la situation financière

AU 31 MARS 2015

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 8)	15 275 673 \$	10 123 189 \$
Placements (note 9)	76 752 693	77 174 674
Créances à recevoir (note 10)	9 762 705	16 990 066
Contributions à recevoir du gouvernement du Québec	9 621 714	2 330 472
	111 412 785	106 618 401
PASSIFS		
Charges à payer et frais courus (note 11)	7 775 074	6 049 267
Sommes remboursables en vertu des ententes sur la consignation	6 567 736	10 300 693
Revenus reportés de programmes (note 12)	33 302 488	27 004 298
Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation (note 13)	11 707 357	11 204 235
	59 352 655	54 558 493
ACTIFS FINANCIERS NETS	52 060 130	52 059 908
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 14)	1 471 276	1 267 316
Charges payées d'avance	149 463	128 687
	1 620 739	1 396 003
EXCÉDENT CUMULÉ	53 680 869 \$	53 455 911 \$
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 18)		

Pour le conseil d'administration,


Josée Duplessis
 Présidente


Claudia Goulet, CPA, CMA, LL. M. Fisc, ASC
 Administratrice

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la variation des actifs financiers nets

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015 Budget	2015 Réel	2014 Réel
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	189 286 \$	224 958 \$	2 707 518 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 212 140)	(532 451)	(874 489)
Amortissement des immobilisations corporelles	500 000	344 717	183 026
Perte à la disposition d'immobilisations corporelles		2 249	1 259
Produit à la disposition d'immobilisations corporelles		7 341	217
Contribution à l'acquisition d'immobilisations corporelles		(25 816)	(53 600)
	(712 140)	(203 960)	(743 587)
Acquisition des charges payées d'avance		(289 333)	(172 992)
Utilisation des charges payées d'avance		268 557	92 153
		(20 776)	(80 839)
Augmentation des actifs financiers nets	(522 854)	222	1 883 092
Actifs financiers nets au début de l'exercice	52 059 908	52 059 908	50 176 816
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	51 537 054 \$	52 060 130 \$	52 059 908 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	224 958 \$	2 707 518 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie:		
Gain à la disposition de placements	(172 437)	(14 132)
Perte à la disposition d'immobilisations corporelles	2 249	1 259
Amortissement des immobilisations corporelles	344 717	183 026
Revenus reportés de programmes	6 298 190	4 040 360
Contribution à l'acquisition d'immobilisations corporelles	(25 816)	(53 600)
Ajustement des placements au taux d'intérêts effectifs	806 315	797 162
	7 478 176	7 661 593
Variation nette des éléments d'actif et de passif reliés au fonctionnement (note 16)	(1 637 185)	6 060 919
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	5 840 991	13 722 512
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Placements effectués	(44 901 080)	(31 896 815)
Produit à la disposition de placements	44 689 183	20 874 092
Encaissement de prêt	-	400 000
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(211 897)	(10 622 723)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(483 951)	(634 038)
Produit à la disposition d'immobilisations corporelles	7 341	217
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(476 610)	(633 821)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	5 152 484	2 465 968
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	10 123 189	7 657 221
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (NOTE 8)	15 275 673 \$	10 123 189 \$

Les intérêts reçus durant l'exercice s'élèvent à 2 729 789 \$ (2014 : 2 513 945 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires aux états financiers

AU 31 MARS 2015

1. CONSTITUTION ET MANDAT

La Société québécoise de récupération et de recyclage, ci-après nommée la Société, est une personne morale au sens du Code civil, instituée par la *Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage* (RLRQ, chapitre S-22.01). La Société a pour mandat de promouvoir, de développer et de favoriser la réduction, le réemploi, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières et de produits

ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État, elle n'est pas soumise aux impôts sur le revenu.

Fiduciaire

La *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2) prévoit un rôle de fiduciaire pour la Société. La Société se voit remettre

les sommes à distribuer aux organismes municipaux dans le cadre du *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles* (RLRQ, chapitre Q-2, r. 10).

Les sommes affectées par ce rôle de fiduciaire qui ne sont pas incluses dans l'état de la situation financière de la Société sont présentées dans le tableau suivant :

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
À recevoir des organismes de financement agréés	– \$	127 859 848 \$
PASSIFS		
Sommes dues aux organismes municipaux	– \$	127 859 848 \$

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des montants des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments

faisant l'objet d'estimations et de formulation d'hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles, les revenus de programmes, la moins-value durable sur les placements et la provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations et hypothèses faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté car aucun actif ou passif financier n'est évalué à la juste valeur ou libellé en devise étrangère.

CONSTATATION DES REVENUS

Revenus affectés

Le droit environnemental sur les pneus et les contributions des partenaires aux régimes de compensation pour les services municipaux de collecte sélective sont constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites.

Contributions du gouvernement du Québec

Les contributions du gouvernement du Québec sont comptabilisées lorsque les transferts sont autorisés et que la Société a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Les transferts sont constatés à titre de revenu sauf, et dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Consignation et autres services

Les revenus de la consignation des contenants à remplissage unique découlant des ententes sur la consignation sont constatés au cours de l'exercice duquel ils sont mesurables.

Les revenus du Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises et les autres revenus sont constatés selon la comptabilité d'exercice lorsque les éléments suivants sont présents :

- Il y a preuve suffisante qu'un accord existe;
- Les services ont été rendus;
- Le prix est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Placements

Les revenus de placements sont constatés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice selon la méthode du taux d'intérêts effectif. Les gains et pertes à la disposition de placements sont établis selon la méthode du coût moyen.

CONSTATATION DES CHARGES

Contributions aux programmes

Les contributions liées aux programmes des pneus hors d'usage, à la politique de gestion des matières résiduelles, pour les entreprises d'économie sociale et pour l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles sont imputées à titre de charges dans l'exercice où le transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements, les créances à recevoir (à l'exception des taxes de ventes à recevoir), les contributions à recevoir du gouvernement du Québec sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêts effectif.

Les charges à payer et frais courus (à l'exception du dépôt sur contrat et des avantages sociaux) et les sommes remboursables en vertu des ententes sur la consignation sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative. Les équivalents de trésorerie sont convertibles en tout moment.

Placements

Les escomptes et les primes sur les titres sont amortis selon la méthode de l'amortissement au taux d'intérêts effectif sur la durée restante de chaque titre. Les ajustements liés aux escomptes et aux primes sont comptabilisés dans les revenus de placements. Toute moins-value durable est diminuée de la valeur comptable des placements et la perte est imputée aux résultats de l'exercice.

PASSIFS

Revenus reportés

Les contributions du gouvernement du Québec sont reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les contributions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenu est comptabilisé au poste Contributions du gouvernement du Québec à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Les revenus reportés de programmes, à l'exception des contributions du gouvernement du Québec, représentent des rentrées grevées d'affectations d'origine externe. Elles sont présentées à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation

Une provision est établie pour pourvoir aux sommes nécessaires au remboursement des consignes correspondant aux contenants vendus avant le 31 mars et qui seront récupérés après la fin de l'exercice ou après l'expiration des ententes dans l'éventualité de l'abolition de la consignation. Cette provision est établie selon un nombre de jours estimé du délai de récupération des consignes et sur la moyenne quotidienne des consignes remboursées (5 ¢, 10 ¢, 20 ¢) annuellement en incluant la prime de 2 ¢.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes inter employeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties, selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile estimative, soit :

- | | |
|------------------------------|---------------|
| • Mobilier et équipements | 7 ans |
| • Équipements informatiques | 5 ans |
| • Améliorations locatives | Durée du bail |
| • Logiciels | 3 ans |
| • Développement informatique | 5 ans |

Les projets informatiques en développement sont amortis lorsque leur développement est terminé et que les projets sont mis en service.

Financement externe

Les contributions à l'acquisition d'immobilisations corporelles liées au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective sont amorties au même taux et au même rythme que les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont constatées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. CONSIGNATION DES CONTENANTS À REMPLISSAGE UNIQUE

	2015	2014
Pénalités	2 289 912 \$	2 471 557 \$
Quote-part des excédents	(424 456)	3 235 945
Récupération des frais de gestion	825 101	819 881
Constatation des revenus reportés de consignation	–	2 410 237
Autres revenus de consignation	1 507 649	1 128 842
	4 198 206 \$	10 066 462 \$

4. CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES DES PNEUS HORS D'USAGE

	2015	2014
Transport et entreposage	11 851 631 \$	10 755 891 \$
Aide au réemploi, au recyclage et à la valorisation énergétique	4 847 044	5 956 353
Vidage des sites	505 307	(10 307)
Frais généraux directs	98 759	123 895
Frais d'administration sur la perception du droit	376 087	363 179
	17 678 828 \$	17 189 011 \$

5. CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

	2015	2014
Implantation de technologies et de procédés et développement des marchés	2 581 317 \$	2 930 897 \$
Performance des Industries, commerces et institutions (ICI) en gestion des matières résiduelles	909 797	2 527 013
Économie sociale et mobilisation des collectivités	1 034 357	1 714 109
Contributions pour les centres de tri québécois	593 018	761 669
Plan d'action du comité conjoint	108 366	82 757
Plan d'action pour le recyclage de la matière organique	328 893	78 221
	5 555 748 \$	8 094 666 \$

6. COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE

	2015	2014
Communications, éducation et sensibilisation	376 529 \$	(141 723) \$
Études et acquisitions de connaissances	374 040	150 907
Contributions aux organismes municipaux	–	161 917
Frais généraux directs	59 725	80 741
	810 294 \$	251 842 \$

7. FONCTIONNEMENT

	2015	2014
Honoraires professionnels et services contractuels	234 599 \$	524 044 \$
Loyers, taxes et assurances	640 196	303 987
Déplacements	99 480	150 991
Courriers et télécommunications	126 244	132 871
Locations, entretien et réparations d'équipements	40 552	38 643
Représentation, réunions et conférences	33 865	71 687
Honoraires de gestion des placements	152 556	134 646
Formation et perfectionnement	50 016	110 380
Fournitures et frais divers	45 005	56 340
Autoroute de l'information	70 484	84 330
Abonnements et cotisations	10 554	36 379
Amortissement des immobilisations corporelles	344 717	183 026
Perte à la disposition d'immobilisations corporelles	2 249	1 259
	1 850 517 \$	1 828 583 \$

8. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2015	2014
Encaisse	1 607 018 \$	1 354 459 \$
Équivalents de trésorerie	13 668 655	8 768 730
	15 275 673 \$	10 123 189 \$

Les équivalents de trésorerie représentent des unités de fonds communs de placement et les taux de rendement ont varié de 1,17 % à 1,50 % (2014 : 1,13 % à 1,37 %).

9. PLACEMENTS

	2015	2014
Obligations municipales, provinciales, fédérales et corporatives, portant intérêt à des taux nominaux se situant entre 1,00 % et 6,25 % (2014 : 1,00 % et 6,25 %) et échéant à diverses dates jusqu'en mars 2020	76 752 693 \$	77 174 674 \$

Au 31 mars 2015, la juste valeur des placements s'établit à 78 254 630 \$ (2014 : 77 745 740 \$).

Rapport annuel 2014-2015

RECYC-QUÉBEC

Les états financiers

38

10. CRÉANCES À RECEVOIR

	2015	2014
Droit environnemental sur les pneus	3 303 042 \$	3 248 190 \$
Consignes bière	4 110 598	8 527 960
Indemnités pour Règlement sur la compensation pour les services municipaux	–	2 350 457
Taxes de ventes à recevoir	1 234 706	1 310 214
Autres débiteurs	452 873	899 518
Intérêts courus	661 486	653 727
	9 762 705 \$	16 990 066 \$

11. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2015	2014
Fournisseurs et frais courus	2 453 968 \$	2 286 337 \$
Contributions non remboursables – programmes des pneus	2 593 028	1 675 055
Traitements*	525 557	560 045
Avantages sociaux	1 073 442	990 086
Consignes et primes d'encouragement à la récupération	1 112 079	520 744
Dépôt sur contrat	17 000	17 000
	7 775 074 \$	6 049 267 \$

* Ce poste inclut des allocations de transition et des allocations de départ aux membres de la direction au montant de 136 372 \$ (2014: 365 980 \$).

12. REVENUS REPORTÉS DE PROGRAMMES

2015				
	Solde au début	Apports de l'exercice	Constatés à titre de revenus	Solde à la fin
Droit environnemental sur les pneus	22 464 548 \$	24 263 280 \$	(18 801 726) \$	27 926 102 \$
Consignation des contenants à remplissage unique	389 721	-	-	389 721
Contributions des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	4 110 029	2 439 078	(1 602 442)	4 946 665
Contributions du gouvernement du Québec	40 000	-	-	40 000
	27 004 298 \$	26 702 358 \$	(20 404 168) \$	33 302 488 \$

2014				
	Solde au début	Apports de l'exercice	Constatés à titre de revenus	Solde à la fin
Droit environnemental sur les pneus	16 827 558 \$	23 709 907 \$	(18 072 917) \$	22 464 548 \$
Consignation des contenants à remplissage unique	2 646 142	153 816	(2 410 237)	389 721
Contributions des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	2 895 722	2 472 457	(1 258 150)	4 110 029
Contributions des partenaires au programme d'aide financière pour les centres de tri québécois	514 517	-	(514 517)	-
Contributions du gouvernement du Québec	80 000	-	(40 000)	40 000
	22 963 939 \$	26 336 180 \$	(22 295 821) \$	27 004 298 \$

13. PROVISION POUR LES SOMMES À POURVOIR À L'ÉGARD DE LA CONSIGNATION

	2015	2014
Remboursement de consignes	8 855 307 \$	8 442 506 \$
Versement de primes d'encouragement à la récupération	2 852 050	2 761 729
	11 707 357 \$	11 204 235 \$

14. IMMOBILISATIONS

Au cours de l'exercice, la Société a acquis pour 112 184 \$ de mobilier et équipements (2014 : 27 245 \$), 52 950 \$ d'équipements informatiques (2014 : 172 348 \$), 13 538 \$ de logiciels (2014 : 164 150 \$), 9 210 \$ d'améliorations locatives (2014 : 0 \$) et pour 344 569 \$ de développement en cours (2014 : 510 747 \$). Aussi, la Société a disposé ou mis au rancart 31 510 \$ d'équipements informatiques (2014 : 46 315 \$), 93 616 \$ de mobilier et équipements (2014 : 0 \$), 20 942 \$ de logiciel (2014 : 0 \$), 33 217 \$ d'améliorations locatives (2014 : 0 \$) et 280 041 \$ de développement informatique (2014 : 182 429 \$). Au cours de l'exercice 2014-2015 des développements informatiques pour le montant de 215 388 \$ (2014 : 51 700 \$) et des améliorations locatives pour 195 907 \$ (2014 : 0 \$) ont été mis en service.

Le financement externe est attribué au développement informatique d'un portail internet pour la gestion des matières résiduelles.

En date du 31 mars 2015, le poste Fournisseurs et frais courus à payer inclut un montant lié aux acquisitions d'immobilisations corporelles de 48 500 \$ (2014 : 240 451 \$).

2015			
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipements	599 279 \$	(429 241)\$	170 038 \$
Équipements informatiques	677 549	(415 104)	262 445
Améliorations locatives	542 502	(290 268)	252 234
Logiciels	397 285	(289 746)	107 539
Développement informatique	412 433	(171 361)	241 072
Développement en cours	437 948	-	437 948
	3 066 996 \$	(1 595 720)\$	1 471 276 \$
2014			
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipements	580 711 \$	(482 148)\$	98 563 \$
Équipements informatiques	656 109	(349 070)	307 039
Améliorations locatives	370 602	(236 020)	134 582
Logiciels	404 689	(229 833)	174 856
Développement informatique	477 086	(403 668)	73 418
Développement en cours	504 674	-	504 674
	2 993 871	(1 700 739)	1 293 132
Moins : Financement externe	(297 074)	271 258	(25 816)
	2 696 797 \$	(1 429 481)\$	1 267 316 \$

15. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRPE-RRAS). Ces régimes inter employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE et le RRPE-RRAS est demeuré à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et au RRPE-RRAS et un montant équivalent dans la caisse des employeurs.

Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRPE-RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 594 911 \$ (2014: 448 776 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

16. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF RELIÉS AU FONCTIONNEMENT

	2015	2014
Créances à recevoir	7 227 361 \$	(2 505 105) \$
Contributions à recevoir du gouvernement du Québec	(7 291 242)	(666 457)
Charges payées d'avance	(20 776)	(80 839)
Charges à payer et frais courus	1 677 307	(239 382)
Sommes remboursables en vertu des ententes sur la consignation	(3 732 957)	9 037 768
Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation	503 122	514 934
	(1 637 185) \$	6 060 919 \$

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société est engagée par une entente contractuelle à long terme avec un apparenté sous contrôle commun et par un bail pour la location de ses locaux administratifs. Les ententes actuelles relativement aux locaux de Montréal et de Québec se terminent respectivement le 31 octobre 2017 avec une option au gré de la Société pour une période supplémentaire de cinq ans et le 31 mars 2021. La Société s'est également engagée à contribuer à une chaire de recherche sur les analyses de cycle de vie.

Le total des engagements au 31 mars 2015 est de 2 484 552 \$ (2014: 3 113 997 \$).

Les paiements minimums futurs de ces engagements s'établissent comme suit:

	Baux	Chaire
2016	553 946 \$	100 000 \$
2017	579 654	50 000
2018	452 903	-
2019	243 585	-
Années subséquentes	504 464	-
	2 334 552 \$	150 000 \$

19. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à divers risques financiers découlant de son exploitation soit notamment : le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité. La direction est responsable d'établir les niveaux acceptables d'exposition à ces risques et d'examiner leurs incidences respectives sur les activités de la Société afin d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que celle-ci soit investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux équivalents de trésorerie et aux placements est également essentiellement réduit au minimum avec l'application de notre politique de placements qui définit les placements autorisés, la catégorie, le type des titres admissibles, la cote minimale, l'échéance maximale des titres, la durée des placements et pondérations des sommes à investir. Le risque de crédit associé aux créances à recevoir et aux contributions à recevoir du gouvernement du Québec est réduit puisque de nombreux clients sont des entités gouvernementales, municipales ou des organismes de financement sous notre responsabilité. De plus, la Société procède à une évaluation périodique de ces actifs et comptabilise une provision pour perte au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables. Aucune provision n'a été prise pour l'exercice en cours et l'exercice précédent. Les échéances des créances à recevoir sont toutes inférieures à un an.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme.

Les échéances des passifs financiers sont toutes inférieures à un an.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt, soient les équivalents de trésorerie et les placements. L'objectif de la Société est de gérer l'exposition de ses équivalents de trésorerie et de ses placements au risque de taux d'intérêt en maximisant les revenus d'intérêts gagnés par les fonds excédentaires tout en conservant les liquidités minimales nécessaires pour répondre à ses besoins financiers. La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la Société tire de ses équivalents de trésorerie et de ses placements. Si les taux d'intérêt pour l'exercice clos le 31 mars 2015 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeurrées constantes, les revenus d'intérêts pour la même période auraient été supérieurs ou inférieurs de 390 361\$ (2014 : 383 275\$), respectivement.

20. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2014 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015.

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

L'établissement, le choix des méthodes comptables appropriées et la présentation des états financiers de la Société québécoise des infrastructures (SQI) ainsi que des autres renseignements figurant dans ce rapport annuel sont sous la responsabilité de la direction et sont approuvés par le conseil d'administration. Aux fins de la préparation de ses états financiers, la SQI utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. L'information présentée ailleurs dans le présent rapport annuel est conforme à celle fournie dans les états financiers.

La préparation des états financiers de la SQI, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats futurs pourraient différer de ces estimations actuelles.

La direction de la SQI maintient un système de contrôle interne qui comprend la communication aux employés de règles d'éthique, un cadre de contrôle opérationnel défini et une gestion du risque d'entreprise couvrant tous les processus de la Société. Ce système est conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de l'entreprise sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à leur autorisation et, enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers exacts et ponctuels.

Nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que les contrôles mis en place fournissent l'assurance raisonnable que les états financiers et les autres éléments d'information financière contenus dans le rapport annuel présentent une image fidèle de la situation financière de la Société.

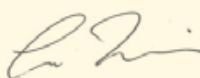
La SQI reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

De plus, la Direction Audit interne contribue à évaluer le caractère suffisant et l'efficacité du contrôle, de même que les politiques et procédures de la Société. Ses constatations et recommandations sont transmises au comité de vérification et à la direction qui s'assurent d'apporter les améliorations requises.

Le conseil d'administration est responsable de la gouvernance de l'entreprise. Il s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers, principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification rencontre périodiquement les membres de la direction et l'auditeur interne afin de s'assurer que le contrôle interne est adéquat et que les informations financières de la SQI ont été rapportées dans leur intégrité. L'auditeur interne et le Vérificateur général du Québec ont librement et pleinement accès au comité de vérification, en présence ou non de la direction. Le comité de vérification a examiné les états financiers et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la SQI, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion.

Le président-directeur général,



Luc Meunier

Le directeur principal Gestion financière
et Ressources matérielles,



Sylvain Bergeron

Québec, le 13 juillet 2015

Rapport du comité de vérification

Le comité de vérification est composé d'administrateurs externes indépendants. Il relève directement du conseil d'administration.

Le comité de vérification rencontre régulièrement le Vérificateur général du Québec et le directeur Audit interne de l'entreprise, lesquels ont un accès libre et direct au comité.

Les membres du comité ont examiné les états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2015 et en ont discuté avec la haute direction de l'entreprise.

Le comité de vérification a également discuté avec le Vérificateur général des normes d'audit généralement reconnues et des Normes comptables canadiennes pour le secteur public en vigueur pour le présent exercice, tout comme il a examiné les commentaires de ce dernier.

Compte tenu des vérifications et des examens effectués, le comité de vérification a recommandé au conseil d'administration l'adoption des états financiers audités.

Le président du comité de vérification,



Alain Fortin, FCPA, FCA

Québec, le 13 juillet 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre des Finances

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société québécoise des infrastructures, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, les états de la variation de la dette nette, des résultats et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de

concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société québécoise des infrastructures au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,


Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 13 juillet 2015

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2015 (en milliers de dollars)

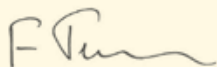
	2015	2014 redressé (note 3)
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 105	-
Sommes à recevoir de Financement-Québec suite aux transferts de prêts	-	21 436
Immeubles destinés à la vente (note 5)	-	1 818
Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme (note 6)	10 000	24 400
Créances		
Liées aux aménagements (note 7)	243 760	222 455
Liées aux projets établissement (note 8)	71 920	42 970
Autres créances (note 9)	80 166	124 778
	406 951	437 857
Passifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	-	3 912
Emprunts temporaires (note 10)	815 743	432 399
Charges à payer et frais courus (note 11)	240 457	263 526
Revenus reportés (note 12)	194 386	189 197
Dettes à long terme (note 13)	2 496 235	2 737 040
Dette découlant d'une entente de partenariat public-privé (note 14)	72 013	19 639
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 15)	155 184	152 780
	3 974 018	3 798 493
Dette nette	(3 567 067)	(3 360 636)
Actifs non financiers		
Immeubles (note 16)	3 843 523	3 747 615
Autres immobilisations corporelles (note 17)	62 979	55 790
Travaux en cours (note 18)	180 540	79 762
Stocks	774	785
Charges payées d'avance	3 525	3 435
	4 091 341	3 887 387
Capital-actions (note 19)	90 001	90 001
Excédent cumulé (note 20)	434 273	436 750

Obligations contractuelles (note 32)

Éventualités (note 33)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



François Turenne

Président du conseil d'administration



Alain Fortin, FCPA, FCA

Président du comité de vérification

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

De l'exercice clos le 31 mars 2015 (en milliers de dollars)

	BUDGET	2015	2014 redressé (note 3)
Dettes nettes au début de l'exercice déjà établies	(3 225 650)	(3 225 650)	(3 155 647)
Redressement : Comptabilisation d'un contrat de location-acquisition (note 3)		(135 400)	-
Reclassement de travaux en cours à créances liées aux projets d'établissement		414	-
Dettes nettes au début de l'exercice redressées		(3 360 636)	(3 155 647)
Acquisition d'immeubles	(244 741)	(247 011)	(344 467)
Amortissement des immeubles	132 783	140 046	128 787
Incidence des dispositions d'immeubles et autres		11 057	36 427
	(111 958)	(95 908)	(179 253)
Acquisition des autres immobilisations corporelles	(10 770)	(16 725)	(13 396)
Amortissement des autres immobilisations corporelles	9 668	9 318	8 711
Incidence des dispositions des autres immobilisations corporelles et autres		218	(6 181)
	(1 102)	(7 189)	(10 866)
Augmentation des travaux en cours		(186 174)	(126 808)
Incidence des dispositions des travaux en cours		85 396	133 628
		(100 778)	6 820
Variation des stocks		11	19
Acquisition de charges payées d'avance		(84 407)	(86 780)
Utilisation des charges payées d'avance		84 317	87 640
		(79)	879
Dividende	(6 677)	(6 677)	(27 807)
Excédent annuel	13 591	4 200	5 238
Augmentation de la dette nette	(106 146)	(206 431)	(204 989)
Dettes nettes à la fin de l'exercice	(3 331 796)	(3 567 067)	(3 360 636)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS

De l'exercice clos le 31 mars 2015 (en milliers de dollars)

	BUDGET	2015	2014 redressé (note 3)
Revenus			
Location d'espaces			
Ministères et organismes	664 529	645 343	629 212
Réseau de la santé et des services sociaux	123 678	123 736	129 924
Autres clients	17 889	17 441	19 388
Stationnements	30 738	31 058	30 910
Aménagements et autres services offerts aux clients	61 435	91 349	132 846
Honoraires de gestion (note 21)	13 049	3 635	7 438
Revenu provenant d'une entreprise publique	-	-	351
Gain sur cession d'immeubles	-	6 809	21 078
Gain provenant de l'annulation d'un passif		20 682	-
Revenus d'intérêts (note 22)	12 394	12 808	14 586
Autres	6 905	6 653	7 572
	930 617	959 514	993 305
Charges			
Loyers et taxes d'affaires sur locations	319 860	313 086	326 554
Frais d'exploitation des immeubles (note 23)	174 699	175 565	163 736
Aménagements et autres services offerts aux clients	60 480	91 369	132 584
Frais financiers (note 24)	126 811	140 955	144 222
Impôts fonciers et taxes d'affaires sur propriétés	88 827	85 521	81 883
Coûts relatifs aux honoraires de gestion	13 049	3 635	7 438
Amortissement (note 25)	118 670	124 493	116 915
Frais généraux et administratifs - net (note 26)	14 630	20 690	14 294
Dépréciation d'immeubles		-	441
	917 026	955 314	988 067
Excédent annuel	13 591	4 200	5 238
Excédent cumulé au début de l'exercice		436 750	459 319
Excédent cumulé avant versement du dividende		440 950	464 557
Dividende		(6 677)	(27 807)
Excédent cumulé à la fin de l'exercice		434 273	436 750

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2015 (en milliers de dollars)

	2015	2014
Activités de fonctionnement		
Excédent annuel	4 200	5 238
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :		
Créances douteuses	4	(21)
Stocks et charges payées d'avance	(79)	879
Travaux en cours	(75 568)	15 382
Revenus d'intérêts et frais de gestion sur les projets	(1 011)	(2 459)
Intérêts imputés sur emprunts court terme	-	968
Honoraires de gestion	(4 180)	(7 438)
Ajustement des dettes au taux effectif	1 379	1 591
Gain provenant de l'annulation d'un passif	(20 682)	-
Gain sur cession d'actifs	(6 809)	(21 078)
Dépréciation d'immeubles	-	441
Amortissement des immeubles	140 046	128 787
Amortissement des autres immobilisations corporelles	9 318	8 711
Amortissement des revenus reportés	(6 812)	(7 274)
Revenu provenant d'une entreprise publique	-	(351)
	39 806	123 376
Variation des actifs financiers et des passifs liés au fonctionnement (note 28)	55 250	(25 959)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	95 056	97 417
Activités d'investissement		
Diminution des créances liées aux aménagements	32 947	29 267
Augmentation des créances liées aux aménagements	(54 252)	(50 519)
Diminution des créances liées aux projets établissement	236 602	205 254
Augmentation des créances liées aux projets établissement	(250 844)	(186 761)
Augmentation des sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	-	(400)
Participation dans une entreprise publique	-	19 019
Produit de disposition des immeubles destinés à la vente	1 462	46 085
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(34 085)	61 945
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immeubles	(218 245)	(171 236)
Acquisition des autres immobilisations corporelles	(9 584)	(4 671)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	8 356	117
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(219 473)	(175 790)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

De l'exercice clos le 31 mars 2015 (en milliers de dollars)

	2015	2014
Activités de financement		
Dividende versé	(6 677)	(27 807)
Emprunts temporaires effectués	7 316 005	6 314 987
Emprunts temporaires remboursés	(6 932 661)	(6 438 174)
Remboursement des dettes relatives aux contrats de location-acquisition	(388)	(1 180)
Dettes à long terme effectuées	-	223 335
Dettes à long terme remboursées	(212 760)	(64 603)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	163 519	6 558
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	5 017	(9 870)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	(3 912)	5 958
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	1 105	(3 912)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Société québécoise des infrastructures (SQI) est une compagnie à fonds social constituée le 13 novembre 2013 suite à la fusion d'Infrastructure Québec et de la Société immobilière du Québec par la *Loi sur les infrastructures publiques* (RLRQ, chapitre I-8.3). Elle a pour mission, d'une part, de soutenir les organismes publics dans la gestion de leurs projets d'infrastructure publique et, d'autre part, de développer, maintenir et gérer un parc immobilier qui répond à leurs besoins, principalement en mettant à leur disposition des immeubles et en leur fournissant des services de construction, d'exploitation et de gestion immobilière.

Elle a également pour mission de posséder, et d'en faire la location, moyennant considération, des biens utilisés ou qui doivent être utilisés par un établissement de santé et des services sociaux, une agence de la santé et des services sociaux ou un conseil régional visé à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2) ou à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (RLRQ, chapitre S-5) ou toute autre personne, société ou association désignée à cette fin par le ministre de la Santé et des Services sociaux ou par le gouvernement.

La SQI loge la majorité des ministères et organismes gouvernementaux, à l'exception notamment des réseaux de l'éducation et, à ce titre, elle est présente sur l'ensemble du territoire québécois.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*, la SQI n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la SQI utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la SQI, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont la durée de vie utile des immeubles, la juste valeur des immeubles achetés pour une contrepartie mineure ou nulle, les courus relatifs aux contrats de construction présentés dans les charges à payer et frais courus ainsi que les obligations relatives aux congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Actif, passif et résultats liés aux stationnements

La SQI a confié le mandat de gestion de ses stationnements à un concessionnaire. Les états financiers de la SQI intègrent dans chaque poste concerné les éléments d'actif, de passif et des résultats afférents à leur gestion.

Participations

La SQI est partenaire dans une société en nom collectif, la Société Bon Pasteur s.e.n.c. Les activités principales de cette société touchent l'exploitation et la gestion de deux édifices destinés à la location de locaux commerciaux et résidentiels. La participation dans Société Bon Pasteur s.e.n.c., un partenariat autre que commercial, est comptabilisée selon la méthode de consolidation proportionnelle. Selon cette méthode, les états financiers regroupent la quote-part de chacun des éléments de l'actif, du passif, des revenus et des charges du placement relatif à la Société Bon Pasteur s.e.n.c.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Catégorie et évaluation

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme ainsi que les créances à l'exception du montant à recevoir de 6,3 millions de dollars du ministère de la Santé et des Services sociaux présenté à la note 9 et des taxes à la consommation sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts temporaires, les charges à payer et frais courus à l'exception des déductions à la source, de la provision pour congés de maladie et des taxes à la consommation, les dettes à long terme, la dette découlant d'une entente de partenariat public-privé et s'il y a lieu, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Entente de partenariat public-privé

Cette entente de partenariat public-privé se veut un contrat à long terme par lequel la SQI s'associe avec un partenaire privé, avec financement de la part de ce dernier, à la conception, à la construction et à l'exploitation du bien. Le bâtiment et la dette correspondante s'y rattachant sont comptabilisés à l'état de la situation financière lorsque les risques et les avantages associés à la propriété du bien relatif à cette entente sont transférés à la SQI et ce, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le coût du bâtiment découlant de cette entente correspond au moindre de la valeur actualisée des flux de trésorerie liés à cet actif et de sa juste valeur.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la SQI consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse moins les chèques en circulation et les placements rachetables ou facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Immeubles destinés à la vente

Les immeubles en exploitation sont présentés comme étant destinés à la vente si la direction a approuvé la mise en œuvre d'un plan de vente, à un prix raisonnable, et si la constatation de la vente est probable dans un délai d'un an.

Les immeubles destinés à la vente sont évalués au moindre du coût amorti et de leur valeur recouvrable nette. Une fois les immeubles classés à titre d'actifs destinés à la vente, aucun amortissement les visant n'est comptabilisé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

PASSIFS

Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes inter-employeurs gouvernementaux à prestations déterminées, compte tenu que la SQI ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés. Le solde de cette provision est inclus au poste « Charges à payer et frais courus » de l'état de la situation financière.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immeubles

En exploitation

Les immeubles en exploitation sont comptabilisés au coût ou à la juste valeur lorsque la contrepartie est mineure ou nulle.

Le coût d'acquisition d'un immeuble comprend le prix d'achat de l'immeuble et les autres frais d'acquisition tels que les frais d'étude, les frais juridiques, les frais d'arpentage et les droits de mutation.

L'amortissement des bâtiments est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire de manière à amortir complètement le coût des bâtiments sur des périodes variant de 5 à 75 ans.

Les réparations majeures effectuées sur les immeubles en exploitation et sur les immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes variant de 5 à 50 ans.

L'amortissement des immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire de manière à les amortir complètement sur des périodes variant de 25 à 50 ans.

Les œuvres d'art qui sont acquises en vertu de la « Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics » sont capitalisées au coût du bâtiment.

Les coûts d'amélioration et d'aménagement qui se rapportent aux terrains et les coûts ajoutés aux bâtiments détenus par baux emphytéotiques sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire pour une période équivalant au moindre de leur durée de vie ou de la durée du bail emphytéotique.

En construction

Les immeubles en construction comprennent les projets de construction reliés au développement, à l'amélioration ou aux réparations majeures. Le coût de construction comprend les coûts directs de construction tels que les coûts de travaux, les coûts d'honoraires internes et externes, les intérêts des emprunts temporaires ainsi que les coûts indirects spécifiquement imputables aux projets.

Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

- Améliorations locatives	3 à 25 ans
- Équipement	3 à 10 ans
- Mobilier et équipement en location	3 à 10 ans
- Développements de systèmes informatiques	5 et 10 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Moins-values des immeubles et autres immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la SQI de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont comptabilisées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

Travaux en cours

Les travaux en cours représentent les projets d'aménagement inachevés devant être facturés à la fin des travaux. Ces travaux sont enregistrés au coût.

Stocks

Les stocks se composent de pièces de rechange pour l'entretien et les réparations des immeubles qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

REVENUS

Location d'espaces – ministères et organismes

Les revenus de location d'espaces sont facturés à partir des coûts prévisibles. Ces coûts sont répartis entre les ministères et organismes clients de la SQI selon les modalités découlant du règlement sur la tarification des services rendus par la SQI. Des ententes d'occupation sont alors signées entre la SQI et les ministères et organismes du gouvernement du Québec assujettis à faire affaire avec la SQI.

Location d'espaces – réseau de la santé et des services sociaux

Les revenus de location proviennent de baux de 15 ans, signés à compter du 1^{er} avril 2000 avec des centres hospitaliers (CH), des centres locaux de services communautaires (CLSC), des centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) et d'autres organismes du réseau de la santé qui occupent les immeubles de la SQI propres à ce secteur d'activité.

Aménagements et autres services offerts aux clients

Les revenus d'aménagements et autres services offerts aux clients sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

Les revenus d'intérêts tirés des créances liées aux aménagements sont comptabilisés en fonction de la durée des créances connexes selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Paielements de transfert

Les paiements de transfert se composent de contributions reçues de gouvernements pour l'acquisition d'immeubles ainsi que de transferts d'immeubles par des gouvernements lorsque la contrepartie est mineure ou nulle. Les paiements de transfert non assortis de stipulations sont comptabilisés au poste « Revenus autres » à l'état des résultats lorsque le transfert est autorisé et que la SQI a satisfait aux critères d'admissibilité, le cas échéant. Les paiements de transfert assortis de stipulations créant une obligation qui répond à la définition d'un passif pour la SQI sont comptabilisés à titre de « Revenus reportés » à l'état de la situation financière lorsque le transfert est autorisé et que la SQI a satisfait aux critères d'admissibilité, le cas échéant. Les revenus reportés sont imputés aux « Revenus autres » à mesure que les stipulations de transfert sont respectées soit au même rythme que l'amortissement du coût des immeubles correspondants. Les paiements de transfert attribuables aux terrains sont comptabilisés aux revenus dans l'année d'acquisition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015**(SUITE)**

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

3. REDRESSEMENT**Contrat de location-acquisition**

Le renouvellement d'un bail d'une durée de 30 ans, entrant en vigueur le 1^{er} mai 2017, a été signé le 14 mars 2014 et n'a pas été pris en compte lors de la préparation des états financiers au 31 mars 2014. Ce bail est un contrat de location-acquisition puisqu'au moins une des conditions nécessaires à la comptabilisation a été remplie à la date de signature soit le 14 mars 2014. Les avantages et risques inhérents à la propriété sont considérés comme transférés à cette date à la SQI et, par conséquent, un immeuble loué en vertu d'un contrat de location-acquisition et une obligation découlant d'un contrat de location-acquisition auraient dû être comptabilisés au 31 mars 2014 dans l'état de la situation financière de la SQI. Par ailleurs, les obligations contractuelles présentées dans les notes complémentaires aux états financiers ont été modifiées.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, ce redressement comptabilisé rétroactivement a pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

	2014
État de la situation financière	
Passifs	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 15)	135 400
Dettes nettes	135 400
Actifs non financiers	
Immeubles (note 16)	
Immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition	135 400
Réparations majeures	7 258
Autres immobilisations corporelles (note 17)	
Améliorations locatives	(7 258)
État de la variation de la dette nette	
Acquisition d'immeubles	135 400
Incidence des dispositions d'immeubles et autres	7 258
Incidence des dispositions des autres immobilisations corporelles et autres	(7 258)
Augmentation de la dette nette	135 400
Dettes nettes à la fin de l'exercice	135 400
Notes complémentaires	
Obligations contractuelles (note 32)	
Contrats de location-exploitation	(49 585)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2015	2014
Encaisse moins chèques en circulation	505	(4 317)
Placement à court terme	600	405
	1 105	(3 912)

5. IMMEUBLES DESTINÉS À LA VENTE

	2015	2014
Terrains	-	371
Bâtiments	-	1 447
	-	1 818

6. SOMMES À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LIÉES À LA DETTE À LONG TERME

En vertu de sa loi, la SQI dépose au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec géré par le ministère des Finances, des sommes dédiées au remboursement d'une dette obligataire qui est de l'ordre de 10,0 millions de dollars (2014 : 10,0 millions de dollars). Ces sommes totalisant 10,0 millions de dollars (2014 : 10,0 millions de dollars), ont généré un rendement garanti de 2,1 % (2014 : 1,4 %) fixé annuellement par convention d'opération d'échange de taux d'intérêt échu au 31 mars 2015.

En vertu de la convention intervenue avec Financement-Québec le 31 mars 2011 relativement aux transferts des conventions de prêts à long terme, un montant de 14,4 millions de dollars a été alloué au remboursement d'une dette obligataire de l'ordre de 35,8 millions de dollars au cours de l'exercice.

Les sorties de fonds en capital du Fonds d'amortissement pour le remboursement de la dette à long terme se détaillent comme suit :

EXERCICE	
2019	10 000
	10 000

7. CRÉANCES LIÉES AUX AMÉNAGEMENTS

Effets à recevoir des ministères et organismes, remboursables par mensualités comprenant le capital et les intérêts, portant intérêt aux taux de 2,15 % à 7,05 % (2014 : 2,90 % à 7,05 %), échéant entre 2016 et 2030.

Le montant estimatif des encaissements en capital se détaille comme suit :

EXERCICE	
2016	33 571
2017	30 523
2018	27 964
2019	25 003
2020	20 419
2021 à 2030	106 280
	243 760

8. CRÉANCES LIÉES AUX PROJETS ÉTABLISSEMENT

Les créances liées aux projets établissement du réseau de la santé et des services sociaux comprennent tous les coûts directs majorés des honoraires de gestion et des intérêts, calculés au taux des acceptations bancaires d'un mois majoré de 0,05 %, liés aux projets de construction confiés à la SQI.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

9. AUTRES CRÉANCES

	2015	2014
Clients		
Apparentés - entités sous contrôle commun	38 463	78 936
Autres	1 162	2 012
Provision pour créances douteuses	(32)	(28)
Taxes à la consommation		
Apparentés - entités sous contrôle commun	3 781	4 903
Autres	1 913	4 981
Autres		
Apparentés - entités sous contrôle commun *	27 991	23 588
Apparenté - Société Parc-Auto	5 307	9 217
Autres	1 581	1 169
	80 166	124 778

* De ce montant à recevoir, un montant de 6,3 millions de dollars (2014 : 6,6 millions de dollars) est à recevoir du ministère de la Santé et des Services sociaux pour et au nom des établissements, sans intérêt, selon un calendrier de versements prédéterminés échéant en 2033.

Les montants à recevoir au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

EXERCICE	
2016	277
2017	291
2018	306
2019	1 882
2020	337
2021 et suivants	3 243
	6 336

10. EMPRUNTS TEMPORAIRES

Au 31 mars, la SQI a des emprunts temporaires de 815,7 millions de dollars (2014 : 432,4 millions de dollars) dont 27,4 millions de dollars auprès du ministère des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement (2014 : 31,5 millions de dollars), et 788,3 millions de dollars auprès d'institutions financières (2014 : 400,9 millions de dollars). Les emprunts temporaires de la SQI portent intérêt à un taux moyen de 1,05 % et ont des échéances s'échelonnant du 1^{er} avril 2015 au 1^{er} mai 2015.

La SQI dispose auprès de deux institutions financières de marges de crédit de 10,0 et 200,0 millions de dollars (2014 : 10,0 et 200,0 millions de dollars). Ces marges de crédit portent intérêt au taux préférentiel et sont renouvelables annuellement. Le crédit doit servir au financement des besoins généraux de la SQI. Au 31 mars, le taux préférentiel est de 2,85 % (2014 : 3,0 %). Le solde de la marge de 200,0 millions de dollars au 31 mars est nul (2014 : nul) ainsi que le solde de la marge de 10,0 millions de dollars (2014 : nul).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

11. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2015	2014
Salaires et provision pour vacances (note 27)		
Autres	14 022	11 983
Déductions à la source et provision pour congés de maladie (note 27)		
Apparentés - entités sous contrôle commun	652	600
Autres	9 925	7 952
Taxes à la consommation		
Apparentés - entités sous contrôle commun	670	3 755
Autres	313	1 877
Fournisseurs		
Apparentés - entités sous contrôle commun	7 441	17 348
Autres	168 181	175 295
Intérêts courus sur emprunts		
Apparentés - entités sous contrôle commun	38 477	39 578
Autres	776	5 138
	240 457	263 526

12. REVENUS REPORTÉS

	2015	2014
Contributions		
Apparentés - entités sous contrôle commun	95 761	98 651
Autres	394	480
Aménagements et autres services offerts aux clients		
Apparentés - entités sous contrôle commun	25 534	10 300
Autres	483	2 483
Loyer		
Apparentés - entités sous contrôle commun	10 543	10 841
Autres	245	278
Honoraires		
Apparentés - entités sous contrôle commun	2 445	3 845
Autres	212	-
Apports reportés relatifs aux plus-values - Réseau de la santé et des services sociaux	58 769	62 319
	194 386	189 197

13. DETTES À LONG TERME

	2015	2014
Obligation au taux effectif de 11,00 % garantie par le gouvernement du Québec, échéant en 2019	10 000	159 923
Obligations sans versement d'intérêt pour une période de 19 ans et portant intérêt pour une période de 6 ans au taux de 156 % (taux effectif de 10,51 %), échues en 2015, incluant les intérêts capitalisables de 20,8 M\$	-	35 836
Billets dus au ministre des Finances aux taux effectifs de 3,01 % à 10,27 %, échéant de 2016 à 2044	2 471 521	2 531 159
Billets dus à Financement-Québec aux taux effectifs de 6,40 % à 9,38 %, échéant de 2016 à 2019	383	512
Emprunts aux taux effectifs de 3,8 % à 5,26 %, garantis par des hypothèques immobilières, échéant de 2018 à 2023	8 460	9 404
Effets à payer à taux et à échéances variables	5 871	206
	2 496 235	2 737 040

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015**(SUITE)**

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Le montant des paiements en capital à effectuer, excluant les sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme, se détaille comme suit :

EXERCICE	
2016	212 521
2017	154 574
2018	61 405
2019	58 482
2020	61 881
2021 et suivants	1 952 055
	2 500 918

14. DETTE DÉCOULANT D'UNE ENTENTE DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

	2015	2014
Dettes relatives au projet du Centre de détention de Sorel-Tracy réalisé en partenariat public-privé, au taux de 3,972 %, échéant en juillet 2043	72 013	19 639

La dette relative au projet du Centre de détention de Sorel-Tracy augmentera au rythme des travaux de construction estimés à 168,5 millions de dollars.

Le montant des paiements en capital à effectuer liés à la dette découlant d'une entente de partenariat public-privé, se détaille comme suit :

EXERCICE	
2016	24 957
2017	26 581
2018	2 021
2019	2 102
2020	2 187
2021 et suivants	14 165
	72 013

15. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

La SQI loue des immeubles auprès du secteur privé en vertu de contrats de location-acquisition pour l'acquisition d'espace à offrir en location.

Les paiements minimaux exigibles que la SQI devra payer en vertu de contrats de location-acquisition se détaillent comme suit :

EXERCICE	
2016	22 932
2017	22 780
2018	23 943
2019	24 048
2020	22 355
2021 et suivants	588 901
Total des paiements minimaux à payer	704 959
Moins : Intérêts aux taux de 3,71 % à 12,52 %	196 485
Frais accessoires	353 290
	155 184

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

16. IMMEUBLES

	Terrains	Bâtiments	Immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition	Réparations majeures	2015	2014 redressé (note 3)
Coût						
Solde au début	246 032	4 404 191	163 806	419 497	5 233 526	4 911 671
Acquisitions	1 640	188 643	3 004	53 724	247 011	344 467
Dispositions	(9 458)	(2 280)	-	(432)	(12 170)	(31 083)
Reclassement	-	-	-	-	-	8 471
Solde à la fin	238 214	4 590 554	166 810	472 789	5 468 367	5 233 526
Amortissement cumulé						
Solde au début	-	1 364 605	13 061	108 245	1 485 911	1 343 309
Amortissement	-	111 025	5 472	23 549	140 046	128 787
Incidence des dispositions	-	(780)	-	(333)	(1 113)	(1 511)
Reclassement	-	-	-	-	-	15 326
Solde à la fin	-	1 474 850	18 533	131 461	1 624 844	1 485 911
Valeur nette comptable	238 214	3 115 704	148 277	341 328	3 843 523	3 747 615

Le total des immeubles inclut :

- des terrains cédés par baux emphytéotiques pour un montant de 9,1 millions de dollars (2014 : 9,0 millions de dollars).
- des immeubles en cours de construction pour un total de 303,2 millions de dollars (2014 : 201,2 millions de dollars), dont 262,8 millions de dollars (2014 : 148,3 millions de dollars) pour des bâtiments et 40,4 millions de dollars (2014 : 52,9 millions de dollars) pour des réparations majeures. Le montant de 262,8 millions de dollars de bâtiments inclut un montant de 67,9 millions de dollars (2014 : 19,6 millions de dollars) pour un bâtiment en construction découlant d'une entente de partenariat public-privé. Aucune dépense d'amortissement n'est associée à ces immeubles.

Les réparations majeures incluent un coût de 24,9 millions de dollars (2014 : 24,6 millions de dollars), pour des immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition et un amortissement cumulé de 18,6 millions de dollars (2014 : 17,4 millions de dollars).

Les dispositions s'élèvent à 12,2 millions de dollars (2014 : 31,1 millions de dollars), dont un montant de 0 million de dollars représente un transfert aux immeubles destinés à la vente (2014 : 0,1 million de dollars).

Au 31 mars, les acquisitions comprennent un montant de 101,0 millions de dollars à payer (2014 : 97,9 millions de dollars).

Au cours de l'exercice, des frais généraux et administratifs de 9,9 millions de dollars (2014 : 10,5 millions de dollars) et des frais financiers de 2,2 millions de dollars (2014 : 2,0 millions de dollars) ont été capitalisés dans le coût des immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015**(SUITE)**

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

17. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Améliorations locatives	Équipement	Mobilier et équipement en location	Développe- ments de systèmes informatiques	2015	2014 redressé (note 3)
Coût						
Solde au début	51 159	37 415	43 957	18 192	150 723	147 485
Acquisitions	8 935	3 646	-	4 144	16 725	13 396
Dispositions	(2 495)	(10 931)	-	(25)	(13 451)	(1 687)
Reclassement	-	-	-	-	-	(8 471)
Solde à la fin	57 599	30 130	43 957	22 311	153 997	150 723
Amortissement cumulé						
Solde au début	15 411	31 833	43 403	4 286	94 933	102 561
Amortissement	4 857	2 102	466	1 893	9 318	8 711
Incidence des dispositions	(2 495)	(10 738)	-	-	(13 233)	(1 013)
Reclassement	-	-	-	-	-	(15 326)
Solde à la fin	17 773	23 197	43 869	6 179	91 018	94 933
Valeur nette comptable	39 826	6 933	88	16 132	62 979	55 790

Le total des immobilisations inclut des immobilisations en cours de construction ou en développement pour un total de 1,9 million de dollars (2014 : 10,2 millions de dollars), dont 0,1 million de dollars (2014 : 6,9 millions de dollars) pour des améliorations locatives, 0,1 million de dollars (2014 : 0,2 million de dollars) pour des équipements et 1,7 million de dollars (2014 : 3,1 millions de dollars) pour des développements de systèmes informatiques. Aucune dépense d'amortissement n'est associée à ces immobilisations.

Au 31 mars, les acquisitions comprennent un montant de 8,3 millions de dollars à payer (2014 : 2,1 millions de dollars).

Au cours de l'exercice, des frais généraux et administratifs de 1,5 million de dollars (2014 : 1,9 million de dollars) ont été capitalisés dans le coût des autres immobilisations corporelles.

18. TRAVAUX EN COURS

Dans le solde des travaux en cours présenté à l'état de la situation financière, des frais généraux et administratifs de 10,5 millions de dollars (2014 : 6,3 millions de dollars) et des frais financiers de 1,0 million de dollars (2014 : 1,0 million de dollars) ont été capitalisés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

19. CAPITAL-ACTIONS

Les actions de la SQI sont détenues par le ministre des Finances.

	2015	2014
Autorisé :		
300 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune		
Émis et payé : 90 001 actions	90 001	90 001

20. EXCÉDENT CUMULÉ

	2015	2014
Excédent cumulé	434 273	436 750
Portion de l'excédent cumulé liée à un non-appariement des revenus de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux*	(208 256)	(199 138)
Excédent cumulé résiduel	226 017	237 612

* Les revenus de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux, établis conformément aux normes et attributions de subventions « loyers établissement du réseau-SQI » sont constatés sur l'ensemble du service de la dette relatif à son parc immobilier. Les charges correspondantes, liées principalement à l'amortissement des immobilisations et aux intérêts, sont réparties sur une période supérieure, ce qui entraîne un non-appariement des revenus et des charges.

L'excédent cumulé lié au non-appariement des revenus de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux est lié aux charges futures rattachées à ces immobilisations.

21. HONORAIRES DE GESTION

Les revenus d'honoraires de gestion correspondent à un taux de 6,2 %, calculés sur les déboursés jusqu'au 31 juillet 2014 pour les projets des établissements du réseau de la santé et des services sociaux. Au 1^{er} août 2014, une nouvelle entente de gestion a été conclue entre la SQI et le ministère de la Santé et des Services sociaux. Le mode de tarification des honoraires de la SQI se veut un taux horaire pour les projets des ministères et organismes et s'ajoute aux coûts des travaux en cours.

22. REVENUS D'INTÉRÊTS

	2015	2014
Créances		
Liées aux aménagements	9 162	8 679
Liées aux projets d'établissement	592	505
Sommes à recevoir de Financement-Québec suite aux transferts de prêts	2 564	4 754
Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	211	133
Autres	279	515
	12 808	14 586

23. FRAIS D'EXPLOITATION DES IMMEUBLES

	2015	2014
Exploitation	112 102	105 419
Salaires, autres coûts directs et frais généraux imputables à l'exploitation des immeubles (note 26)	40 292	37 461
Conservation	(711)	1 123
Amortissement des réparations majeures	23 549	19 182
Frais de relocalisation	333	551
	175 565	163 736

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015**(SUITE)**

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

24. FRAIS FINANCIERS

	2015	2014
Charges d'intérêts :		
Dettes à long terme		
Apparentés - entités sous contrôle commun	119 627	117 356
Autres	7 787	22 303
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	9 479	2 079
Emprunts temporaires		
Apparentés - entités sous contrôle commun	493	1 539
Autres	7 547	4 865
Autres	63	58
	144 996	148 200
Moins :		
Intérêts capitalisés aux immeubles (note 16)	2 158	2 018
Intérêts capitalisés aux autres immobilisations corporelles	-	24
Intérêts capitalisés aux travaux en cours (note 18)	1 027	996
Intérêts imputés aux résultats sous les frais généraux et administratifs	856	940
	4 041	3 978
	140 955	144 222

25. AMORTISSEMENT

	2015	2014
Immeubles (note 16)	140 046	128 787
Autres immobilisations corporelles (note 17)	9 318	8 711
	149 364	137 498
Moins :		
Amortissement imputé aux résultats sous les frais généraux et administratifs et frais d'exploitation des immeubles	24 871	20 583
	124 493	116 915

26. FRAIS GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS – NET

	2015	2014
Salaires et avantages sociaux	73 530	66 824
Frais des locaux occupés par la SQI	8 435	8 066
Autres dépenses administratives	11 194	10 060
	93 159	84 950
Moins :		
Frais capitalisés aux immeubles (note 16)	9 906	10 457
Frais capitalisés aux autres immobilisations corporelles (note 17)	1 474	1 879
Frais capitalisés aux travaux en cours (note 18)	10 510	6 259
Frais imputés aux créances liées aux projets établissement	5 586	14
Frais imputés à l'exploitation des immeubles (note 23)	40 292	37 461
Frais imputés aux aménagements et autres services offerts aux clients	1 066	7 148
Frais imputés aux coûts relatifs aux honoraires de gestion	3 635	7 438
	72 469	70 656
	20 690	14 294

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

27. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la SQI participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRPE-RRAS) administrés par un organisme du gouvernement du Québec. Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation de la SQI pour le RREGOP a augmenté de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et celui pour le RRPE, le RRF et le RRPE-RRAS est demeuré à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et au RRPE-RRAS ainsi qu'un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la SQI doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014).

Les cotisations de la SQI, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRPE-RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 4,6 millions de dollars (2014 : 3,6 millions de dollars). Les obligations de la SQI envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Obligations relatives aux congés de maladie

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations sont les suivantes :

	2015	2014
Taux de croissance de la rémunération	3,00 %	3,00 %
Taux d'actualisation	2,01 %	3,07 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	Entre 5 et 32 ans	Entre 5 et 28 ans

Provision pour congés de maladie et vacances

	Maladie	Vacances	2015	2014
Solde au début	6 337	5 921	12 258	12 305
Charge de l'exercice	3 097	6 640	9 737	7 812
	9 434	12 561	21 995	20 117
Moins :				
Prestations versées au cours de l'exercice	2 235	5 795	8 030	7 859
Solde à la fin	7 199	6 766	13 965	12 258

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015**(SUITE)**

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

28. INFORMATION SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Variation des actifs financiers et des passifs liés au fonctionnement

	2015	2014
Actifs financiers		
Autres créances	54 940	12 225
Passifs		
Charges à payer et frais courus	(11 623)	(49 555)
Revenus reportés	11 933	11 371
	55 250	(25 959)
Intérêts payés	143 452	137 329

Opérations non monétaires exclues de l'état des flux de trésorerie

	2015	2014
Activités de fonctionnement		
Autres créances	(8 890)	(68 092)
Travaux en cours	(25 209)	(8 563)
Charges à payer et frais courus	9 779	92 727
Revenus reportés	68	782
	(24 252)	16 854
Activités d'investissement		
Diminution des créances liées aux projets établissement	(11 845)	(15 294)
Augmentation des sommes à recevoir de Financement-Québec suite aux transferts de prêts	21 436	19 246
Augmentation des sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	15 000	-
Diminution des sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	(600)	(600)
Acquisition d'immeubles destinés à la vente	-	(85)
Produit de disposition des immeubles destinés à la vente	300	143
	24 291	3 410
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immeubles	(15 853)	(6 037)
Acquisition d'immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition	(3 004)	(135 400)
Acquisition des autres immobilisations corporelles	(6 924)	(15 218)
	(25 781)	(156 655)
Activités de financement		
Emprunts temporaires effectués	54 896	96 616
Emprunts temporaires remboursés	(54 896)	(65 153)
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 792	135 400
Dette découlant d'une entente de partenariat public-privé	77 351	19 639
Diminution d'une dette découlant d'une entente de partenariat public-privé	(24 977)	-
Dettes à long terme effectuées	8 976	4 754
Dettes à long terme remboursées	(38 400)	(54 865)
	25 742	136 391

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

29. CONSOLIDATION PROPORTIONNELLE DE LA SOCIÉTÉ BON PASTEUR S.E.N.C.

Au 31 mars, la quote-part de chacun des éléments de la Société Bon Pasteur s.e.n.c. comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle se détaille comme suit :

	2015	2014
Actif	17 405	17 594
Passif	8 382	9 363
Capitaux propres	9 023	8 231
Produits	3 300	3 297
Charges	2 508	2 464
Bénéfice net	792	833

30. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les produits d'aménagements et autres services offerts aux clients proviennent d'opérations conclues avec les ministères et organismes.

La SQI est apparentée avec tous les ministères, les fonds spéciaux, les agences de la santé et des services sociaux, les établissements et les organismes du réseau de la santé et des services sociaux, le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

La SQI n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

31. INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

Les postes susceptibles d'être affectés par le risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme ainsi que les créances à l'exception du montant à recevoir de 6,3 millions de dollars du ministère de la Santé et des Services sociaux présenté à la note 9 et des taxes à la consommation (ci-après créances). L'exposition maximale de la SQI au risque de crédit est limitée à la valeur comptable présentée à titre d'actif financier dans l'état de la situation financière ou dans les notes complémentaires.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'ils soient investis auprès d'institutions financières réputées. Le risque de crédit associé aux sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme de même qu'à la grande majorité des créances est réduit au minimum étant donné que les clients sont des apparentés qui possèdent une excellente qualité de crédit.

Quant aux créances à l'endroit de clients qui ne sont pas des apparentés, la SQI évalue la condition financière de ces clients sur une base continue et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. La SQI établit une provision pour créances irrécouvrables en tenant compte notamment du risque de crédit de clients particuliers et des tendances historiques. La SQI n'est pas exposée à un niveau de risque élevé à l'égard de ces clients.

Au 31 mars, à l'exception de la provision pour créances douteuses de 32 000 \$ (2014 : 28 000 \$), les sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme de même que les créances ne sont ni en souffrance, ni dépréciées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015**(SUITE)**

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la SQI ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit.

La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire à ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	1 à 3 ans	3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts temporaires	815 743	-	-	-
Charges à payer et frais courus				
Salaires et provision pour vacances	14 022	-	-	-
Fournisseurs	175 622	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts	39 253	-	-	-
Dettes à long terme	212 521	215 979	120 363	1 952 055
Dettes découlant d'une entente de partenariat public-privé	24 957	28 602	4 289	14 165
	1 282 118	244 581	124 652	1 966 220

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Compte tenu que la SQI n'effectue aucune opération en devises étrangères et ne détient pas de placements négociés sur un marché, elle est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et passifs financiers, mais comme la SQI a l'intention de conserver ses créances liées aux aménagements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts temporaires, ses dettes à long terme et sa dette découlant d'une entente de partenariat public-privé selon l'échéancier prévu, elle est peu exposée à ce risque.

La SQI est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts temporaires à taux variables.

À la date de l'état de la situation financière, le portrait relatif aux taux d'intérêt de la SQI se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	600	505	1 105
Créances liées aux aménagements	243 760	-	243 760
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-	815 743	815 743
Dettes à long terme	2 496 235	-	2 496 235
Dettes découlant d'une entente de partenariat public-privé	72 013	-	72 013

L'effet net tant sur les actifs que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 29,2 millions de dollars (2014 : 28,2 millions de dollars) l'excédent annuel.

32. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Contrats de location-exploitation

La SQI a conclu des contrats pour la location d'espace afin de loger les ministères et organismes.

Les paiements minimaux exigibles en vertu des baux de location-exploitation se détaillent comme suit :

EXERCICE	
2016	297 010
2017	271 289
2018	231 979
2019	203 200
2020	167 246
2021-2025	484 154
2026-2030	286 321
2031-2035	157 708
2036-2040	97 614
2041 et suivants	17 564
	2 214 085

Au 31 mars 2014, les paiements minimaux exigibles en vertu des baux de location-exploitation totalisaient 2 041,9 millions de dollars.

Projets de construction et d'aménagement

Au 31 mars, des travaux et des honoraires externes reliés à des projets de construction et d'aménagement ont fait l'objet d'engagements contractuels totalisant 254,0 millions de dollars (2014 : 160,1 millions de dollars).

Entente de partenariat public-privé

La SQI a conclu une entente de partenariat public-privé d'une durée de 30 ans pour le Centre de détention Sorel-Tracy pour la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement. Jusqu'à la fin de l'entente en juillet 2043, la SQI s'est engagée pour un montant de 255,4 millions de dollars dont 71,5 millions de dollars pour l'acquisition d'immobilisations et 183,9 millions de dollars pour l'exploitation de l'établissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015**(SUITE)**

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Les obligations relatives à l'exploitation de l'établissement se détaillent comme suit :

EXERCICE	
2016	-
2017	2 847
2018	4 892
2019	4 907
2020	4 985
2021-2025	27 335
2026-2030	32 040
2031-2035	38 561
2036-2040	38 717
2041-2044	29 615
	183 899

Au 31 mars 2014, les obligations relatives à l'exploitation de l'établissement en vertu de l'entente de partenariat public-privé totalisaient 187,4 millions de dollars.

Autres contrats

La SQI a conclu des contrats liés à l'exploitation de ses immeubles et des contrats de services professionnels de nature administrative.

Les obligations relatives aux autres contrats se détaillent comme suit :

EXERCICE	
2016	28 757
2017	5 566
2018	3 340
2019	721
2020	154
	38 538

Au 31 mars 2014, les obligations relatives aux autres contrats totalisaient 21,0 millions de dollars.

33. ÉVENTUALITÉS**Litiges**

Des poursuites judiciaires et des réclamations contre la SQI, au montant de 31,0 millions de dollars (2014 : 31,2 millions de dollars), sont en cours à la date de préparation des états financiers. La direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée à l'égard des déboursés qui pourraient découler de ces litiges et elle ne prévoit donc pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la SQI.

Environnement

Les activités de la SQI sont assujetties à des lois, règlements et directives sur l'environnement adoptés par les autorités gouvernementales.

Amiante

Les immeubles de la SQI construits avant 1985 sont susceptibles de contenir de l'amiante. La présence d'amiante dans un immeuble n'implique cependant pas l'obligation de désamiantage immédiat. En effet, comme ce matériau est généralement encapsulé, il ne présente pas de risques tant et aussi longtemps qu'une intervention qui aurait pour effet d'altérer cette couche protectrice n'est pas réalisée. Ainsi, les travaux d'entretien et de réparation sont généralement assurés au moyen d'activités qui n'impliquent pas nécessairement l'enlèvement de l'amiante. La sécurité de ses travailleurs, des occupants de l'immeuble et de la population en général guide la SQI dans sa décision de procéder à l'enlèvement de l'amiante. Quant aux interventions importantes qui requièrent l'enlèvement de l'amiante, elles sont planifiées au moment où les changements technologiques ou l'état de l'immeuble les justifient.

Pyrrhotite

Plusieurs immeubles résidentiels et commerciaux de la région de Trois-Rivières sont touchés par la présence de pyrrhotite dans le béton. Cette substance peut provoquer le soulèvement et la fissuration de la dalle d'un immeuble, problématique retrouvée principalement du côté résidentiel. Des études et analyses périodiques sont entreprises afin de surveiller la situation. La valeur nette comptable des immeubles en propriété de la SQI pour cette région est de 78,6 millions de dollars.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

(SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

En date du 31 mars 2015, la direction ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la SQI.

Terrains contaminés

La SQI possède également des terrains contaminés. Un passif au titre des sites contaminés relatif aux coûts de réhabilitation de ces terrains est comptabilisé, lorsqu'il est probable que la SQI en assumera la responsabilité, dans la mesure où la contamination dépasse la norme environnementale et que le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Les principales sources des contaminations sont des déversements accidentels et imprévus. La nature des contaminations est principalement des hydrocarbures. L'évaluation du passif a été faite selon des études environnementales ou des analyses comparatives.

Pour les terrains contaminés se rapportant au réseau de la santé et des services sociaux, les pertes qui pourraient découler des contaminations seront assumées par les locataires en vertu de baux signés par la SQI. En conséquence, aucun passif n'est comptabilisé pour ces terrains contaminés.

La direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée relativement à ces éléments.

34. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2014 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015. Aux fins de la présentation de son état des flux de trésorerie, la SQI a fait le choix d'utiliser la méthode indirecte plutôt que la méthode directe. Par conséquent, les chiffres de 2014 à l'état des flux de trésorerie ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015.